

Nous sommes à votre service – à l'avenir aussi.



Nous œuvrons pour une armée moderne et efficace dans le nouveau millénaire aussi. Notre expérience dans la technique de défense sert de base au développement, à la production, à la modernisation et au suivi des systèmes – au grand avantage du client.

RUAG: le partenaire de l'armée suisse lorsqu'il s'agit de technologie

RUAG Holding
Stauffacherstrasse 65
CH-3000 Berne 22
Suisse

Tel. +41 313 237 011
Fax +41 313 237 012
info@ruag.com
www.ruag.com

RUAG

Forefront Technology.

1950-1990

La Suisse et la guerre froide / Die Schweiz und der Kalte Krieg

ASHSM/ SVMM



Association suisse d'histoire
et de sciences militaires

Schweizerische Vereinigung für Militärgeschichte
und Militärwissenschaft

1950-1990

**La Suisse
et la guerre froide**

***Die Schweiz und
der Kalte Krieg***

1950-1990

**La Suisse et la guerre
froide**

**Die Schweiz und
der Kalte Krieg**

Association suisse d'histoire et de sciences militaires

Schweizerische Vereinigung für Militärgeschichte und Militärwissenschaft

Comité de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires

- Président :** Commandant de corps Adrien Tschumy, ancien commandant du corps d'armée de montagne 3, chemin de Bénex 37, 1197 Prangins.
- Vice-président :** Colonel EMG Jürg Stüssi-Lauterburg, directeur de la Bibliothèque militaire fédérale et Service historique, Palais fédéral-Est, 3003 Berne.
- Secrétaire général :** Colonel Dominic M. Pedrazzini, chef des Services généraux de la Bibliothèque militaire fédérale et Service historique, Palais fédéral-Est, 3003 Berne.
- Trésorier :** Colonel Hervé de Weck, historien, rue Saint-Michel 7, 2900 Porrentruy
- Assesseeurs :** Brigadier Jean Langenberger, ancien commandant de la brigade de forteresse 10, rue de l'Eglise, 1122 Romanel-sur-Morges.
- Brigadier Fritz Stoeckli, professeur à l'Université de Neuchâtel, chemin des Rochettes 28, 2072 Saint-Blaise.
- Colonel Hans Rudolf Fuhrer, privat-docent à l'Académie militaire de Wädenswil, Juststrasse 32, 8706 Meilen.
- Colonel Roland Haudenschild, Grünenbodenweg 19, 3095 Spiegel b. Bern.
- Major Hubert Foerster, archiviste de l'Etat de Fribourg, route Mgr-Besson 5, 1700 Fribourg.

Adresse pour le courrier

Col Dominic M. Pedrazzini

Secrétaire général ASHSM

Bibliothèque militaire fédérale/Palais fédéral-Est

CH-3003 Berne, tél. ++ 41 (0) 31 324 50 98, fax ++ 41 (0) 31 324 50 93

e-mail dominic.pedrazzini@gs-vbs.admin.ch

www.military.ch / ASHSM

En arrière-fond sur la page de couverture, un extrait du plan de la ville de Genève imprimé par le commandement soviétique et classifié « SECRET ». Les indications sont en cyrillique ; les catégories d'objectifs sont mises en évidence en noir, en violet et en vert.

Colloque
de l'Association suisse d'histoire
et de sciences militaires
Berne, 19 octobre 2002

1950-1990

La Suisse et la guerre froide

Die Schweiz und der Kalte Krieg

Actes publiés par le
Comité de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires
Rédaction scientifique : Hervé de Weck

Avant-propos de Guy Marchal,
président de la Société suisse d'histoire

ASHSM/SVMM
2003



Publié en collaboration avec la Bibliothèque militaire fédérale
et tiré à 800 exemplaires

© 2003, Association suisse d'histoire et de sciences militaires, Berne
ISBN 2-9700034-5-7

Imprimé en Suisse

Table des matières

Guy Marchal

Grusswort / Avant-propos	7
--------------------------------	---

Commandant de corps Adrien Tschumy

Introduction : La Suisse entre l'OTAN et l'Organisation du Pacte de Varsovie (1948-1990)	9
---	---

Oberst Roland Haudenschild

Chronologie « Kalter Krieg »	17
------------------------------------	----

1. Neutralité et guerre froide

Ambassadeur Edouard Brunner

Le maniement de notre neutralité durant la guerre froide	31
Zusammenfassung	41

2. Etudes et recherches

Oberst i Gst Roland Beck, Peter Braun

Integration oder autonome Verteidigung ? Die schweizerische Landesverteidigung im Spannungsfeld von nuklearen Gefechts Waffen und bewaffneter Neutralität 1955-1961	49
Résumé	72

Oberst Hans Rudolf Fuhrer

Alle roten Pfeile kamen von Osten. Zur Bedrohung der Schweiz im Kalten Krieg (1945-1966)	75
Résumé	106

Colonel EMG Jürg Stüssi-Lauterburg, Stefanie Frey colonel Dominic M. Pedrazzini

La guerre froide vue de l'Ouest (1944-1975)	111
Zusammenfassung	123

Brigadier Fritz Stoeckli

Österreich und die Schweiz während des Kalten Krieges	125
Résumé	130

3. Témoignages suisses

Divisionnaire Mario Petitpierre

Le renseignement suisse face à la bipolarité politico-militaire en Europe	135
Zusammenfassung	146

Korpskommandant Walter Dürig

Die schweizerische Luftverteidigung in der Mitte des geteilten Europas	149
Résumé	178

Brigadier Hans Jörg Huber

Politische und militärische Aktivitäten zu Gunsten unserer Landesverteidigung	183
Résumé	193

4. Témoignages d'attachés militaires suisses et étrangers

Colonel Jean-Jacques Furrer (Suisse)

En mission à l'Est, un attaché de défense suisse vit la guerre froide.....	197
--	-----

Divisionär Rüdiger Stillfried (Österreich)

Meine Zeit als österreichischer Verteidigungsattache in der Schweiz ...	207
---	-----

Général François Koscher (France)

La Suisse et l'après-guerre froide	211
--	-----

OTAN : le général Rogers reçoit « L'Hebdo »

	217
--	-----

5. Bibliographie :

Travaux et recherches sur la Suisse et la guerre froide par les membres de l'ASHSM	225
---	-----

Grusswort

Die „Schweizerische Vereinigung für Militärgeschichte und Militärwissenschaft“ gehört zu den Sektionen der „Schweizerischen Gesellschaft für Geschichte“, die alle in ihrem Bereich eigenständig ihren Beitrag zu einem besseren Verständnis der Geschichte unseres Landes leisten. Bei diesen vielfältigen Aktivitäten möchte man sich bisweilen wünschen, dass die verschiedenen Spezialbereiche sich gegenseitig besser zur Kenntnis nähmen, dass gegebenenfalls jenes mitunter auch kritische, immer aber anregende Gespräch entstünde, von dem allein die Wissenschaft lebt.

Beachtung über den Kreis der Militärhistoriker hinaus verdient der hier vorliegende Band auf jeden Fall. Dies nicht nur, weil er die bislang noch nicht so sehr ins Blickfeld gerückte Zeit des Kalten Krieges beschlägt und aus militärhistorischer Sicht Einblicke in das Verhalten der Schweiz gewährt, sondern auch dadurch, dass er Persönlichkeiten, welche damals als Kommandanten und Verteidigungsattachés wichtige Funktionen eingenommen hatten, zu Wort kommen lässt.

Gerade diese Zeitzeugenschaft macht den Band zu einem wichtigen Beitrag auch zur allgemeinen Zeitgeschichte. Möge er die breite Rezeption erhalten und zur Diskussion anregen, die er ohne Zweifel verdient.

Prof. Dr. Guy P. Marchal,
Präsident der Schweizerischen Gesellschaft für Geschichte

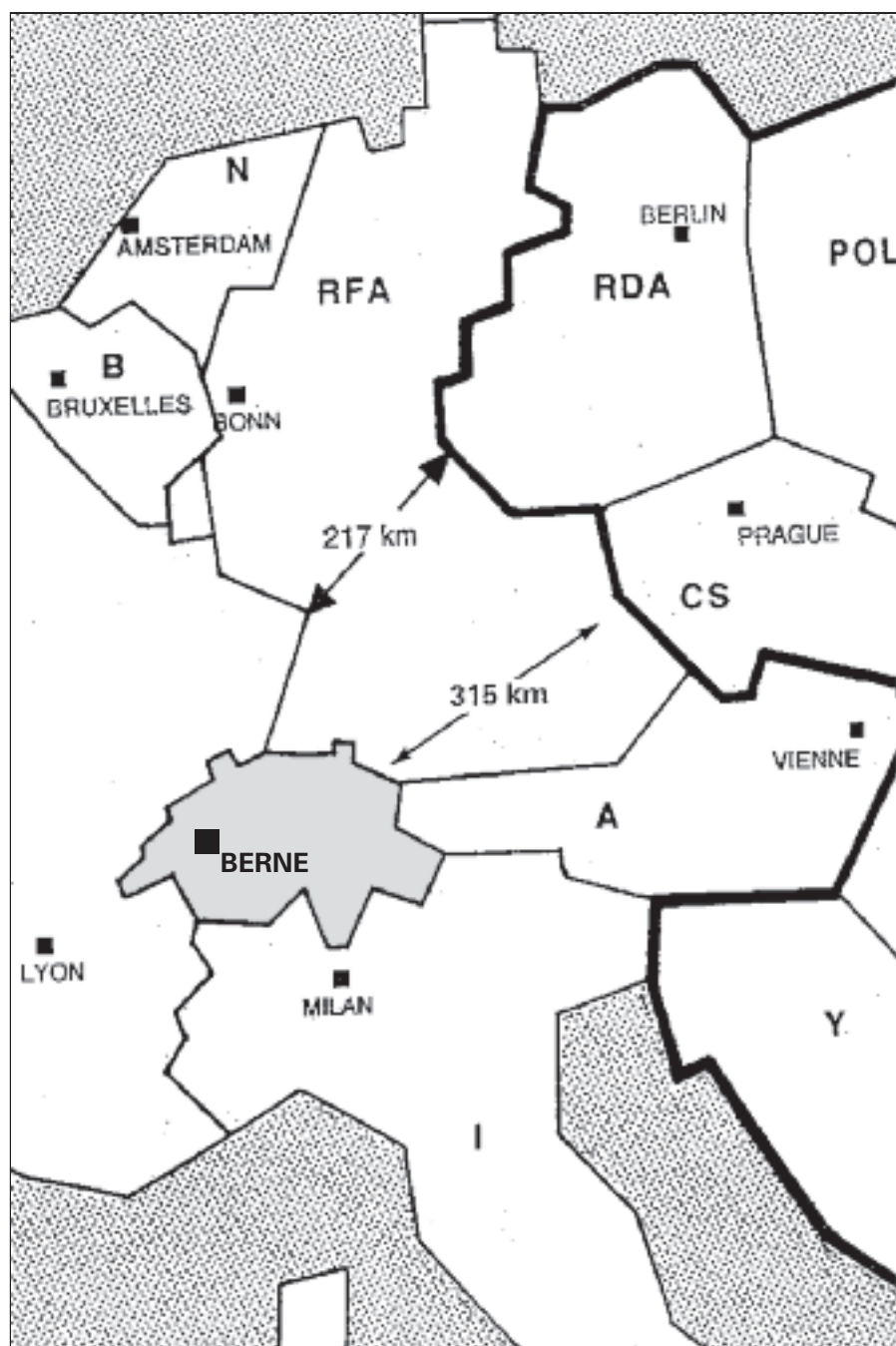
Avant-propos

L'Association suisse d'histoire et de sciences militaires est l'une des sections de la Société suisse d'histoire. Chacune apporte sa contribution propre à une meilleure compréhension de l'histoire de notre pays. Il est souhaitable que ces différentes sections puissent se connaître grâce à leurs nombreuses activités afin que, source de toute science, des discussions critiques et stimulantes puissent se développer.

Le présent ouvrage mérite en tout cas de l'intérêt au-delà des seuls cercles de l'histoire militaire. Non seulement en raison de l'éclairage qu'il apporte sur la période de la guerre froide, peu étudiée jusqu'à présent, et de la possibilité qu'il offre de prendre connaissance du comportement de la Suisse dans son aspect militaire, mais aussi parce qu'il donne la parole à des personnages marquants tels que commandants et attachés militaires de l'époque.

Ces témoignages font de ce livre une contribution importante à l'histoire contemporaine. J'espère que cette publication recevra l'accueil qu'elle mérite sans doute et qu'elle sera source de nombreux et profitables échanges.

Prof. Dr. Guy P. Marchal, président de la Société suisse d'histoire



La situation géo-stratégique de la Suisse.

INTRODUCTION :

La Suisse entre l'OTAN et l'Organisation du Pacte de Varsovie (1948-1990), cadre général

■ **Commandant de corps Adrien Tschumy** ¹

« Il y a aujourd'hui sur la terre deux grands peuples, les Russes et les Anglo-Américains, chacun d'eux semble appelé par un dessein secret de la Providence à tenir dans ses mains les destinées de la moitié du monde. » Cette prophétie n'a pas été énoncée à la veille de la guerre froide mais dans le contexte de politique internationale de 1835, par Alexis de Tocqueville ².

L'euphorie de la victoire alliée sur les forces nazies et fascistes, en 1945, fait rapidement place à une situation de duel entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. La Seconde Guerre mondiale à peine terminée, voici que se lève déjà la menace d'une troisième déflagration générale, non pas sous forme d'une menace vague et lointaine, mais d'un affrontement direct quasiment inévitable, puisque proclamé et ressenti comme tel par les deux parties en cause. Dans l'histoire, il y a peu de conflits qui, comme la guerre froide, ont été accompagnés d'un tel sentiment de fatalité.

D'un côté, l'idéologie communiste bénéficie de l'aura de considération et d'admiration que lui vaut la victoire de l'Armée rouge sur les troupes d'Hitler. Cependant, cette respectabilité s'avère un capital éphémère. L'Union soviétique, dans sa politique extérieure d'alors, cherche à créer un glacis stratégique et économique en groupant autour d'elle des Etats socialistes. Staline brandit la menace d'un nouveau fascisme, rejeton de l'impérialisme américain.

¹ Ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, il travaille pendant vingt ans dans une entreprise industrielle de Genève pour le compte de laquelle il contribue à la réalisation d'aménagements hydroélectriques en Suisse et à l'étranger. Artilleur et officier d'état-major général de milice, il passe au service de la Confédération lorsqu'il prend le commandement de la division de montagne 10 en 1982. Commandant du corps d'armée de montagne 3 entre 1989 et 1992. Président depuis 1994 de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires.

² Charles Alexis Clérel de Tocqueville (Paris, 1805 – Cannes, 1859), écrivain et homme politique français. Au retour d'un voyage aux Etats-Unis, il publie *De la démocratie en Amérique* (1835-1840), œuvre capitale d'analyse politique et sociologique. Il est ministre des Affaires étrangères de la II^e République (1849). En 1856, il fait paraître *L'Ancien Régime et la Révolution*. Il entre à l'Académie française en 1841.

De l'autre côté, les Etats-Unis privilégient une politique extérieure basée sur un système incarné par l'Organisation des Nations unies (ONU), le Fonds monétaire international (FMI), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), le *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT) qui, selon les responsables américains de l'époque, doit être étendu au monde entier. Dans les faits, ces projets n'atteignent pas leurs objectifs. Le 5 mars 1946, dans son discours de Fulton (Missouri), l'ancien premier ministre britannique Winston Churchill donne en quelque sorte le « coup d'envoi » de la guerre froide en se déclarant convaincu que les Russes ne respectent que la force. Il invite les peuples de langue anglaise à s'unir d'urgence pour enlever toute tentation à l'ambition ou à l'aventure. Bien qu'il ne soit plus premier ministre, il parle avec l'autorité qui s'attache à son nom, avec le complet accord du président Truman. Staline ne s'y trompe pas et réplique peu après sur le même ton. C'est la fin de la conception qui avait inspiré les accords de Yalta (11 février 1945), c'est-à-dire un monde vivant définitivement en paix, dans le cadre des Nations unies, sous la surveillance des trois grandes puissances, une Allemagne administrée conjointement par ses vainqueurs jusqu'au jour où elle se sera définitivement reconvertie à la démocratie.

Dès lors durant presque un demi-siècle, le Moyen et le Proche Orient, particulièrement l'Europe, le monde en général vont vivre une suite d'affrontements Est-Ouest, de nature et d'intensité variables. Une sorte de Troisième Guerre mondiale s'installe dans le sillage de la précédente, avec une suite d'analogies contradictoires et de réutilisations de souvenirs opposés.

A l'origine se trouve le problème allemand. Pour les dirigeants du parti communiste d'Union soviétique, le réarmement de ce pays représente un danger majeur, celui de créer aux portes du monde socialiste la menace d'un peuple qu'ils qualifient de revanchard et qui va faire, d'après eux, planer de nouveau sur l'Europe la menace d'une guerre totale. Il est donc nécessaire d'organiser la défense de l'Europe de l'Est en raison de la menace d'une agression de l'Allemagne occidentale.

Puis survient le problème grec. La diplomatie américaine ne peut risquer de voir les pays qui, jusqu'ici, ont échappé au contrôle de l'Union soviétique passer sous celui-ci. Il semble que les communistes vont remporter la guerre civile grecque, parce que le Kremlin soutient matériellement l'extrême gauche et exerce de vives pressions sur la Turquie pour qu'elle lui cède des bases militaires. Ankara éprouve les pires difficultés à soutenir l'état de mobilisation permanente que lui imposent les revendications soviétiques sur les détroits. La tentative russe de conserver l'Azerbaïdjan d'Iran, occupé pendant la Seconde Guerre mondiale, provoque le premier engagement américain de la guerre froide. Les Etats-Unis assument, en lieu et place de la Grande-Bretagne, le rôle de protecteur de la Grèce et de la Turquie et mettent en action le plan Marshall

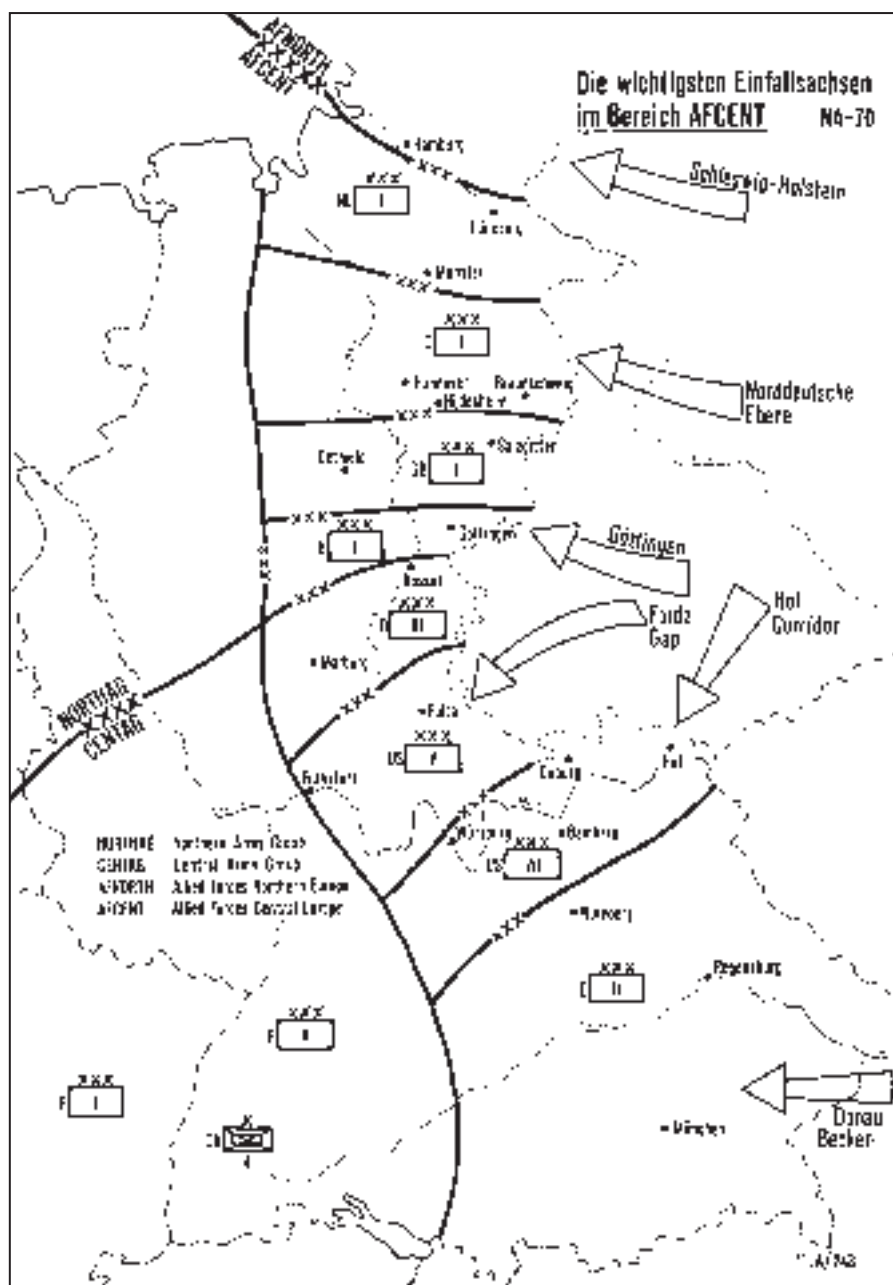
destiné à apporter une aide substantielle aux « vieilles nations ». La brutalité de la réaction de Staline contre le plan Marshall, qu'il dénonce comme une machine de guerre américaine contre son pays, provoque la formation du *Kominform*, le 5 octobre 1947.

En février 1948, un événement dramatique fait monter la tension. Encouragés par la chute de popularité des communistes qui partagent le pouvoir avec eux depuis la libération, les partis « bourgeois » tchécoslovaques essaient de desserrer le contrôle que l'extrême gauche exerce sur la police. Ils perdent la partie et, le 25 février, le président Benes se résigne à mettre en place un gouvernement communiste homogène. Le « Coup de Prague », qui fait croire qu'une nouvelle guerre est inévitable, provoque un début de panique.

Le déclenchement du premier blocus de Berlin (24 juin 1948) achève d'affoler les démocraties. Ce blocus marque le couronnement d'une série de mesures prises par les Soviétiques pour gêner les communications des Occidentaux avec leurs secteurs d'occupation. Il s'agit, sans doute, de les forcer à les abandonner. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, qui ont promulgué une réforme monétaire dans leurs zones en juin 1948, veulent étendre ces dispositions à Berlin-Ouest. Staline réplique en bloquant tous les accès terrestres et fluviaux. Washington improvise en hâte un pont aérien qui, contrairement à toute attente, réussit à maintenir la ville en activité. Les Soviétiques n'osent pas intercepter les avions alliés et, un peu moins d'une année plus tard (le 12 mai 1949), le blocus est levé.

Par rapport à la Seconde Guerre mondiale, le blocus de Berlin représente un extraordinaire revirement de situation et de rapport des forces, que souligne encore la similitude du lieu. Il n'est pas nécessaire de disposer d'une grande mémoire pour se souvenir que Berlin a constitué la cible des avions américains, avant de devenir l'objet de leur aide. Berlin a été la capitale d'un empire totalitaire, avant de devenir le symbole de la liberté. Les Berlinoises ont changé de rôle en même temps que les Soviétiques : signe qu'une Troisième guerre mondiale menace en Europe, exactement là où la Deuxième s'est terminée.

Tout cela amène les puissances occidentales à signer, le 4 avril 1949, le traité de l'Atlantique Nord. Les pays fondateurs sont les Etats-Unis, le Canada, la Belgique, le Danemark, la France, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, le Royaume-Uni, auxquels se joignent ultérieurement la Grèce, la Turquie (18 février 1952), la République fédérale allemande (5 mars 1955), l'Espagne (30 mai 1982) et, dans l'après-guerre froide, la Pologne, la République tchèque et la Hongrie. Cette alliance va dès lors jouer un rôle essentiel dans l'histoire du monde. Toutefois, il faut remarquer que son histoire est caractérisée par un paradoxe : alors que jamais une coalition internationale n'a obtenu autant de succès, elle semble avoir eu la « crise » pour



Le dispositif de l'OTAN dans les années 1970.

mode d'existence privilégié : Communauté européenne de défense, euromissiles, problèmes financiers, retrait partiel de la France, etc.

Dans le camp socialiste, le pacte, signé à Varsovie le 14 mai 1955, constitue la réplique aux accords de Paris du 24 octobre 1954, accords qui stipulent notamment l'entrée de la République fédérale allemande dans l'OTAN et la création de l'Union de l'Europe occidentale. A l'origine, l'Organisation du pacte de Varsovie regroupe huit démocraties populaires : l'Union soviétique, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la République démocratique allemande et l'Albanie. Ce dernier pays quittera l'Organisation du Pacte en 1961.

Les affrontements se déroulent dans le monde entier. Ils sont tous marqués par une confrontation Est-Ouest dans le sens le plus général. Durant toute cette période, l'Europe apparaît comme l'enjeu central, même si certains acteurs majeurs n'en font pas toujours partie. Globalement, l'image de la situation de l'Europe, c'est sa partition avec, en position centrale, la Suisse et l'Autriche, deux pays neutres. Durant toute la guerre froide, cette situation va déterminer en Suisse la politique, la stratégie et les options opératives.

Depuis ses origines en 1949, l'Alliance atlantique se trouve face à trois grandes options stratégiques. La première correspond aux années où les Européens, qui n'ont pas encore récupéré après le deuxième conflit mondial, sont dans l'incapacité de mettre sur pied suffisamment de forces classiques crédibles. La première stratégie de l'Alliance, la seule possible alors, est de freiner au maximum une avance des Soviétiques, par des dispositifs défensifs ancrés en Centre-Europe. Le temps ainsi gagné permettrait aux Américains, non seulement de se mobiliser, mais de casser à coup de feux nucléaires, tirés depuis chez eux, le potentiel militaire et industriel des Soviétiques.

Le nombre des armes nucléaires américaines augmentant, l'OTAN peut adopter une nouvelle stratégie dite du « fil de déclenchement ». Les forces classiques de l'Alliance, toujours insuffisantes, doivent supporter le premier choc des formations du Pacte de Varsovie, et déclencher dans la foulée une réplique nucléaire immédiate contre l'Est.

En 1967, cette stratégie, à son tour amendée, devient la stratégie dite de la « riposte graduée ». Elle prévoit des réponses proportionnées à l'agression et une possibilité d'escalade progressive dans l'emploi de la force jusqu'à la frappe nucléaire stratégique. Dans les années 1980, l'OTAN complète cette option stratégique de base en appliquant une nouvelle doctrine d'engagement des forces terrestres. La profondeur du champ de bataille, on la trouve chez l'adversaire. La bataille devient résolument offensive. Dès lors, les Européens comptent sur les forces américaines pour rétablir sur le « vieux continent » les frontières qui auraient été bousculées par un conflit. Les Américains, eux, ont un

autre objectif : vaincre leur ennemi soviétique. Cette divergence va poser à l'OTAN de difficiles problèmes d'harmonisation.

Du côté de l'Union soviétique, la doctrine évolue tout au long de la période. Il ne fait toutefois pas de doute que la cible principale, l'objet sinon final, du moins primordial de l'intérêt soviétique, est l'Europe occidentale. La poussée vers le Golfe arabo-persique, illustrée par l'occupation de l'Afghanistan, témoigne de visées nettement plus offensives en direction du Sud. Le golfe Persique est l'artère vitale de l'approvisionnement pétrolier du monde occidental et de l'Europe.

Le but privilégié de cette stratégie indirecte est d'amollir l'Europe. Dès le moment où l'arsenal nucléaire soviétique a une dimension analogue à celui des Américains, les scénarios d'une guerre menée par l'Union soviétique s'articulent en deux phases. Dans un premier temps, une situation de crise, soit fortuite soit délibérément créée par Moscou, serait mise à profit par l'Armée rouge pour se mettre en état d'alerte, notamment par un meilleur déploiement de ses forces stratégiques sous-marines. Dans un deuxième temps, qui pourrait suivre un répit dans la crise, on proclamerait, dans la foulée d'un incident quelconque, que l'adversaire a « déclenché » les hostilités, et les forces soviétiques prendraient l'initiative des opérations militaires en attaquant à grande échelle et en profondeur, avec ou sans armes nucléaires.

Un élément domine ces réflexions : l'importance de l'arme nucléaire dans la doctrine militaire et son rôle comme moyen de dissuasion. Ce type d'armement a véritablement marqué les esprits et les raisonnements, non seulement dans les deux blocs, à l'Est et à l'Ouest, mais aussi dans des pays comme la Suisse où l'option nucléaire a été au centre des discussions relatives à la doctrine militaire.

Durant la guerre froide, une ligne de rupture étanche traverse l'Europe du nord au sud. La notion même d'Europe centrale disparaît. La guerre froide dure si longtemps que la pensée des stratèges de l'OTAN, de l'Organisation du Pacte de Varsovie et des autres états-majors finit par se « fossiliser » et devenir totalement prévisible. Les puissances occidentales, hypnotisées par la menace soviétique, n'inventent rien durant cette période dans le domaine de la stratégie et de la technologie militaire qui ne soit une réponse directe aux initiatives des pays du bloc de l'Est.

La guerre froide est en vérité une période étrangère au « cours naturel des choses », historiquement aberrante, qui fausse la manière normale de maintenir l'équilibre entre les nations. Le jeu, au lieu d'être dynamique, reste immobile, les deux superpuissances se préoccupant presque exclusivement de maintenir entre elles une parité militaire qui les dissuade de s'entre-détruire. En cela, la guerre froide est une période qui diffère radicalement de celles qui l'ont précédée,

puisque les deux blocs sont restés en réalité sur la défensive, indépendamment de leurs doctrines stratégiques.

La brusque fin de la guerre froide représente pour le bloc communiste le « passé d'une illusion ». Pour l'Europe, également pour notre pays, elle provoque des désordres politiques et militaires formidables, de nature nouvelle, qui mettent en évidence l'inéquation des systèmes de défense, donc la nécessité de tout repenser : les stratégies, les missions, l'importance numérique des forces armées. Tout cela sort du thème « La Suisse et la guerre froide ». En revanche, il apparaît nécessaire de connaître et de comprendre les éléments essentiels de la période 1945-1990, afin de mieux maîtriser les changements que nous vivons aujourd'hui.

A. T.

Centre-Europe, Europe de l'Est, Russie d'Europe			
Rapport des forces en 1983			
	OTAN	Union soviétique	Pacte de Varsovie
Divisions	58	99	113
Chars de combat	7 000	21 000	26 200
Avions	3 171	4 055	5 475

OTAN – Pacte de Varsovie		
Rapport des forces en 1988		
	OTAN	Pacte de Varsovie
Effectifs (hommes)	4 500 000	6 000 000
Divisions	115	192
Chars de combat	17 730	46 230
Missiles antichars	19 170	35 400
Artillerie (plus de 100 mm)	14 700	38 800
Véhicules blindés de combat	39 600	94 800
Hélicoptères de combat	900	1 175
Hélicoptères de transport	6 000	1 375
Avions de combat	3 500	8 100

D'après Marenches, <i>Atlas géopolitique</i>		
--	--	--

SUISSE : ARMÉE 61

Acquisitions de systèmes d'arme (1960-1990)

1. Avions de combat

- 57 *Mirage-III*
- 100 *Tiger*

2. Chars de combat

- 300 *Centurion*
- 390 *Chars suisse 61 et 68*
- 300 *Leopard-2*

3. Véhicules blindés de transport de troupe

- 1700 *M-113*

4. Artillerie

- 580 *obusiers blindés*

Chronologie « Kalter Krieg »

■ Oberst Roland Haudenschild

Begriff

– « **Kalter Krieg**, nichtkriegerische Konfrontation zweier Staaten oder Staatenblöcke (ideologische und propagandistische Unterwanderung, wirtschaftliche Kampfmassnahmen, Wettrüsten, Auf- und Ausbau von Bündnissen, politische Offensiven) ; als Schlagwort zuerst von B.M. Baruch verwendet, seit 1947 geläufige Bezeichnung für den Ost-West-Konflikt. » (*Schweizer Lexikon*. Volksausgabe in 12 Bänden, Visp 1999, Band 6, S. 279.)

– « **Kalter Krieg**, schlagwortartige Bezeichnung für eine nichtmilitärische Konfrontation zweier Staaten oder Staatengruppen, die durch Militärbündnisse, Wettrüsten, diplomatisch-politischen Druck (bis hin zu Kriegsdrohungen), wirtschaftliche Kampfmassnahmen (z.B. Embargo), militärisches Eingreifen in regionale Konflikte, ideologische Unterwanderung, Förderung von Putschen und Staatsstreichern im anderen 'Lager' sowie durch Propaganda ihre internationale Position zum Nachteil des andern verbessern wollen. Als historischer Begriff umschreibt die Bezeichnung Kalter Krieg (erstmalig gebraucht von B.M. Baruch ¹) den in seiner Intensität schwankenden Antagonismus der beiden Weltmächte USA und UdSSR sowie die Beziehung zwischen den daraus hervorgehenden Machtblöcken (...). » (*Brockhaus Enzyklopädie* in 24 Bänden, 19. völlig neu bearbeitete Auflage, Mannheim 1990, Band 11, S. 369.)

Weltgeschehen

1945

- 11.02. Konferenz von Jalta
- 08.05. Kriegsende in Europa
- 16.06. Gründung der UNO
- 02.08. Potsdamer Abkommen
- 02.09. Japan kapituliert ; Ende des 2. Weltkrieges

1946

- 05.03. Rede Churchills in Fulton (Missouri, USA) : Begriff Eiserner Vorhang in Europa geprägt

Geschehen in der Schweiz

1945

- 26.06. Völkerbund formell aufgelöst und durch UNO ersetzt
- 20.08. Ende Aktivdienst. Rücktritt von General Guisan

1946

- 18.03. Aufnahme diplomatischer Beziehungen mit der Sowjetunion

¹ Baruch, Bernard Mannes, amerikanischer Politiker (1870-1965). Berater verschiedener amerikanischer Präsidenten seit dem 1. Weltkrieg. Ab 1943 Berater von Präsident F.D. Roosevelt für Kriegswirtschaftsfragen. Seit 1946 Vertreter der USA in der Atomenergiekommission der UNO. (*Brockhaus Enzyklopädie*, a.a.O., Band 2, S. 602.)

01./25.07.	USA testen Atombombe im Pazifik	21.05.	Washingtoner Abkommen. Konfiskation deutschen Besitzes in der Schweiz
1947		1947	
05.06.	Marshallplan zum Wiederaufbau Westeuropas an der Harvard-Universität vorgestellt	12.12.	Armeeleitung im Frieden neu geordnet Panzerjäger <i>G-13</i> und Düsenflugzeuge <i>Vampire DH-100</i> beschafft
1948	Beginn des kalten Krieges	1948	
24./25.02.	Streiks in der CSR. Prager Umsturz ; Kommunisten gelangen an die Macht		Fractionen im Parlament fordern wirksamen Staatsschutz gegen Kommunisten
24.06.	Beginn der Berliner Blockade (bis Mai 1949)	16.04.	Beitritt zur Organisation für europäische wirtschaftliche Zusammenarbeit (OEEC)
1949	Spaltung Europas in zwei feindliche Blöcke vollzogen	1949	
04.04.	Nordatlantisches Bündnis (NATO) abgeschlossen	01.04.	Heeresklassen neu festgesetzt (Ausdehnung bis 60. Altersjahr)
12.05.	Ende der Berliner Blockade	12.08.	I - III Genfer Abkommen. Verbesserung des Loses der Verwundeten und Kranken der bewaffneten Kräfte und der Behandlung der Kriegsgefangenen
23.05.	BRD. Grundgesetz verkündet		
23.09.	UdSSR. Atombombentest		
01.10.	Sieg der Kommunisten in China. Volksrepublik gegründet		
07.10.	DDR. Verfassung proklamiert		
1950			
25.06.	Beginn Koreakrieg (bis Juli 1953)		
1951		1951	
19.03.	Errichtung der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl (EGKS)	26.12.	Reglement <i>Truppenführung 1951</i> ersetzt <i>Felddienst 1927</i> Leichtpanzer <i>AMX-13</i> und Maschinengewehre 1951 beschafft
22.10.	Griechenland und die Türkei Mitglieder der NATO		
1952		1952	
27.05.	Vertrag über die Gründung der Europäischen Verteidigungsgemeinschaft (EVG)	01.01.	Truppenordnung 1951 (TO 51) in Kraft
01.11.	USA. Explosion der ersten Wasserstoffbombe		
1953		1953	
05.03.	UdSSR. Tod Stalins	01.08.	Schweiz beginnt mit einer Delegation an der Neutralen Überwachungskommission in

16.06.	Aufstand in Ostberlin und der DDR, von sowjetischen Truppen niedergeschlagen	Korea teilzunehmen (1. Sitzung NNCS)
27.07.	Waffenstillstand in Korea	
12.08.	UdSSR. Explosion einer Wasserstoffbombe	
1954		1954
30.08.	Frankreich lehnt den EVG-Vertrag ab	15.10. Neues Dienstreglement (<i>DR 54</i>) in Kraft. Erstmals Abgabe an alle Wehrmänner
08.09.	Südostasiatische Verteidigungsorganisation (SEATO) gegründet	
23.10.	Westeuropäische Union gegründet (WEU)	
1955		1955
05.05.	BRD wird souveräner Staat	Beschaffung von Kampfpanzern <i>Centurion</i>
09.05.	BRD wird Mitglied der NATO	
14.05.	Warschauer Pakt (WAPA) unterzeichnet	30.09. 1. Bundesgesetz über die wirtschaftliche Kriegsvorsorge
15.05.	Oesterreich wird wieder ein unabhängiger Staat (Staatsvertrag unterzeichnet)	
1956		
23.02.	UdSSR. Ende des 20. Parteitag des der KPdSU. Beginn der Entstalinisierung	
28.06.	Polen. Unruhen niedergeschlagen	
26.07.	Ägypten verstaatlicht den Suezkanal	
23.10.	Ungarn. Volksaufstand	
04.11.	Sowjetunion schlägt Aufstand in Ungarn nieder	
06.11.	Kommandos der Briten und Franzosen landen am Suezkanal	
15.12./ 22.12.	Abzug britischer und französischer Truppen ; UN-Truppen besetzen das Suezkanalgebiet	
1957		1957
25.03.	Unterzeichnung der EWG- und Euratomverträge (Römer Verträge)	03.03. Einführung des Helikopters in der Armee (<i>Alouette II</i>)
19.12.	NATO-Gipfelkonferenz. Stationierung US-amerikanischer Raketen in Westeuropa	

1958

- 01.01. EWG-Verträge treten in Kraft
- 27.03. UdSSR. Chruschtschow übernimmt die absolute Macht
- 01.06. Frankreich. De Gaulle übernimmt die Regierung

1959

- 02.01. Castro übernimmt die Macht in Kuba
- 15.09. Chruschtschow besucht die USA

1960

- 01.05. US-amerikanisches Aufklärungsflugzeug vom Typ *U 2* wird über der UdSSR abgeschossen
- 18.11. Grossbritannien. Allgemeine Wehrpflicht abgeschafft. Berufsarmee wird aufgestellt

1961

- 13.08. Abriegelung der Sektorengrenze zwischen Ost- und Westberlin durch die DDR
- 16.08. Mauerbau in Berlin

1962

- 22.-28.10. Kubakrise. Blockade von Kuba durch die USA

1963

- 22.01. Deutsch-Französischer Freundschaftsvertrag unterzeichnet

1958

- 16.06. Schaffung eines Landesverteidigungsrates
- Okt. Einführung von Sturmgewehr 1957 und Kampfanzug

1959

- 24.05. Abgeänderter Zivilschutzartikel der Verfassung (Freiwilligkeit der Frauen) in Volksabstimmung angenommen

1962

- 01.01. Truppenordnung 1961 (TO 61) in Kraft. Beginn Armee reform. Bildung mechanisierter Heereseinheiten und des grossräumigen Gebirgsarmee korps. Gruppierung der Armee korps. Herabsetzung des Wehrpflichtalters (auf 50 Jahre, Offiziere 55 Jahre)
- 01.04. Ablehnung Initiative auf Atomwaffenverbot für die Armee in Volksabstimmung
- 01.10. Koordinationausschuss für zivile und militärische Landesverteidigung entsteht
- Bundesgesetz über den Zivilschutz in Kraft

1963

- 06.05. Schweiz wird Vollmitglied des Europarates in Strassburg
- 16.05. Initiative über Ausrüstung der Armee mit Atomwaffen in

20.06.	Einrichtung einer direkten Verbindung des roten Telefons zwischen Washington und Moskau (heisser Draht) !	Volksabstimmung abgelehnt (Atomwaffeninitiative II)
05.08.	Unterzeichnung des Atomwaffensperrvertrags durch die UdSSR, USA und GB (Atomteststopabkommen)	
22.11.	US-Präsident J.F. Kennedy erschossen	
1964		
04.08.	Nordvietnam/USA. Zwischenfall im Golf von Tonkin	1964 30.04./25.10.
14.10.	Chruschtschow aller Aemter enthoben ; Nachfolger sind Kosygin und Breschnew	Landesausstellung EXPO 64 in Lausanne. Ausstellung „Wehrhafte Schweiz “ findet grosses Interesse
		01.09. Schlussbericht der parlamentarischen Untersuchungskommission über die « <i>Mirage-Affäre</i> » (Kostenüberschreitung)
1965		
08.03.	US-Truppen landen in Süd-vietnam	
Herbst	Beginn der Kulturrevolution in China	
1966		
	Frankreich. Rückzug aus militärischer Organisation der NATO (Vollzug am 1.7.)	1966 06.06.
		Konzeption der militärischen Landesverteidigung setzt neue Akzente und befriedet den Konzeptionsstreit Weisungen für die operative Führung mit Beschreibung der neuen Einsatzdoktrin
		06.10. Bundesgesetz über den Schutz der Kulturgüter bei bewaffneten Konflikten
1967		
05.06.	6-Tage-Krieg im Nahen Osten	1967 01.01.
01.07.	EGKS/EWG/Euratom : Zusammenschluss zu den Europäischen Gemeinschaften (EG)	Neues Dienstreglement (DR 67) tritt in Kraft
Dez.	NATO nimmt die Doktrin der « Flexibel Response » an	
1968		
16.01.	Grossbritannien kündigt drastische Sparmassnahmen in der Verteidigung an ; bis 1971 sollen alle Truppen aus « Gebieten östlich Suez » zurückgezogen werden	1968 01.02.
		Neuorganisation EMD tritt in Kraft
		21.02. Panzerhaubitzen <i>M-109</i> beschafft

- 21.08. Warschaupakttruppen fallen in die CSSR ein ; Ende des « Prager Frühlings »
- 13.09. Albanien tritt aus dem Warschauer Pakt aus

1969

- Nov. Abkommen über die atomare Nonproliferation abgeschlossen. Treffen SALT (USA/UdSSR)

1970

- 05.03. Atomwaffenvertrag in Kraft (UdSSR/USA)
- 12.08. Unterzeichnung des deutsch-sowjetischen Gewaltverzichtsvertrages
- 07.12. BRD/Polen. Normalisierung der gegenseitigen Beziehungen (Warschauer Vertrag)

1971

- 13.06. Die Zeitung New York Times beginnt mit der Publikation der sog. Pentagon-Papiere (geheime Unterlagen über die US-amerikanische Intervention in Vietnam)
- 03.09. Viermächteabkommen über Berlin (USA, UdSSR, GB, F)

1972

- 22.05. SALT I Abkommen durch USA/UdSSR in Moskau unterzeichnet
- 03.10. ABM Abkommen durch USA/UdSSR unterzeichnet
- 21.12. BRD/DDR. Grundvertrag über die innerdeutschen Beziehungen unterzeichnet

1973

- 27.01. Waffenstillstandsabkommen über Indochina in Paris unterzeichnet
- 18.06. UdSSR/USA. Atomkriegsverhinderungsabkommen unterzeichnet

1969

- 10.04. Neues Reglement *Truppenführung* 1969 (TF 69)
- 27.06. Eidg. Räte stimmen dem Bundesgesetz über die Leitungsorganisation und den Rat für Gesamtverteidigung zu (In Kraft am 1.4.1970)

1971

- 28.04. Bundesrat erlässt Richtlinien über die Gestaltung einer nationalen Rüstungspolitik
- 22.07. Schweiz unterzeichnet Freihandelsabkommen mit der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (EWG)
- 11.08. Bundesrat genehmigt Zivilschutzkonzeption 1971

1972

- 30.06. Bundesgesetz über das Kriegsmaterial
- 21.12. Schweiz unterzeichnet europäische Menschenrechtskonvention

1973

- 27.06. Bericht des Bundesrates über die Sicherheitspolitik der Schweiz (Konzeption der Gesamtverteidigung) Petition „Für eine starke Armee“ der

30.06.	USA. Abschaffung der Wehrpflicht ; Streitkräfte in Berufsarmee umgewandelt	Landeskonferenz militärischer Verbände
03.07.	Beginn der KSZE Konferenz in Helsinki	
06.10.	Beginn Jom-Kippur-Krieg zwischen arabischen Staaten und Israel	
1974		1974
08.08.	USA. Rücktritt Präsident Nixon's (Verwicklung in Watergate-Skandal)	01.09. Stelle eines Stabschefs operative Schulung wird geschaffen
		28.11. Konvention vom 4.11.1950 zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten tritt für die Schweiz in Kraft
1975		1975
30.04.	Kapitulation von Saigon ; ganz Vietnam in der Hand des Vietcong	01.08. Schlussakte der Konferenz über Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (KSZE) wird von der Schweiz unterzeichnet
0.08.	Schlussakte von Helsinki unterzeichnet	29.09. <i>Armeeleitbild 80</i> wird vom Bundesrat vorgelegt
1976		1976
09.09.	China. Mao Zedong stirbt in Peking	Spionagefall Brigadier Jeanmaire zugunsten der Sowjetunion aufgedeckt
		1977
		01.01. Neues Versorgungskonzept tritt in Kraft.
		04.12. Ziviler Ersatzdienst (Münchensteiner-Initiative) wird in der Volksabstimmung verworfen
		12.12. Schweiz unterzeichnet die Zusatzprotokolle 1977 zu dem Genfer Abkommen 1949
1978		1978
17.09.	Abkommen von Camp David zwischen Aegypten und Israel (Friedensvereinbarung)	01.02. Revidiertes Zivilschutzgesetz tritt in Kraft
1979		1979
15.03.	CENTO Pakt aufgelöst	18.02. Atom-Initiative wird in Volksabstimmung verworfen
10.06.	Erste Direktwahl für das Europaparlament	03.12. Zwischenbericht zur Sicherheitspolitik

- 18.06. USA/UdSSR. SALT II Abkommen unterzeichnet
- 05.12. UdSSR beginnt mit Truppenabzug aus der DDR
- 12.12. NATO-Doppelbeschluss. Sowjetische Truppen besetzen Afghanistan

1980

- 04.01. Unterbindung der Ratifikation des SALT-II-Abkommens durch die USA als Protest gegen die sowjetische Invasion Afghanistans
- 14.08. Besetzung der Danziger-Lenin-Werft durch Arbeiter. Generalstreik
- 22.09. Irak/Iran. Irak eröffnet den Golfkrieg gegen den Iran

1981

- 26.05. BRD. Bundestag bekräftigt in Abstimmung NATO-Doppelbeschluss
- 08.08. USA. Serienherstellung der Neutronenwaffe angeordnet
- 30.11. Verhandlungen zwischen NATO und Warschauerpakt zwecks Begrenzung der Mittelstreckenraketenrüstung
- 13.12. Polen. Unruhen, Ausrufung des Kriegsrechts

1982

- 02.04. Argentinien besetzt die britischen Falklandinseln
- 14.06. Kapitulation der argentinischen Truppen auf Falkland
- 29.06. Amerikanisch-Sowjetische START Verhandlungen beginnen (Reduzierung der strategischen Rüstung)
- 10.11. UdSSR. Breschnew stirbt

1983

- 22.07. Polen. Kriegsrecht aufgehoben
- 23.11. Stationierung von Mittelstreckenwaffen in der BRD
- 24.11. UdSSR. Abbruch der Verhandlungen über Mittelstreckenwaffen

1980

- Ausrüstung Fliegertruppen mit Kampfflugzeug *Tiger F-5*
- 01.01. Neues Dienstreglement (*DR 80*) tritt in Kraft
- 02.03. Neuordnung der Landesversorgung wird in Volksabstimmung angenommen

1981

- 24.06. Waffenloser Militärdienst aus Gewissensgründen wird geregelt

1982

- 09.09. Wegleitender Bericht EMD über Armeeleitbild und Ausbauschritt 1984-1987
- 08.10. Bundesgesetz über wirtschaftliche Landesversorgung tritt in Kraft

1983

- 01.01. Neues Reglement *Truppenführung 1982* (TF 82)
- 31.01. Zwischenbericht Bundesrat zum Stand Zivilschutz

1984		1984	
09.02.	UdSSR. Andropow stirbt	26.02.	Volksinitiative für einen echten Zivildienst auf der Grundlage des Tatbeweises wird in Volksabstimmung verworfen
1985		1985	
10.03.	UdSSR. Tschernenko stirbt		
11.03.	UdSSR. Gorbatschow neuer Generalsekretär der KPdSU		Beginn Truppenausbildung mit Panzer <i>Leopard-2</i>
27.03.	NATO. Beschluss Atomsprenγκöpfe aus Europa abziehen		
29.07.	UdSSR. Verzicht auf Atomwaffentests bis zum 1.1.1986		
21.11.	UdSSR/USA. Gipfeltreffen Gorbatschow/Reagan		
1986		1986	
22.02.	UdSSR/USA. Stufenplan zum Abbau aller US-amerikanischen und sowjetischen nuklearen Kurz- und Mittelstreckenraketen weltweit im Zeitraum von 3 Jahren	16.03.	Referendum über den Beitritt zur UNO (mit 75,7 %) abgelehnt in Volksabstimmung
26.04.	UdSSR. Kernkraftwerkunfall von Tschernobyl		
28.05.	USA werden sich nicht mehr an das SALT-II-Abkommen halten ; es war nie ratifiziert worden		
11.06.	UdSSR verlangt die Verlängerung des ABM-Vertrages		
22.09.	KVAE. Schlussdokument über Vertrauensbildende Massnahmen und Abrüstung in Europa verabschiedet (In Kraft ab 1.1.1987)		
12.10.	UdSSR/USA. Gipfeltreffen zwischen Gorbatschow und Reagan in Reykjavik		
1987		1987	
08.05.	USA. Vorlage eines Vertragsentwurfs für die Halbierung der Zahl der Interkontinentalraketen innerhalb von 7 Jahren (Genfer Rüstungskontrollverhandlungen)	05.04.	Volksinitiative für Mitsprache des Volkes bei Militärausgaben (Rüstungsreferendum) wird abgelehnt
02.11.	UdSSR. Gorbatschow bestätigt Fortführung von Perestrojka und Wiederaufnahme der	19.08.	Bericht über den Ausbauschritt der Armee 1988-1991 vom Bundesrat vorgelegt

Entstalinisierung USA/UdSSR.
Sowjetischer Parteichef Gorbatschow und US-Präsident Reagan unterzeichnen am Gipfeltreffen in Washington den INF-Vertrag über die Abschaffung aller landgestützten nuklearen Mittelstreckenraketen

1988

- 15.05. Beginn des Abzugs sowjetischer Truppen aus Afghanistan
- 20.08. Golfkrieg. Waffenstillstand in Kraft zwischen Iran und Irak
- 01.09. BRD. Abrüstung gemäss dem Vertrag über die Beseitigung aller Mittelstreckenwaffen in Europa (INF). Abtransport von Pershing-2-Raketen zur Verschrottung
- 07.12. UdSSR. Gorbatschow kündigt einseitige Truppenreduzierung unter anderem in der DDR, CSSR und Ungarn an

1989

- 02.05. Ungarn beginnt mit dem Abbau des Eisernen Vorhangs
- 04.06. Blutige Niederschlagung der friedlichen Demokratiebewegung durch die chinesische Armee auf dem Platz des Himmlischen Friedens in Peking
- 19.08. Massenflucht von DDR-Bürgern aus Ungarn nach Oesterreich
- 24.08. Erster nichtkommunistischer Politiker in einem Ostblockland zum Ministerpräsidenten gewählt (Mazowiecki in Polen)
- 10.09. Ungarn öffnet die Grenze nach Oesterreich für DDR-Bürger. Bis Ende Oktober Massenflucht von DDR-Bürgern in die BRD
- 23.10. DDR. In Leipzig demonstrieren 300 000 Bürger für Reformen und mehr Freiheit (Mon-

1988

- 29.06. Bericht des Bundesrates über die Friedens- und Sicherheitspolitik der Schweiz

1989

- 26.11. Volksabstimmung über das Volksbegehren « Für eine Schweiz ohne Armee und eine umfassende Friedenspolitik », von 64,4 % der Stimmenden abgelehnt

- tagsdemonstration) Ungarn.
Republik ausgerufen
- 09.11. DDR öffnet die Grenze zur
BRD, damit auch die Mauer in
Berlin
- 10.12. Tschechoslowakei. Oppositio-
nelle stellen Mehrheit der Re-
gierung

1990

- 08.01. DDR. Forderung nach voll-
ständigem Bruch mit dem So-
zialismus und einer
deutschen Vereinigung
- 23.01. Auszug der Delegierten von
Slowenien vom Parteitag der
jugoslawischen Kommunisten.
Beginn der Auflösung von
Partei und Vielvölkerstaat Ju-
goslawien
- 04.03. UdSSR. In den SR Russland,
Ukraine und Weissrussland
finden Parlaments- und Kom-
munalwahlen statt. Reform-
kräfte gestärkt
- 18.03. DDR. Erste freie Wahlen zur
Volkskammer
- 30.05. USA/UdSSR. 2. Gipfeltreffen
Bush/Gorbatschow in Was-
hington
- 01.06. Unterzeichnung des Vertrages
über die Verringerung offensi-
ver und defensiver
Nuklearwaffen
- 07.06. WAPA. 7 Mitglieder be-
schliessen die Umwandlung
des Militärbündnisses in eine
reine politische Allianz
- 05.07. NATO. Staats- und Regie-
rungschefs der 16 Bündnis-
staaten erklären in London
den kalten Krieg für beendet.
Ein neues Verteidigungskon-
zept wird beschlossen
- 31.08. BRD/DDR. Einigungsvertrag
unterzeichnet
- 24.09. DDR aus WAPA ausgetreten
- 03.10. BRD/DDR. DDR tritt der
BRD bei. Deutschland ist
wiedervereinigt und erhält die
volle Souveränität zurück

1990

- 01.10. Bericht des Bundesrates über
die Sicherheitspolitik der
Schweiz

20./21.11. KSZE/WAPA. 34 Staats- und Regierungschefs erklären auf dem KSZE-Gipfel in der Pariser Charta für eine neues Europa die Spaltung Europas und den Kalten Krieg für beendet. 6 Mitgliedstaaten des Warschauer Paktes beschliessen daraufhin die Auflösung ihres Bündnisses

1991

- 31.03. UdSSR. WAPA Staaten lösen militärische Strukturen des Bündnisses auf
- 12.05. UdSSR. Vernichtung der letzten Mittelstreckenrakete (SS-20)
- 25.06. Jugoslawien. Die Teilrepubliken Kroatien und Slowenien erklären einseitig ihre Unabhängigkeit. Zerfall des Vielvölkerstaates Jugoslawien
- 01.07. Tschechoslowakei. 6 Mitglieder beschliessen in Prag die politische Auflösung des östlichen Verteidigungsbündnisses Warschauer Pakt (WAPA)
- 31.07. USA/UdSSR. In Moskau unterzeichnen Bush und Gorbatschow den START-Vertrag zur Reduzierung der Atomwaffen mit mehr als 5500 km Reichweite
- 23.08. UdSSR. Verbot aller Aktivitäten der kommunistischen Partei in Russland
- 21.12. UdSSR. Gründung der Gemeinschaft Unabhängiger Staaten (GUS) als Nachfolgestaat der UdSSR
- 25.12. UdSSR. Gorbatschow tritt als sowjetischer Staatspräsident zurück. Auflösung der UdSSR

1991

- Neue Panzerjäger *TOW-Piranha* einsatzbereit. Einführung der *Kampfbekleidung 90*
- 02.06. Volk stimmt der Revision des Militärstrafgesetzes zur Entkriminalisierung der Dienstverweigerer zu
- 21.09. Armeetag im Rahmen der « 700-Jahre-Eidgenossenschaft » - Feier in Emmen
- 18.02. Bundesrat legt Beschaffungsvorlage für Kampfflugzeuge vom Typ F/A-18 Hornet vor
- Chronologie zusammengestellt von Roland Haudenschild

Bibliographie

- *Die grosse Bertelsmann Lexikothek. Unser Jahrhundert im Wort, Bild und Ton.* Die 40er, 50er, 60er, 70er, 80er, 90er Jahre, Verlagsgruppe Bertelsmann, Gütersloh. 1984, 1985, 1994, 2001.
- Inauen, Josef (Redaktion): *Schweizer-Armee 2003*, Verlag Huber, Frauenfeld, 2002.

1. Neutralité et guerre froide

Le maniement de notre neutralité durant la guerre froide

■ **Ambassadeur Edouard Brunner** ¹

Quand vous m'avez demandé de parler du maniement de la neutralité pendant la guerre froide, je me suis fait quelques réflexions et l'une d'entre elles qui m'est venue à l'esprit tout de suite, c'est que j'ai servi la Confédération pendant cette période. Je me suis retiré en 1997, cinq ans après la fin de la guerre froide. Je peux donc témoigner sur des événements récents que j'ai vécus et sur la politique de la Suisse plus que sur sa défense militaire. Nous n'avons pas à rougir de la façon dont la Suisse s'est comportée durant la guerre froide ².

D'abord quelques définitions. Pendant la guerre froide, il ne s'agissait pas de la neutralité, parce qu'il n'y avait pas de guerre : la guerre froide n'était pas une guerre déclarée. Il s'agissait d'une politique de neutralité, qui est quelque peu différente de la neutralité. Il fallait manier cette politique de neutralité de manière à rester crédible face à des adversaires éventuels, face à des partenaires éventuels et, en même temps, rester fidèle à des convictions profondes ancrées dans le peuple suisse. Si nous prenons notre histoire récente, nous constatons que, la dernière fois que la Suisse a fait preuve de neutralité dans le sens étymologique du terme, c'était pendant la Première Guerre mondiale.

A partir des années 1930 jusqu'à la fin de la guerre froide, les affrontements étaient plus idéologiques que territoriaux et, dans ce domaine, nous n'avons jamais été neutres entre le national-socialisme et les démocraties, entre le com-

¹ Edouard Brunner étudie le droit à l'Université de Genève et entre au Département des affaires étrangères où il fait une carrière hors du commun, durant plus de quarante ans. Il travaille aux ambassades de Lisbonne, de Bogota et de Washington. A la centrale à Berne, il occupe le poste de suppléant du chef de la Délégation suisse auprès de la CSCE, de chef de la Division politique II, puis I, de chef de la Direction des organisations internationales, de chef de la Direction politique et de secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. De 1989 à 1993, il est ambassadeur aux Etats-Unis puis, jusqu'à sa retraite, en France. Il est ensuite choisi par le Secrétaire général de l'ONU comme son représentant auprès des gouvernements de pays en guerre au Proche-Orient et en Géorgie. A la demande d'Adolf Ogi, chef du Département de la défense, il préside la Commission qui jette les bases de la stratégie « Sécurité par la coopération » et celle qui s'occupe du problème du renseignement stratégique.

² L'ambassadeur Edouard Brunner a tenu à ce que la forme parlée de son exposé soit maintenue dans les *Actes*.

munisme et le monde libre. En revanche, la Confédération a eu une politique de neutralité qui essayait de rendre la Suisse crédible et surtout utile, dans une période de tensions.

Il y a eu des événements importants qui se sont déroulés entre 1945, fin de la Seconde Guerre mondiale, et 1990, fin du communisme : la prise du pouvoir en Tchécoslovaquie par les communistes en 1948 avec le fameux « Coup de Prague », les soulèvements dans les pays de l'Est, en Pologne et en République démocratique d'Allemagne en 1953, en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, en Pologne les événements de Gdansk avec Lech Valessa en 1970, l'Afghanistan en 1979 et la répression en Pologne du général Jaruselski, qui arrive au pouvoir en 1982.

Heureuse surprise inattendue : la fin de l'empire communiste en 1989-1990 ! Qui aurait pu imaginer, dix ans auparavant, que le Pacte de Varsovie allait être dissout, que les troupes soviétiques se retireraient d'Europe centrale, que l'Allemagne serait réunifiée et que Berlin deviendrait la capitale de ce « nouveau » pays. Surtout, on ne s'attendait pas à l'implosion de l'Union soviétique en seize républiques indépendantes. Toutes ces « révolutions » ont eu lieu sans qu'au seul coup de feu ait été tiré pendant la guerre froide. Il n'y a pas eu de véritables guerres, il y a eu des tensions et des affrontements politiques.

Le rôle de la Suisse pendant cette période était, non seulement de se défendre si elle était attaquée, de prévoir le pire des cas, mais aussi de contribuer, directement ou indirectement, à la fin des régimes dictatoriaux en Europe de l'Est. Au Département fédéral des affaires étrangères, nous avons toujours fait une différence entre la protection des droits de l'homme et la condamnation des dictatures et des régimes totalitaires. Pour nous, il y avait deux types de régimes totalitaires, ceux qui étaient dangereux pour la Suisse et les autres qui étaient mauvais en eux-mêmes.

A la première catégorie appartenaient l'Allemagne nazie, l'Union soviétique, les Etats-satellites en Europe de l'Est, car ils voulaient exporter leur système. Nous aurions pu être parmi les premières victimes, car nous nous trouvions très proches d'eux. A la seconde appartenaient le régime des colonels grecs, celui du général Franco, du général Pinochet de l'Afrique du Sud, qui ne présentaient aucun danger pour la Suisse. Il fallait faire la différence ! Nous devions avoir un comportement différencié face aux uns et aux autres. C'est ce que nous avons essayé de faire.

Pendant la guerre froide, la neutralité et la politique de neutralité de la Suisse ont été facilitées pour une raison qui n'avait pas existé en 1914-1918 et en 1939-1945 : nous n'avions pas de frontière commune avec l'un des deux blocs. Pendant la Première guerre mondiale, nous étions au milieu de la tourmente entre Français et Allemands ; pendant la Seconde guerre mondiale également, alors que, pendant toute la guerre froide, nous n'avions pas de frontière

commune avec un pays communiste. Nous étions quelque peu à l'abri à cause de la distance qu'il y avait entre nous et les pays communistes à la limite du Rideau de fer. Et cela était favorable à nos possibilités d'action.

La Suisse, un pays neutre « utile »

Nous devions tenir compte de notre opinion publique qui était violemment anti-communiste mais il fallait aussi préserver une politique d'équilibre. Nous avons fait des gestes dans un sens comme dans l'autre. En 1956, alors que j'entrais au Département politique fédéral³ et que les forces soviétiques « reprenaient en main » la Hongrie, un flux de réfugiés hongrois est arrivé en Suisse ; ils se sont bien assimilés et plusieurs d'entre eux sont même devenus des personnalités importantes de notre vie politique. Il en est allé de même avec les Tchèques en 1968. Nous devions faire preuve de prudence, car la Suisse avait repris en 1945 des relations diplomatiques avec l'Union soviétique et nous ne souhaitions surtout pas une rupture.

En 1956, Max Petitpierre, chef du Département politique fédéral, demande à tous ses représentants de faire preuve de « calme » dans la condamnation de l'Union soviétique ; Hans Schaffner, à l'époque directeur de la Division du commerce, a fait une déclaration appelant le peuple suisse à ne pas boycotter les produits venant des pays de l'Est comme le préconisaient certains mouvements en Suisse. Nous avons calmé l'ambassadeur soviétique à Berne, qui était venu se plaindre que le monument Souvarov, dans le canton d'Uri, avait été badigeonné et maculé d'inscriptions anti-soviétiques. Notre problème, c'était surtout de savoir comment nous allions réparer cet « outrage » et qui allait payer pour effacer ces inscriptions ! La Commune, le Canton ou la Confédération ? Ce fut la Confédération... Dans le même temps, nous avons demandé à notre ambassadeur en Union soviétique, M. de Haller, de ne pas participer aux festivités que les Soviétiques organisaient lors de la visite officielle de Janos Kadar, nouveau chef du gouvernement hongrois.

On essayait de maintenir un certain équilibre dans notre comportement mais il était clair que l'attitude de la Suisse était marquée par un anti-communisme tout à fait « solide ». Dans le pays, on savait de quel côté venait le danger. Durant toute cette période, jamais personne n'a envisagé une situation dans laquelle nous serions envahis par l'Ouest. L'invasion, donc le danger venait seulement d'un côté : les « rouges » de l'Est... Et c'était juste !

³ Appellation à l'époque du Département fédéral des affaires étrangères.

Nous avons cherché à maintenir notre liberté, notre indépendance, notre souveraineté, notre régime démocratique. La neutralité était un des moyens pour y parvenir. Les Américains nous disaient souvent : « Nous préférons des bons neutres comme vous que des mauvais alliés. » Et ils en avaient beaucoup ! L'effort militaire que nous avons produit pendant cette période était indirectement, pour les Etats-Unis et pour l'OTAN, un élément appréciable. Il y avait un « trou » autrichien mais il n'y avait pas de « trou » suisse. Dans ce sens, nous avons contribué à la défense commune des valeurs occidentales. Mais tout cela, on ne pouvait pas le dire !

Du côté soviétique, on se rendait compte de cette attitude ; on savait très bien que la Suisse n'était pas un « pays ami », ni un Etat véritablement neutre entre le monde communiste et le monde occidental. Pourtant, les autorités soviétiques se comportaient comme si nous étions des « vrais » neutres, parce que, de temps en temps, elles avaient besoin de « passerelles », de « ponts » pour discuter, organiser des conférences à Genève, de relais pour représenter leurs intérêts.

Lors de la crise des missiles soviétiques à Cuba en 1962, j'étais à Washington secrétaire de M. Lindt, notre ambassadeur aux Etats-Unis. La Suisse assurait la protection – elle l'assure toujours – des intérêts américains à Cuba. Pendant la semaine avant le discours du président Kennedy qui allait exposer la situation telle qu'elle était, le monde n'était pas très sûr !

M. Lindt, que j'accompagne, est convoqué par Dean Rusk, secrétaire d'Etat, qui nous dit : « Je voulais vous informer avant que le président Kennedy parle ce soir ; il dira ce qui se passe. Les Soviétiques sont en train de déployer à Cuba des missiles qui sont dirigés contre nous. C'est une situation intolérable pour les Etats-Unis, nous ne les laisserons pas faire. Il faut que ces missiles disparaissent d'une façon ou d'une autre. Ce que je voudrais vous demander, M. l'ambassadeur, c'est de téléphoner à votre collègue à Cuba, M. Stadelhofer, pour qu'il aille, aujourd'hui même, le plus vite possible, voir Fidel Castro, pour lui demander une chose... »

Au cours de toute la nuit suivante, les Américains allaient continuer à photographier Cuba avec des *U-2*, leurs fameux « avions-espions », pour voir où en était le déploiement des missiles, si les Russes continuaient à les déployer ou s'ils commençaient à les retirer. Les Américains ne pouvaient le faire qu'avec des photographies aériennes. A l'époque, pour photographier la nuit, il fallait de l'éclairage. « Pendant la nuit prochaine, ajoute Dean Rusk, nous allons éclairer Cuba avec des bombes lumineuses qui font beaucoup de bruit mais qui ne font de mal à personne. Le message que vous devez transmettre à Fidel Castro, c'est que nous allons photographier pendant toute la nuit. Il ne faut surtout pas qu'il croie que c'est le début d'une invasion américaine. Il ne doit pas tirer

sur nos avions. Vous êtes le seul à pouvoir le faire par l'intermédiaire de votre collègue à La Havane. »

M. Lindt est rentré à l'ambassade. En ma présence, il a pris le téléphone ; on lui a établi une ligne directe avec La Havane et il a passé en suisse-allemand à M. Stadelhofer le message de Dean Rusk. Il lui fallait une réponse avant 16 heures. Vers 15 h 30, Stadelhofer téléphone : « J'ai vu Fidel Castro, il a très bien compris le message. Il peut assurer les Américains qu'aucun tir de DCA ou d'avions de chasse cubains n'interviendra contre les *U-2*. » Voilà un exemple des services que l'on pouvait rendre pour éviter des situations plus graves pendant cette période de la guerre froide. Dans ce domaine technique, qui n'avait rien d'idéologique, on était considéré comme un pays neutre utile. Je crois qu'il est important de connaître ce genre de service que l'on a pu rendre.

Par la suite – chose amusante – alors que j'étais ambassadeur à Washington en 1990, les Cubains étaient représentés à Washington par l'ambassade de Tchécoslovaquie. Vingt-cinq fonctionnaires cubains travaillaient sous les ordres de l'ambassadeur de Tchécoslovaquie : le pays avait été choisi par « affinité idéologique ». Lorsque la Tchécoslovaquie s'est libérée du joug communiste et que Vaclav Havel est arrivée au pouvoir, les Cubains ne voulaient plus rien avoir à faire avec les Tchèques. Ils ont demandé à la Suisse de représenter leurs intérêts aux Etats-Unis. Aujourd'hui, nous représentons toujours les intérêts américains à Cuba, les intérêts cubains aux Etats-Unis. Le chef de la Section cubaine des intérêts étrangers, qui dirigeait ces vingt-cinq Cubains, est venu me voir avec une petite boîte : « A partir d'aujourd'hui, je suis sous vos ordres. Vous savez à Cuba, plus rien ne fonctionne depuis que l'Union soviétique a disparu. Nous sommes un petit pays pauvre... Il y a pourtant deux choses qui fonctionnent encore : ce sont nos services de renseignements et la production de cigares. Or notre SR nous a indiqué que vous êtes fumeur de cigares, je vous en apporte donc une boîte. »

Les changements en Union soviétique

Ce qui m'apparaît important, c'est que le Conseil fédéral, depuis 1956 jusqu'en 1968, a eu des réactions très dures envers l'Union soviétique et ses satellites, entre autres le communiqué qui condamnait l'invasion de la Tchécoslovaquie par les pays du Pacte de Varsovie. Il a condamné la mise à l'écart et le bannissement de Andrei Sakharov, l'invasion de l'Afghanistan, la prise de pouvoir du général Jaruselski. Toutes ces condamnations n'ont eu aucune conséquence sur les relations bilatérales avec l'Union soviétique. Ses dirigeants ne nous ont jamais fait de reproches, ce qui montre qu'un pays neutre peut avoir des sentiments et qu'il n'a pas forcément besoin de les cacher. Naturellement, un pays



Conférence Reagan-Gorbatchev à Genève. De gauche à droite : Mikhaïl Gorbatchev et son épouse, Kurt Furgler, président de la Confédération, M^{me} Reagan, Ronald Reagan.



MM. Gorbatchev et Furgler à l'aéroport de Cointrin.

comme la Finlande qui était neutre mais qui avait une longue frontière avec l'Union soviétique ne pouvait pas se permettre le « genre » de neutralité que la Suisse a adoptée.

La Suisse a pris des positions qui pouvaient déplaire à l'Union soviétique mais celle-ci ne lui en a pas tenu rigueur. Je me rappelle un cas que j'ai vécu, puisque c'est moi qui ai donné la directive. En septembre 1983, un avion civil sud-coréen est abattu par la chasse soviétique parce qu'il avait dévié de sa route, ce qui provoque 280 morts. A la suite de cet incident très grave, presque tous les pays occidentaux ont interdit le survol de leur territoire par les avions de l'Aeroflot. La Suisse a pris une mesure similaire, ce qui peut étonner, car elle pouvait apparaître comme un alignement sur l'OTAN. Notre raisonnement était le suivant : les avions de l'Aeroflot pouvaient voler vers Cuba et les pays qui ne les boycottaient pas ; les Autrichiens n'avaient pris aucune mesure. Si nous n'avions pas fermé notre espace aérien aux vols de l'Aeroflot, l'Union soviétique aurait pu détourner les sanctions prises par les pays de l'OTAN par le couloir Autriche-Suisse. Et nous ne voulions pas être le pays qui permet un tel « détournement ». Moscou ne nous a fait aucun reproche...

La Suisse a également pris des positions politiques. Dans les années 1981-1982, mon chef, Pierre Aubert, a prononcé un discours au Conseil de l'Europe. A l'époque, les Russes avaient déployé des SS-20 qui étaient braqués sur des objectifs en Europe occidentale. Leur objectif était de découpler l'Alliance atlantique, c'est-à-dire de rompre la solidarité atlantique. Si leurs SS-20 détruisaient Hamburg, les Etats-Unis hésiteraient beaucoup à déclencher une guerre mondiale pour Hamburg, Anvers ou Rotterdam. Il fallait donc que, sur le territoire européen, il y ait également un déploiement de missiles de croisière *Pershing* qui puisse contrecarrer ces SS-20. En Europe occidentale, il y avait une grande opposition à un déploiement de *Pershing*, notamment en Allemagne. Le président Mitterrand, bien que socialiste et Français, avait fait un discours au *Bundestag*, dans lequel il avait demandé aux Allemands d'accepter le déploiement des *Pershing*.

Pierre Aubert ne pouvait pas répéter la même chose, de la même façon mais, dans son discours au Conseil de l'Europe, il a dit à peu près ceci : « Les historiens de l'avenir se poseront des questions sur une génération d'hommes politiques européens qui avaient davantage peur des armes qui étaient destinées à les défendre que de celles qui étaient braquées sur eux. » C'était aussi un message !

Tout cela montre qu'à l'époque de la guerre froide, le maniement de la neutralité par la Suisse était assez « musclé », ce qui ne nous a pas valu l'inimitié des Soviétiques ou des rétorsions de leur part. Au contraire, deux ans plus tard (en 1985), c'est à la Suisse qu'on a demandé d'organiser la rencontre Gorbatchev-

Reagan, qui marquait le « début de la fin » de l'Union soviétique. On commençait à sentir que quelque chose changeait dans ce pays.

Kurt Furgler, président de la Confédération, qui ne voulait pas seulement être « l'hôtelier-restaurateur », a demandé à avoir une heure d'entretien en tête-à-tête avec Gorbatchev, la même chose avec Ronald Reagan. A la fin de l'entretien, Kurt Furgler dit à Mikhaïl Gorbatchev : « J'ai encore quelque chose à vous demander. Je vous remets une enveloppe dans laquelle il y a une liste d'environ septante noms de personnes qui désirent quitter votre pays mais qui ne peuvent pas le faire pour des raisons que vous devez connaître. Nous sommes prêts à les accueillir en Suisse. » Gorbatchev remet l'enveloppe sans l'ouvrir à Edouard Chevarnadze, son ministre des Affaires étrangères, et dit à Kurt Furgler : « M. le président, nous sommes aujourd'hui le 21 novembre, je vous promets que, dans six mois, tous ces citoyens soviétiques seront chez vous. » Et c'est ce qui est arrivé...

On est en train de se dire au revoir, lorsque Mikhaïl Gorbatchev dit : « Moi aussi, j'ai quelque chose à vous demander, M. le président. J'ai constaté en regardant les archives que jamais un président de la Confédération suisse n'a visité l'Union soviétique. Je voudrais vous inviter officiellement à me rendre visite l'année prochaine. » Kurt Furgler, un peu ennuyé, lui répond : « Vous savez, l'année prochaine, je ne serai plus président ; d'autre part, il y a une règle non écrite au Conseil fédéral – elle a aujourd'hui disparu – qui veut que les conseillers fédéraux, pendant leur année de présidence, ne voyagent pas à l'étranger en visite officielle. » Alors Gorbatchev éclate de rire : « M. le président, je ne comprends pas... Vous me demandez de faire sortir septante citoyens de mon pays et vous ne pouvez pas sortir du vôtre ! » Lorsqu'on a à faire à un président de l'Union soviétique qui a un tel humour, on comprend que l'époque de Staline et de Brejnev est finie !

J'ai, pour ma part, visité l'Union soviétique, invité par un vice-ministre en 1988. On m'a demandé ce que je voulais visiter et on m'a amené dans l'appartement de Lénine au Kremlin. J'avais un interprète qui parlait un excellent français et qui venait du ministère des Affaires étrangères. Il y avait un guide russe qui expliquait d'une façon routinière en russe tout ce qu'on voyait dans les appartements de Lénine. Dans la chambre à coucher se trouvait le portrait d'une dame. Le guide explique qu'il s'agit de la mère de Lénine et raconte une longue histoire. L'interprète traduit le tout en quelques mots. Je lui dis : « Mais vous n'avez pas tout traduit ce que j'ai entendu, le guide a parlé presque un quart d'heure. » Il me répond : « J'avais honte de vous traduire tout ce qu'il a dit, parce que c'est de la propagande. » Lorsque vous trouvez des fonctionnaires soviétiques qui peuvent vous dire cela en 1988, c'est que quelque chose a changé dans le régime.

A la même époque, nous étions engagés dans la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Un de nos collègues de l'époque, le général du KGB Kondrathev, je l'ai revu dix ans plus tard, une fois que tout était fini avec l'Union soviétique, à une réunion des anciens de la CSCE. Il nous a raconté l'histoire suivante : « Un jour, j'ai été convoqué par Youri Andropov, alors chef des services secrets et ministre de la Sécurité, qui m'ordonne d'aller à Genève, parce que le représentant du KGB à Genève lui a dit que la délégation soviétique sur place est en train de commettre un acte de haute trahison, c'est-à-dire de tout lâcher à la CSCE. Il veut que j'aille là-bas et revienne lui dire ce qu'il en est.

« Je suis allé à Genève, j'ai parlé avec les gens de la délégation, j'ai vu des membres de délégations d'autres pays. De retour à Moscou, j'ai dit à Youri Andropov qu'il faut que l'on sache ce qu'on veut. Nous désirons obtenir l'inviolabilité des frontières, c'est notre but dans cette conférence, mais nous devons en payer le prix exigé par les Occidentaux, c'est-à-dire accorder de plus grandes libertés humaines, la fameuse « Troisième corbeille ». Ce qu'on appelle « haute trahison », ce sont des concessions dans ce domaine. » Andropov lui aurait répondu (l'authenticité du propos est difficile à contrôler) : « Camarade, rentre à Genève, tu deviendras chef de la délégation, fais les concessions indispensables, car nous ne pouvons plus gouverner ce pays comme à l'époque de Staline. Il faut commencer à s'ouvrir. »

A la CSCE, la Suisse participait pour la première fois à un dialogue inter-européen avec les Américains, les Canadiens sur la sécurité et la coopération en Europe. Elle s'était fixée trois objectifs qu'elle a réussi à atteindre : remettre sur le tapis une reconnaissance de la neutralité suisse, obtenir un système de règlement pacifique des différends entre pays européens, faire avancer la cause de la liberté et des droits de l'homme dans les régimes communistes, ce qui, par ailleurs, va amener l'implosion de l'Union soviétique, quelques années plus tard. Nous avons introduit « le vers dans le fruit » ; c'étaient les « comités Helsinki » dans tous les pays de l'Est, c'était Andreï Sakharov qui « rongeaient le système ».

Il y eut quelques incidents. M. Hans Stäffen de Zurich, conseiller national, est venu me voir, alors que j'étais aux affaires à Berne : « J'ai lu dans les publications d'Amnesty International qu'un pasteur d'origine allemande, qui porte le même nom que moi, se trouve exilé quelque part au Kazakhstan. Pourriez-vous obtenir sa libération ; je me porte garant de son accueil en Suisse, ensuite il pourra se rendre en Allemagne. » Comme ce pasteur n'était pas suisse, on ne pouvait pas vraiment intervenir pour lui, car il n'y avait qu'une simple homonymie. Les Russes allaient-ils faire une concession ? Notre ambassadeur à Moscou, M. Pianca, a exposé la demande à Edouard Chevarnadze, ministre des Affaires étrangères. Six semaines plus tard, notre ambassadeur est convoqué

chez Edouard Chevarnadze qui lui dit : « Le pasteur Hans Stäffen est là, vous pouvez le prendre. Faites-en ce que vous voulez. »

Quelque chose changeait en Union soviétique. Si la Suisse pouvait obtenir des réponses positives à ses demandes, c'était aussi parce qu'elle était neutre. Ce n'était pas des concessions faites à un pays de l'OTAN. Il était plus facile de faire des concessions à la Suisse. C'est aussi pour cela que nous avons pu faire venir en Suisse Alexandre Soljenitsyne, avant qu'il parte pour les Etats-Unis. Nous avons également organisé des échanges. Le chef du Parti communiste chilien, Luis Korvalan, qui avait été mis en prison par le général Pinochet, les Soviétiques voulaient le récupérer. On a demandé qu'en échange, Moscou libère le dissident Sharanski.

Voilà quelques exemples de l'action de la Suisse, petit Etat neutre, pendant la période de la guerre froide.

Et aujourd'hui ?

La neutralité de la Suisse, aujourd'hui, prend une autre allure : face à quels Etats européens, sommes-nous neutres ? En 1914-1918, c'était face aux Etats situés à nos frontières. Aujourd'hui, on ne peut plus craindre une guerre entre Français et Allemands, entre Italiens et Autrichiens. On ne peut plus craindre une invasion venue de l'Est. Notre neutralité doit donc être conçue d'une façon différente.

Pendant toute la guerre froide, les Suisses ont formé un bloc, ils ont été unanimes en ce qui touche à la menace extérieure et à la politique étrangère du pays : les votes aux Chambres fédérales, les votations populaires le démontrent. Nous étions fiers d'être un pays qui parlait d'une seule voix de la situation internationale. Aujourd'hui, nous sommes malheureusement divisés à propos de notre politique étrangère. D'un côté, il y a ceux qui veulent rester sur leurs gardes, d'un autre ceux qui veulent s'ouvrir à tout, à l'ONU, à l'Union européenne, à tout ce que vous voulez. Moi, je ne suis ni des uns, ni des autres, mais je pense que nous pourrions essayer de rassembler les Suisses sur un projet commun de politique étrangère.

Les principaux conflits en Europe aujourd'hui ne sont pas des conflits internationaux, mais des conflits internes : la Tchétchénie, la Géorgie, les Abkhazes, les pays de l'ex-Yougoslavie. Des gens ont peur de vivre ensemble, des Albanais ne veulent plus vivre avec des Serbes ou avec des Macédoniens. Ce sont des problèmes inter-ethniques.

Dans ce domaine, les Suisses ont une certaine expérience. On ne peut pas exporter le « modèle suisse », car il a fallu sept siècles pour le mettre au point, mais on a une expérience, surtout dans les cantons bilingues ou pluriconfes-

sionnels comme Fribourg, Berne, les Grisons, le Valais. Dans quel autre pays du monde, voyez-vous, à l'entrée d'un village, une affiche avec une église et, dessous, « Messe à 10 heures, Culte à 11 heures », cela dans le même bâtiment ?

Nous savons cohabiter entre confessions différentes, entre groupes linguistiques et ethniques différents. Nous pourrions envoyer quelques-uns de nos experts dans ces domaines aider ces pays à se réconcilier. Cela serait une contribution de la Suisse au maintien de la paix en Europe, et personne ne pourrait nous accuser d'avoir des arrière-pensées politiques. Nous y trouverions également un avantage : la réduction de l'arrivée de réfugiés. C'est ce genre de message que la Suisse pourrait émettre aujourd'hui, c'est de cette façon qu'elle pourrait être utile.

L'armée, aussi, subit les conséquences de cette nouvelle situation, Elle ne doit plus être prête à faire face à une invasion venue de l'Est mais à des attaques de type terroriste, à des afflux de réfugiés. Il est tragique de constater que cinq cents Roumains ou Tziganes, voire un mélange des deux, ont pu entrer en Suisse à bord d'autocars, sans que personne ne les contrôle à la frontière. Nous pourrions engager quelques gardes-frontière de plus, cela serait meilleur marché que les billets d'avions remis à ces gens pour les renvoyer chez eux.

Il y a enfin cette projection sur l'avenir que nous devons avoir. Pendant la guerre froide, nous avons « manié » notre neutralité d'une façon utile pour le monde, nous avons peut-être contribué à éviter une Troisième Guerre mondiale, nous avons été utiles sur le plan humanitaire, nous avons eu des actions que d'autre pays ne pouvaient pas mener. Aujourd'hui, tâchons de nous trouver un créneau qui nous permettrait de nous rendre utiles.

E. B.

Zusammenfassung

Weil im Kalten Krieg kein eigentlicher erklärter Krieg stattfand, wurde keine Neutralität praktiziert, sondern eine Neutralitätspolitik. Diese Politik der Neutralität musste aufrechterhalten werden, um gegenüber möglichen Gegnern und Partnern glaubwürdig zu erscheinen, wie auch treu zu bleiben gegenüber den tiefen Überzeugungen, die im Schweizervolk verankert sind.

Ab 1930 bis zum Ende des Kalten Krieges waren die Konfrontationen nicht mehr territorialer sondern vielmehr ideologischer Natur ; wir sind aber nie neutral gewesen zwischen dem Nationalsozialismus und den Demokratien oder dem Kommunismus und der freien Welt. Die Neutralitätspolitik versuchte die Schweiz glaubwürdig und vor allem nützlich erscheinen zu lassen ; ihre Rolle war es auch, direkt oder indirekt zum Ende der diktatorischen Regime in Osteu-



Max Petitpierre, chef du Département politique en 1956, lors de la « reprise en main » de la Hongrie.



Assermentation des troupes de la Conférence Reagan-Gorbatchev à Genève. Au troisième rang depuis la gauche, le conseiller d'Etat genevois Fontanet, puis le divisionnaire Butty.

ropa beizutragen. Im Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten haben wir immer den Unterschied gemacht zwischen dem Schutz der Menschenrechte und der Verurteilung der Diktaturen und der totalitären Regime.

Wir mussten auf unsere öffentliche Meinung Rücksicht nehmen, die heftig anti-kommunistisch war, aber auch eine Politik des Gleichgewichts galt es zu bewahren. Wir haben Gesten in beiden Richtungen gemacht. Aber im Land wusste man von welcher Seite die Gefahr kam. Während dieser ganzen Periode hat nie jemand eine Situation ins Auge gefasst, wo wir von Westen überfallen worden wären.

Wir versuchten unsere Freiheit, unsere Unabhängigkeit, unsere Souveränität, unsere demokratische Staatsform aufrechtzuerhalten. Oft sagten uns die Amerikaner : « Wir bevorzugen gute Neutrale wie ihr, gegenüber den schlechten Alliierten. » Die militärische Anstrengung die wir während dieses Zeitabschnittes leisteten, war ein geschätztes Element für die USA und die NATO. Es gab ein österreichisches « Loch » aber kein schweizerisches « Loch ». Damit haben wir zur Verteidigung der westlichen Werte beigetragen. Aber all dies durfte man nicht sagen.

Die Schweiz vertrat – und vertritt noch heute – die amerikanischen Interessen in Kuba. Während der Kubakrise 1962 benutzten die USA die schweizerische Vermittlung, damit ihre Aufklärungsflugzeuge nächtlich über Kuba fotografieren konnten, ohne dabei unter Beschuss zu geraten. Dies ist ein Beispiel für die Dienste, die wir in der Zeit des Kalten Krieges leisten konnten, um noch schlimmere Situationen vermeiden zu helfen.

Obschon der Bundesrat die beiden sowjetischen Invasionen, 1956 in Ungarn und 1968 in der Tschechoslowakei gegenüber der Sowjetunion und ihren Satelliten verurteilte, hatten diese Demarchen keine Konsequenzen auf die bilateralen Beziehungen mit den Sowjets. Die Verantwortlichen haben uns nie Vorwürfe gemacht, was zeigt, dass ein neutrales Land Meinungen haben kann, die es nicht von vornherein verstecken muss. In der Epoche des Kalten Krieges war die Handhabung der Neutralität recht « kräftig », was uns nicht die Feindschaft der Sowjets oder Retorsionsmassnahmen eingetragen hat. Sogar die Führer der Sowjetunion erkannten, dass ihr Land nicht mehr wie zu Zeiten Stalins geführt werden konnte. Eine Öffnung war notwendig. Auch wir spürten eine Veränderung in der UdSSR, aufgrund der positiven Zusammenarbeit die sich anbahnte.

Im Kalten Krieg haben wir unsere Neutralität auf nützliche Art für die Welt gehandhabt und vielleicht dazu beigetragen einen Dritten Weltkrieg zu verhindern. Wir waren nützlich im humanitären Bereich mit Aktionen, die andere Länder nicht durchführen konnten. Versuchen wir heute eine Lücke zu finden, wo wir uns nützlich machen können.

Les accords d'Evian ont mis fin à la guerre d'Algérie

Le rôle décisif de la Suisse

■ Marco Gregori

« Si la Suisse n'existait pas, la civilisation occidentale aurait besoin qu'on l'inventât, non seulement comme utile, mais comme exemplaire. » Publiés dans *Le Monde* du 15 mars 1962, ces propos soulignent le rôle joué par la Confédération dans le règlement de la guerre d'Algérie. C'est un peu grâce à elle et à l'intense travail de l'ambassadeur Olivier Long si, le 18 mars 1962, le gouvernement de Gaulle et le Front de libération nationale (FLN) algérien, dirigé par Ahmed Ben Bella, ont signé les fameux accords consacrant l'autodétermination du peuple algérien.

Renouveau historiographique

L'historien Marc Perrenoud publie dans la revue du Département fédéral des affaires étrangères *Politorbis*, de novembre 2002, une étude sur cette question. Un travail qui s'inscrit dans le cadre du renouveau historiographique sur la guerre d'Algérie et qui s'appuie sur des documents d'archives inédits. Mais reprenons. Il y a une certaine logique à l'intérêt de la Suisse pour l'Algérie. Lorsque l'insurrection est proclamée par le FLN, le 1^{er} novembre 1954, plus de 2000 Helvètes sont enregistrés auprès des autorités consulaires fédérales en Algérie. Ensuite, des Algériens séjournent en Suisse. C'est à Berne, lors de la Coupe du monde de football de 1954, que Ben Bella et quatre autres leaders indépendantistes préparent la lutte armée. Enfin, de par sa politique jugée trop souple à l'égard des réfugiés algériens et suite au rôle des banques accu-

sées de gérer des comptes du FLN, la Suisse s'attire les critiques de la France, ce qui risque de nuire à la longue tradition de bon voisinage entre les deux pays.

Toutefois, ce n'est qu'à partir de 1960 que l'action de la diplomatie helvétique devient concrète. Soit au moment où le chef de la délégation suisse auprès de l'Association européenne de libre-échange, Olivier Long, entre en scène. Ce diplomate est un ami du premier ministre français Michel Debré et de Louis Joxe, ministre chargé des Affaires algériennes.

Le 23 décembre 1960, Olivier Long rencontre le militant du FLN Boulharouf, pour qui son avocat genevois, Raymond Nicolet, avait obtenu le droit de séjourner durant un mois sur sol helvétique. Long se rend à Paris, le 10 janvier 1961. Il transmet à ses amis parisiens la proposition algérienne d'entamer des négociations. La machine est lancée.

Ouvrir la porte

La diplomatie suisse doit atténuer la méfiance entre les deux camps et ouvrir la porte à des négociations publiques. Celles-ci se dessinent pour la fin du printemps. Max Petitpierre, chef de la diplomatie helvétique, écrit dans une note que « tous les efforts doivent être tentés pour arriver à un succès. La question des frais que cela entraînera pour nous doit être secondaire. » La Confédération décide ainsi d'accorder le statut diplomatique aux représentants du gouvernement algérien en exil. Les négociations ont lieu à Evian du 20 mai au 13 juin 1961. Les diplomates helvétiques ne s'y rendent pas, mais ils font office d'intermédiaires, alors que, pour sa part, Olivier Long est une sorte d'éminence grise chargée d'arrondir les angles entre les deux parties.

Eventuels attentats

En dépit des bons offices suisses, les négociations n'aboutissent pas à un accord. Mais les contacts se poursuivent. Durant l'automne, l'équipe d'Olivier Long accompagne des émissaires algériens à Bâle où ont lieu des entretiens secrets avec des Français. En février 1962, toujours secrètement, se déroulent aux Rousses, dans le Jura français, les dernières phases de négociations devant mener à l'ouverture de la deuxième conférence d'Evian.

La diplomatie suisse doit veiller à la sécurité de la délégation algérienne, qui séjourne en Suisse, et l'accompagner aux Rousses incognito. Le tout dans le but d'éviter d'éventuels attentats de l'OAS (Organisation armée secrète, mouvement français opposé à l'indépendance de l'Algérie) et d'échapper aux journalistes qui savent que quelque chose se trame. La

rencontre aux Rousses étant un succès, la deuxième conférence d'Evian peut débiter le 7 mars. Le 18 mars, les deux parties signent les accords. Bien qu'elle ne se soit pas assise à la table des négociations, la Suisse en retire un certain prestige.

Dans les deux camps, on multiplie les remerciements. Dans le monde arabe, l'image de la Suisse est au zénith. Du coup, Olivier Long, suggère au Conseil fédéral – qui approuvera la proposition – de ne pas exiger du GPRA le remboursement des frais s'élevant à 150 000 francs, engendrés par l'accueil de la délégation algérienne. Etant entendu que cet « investissement », en terme d'image, vaut « des centaines de millions de francs dépensés au titre de l'aide aux pays sous-développés. »

Pour résumer le rôle de la Suisse, Marc Perrenoud utilise la formule suivante : « Les responsables du DPF ne s'assoyaient pas à la table des négociations. Ils faisaient en sorte que cette table existe, qu'elle soit occupée, qu'elle reste préservée (malgré les risques d'attentats) et qu'elle soit maintenue en tant que lieu de rendez-vous (afin que les ruptures de négociations ne soient pas définitives. »

« La Berne fédérale a pu valoriser sa neutralité »

Marc Perrenoud est un spécialiste de l'histoire suisse contemporaine. Il est l'auteur de publications concernant le mouvement ouvrier, l'intégration des étrangers, l'histoire économique. Collaborant à divers projets de recherche depuis une vingtaine d'années, il a participé à la publication des *Documents diplomatiques suisses* (vol. XIII à XVII) et a été conseiller scientifique de la Commission

Bergier. Depuis 2002, il travaille au Centre d'analyse et de prospective du DFAE. Interview.

Quelles étaient les motivations de la Suisse en 1960 ?

Marc Perrenoud : La Suisse attachait toujours une grande importance à pouvoir offrir ses bons offices, à concrétiser la maxime de « disponibilité ». En outre, ses autorités poursuivaient deux objectifs plus particuliers : bénéficier d'une bonne image dans les pays d'Afrique et d'Asie au cours du processus de décolonisation et améliorer le renom de la Confédération en France. Il s'agissait de démontrer que la neutralité suisse restait dans l'intérêt de l'Europe, même si la Confédération refusait de participer au Marché commun. En offrant ses bons offices pour faire cesser une guerre coloniale, la Confédération pouvait se valoriser dans le tiers monde en tant que pays sans passé colonial. Elle pouvait aussi affirmer en Europe que seule la neutralité helvétique avait permis des négociations qui aboutirent à un cessez-le-feu.

Vous citez des réactions dithyrambiques des deux parties en présence après la signature des accords. Ces réactions vous semblent-elles exagérées ?

M.P. : La guerre d'Algérie a été une guerre atroce pendant sept années. Les violences avaient épuisé l'Algérie et la France. Les passions étaient exacerbées. Le cessez-le-feu a motivé de grands espoirs fondés sur les potentialités considérables de l'Algérie (pétrole, gaz, tourisme). Les violences déclenchées par les partisans de l'Algérie française et les affrontements entre Algériens ont rapidement anéanti les possibilités de développement et de paix.

Il est beaucoup question de neutralité. Or il apparaît dans votre étude que, déjà à l'époque, celle-ci est une notion à géométrie variable.

M.P. : Alors que le droit de neutralité est défini dans les conventions internationales, la politique de neutralité implique de définir des objectifs en fonction de l'évolution des relations internationales. Chef de la diplomatie suisse de 1945 à 1961, Max Petitpierre a cherché à développer la neutralité « active ». Les idées de solidarité et de disponibilité ont été souvent utilisées dans ses discours. Elles l'ont aussi motivé à soutenir les négociations qui ont commencé à la fin de 1960 dans le plus grand secret.

Vent de panique en Algérie

Aussitôt qu'il devient de notoriété publique que la Confédération sera chargée de mettre de l'huile dans les rouages entre la France et les indépendantistes algériens, l'OAS (Organisation armée secrète) s'énervait. Un vent de panique soufflait chez les résidents suisses en Algérie, qui redoutent un attentat.

Le consul général Voirier, en poste à Alger, écrit au Département politique fédéral le 18 avril 1961 que, « même chez certains de nos compatriotes se dessine maintenant une tendance quasiment hostile à notre pays, ou tout au moins à la politique du Conseil fédéral dans le conflit algérien. »

En effet les Européens exilés en Algérie, explique le consul, sont « à l'état de révolte latente » à l'égard du gouvernement français, parce celui-ci a admis le principe de l'indépendance algérienne. En outre, le GPRA (gouvernement provisoire de la République algérienne), poursuit le consul Voirier, est « toujours considéré comme l'ennemi à abattre. » Deux jours plus tard, l'agence consulaire suisse à Oran subit l'occupation d'une centaine

2. Etudes et recherches

Des acteurs de la l'époque de la guerre froide (1)



Le commandant de corps Hans Frick (à gauche) et le conseiller fédéral Paul Chaudet.



Le maréchal Montgomery. (War Museum, London)



Le brigadier Hans Bracher.

Integration oder autonome Verteidigung ?

Die schweizerische Landesverteidigung im Spannungsfeld von nuklearen Gefechtsfeldwaffen und bewaffneter Neutralität 1955-1961

■ Oberst i Gst Roland Beck,
Chef Operative Führung, Generalstabsabteilung ¹

■ Peter Braun

Als der Zweite Weltkrieg 1945 zu Ende ging, herrschte in der schweizerischen Bevölkerung beinahe einmütig die Überzeugung, die Schweiz habe die Kriegswirren einmal mehr vor allem durch das strikte Festhalten an ihrer bewaffneten Neutralität (beinahe) unbeschadet überstanden. Eine kritische Auseinandersetzung mit der realen, durchaus pragmatischen Neutralitätspolitik des Landes, zu welcher der Krieg Anlass genug gegeben hätte, blieb weitgehend aus. Im Gegenteil : In einem Prozess historischer Verklärung und mythischer Überhöhung wurde die schweizerische Neutralität im zeitgenössischen Diskurs zu einem « Dogma von fast religiöser Weihe » ² und wurde das kleinstaatliche Abseitsstehen zum Ausdruck einer klugen Politik schlechthin, die allein die Aussicht eröffnete, auch in Zukunft – und dies ist für die Phase des Kalten Krieges

¹ Etudes en histoire à l'Université de Zurich, puis à l'Université Wilhelm à Münster (Westphalie), couronnées par une thèse consacrée aux aspects politico-militaires du conflit de Neuchâtel (1856/57). Après avoir été quelque temps assistant à l'Université de Zurich, il rejoint le corps des officiers de carrière dans les écoles de chars à Thoune. Brevet d'état-major général, il effectue des séjours à Rome (Ecole de guerre et Collège de défense de l'OTAN) et aux Etats-Unis (Fort Knox). Chef d'état-major de la division mécanisée 11 et de la brigade blindée 11. Actuellement chef de l'instruction opérative à l'Etat-major général.

² Bonjour, Edgar : *Geschichte der schweizerischen Neutralität. Vier Jahrhunderte eidgenössischer Aussenpolitik*. Bd. 1. Fünfte, durchgesehene Aufl. Basel 1970, S. 13.

von eminenter Wichtigkeit – von einem weiteren europäischen Grosskonflikt verschont zu bleiben ³.

Daneben war Neutralität freilich auch sehr konkret weiterhin die Grundlage der schweizerischen Aussen- und Sicherheitspolitik der Nachkriegszeit. Parlament, Regierung und mit ihr die Verwaltung waren verfassungsmässig zur Einhaltung der Neutralität verpflichtet – eine Aufgabe, die im Kalten Krieg angesichts der Teilung der Welt in die beiden bekannten antagonistischen Militärblöcke äusserst komplex sein musste, denn wirtschaftlich, kulturell und geographisch war die Schweiz eindeutig ein Teil des Westens, während sie politisch und militärisch der nordatlantischen Allianz fernblieb. Aus dieser Konstellation ergab sich vorab ab Mitte der fünfziger Jahre vor dem Hintergrund der vollständigen Nuklearisierung des Gefechtsfeldes im Zuge der damals gültigen NATO-Verteidigungsdoktrin eine Reihe von Problemen.

Drei Teilbereiche schweizerischer Militärpolitik der späten 50er und frühen 60er Jahre sind in diesem Kontext besonders interessant : die Armeeorganisation gemäss Truppenordnung 61, die *Mirage*-Beschaffung und die Forderung nach eigenen Atomwaffen. Alle drei Massnahmen dienten nach zeitgenössischer Auffassung der Anpassung der Armee an die neuzeitlichen Gefechtsfeldbedingungen und damit zusammenhängend der Sicherstellung einer effizienten autonomen Verteidigung in einem künftigen Krieg. Alle drei wurden denn auch von offizieller Seite stets als notwendig zur Erfüllung neutralitätsrechtlicher Verpflichtungen kommuniziert. Alle drei aber waren gleichzeitig mit erheblichen neutralitätspolitischen Implikationen verbunden. Im folgenden soll der Frage nachgegangen werden, welche spezifischen Probleme die nukleare Gefechtsfeldrevolution in den drei genannten Bereichen im Hinblick auf die Maxime der dauernden bewaffneten Neutralität mit sich brachte. Waren sich die zeitgenössischen Akteure der Probleme bewusst und – wenn ja – wie gingen sie mit ihnen um ? Welche Lösungen erarbeiteten sie und wie sind diese zu bewerten ? Eine Beantwortung der letzten Frage ist freilich nur unter Einbezug der ausländischen Sichtweise, d.h. der zeitgenössischen Beurteilung der schweizerischerseits getroffenen Massnahmen durch die beiden Antagonisten im Kalten Krieg möglich. Während die westliche Sicht relativ gut erforscht ist ⁴, sind bei der östlichen zur Zeit noch erhebliche Forschungsdefizite auszumachen. Die allgemeine Beurteilung der schweizerischen Massnahmen geht zwar bereits aus den mittlerweile eingesehenen Akten in den ehemaligen

³ Siehe zum Beispiel Suter, Andreas : « Neutralität. Prinzip, Praxis und Geschichtsbewusstsein », *Eine kleine Geschichte der Schweiz. Der Bundesstaat und seine Traditionen*. Manfred Hettling [u.a.] (Hrsg.). Frankfurt a.M. 1998, S. 133-188.

⁴ Mantovani, Mauro : *Schweizerische Sicherheitspolitik im Kalten Krieg (1947-1963). Zwischen angelsächsischem Containment und Neutralitätsdoktrin*. Zürich 1999.

Warschauer Paktstaaten relativ deutlich hervor⁵. Eine abschliessende Wertung würde allerdings auch die Kenntnis der im Osten aus der Beurteilung gezogenen Konsequenzen bedingen, sprich eine Antwort auf die Frage, ob in der konkreten sowjetischen Kriegsplanung vorgesehen war, die schweizerische Neutralität zu respektieren oder nicht. Solange darüber keine Klarheit herrscht, kann auf die oben aufgeworfene Frage vorderhand keine abschliessende Antwort gegeben werden.

I

Da absehbar war, dass der Westen der immensen konventionellen Überlegenheit der Sowjetunion und ihrer Satellitenstaaten mit tragbarem finanziellem Aufwand voraussichtlich nie würde begegnen können, proklamierte die neue amerikanische Regierung unter Präsident Eisenhower an der Jahreswende 1953/54 einen « New Look » der US Sicherheitspolitik, dessen Kernstück die atomare Vergeltungsschlagfähigkeit (*massive retaliation*) war. Neben die schon unter Truman den Planungen zugrunde gelegte Absicht, mit strategischen Kernwaffen eine Aggression abzuschrecken und – falls die Abschreckung versagen würde – auf sowjetischem Territorium quasi im Rücken der angreifenden Truppen zu kämpfen, trat nun die Überlegung, dasselbe auch auf dem Gefechtsfeld zu tun. Durch den Einsatz kleinkalibriger, « taktischer » Nuklearwaffen gleich zu Beginn einer Auseinandersetzung sollte ein vergleichsweise kostengünstiger Ausgleich zum überlegenen konventionellen Militärpotential der UdSSR geschaffen werden – ein Argument, das bald auch die westeuropäischen NATO-Partner vom neuen Strategiekonzept überzeugte, obschon klar war, dass Europa und insbesondere die BRD damit im Kriegsfall in ein riesiges Atomschlachtfeld verwandelt würde⁶.

Die durchaus berechtigte Befürchtung, dass auch die Sowjetunion, das heisst der einzige potentielle Gegner, früher oder später in der Entwicklung nachziehen und sein Atomarsenal ebenfalls um taktische Sprengköpfe erweitern würde, führte in der Schweiz ab Mitte der 50er Jahre in der Öffentlichkeit, aber auch in der Armeeleitung zu heftigen Auseinandersetzungen darüber, wie die

⁵ Siehe : Neval, Daniel, « *Mit Atombomben bis nach Moskau* ». *Gegenseitige Wahrnehmung und Bedrohung der Schweiz und des Ostblocks 1945-1968*. Diss. Univ. Zürich 2001, Ms.

⁶ Zur « New Look » Strategie siehe zum Beispiel Peter, Thomas : *Abschrecken und Überleben im Nuklearzeitalter. Präsident Eisenhowers Sicherheitspolitik des « New Look »*. Grösch 1990, S. 68 – 138 ; zur Rezeption des neuen strategischen Ansatzes in der NATO : Greiner, Christian : « Zur Rolle Kontinentaleuropas in den militärstrategischen und operativen Planungen der NATO von 1949 bis 1958 », *Das Nordatlantische Bündnis 1949-1956*. Klaus A. Maier/Norbert Wiggershaus (Hrsg.). Beiträge zur Militärgeschichte hrsg. v. Militärgeschichtlichen Forschungsamt. München 1993, Bd. 37, S. 147 – 175.

Des acteurs de la l'époque de la guerre froide (2)



Le divisionnaire Max Waibel.



*Le divisionnaire
Etienne Primault.*



*Le commandant de corps Walter
Dürri, alors divisionnaire.*



*Le divisionnaire Mario
Petitpierre, alors brigadier.*

Verteidigung auf einem vollständig nuklearisierten Gefechtsfeld mit grösster Aussicht auf Erfolg zu führen sei. Die eine Gruppe im sogenannten « Konzeptionsstreit » plädierte für die Übernahme des amerikanischen *mobile defense-Konzeptes*⁷. Um dem Gegner keine lohnenden Atomwaffenziele zu bieten und einem durch die Atombresche nachstossenden mechanisierten Angreifer dennoch mit geballter Kraft entgegentreten zu können, sollten vollständig motorisierte und mechanisierte Heeresseinheiten, die unter dem Schutz einer stark zu vergrößernden Flugwaffe operierten, das Mittelland beweglich und offensiv verteidigen. Die zweite Gruppe trat demgegenüber für einen evolutionären Weiterausbau der Armee auf der Basis der Truppenordnung 51 (TO 51) ein und verfocht einen auch auf operativer Stufe rein defensiven Abwehrkampf in Anlehnung an ein tief gestaffeltes Stellungssystem. Die Landesverteidigungskommission (LVK) schwenkte relativ früh, nämlich bereits im Sommer 1955, auf das mobile defense-Konzept ein und beantragte dem Bundesrat im sogenannten *Gelbbuch*, die Armee auf dieser Basis zu reorganisieren. In der Öffentlichkeit blieb das Projekt jedoch bis Anfang der 60er Jahre heftig umstritten und zumindest zu Beginn regte sich auch innerhalb des EMD Kritik⁸.

II

Im Hinblick auf unsere Fragestellung ist in diesem Zusammenhang eine Studie mit dem Titel *Gedanken über die Zukunftsgestaltung des Heeres* vom 13. September 1955 besonders interessant, denn deren Autor, der Waffenchef der Infanterie, Oberstdivisionär Max Waibel, rüttelte darin massiv an den Grundfesten des traditionellen schweizerischen Sicherheitsverständnisses. Er gab nämlich zu bedenken, dass beim Studium der Neugestaltung der Armee die bisherige aussenpolitische Maxime der Neutralität nicht einfach a priori als Grundlage des militärischen Aufbaus angesehen werden dürfe, da sie nur ein Mittel zum Zweck sei und nur so lange angewendet werden dürfe, als dass sie ihren Zweck erfülle.

Waibel war überzeugt, dass die Souveränität eines Staates im Atomzeitalter nunmehr von den Atommächten und ihren Verbündeten mit Waffengewalt verteidigt werden könne. Ein rein konventionell bewaffneter, abseits stehender Kleinstaat hingegen schrecke – anders als noch im Zweiten Weltkrieg – keine

⁷Zur amerikanischen Auffassung der atomaren Gefechtsführung siehe Bacevich, Andrew J.: *The Pentomic Era. The US Army Between Korea and Vietnam*. Washington D.C. 1986; Rose, John, P.: *The Evolution of U.S. Army Nuclear Doctrine*. Boulder 1980.

⁸Zum Konzeptionsstreit siehe Ernst, Alfred: *Die Konzeption der schweizerischen Landesverteidigung 1815-1966*. Frauenfeld/Stuttgart 1971, S. 245-303.

Grossmacht von einem Angriff ab, da die Vernichtung seiner gesamten militärischen Streitkraft keine besondere Kraftanstrengung mehr bedinge. Aus dieser Überlegung zog Waibel den Schluss : « Vom rein militärischen Standpunkt aus muss (...) die Frage nach der Zweckmässigkeit der Neutralität im Frieden verneint werden, weil sie zur militärischen Isolierung führt und im Kriegsfall keine Aussicht auf eine wirkungsvolle Verteidigung unserer Souveränität bietet. » Ein Festhalten an der Neutralität sei auch aus politischen Gründen wenig angebracht, habe das Konzept doch in den letzten Jahren sowohl im Westen als auch im Osten eine weitgehende Abwertung erfahren. Der Ostblock propagiere sie nur, weil er wisse, dass Neutralität im Frieden mit Schwäche im Krieg gleichgesetzt werden könne. Eine Friedensgarantie stelle sie daher nicht mehr dar – im Gegenteil : Jeder neutrale Kleinstaat könne in einem künftigen Krieg eine leichte Beute des Angreifers werden.

Für die Schweiz habe all dies zur Konsequenz, dass sie in Zukunft darauf verzichten müsse, einen Krieg selbständig führen zu wollen. Deshalb wäre es auch unlogisch, die Armee im Frieden nach den Grundsätzen autonomer Kampfführung im Krieg auszugestalten. Sie müsse vielmehr so organisiert werden, dass sie – spätestens im Krieg – unter günstigsten Bedingungen im Rahmen einer verbündeten Streitmacht operieren könne. Um den gebotenen Grundsatz der « Bündnisfähigkeit » praktisch zu verwirklichen, empfahl Waibel, entweder der NATO beizutreten – seiner Ansicht nach « vom rein militärischen Standpunkt aus betrachtet » die beste Lösung – oder aber nur die Organisation und Ausbildung der Armee sukzessive auf die NATO auszurichten, ohne dass ein formeller Beitritt zum Pakt und eine ausdrückliche Abkehr vom Grundsatz der Neutralität erklärt werde.

In bezug auf die umstrittene Einsatzdoktrin befürwortete Waibel ebenfalls die Übernahme des *mobile defense-Konzeptes*, jedoch mit klarer Schwerpunktsetzung bei NATO-kompatiblen Erdtruppen. Die im offiziellen Projekt vorgesehene Aufstockung des Flugzeugbestandes hielt er für verfehlt, weil sich die Schweiz künftig nicht mehr sowohl ein modernes Heer als auch eine moderne Luftwaffe leisten könne. Um die Kredite für die Beschaffung von 800 Kampfpanzern freizubekommen, plädierte er für eine Verkleinerung der Flugwaffe und die Reduktion ihrer Kriegsaufgabe auf die Überbrückung des Anschlusses an eine verbündete Macht⁹.

Waibels Vorschläge standen zweifellos in Widerspruch zu den Grundsätzen der bewaffneten Neutralität, welche darauf abzielten, dass die Schweiz genügend grosse und entsprechend zusammengesetzte Streitkräfte unterhielt, um das neutrale Territorium inklusive den Luftraum – zumindest anfänglich – *autonom* ge-

⁹ BAR E 9500.52, 1984/122, 5, Waffenchef Infanterie, Div Waibel, Gedanken über die Richtlinien für die Zukunftsgestaltung des Heeres (Rot-, Blau- und Schwarzbuch), 13.9.1955.

gen einen potentiellen Angreifer verteidigen zu können. Generalstabschef Louis de Montmollin, der Ende November 1955 schriftlich zu Waibels Gedanken Stellung nahm, wollte denn auch von der vorgeschlagenen « Bündnisfähigkeit » als Grundlage für die künftige Konzeption und die damit verbundene Reduktion des Flugzeugbestandes nichts wissen, obschon er sich bewusst war, dass der Neutralitätsstatus im Frieden mit gewissen « éléments de faiblesse » im Krieg verbunden wäre, und obwohl er die Wahrscheinlichkeit einer Allianz in einem Atomkrieg nicht wesentlich anders beurteilte als der Waffenchef der Infanterie, indem er zugestand, « qu'en cas de nouvelle guerre mondiale englobant le territoire européen, il sera très difficile à la Suisse de se tenir en dehors du conflit, comme cela fut [le cas] dans les deux dernière [s] guerres. Il me paraît aussi évident que, si nous devons être attaqués, notre neutralité aura vécu et nous devons rechercher l'alliance de l'adversaire de notre agresseur. » Nichtsdestotrotz riet er, sich auch in Zukunft rein geistig, das heisst weder organisatorisch noch materiell auf einen möglichen Schulterchluss im Krieg vorzubereiten ¹⁰.

Die bundesrätliche Militärdelegation, die sich am 1. Dezember 1955 kurz mit Waibels Studie und de Montmollins Replik befasste, teilte die Auffassung des Generalstabschefs vollständig. « Es ist möglich, dass sich das Problem der Bündnisfähigkeit für uns im Krieg stellen wird », meinte beispielsweise Bundesrat Thomas Holenstein und fuhr fort, « Es ist eine sehr heikle Frage, wie wir uns heute zu diesem Problem einstellen sollen. Jedenfalls darf nichts unternommen werden, was den Eindruck erwecken könnte, wir würden uns schon jetzt unsere Neutralität antasten lassen ». Militärisch gesprochen kann es nicht in Frage kommen, den Gedanken von Oberstdivisionär Waibel in bezug auf die Anpassung der Armee an die NATO zu folgen. Dagegen müssen wir genau verfolgen, was die NATO, was Deutschland und was andere Staaten tun, um sich auf einen Krieg vorzubereiten und um sich zu bewaffnen ¹¹. »

Mit dieser abschliessenden Besprechung der Thesen des Waffenchefs der Infanterie war die Frage der « Bündnisfähigkeit » im Zusammenhang mit der laufenden Armeeorganisation, mindestens im Bereich des Steitkräfteaufbaus, endgültig vom Tisch. Die Hoffnung, durch das Festhalten an der überlieferten Neutralitätspolitik im Falle eines europäischen Konfliktes erneut verschont zu werden, war bei den Entscheidungsträgern insgesamt stärker gewesen als das militärisch durchaus stichhaltige Argument, dass eine autonom vorbereitete Verteidigung in einem Atomkrieg keine grossen Erfolgsaussichten mehr habe.

¹⁰ BAR E 9500.52, 1984/122, 5, Generalstabschef, KKdt de Montmollin, an Waffenchef Infanterie, Div Waibel, Conceptions d'avenir de notre défense nationale, 22.11.1955.

¹¹ BAR E 5560 (C), 1975/46, 1, Protokoll der Sitzung der Militärdelegation des BR v. 1.12.1955, S. 4.

Die in Bundesrat Holensteins Votum prägnant formulierte Absicht, die Massnahmen der NATO-Staaten zwar zu beobachten, die Armee aber nicht wirklich der NATO anzupassen, sollte für die Anfang 1956 eingeleitete Armeereform richtungsweisend bleiben. Die amerikanische Doktrin der Kampfführung auf dem nuklearen Gefechtsfeld wurde wohl als Grundlage für die schweizerische Verteidigungskonzeption und die daraus abgeleiteten organisatorischen Strukturen der Armee übernommen, was zwangsläufig gewissen Ähnlichkeiten in der Organisation mit sich brachte. Von einer gezielten und gewollten Anpassung der Schweizer Armee an die NATO, wie sie Waibel mit dem Begriff der « Bündnisfähigkeit » umschrieb, kann hingegen nicht gesprochen werden.

III

Während der parlamentarischen Behandlung der Truppenordnung 61 vom Herbst 1960 wurde die Frage der bewaffneten Neutralität und diejenige der Bündnisfähigkeit gleichwohl von neuem virulent. Trotz erheblicher Abstriche am ursprünglichen Projekt, zu denen der Bundesrat das EMD im Verlaufe der Jahre gezwungen hatte, waren die Meinungen über die Richtigkeit der vorgeschlagenen Kampfdoktrin und Heeresorganisation in der Öffentlichkeit geteilt geblieben. Wohl wissend um den breiten innenpolitischen Konsens über den Wert der aussenpolitischen Maxime legte das EMD respektiv der Bundesrat in der Botschaft zur neuen Truppenordnung denn auch besonderes Gewicht darauf, die Notwendigkeit der Reorganisation mit neutralitätsrechtlichen Argumenten zu untermauern.

Das Neutralitätsrecht gebiete, dass einem Kriegführenden auch nicht der kleinste Teil des neutralen Territoriums, inklusive so exponierter Gebiete wie die Ajoie oder der Kanton Schaffhausen, für einen Durchmarsch überlassen werde. Allein schon deshalb müsse die Armee eine gewisse Beweglichkeit aufweisen, während eine vorwiegend statische Verteidigung, wie sie die Opposition vertrete, nicht in Frage komme¹². Die Protokolle über die Debatten in den vorberatenden Militärkommissionen und im Ratsplenum zeigen deutlich, dass es tatsächlich gerade dieses Argument war, welches sich bei den verunsicherten Parlamentariern über alle Parteigrenzen hinweg als besonders stichhaltig erwies – ja es spricht sogar einiges dafür, dass das Insistieren der EMD-Spitze auf die Erfüllung bestehender oder vermeintlicher Neutralitätspflichten für die Zustimmung des Parlamentes zum offiziellen Projekt letztlich überhaupt ausschlaggebend war¹³.

¹² Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend die Organisation des Heeres (Truppenordnung) vom 30. Juni 1960. In : BBl 1960, II, S. 321 – 388, hier S. 326.

¹³ Siehe BAR E 5560 (C), 1975/46, 2, Protokoll der Tagung der erweiterten Militärkommission des NR v. 30.8.-2.9.1960 ; Protokoll der Sitzung des NR v. 28./29.9.1960, Sten Bul NR 1960, S. 545-634.

Anlass zu heftigsten Kontroversen gab hingegen ein zweites Argument, welches vom EMD ebenfalls zur Rechtfertigung der beweglichen Verteidigungskonzeption und zur Aufstellung der Mechanisierten Divisionen herangezogen wurde und welches einmal mehr gerade im Hinblick auf die Neutralität von besonderer Tragweite war – diesmal jedoch in diametral umgekehrter Weise. Nach erfolgtem Angriff, hiess es nämlich an anderer Stelle der Botschaft, würden die sich aus der Neutralität ergebenden Einschränkungen wegfallen und die Schweiz könne nach freiem Ermessen mit dem Gegner des Aggressors ein Bündnis eingehen. Je besser bewaffnet und organisiert die Armee sei, desto günstiger sei in einer solchen Situation die Verhandlungsposition des Bundesrates mit der Drittpartei und desto geringer sei die Gefahr, in die Abhängigkeit der verbündeten Grossmacht zu geraten ¹⁴.

Für die kommunistische Partei der Arbeit (PdA) schien klar zu sein, dass dies nichts anderes heissen könne als die verbindliche Ankündigung einer militärischen Zusammenarbeit mit den Westmächten, was einer « liquidation totale de notre neutralité » gleichkomme ¹⁵. Problematisch war, dass es nicht allein die der militärischen Landesverteidigung ohnehin feindlich gesinnten Kommunisten waren, welche ihre ablehnende Haltung mit vermeintlichen neutralitätspolitischen Implikationen der vom Bundesrat vorgeschlagenen Reform begründeten. Ähnliche, wenn auch weitaus weniger polemisch formulierte Bedenken äusserten auch die Sozialdemokraten, die der Landesverteidigung gegenüber zwar kritisch, grundsätzlich aber durchaus positiv eingestellt waren. Weil er die Botschaft des Bundesrates « wegen der Konzeption, die sie in bezug auf die Neutralitätspolitik unseres Landes vertritt », für gefährlich hielt, hatte der Zürcher SP-Nationalrat Hans Oprecht einen von der sozialdemokratischen Fraktion geschlossen unterstützten Rückweisungsantrag gestellt, worin er eine Armee reform auf der Grundlage einer statischen Abwehrdoktrin verlangte.

Anders als die PdA unterstellte Oprecht dem EMD bzw. dem Bundesrat nicht, unter Missachtung des Neutralitätsrechtes eine Annäherung an die NATO zu suchen. Diesen Punkt liess er vielmehr bewusst offen. Worauf er aber deutlich aufmerksam machte, war die Tatsache, dass die Ausführungen in der Botschaft im Ausland zumindest in diese Richtung gedeutet werden konnten ¹⁶. Bereits jetzt würde nämlich in der deutschen Zeitschrift *Der Spiegel* die Ansicht vertreten, der Wortlaut der Botschaft könne nur so verstanden werden, dass die Schweiz bereit sei, im Kriegsfall mit der NATO zusammenzuarbeiten, und dass die Armee in erster Linie deshalb modernisiert werde, weil sie « jederzeit in

¹⁴ Botschaft zur TO 61 (wie Anm.), S. 327f.

¹⁵ Vgl. das Votum von PdA-Nationalrat Armand Forel (Protokoll der Sitzung des NR v. 28.9.1960, Sten Bul NR 1960, S. 560f.).

¹⁶ Ebd., S. 569.

der Lage sein [müsse], im Verein mit anderen Armeen zum Wohle der Schweiz eingesetzt zu werden ¹⁷. » Mit seinem Hinweis auf die Rezeption des bundesrätlichen Reorganisationsvorschlages im Ausland verlagerte Oprecht die Diskussion weg von neutralitätsrechtlichen Spekulationen auf die Ebene der Neutralitätspolitik, die ja letztlich auf Glaubwürdigkeit abzielte, das heisst nicht allein auf rechtlich Gebotenes und Zulässiges Rücksicht nehmen musste, sondern ebenso sehr, wenn nicht gar noch mehr auf ausländische subjektive Empfindungen und Reaktionen ¹⁸.

Die bürgerliche Ratsmehrheit wollte das Argument der Sozialdemokraten indessen nicht gelten lassen. Besonders prägnant thematisierte der St. Galler Freisinnige Paul Bürgi die heikle Gratwanderung des dauernd neutralen bewaffneten Kleinstaates zwischen einer glaubwürdigen Neutralitätspolitik und einem adäquaten Ausbau des militärischen Neutralitätsschutzes: « Es ist (...) unangebracht und verwerflich, gegen eine Anpassung unserer Landesverteidigung an die Erfordernisse der heutigen Kriegführung mit dem Argument Stellung zu nehmen, dass sich die Schweiz dadurch dem Verdacht aussetze, eine kleine NATO-Armee zu schaffen und eine Beziehung zur NATO herstellen zu wollen. Wenn wir einen solchen (...) Verdacht unbedingt vermeiden wollen, dürfen wir überhaupt keine moderne Armee haben, sondern müssten konsequenterweise unsere Soldaten wieder mit Hellebarde und Morgenstern bewaffnen. Damit wäre die schweizerische Eigenart in vollkommener Weise gewahrt ¹⁹. » Den Sozialdemokraten zu unterschieben, sie seien gegen eine modern gerüstete Armee, war freilich reine Polemik. In Tat und Wahrheit ging ja auch der Antrag Oprecht dahin, eine Modernisierung des Heeres zu verlangen; nur sollte diese evolutionär und v.a. unter Verzicht auf die neutralitätspolitisch – nicht neutralitätsrechtlich – tatsächlich nicht ganz unbedenkliche Propagierung von operativen Offensivaktionen erfolgen.

Die Rezeption der TO 61 im Ostblock gab den Sozialdemokraten letztlich recht. Wie aus mittlerweile verfügbarem, osteuropäischem Archivmaterial hervorgeht, wurden die mit der neuen Truppenordnung zusammenhängenden Massnahmen jenseits des Eisernen Vorhanges tatsächlich, wie Oprecht befürchtet hatte, im Sinne des *Spiegels* und der PdA interpretiert ²⁰. Die schweizerische Sozialdemokratie bewies in dieser Hinsicht offensichtlich mehr aussenpolitisches Fingerspitzengefühl als die bürgerlichen Parteien, die zwar eben-

¹⁷ Siehe Nato-konform., *Der Spiegel* Nr. 37, 7.9.1960, S. 47-49.

¹⁸ Vgl. Brunner, Hans-Peter: Neutralität und Unabhängigkeit der Schweiz im ausgehenden 20. Jahrhundert – Bestandesaufnahme und Ausblick. Die Fragen der Europäischen Integration und der Sicherheits- und Friedenspolitik als Fallbeispiele. Schweizer Studien zum internationalen Recht, Bd. 58. Diss. Univ. Zürich. Zürich 1989, S. 46f.

¹⁹ Protokoll NR (wie Anm.), S. 583.

²⁰ Vgl. Neval (wie Anm.), S. 326-329.

falls die Neutralität prominent in ihre Argumentation zugunsten der Truppenordnung einbezogen, dabei aber das Schwergewicht auf die aus dem Neutralitätsstatus abgeleitete Bewaffnungspflicht, das heisst der notwendigen Aufrechterhaltung genügend oder gar möglichst starker Streitkräfte für die autonome Verteidigung des gesamten Territoriums legten.

IV

Die vollständige Nuklearisierung des Gefechtsfeldes hatte freilich nicht nur weitreichende Auswirkungen auf die Kampfführung der Bodentruppen, sondern auch und besonders auf diejenige der Luftstreitkräfte. Weil parallel zur Einführung taktischer Atomwaffen auch deren Einsatzmittel – Jagdbomber, Boden-Boden-Lenk Waffen und Artilleriegeschütze – ständig weiterentwickelt wurden, sah sich der Verteidiger in diesem Bereich vor einem eigentlichen Dilemma : Einerseits mussten angesichts der enormen Zerstörungen, welche eine einzige taktische Nuklearwaffe verursachen konnte, viel höhere Abschussraten erzielt werden als noch im Zweiten Weltkrieg. Andererseits wurde genau dies wegen der Leistungssteigerungen auf Seiten der Trägersysteme immer schwieriger, wenn nicht gar überhaupt unmöglich. Nach langen internen Diskussionen entschloss sich die LVK im Sommer 1958 für ein analoges Vorgehen wie im Bereich der Landkriegführung, das heisst sie übertrug die als allein erfolgversprechend beurteilte amerikanische Lehre zur Luftkriegführung im Nuklearzeitalter einfach in verkleinertem Massstab auf die Schweiz, indem sie sogenannte *counter air operations*, also indirekte Erdkampfeinsätze auf gegnerische Atomwaffenträger, die bis auf eine Distanz von einigen hundert Kilometern jenseits der Landesgrenze offensiv bekämpft werden sollten, zur Hauptaufgabe eines neu zu beschaffenden Kampfflugzeuges erklärte. Gleichzeitig mass sie der Abfangjagd, v.a. im Neutralitätsfall, grösseres Gewicht zu. Diesem doppelten Anforderungsprofil entsprach materiell ein polyvalentes Hochleistungsflugzeug. Im April 1961 beantragte der Bundesrat den eidgenössischen Räten einen Kredit von 828 Mio. Fr. für die Beschaffung von 100 französischen *Mirage IIIS* – ein Flugzeug, das die weit gesteckten Erwartungen der Fliegertruppe zu erfüllen versprach.

Die Beschaffung eines modernen Überschallflugzeuges war in der Öffentlichkeit teils aus konzeptionellen, teils aus finanziellen Gründen zeitweise noch umstrittener als die neue Truppenordnung. Dabei darf nicht vergessen werden, dass die beiden Vorlagen inhaltlich eng zusammenhingen, denn die in der Botschaft zur TO 61 dargelegte Einsatzdoktrin der Bodentruppen beruhte sehr wesentlich auf der Voraussetzung, dass die Flugwaffe imstande war, den mechanisierten Kräften ausreichend Raumschutz zu gewähren und die gegnerischen

Atomwaffenstellungen in der Tiefe des feindlichen Raumes wirksam zu bekämpfen. Ähnlich wie wir dies bereits anhand der Debatten über die Armeeorganisation beobachten konnten, betonte das EMD auch in der *Mirage*-Botschaft vorab die Verwendung des Mehrzweckflugzeuges für den Neutralitätsschutz. Einmal mehr hatte es damit bei den von den Erfahrungen der Aktivdienstzeit geprägten Parlamentariern durchaus Erfolg. Die diversen Ratsprotokolle legen den Schluss nahe, dass die sehr kostenintensive Flugzeugbeschaffung primär aus Neutralitätsgründen vor dem Parlament passierte, während die eigentliche Hauptaufgabe, der indirekte Erdkampfeinsatz, offenbar eher als nützliches Beiprodukt akzeptiert wurde ²¹.

Die Übernahme amerikanischer Luftverteidigungskonzepte hatte allerdings gerade in bezug auf die schweizerische Neutralität auch ihre Kehrseite. Es musste sich nämlich bald die Frage stellen, ob und wie die Schweizer Flugwaffe in allen Höhen und erst recht jenseits der Landesgrenze würde operieren können, ohne dass bereits in Friedenszeiten Massnahmen ergriffen wurden, damit im Krieg die dazu nötige Abstimmung der Flugaktivitäten mit benachbarten Fliegerverbänden und der Austausch von Luftraumdaten sicher erfolgen konnte. Denn spätestens seit das Problem einer etwaigen Koordination der Luftverteidigung mit der NATO an der Operativen Übung 1959 behandelt worden war, war sich auch die LVK bewusst, dass in dieser Beziehung dringender Handlungsbedarf bestand ²².

Eine gute Gelegenheit, derart heikle Fragen diskret abzuklären, boten im Frühjahr 1960 zwei Einladungen zum Besuch der beiden nördlich der Schweiz operierenden *Allied Tactical Air Forces* in Ramstein (4th ATAF) und Mönchengladbach (2nd ATAF). Offiziell sollten Probleme der Koordination zwischen Flugwaffe und Fliegerabwehrtruppen besprochen werden. Daneben wurde der Kommandant der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen, Oberstdivisionär Etienne Primault, der zum Delegationsleiter bestimmt wurde, von der LVK aber auch beauftragt, « Integrationsprobleme, die sich beim koordinierten Einsatz von zwei Flugwaffen ergeben », abzuklären. Das Resultat der Besprechungen, welche Primault Anfang März mit dem Kommandanten der *Royal Air Force* (RAF) *Germany*, Air Marshall Humphrey J. Edwards-Jones, in Mönchengladbach führte, war wenig erfreulich. « Eine zufriedenstellende Abklärung der mit einer allfälligen Integration zweier Luftwaffen zusammenhängenden Fragen war leider nicht möglich », vermerkte Primault in seinem Reisebericht. « Es

²¹ Siehe zum ganzen ausführlich Braun, Peter : « *Der Bogen darf nicht überspannt werden.* » *Die Suche nach einer neuen Luftverteidigungskonzeption Ende der fünfziger Jahre und die Beschaffung des Mirage III* S. Liz. Univ. Zürich 2000, Ms.

²² Siehe den Bericht über die Operative Übung 1959 (BAR E 5001 (F), 1970/7, 614.4) und die Diskussionen an der Sitzung der LVK Ende Februar 1959 (BAR E 9500.52, 1984/122, 17, Protokoll der Sitzung der LVK v. 26./27.2.1959).

war befremdend festzustellen, dass nur nichtssagende und uns schon längst bekannte, sehr allgemein gehaltene Auskünfte erteilt wurden. Air Marshall Edwards-Jones wies zum Beispiel auf die Notwendigkeit von guten Verbindungen hin – was wir ja auch wissen – ohne aber im einzelnen konkrete Angaben zu machen. Bei der Diskussion wurde von Seiten der *RAF Germany* mehrmals darauf hingewiesen, dass eine Integration viel Zeit beanspruche²³. » Mit den « konkreten Angaben », die sich Primault erhofft hatte, war offenbar ein handfestes Angebot gemeint, wie der Datenaustausch im Krisenfall zuverlässig erfolgen könnte²⁴. Immerhin riet Edwards-Jones, besser mit der unmittelbar nördlich an die Schweiz grenzenden 4th ATAF und mit der in Oberitalien operierenden 5th ATAF in Kontakt zu treten.

Brauchbare Ergebnisse erzielte Primault aber auch einen Monat später anlässlich der Gespräche mit NATO-Offizieren in Ramstein nicht – dies nicht zuletzt deshalb, weil die Besprechungen hier jeweils in Anwesenheit des gesamten multinationalen Stabes erfolgten. Primault widerstrebte es denn auch entschieden, seine in der Grauzone des Neutralitätsrechts liegenden Anliegen vor mehreren Personen aus verschiedenen Nationen darzulegen. Fast beleidigt musste er indessen erkennen, dass die NATO so operiere, « als ob wir überhaupt nicht vorhanden wären und kein militärisches Potential darstellen würden. » Der schweizerische Luftraum schien zwischen der 4th und der 5th ATAF aufgeteilt zu sein. Besonders beunruhigend war, dass die NATO vorsah, mit ihren im Schwarzwald stationierten – atomwaffenbestückten ! – Flab-Lenk Waffen bis in den Raum Zürich zu wirken. Primault erklärte diese bedenkliche Erkenntnis mit der bei der 4th ATAF vorherrschenden Ungewissheit und Unkenntnis darüber, wie die Schweiz aufgrund ihrer Neutralität in einem künftigen Krieg handeln würde. Unter diesem Gesichtspunkt sei die « etwas rigorose Handlungsweise » der NATO als « kalt berechnete Strategie » durchaus nachvollziehbar²⁵. Entgegen der allgemeinen Auffassung in der Schweiz schien die Maxime der immerwährenden Neutralität kein taugliches sicherheitspolitisches Instrument zu sein, um die Schweiz aus einem europäischen Grosskonflikt herauszuhalten, denn offenbar war die NATO entschlossen, den ungenügend verteidigten schweizerischen Luftraum von Anfang an in ihren eigenen Kampfraum zu integrieren und zwar auch dann, wenn die Sowjetunion die schweizerische Neutralität respektieren würde.

Diesen für die schweizerische Neutralität nicht unbedenklichen Befund legte im September 1961 auch die Operationssektion der Generalstabsabteilung ei-

²³ BAR E 9500.52, 1984/122, 22, KFL, Div Primault, Bericht über die Abkommandierung zur *RAF Germany* v. 1. – 4.3.1960.

²⁴ Vgl. Mantovani (wie Anm.), S. 199.

²⁵ BAR E 9500.52, 1984/122, 23, Bericht über die Abkommandierung zur 4th ATAF v. 4. – 6.4.1960.

ner Reihe von Studien zur Umsetzung der TO 61 zugrunde. Sie kam dabei zum Schluss, dass eine « fremde, nicht feindliche Macht », das heisst die NATO, die schweizerischen Flugzeuge voraussichtlich als feindliche betrachten und überall systematisch bekämpfen würde, um sich maximale Sicherheit zu verschaffen. Bereits im Frieden gelte es daher, sich durch Abkommandierungen von Schweizer Offizieren mit den benachbarten Flieger-Einsatzzentralen vertraut zu machen. Im Konfliktfall dürfe sich die Schweizer Flugwaffe, solange eine Integration in die befreundete Luftwaffe noch nicht erfolgt sei, nur in niedriger Flughöhe bewegen, denn eine normale Benützung des fremden und eigenen Luftraumes setze die volle technische Integration in die nordatlantische Luftverteidigung voraus ²⁶.

Als sich die LVK Ende September ausführlich mit den Studien befasste, meinte Generalstabschef Jakob Annasohn gleich zu Beginn : « Die Operationssektion komme in ihrer Studie zum Schluss, dass ein vernünftiger Einsatz unserer Luftwaffe in allen Höhen nur möglich sei, wenn eine Integration der schweizerischen Luftwaffe in die grünen Massnahmen vorgenommen werde. (...) Aus politischen Gründen wäre aber eine Integration unserer Luftwaffe in die Massnahmen von Grün völlig ausgeschlossen. (...) Selbstverständlich dürften nur solche Vorbereitungen getroffen werden, die politisch tragbar seien. Dabei könnte man sogar an Vorbereitungen auf militärtechnischem Wege scheinbar hinter dem Rücken der politischen Behörden denken ²⁷. » Annasohns Argumentation macht deutlich, dass er offensichtlich weder aus militärischen noch aus völkerrechtlichen Gründen Bedenken hegte, in engeren Kontakt zur NATO zu treten. Die Studien der Operationssektion hatten ja offen auf den Missstand hingewiesen, dass die schweizerische Flugwaffe ohne Koordination mit der NATO überhaupt nicht wirksam zum Einsatz gebracht werden könnte. Dass eine solche Koordination aber erst nach längeren Vorbereitungen zustande kommen würde, war eine Konsequenz, welche Primault aus seinen Missionen vom Vorjahr gezogen hatte. Was der an sich für nötig befundenen Kontaktaufnahme mit den benachbarten NATO-Luftstreitkräften entgegenstand, war in erster Linie die nicht unberechtigte Aussicht, dass solche Kontakte von den verantwortlichen politischen Instanzen nie und nimmer gebilligt worden wären.

Entsprechende Vorbereitungen zur Etablierung einer engeren Koordination im Kriegsfall waren schliesslich nicht nur neutralitätsrechtlich, sondern auch und vor allem neutralitätspolitisch höchst problematisch. Die Debatten um die TO

²⁶ BAR E 9500.52, 1984/122, 30, Studie Nr. 11/TO 61, Benützung des ausländischen Luftraumes durch unsere Flugwaffe und des schweizerischen Luftraumes durch fremde (nicht feindliche) Flugwaffen, 4.9.1961 ; Studie Nr. 12/TO 51, Auslösung der Fliegeroperationen bei Kriegsausbruch, 4.9.1961.

²⁷ BAR E 9500.52, 1984/122, 30, Protokoll der Sitzung der LVK v. 29./30.9.1961, S. 425.

61 ziemlich genau ein Jahr zuvor hatten klar genug gezeigt, wie sensibel Politiker – damals waren es vor allem die Sozialdemokraten gewesen – auch nur schon auf die völkerrechtlich an sich völlig unbedenkliche Ankündigung einer möglichen Allianz mit einer Drittmacht nach erfolgter Neutralitätsverletzung reagierten, weil sie die Glaubwürdigkeit der Neutralität allein schon durch die mentale Vorbereitung auf eine allfällige Zusammenarbeit im Krieg gefährdet sahen. Vor diesem Hintergrund war es natürlich erst recht völlig illusorisch zu hoffen, die Politik würde die viel konkreteren Massnahmen jemals billigen, welche die Operationssektion nun im Bereich der Luftverteidigung vorschlug.

« Militärtechnische » Vorbereitungen ohne allzu grosse neutralitätspolitische Implikationen, von denen Annasohn gesprochen hatte, waren zumindest bis zu einem gewissen Grade tatsächlich möglich. Zum einen hatte der amerikanische Luftattaché dem Kommandanten der Flieger- und Flabtruppen im Vorjahr eine Verbindungslinie aus der US Botschaft in Bern nach den NATO-Hauptquartieren Wiesbaden, Heidelberg und Ramstein offeriert, welche vom schweizerischen Armeekommando im Ernstfall sofort für den Austausch von Radar-Informationen übernommen werden könnte. Zum anderen bestand die Möglichkeit, beim *Mirage*-Kampfflugzeug Freund-Feind-Erkennungsapparaturen einzubauen, deren Schlüssel vorderhand zwar noch geheim waren, die aber im Kriegsfall unverzüglich nach NATO-Schlüssel eingestellt werden konnten. Von diesem Zeitpunkt an würden alliierte Flugzeuge wie die eigenen erkannt²⁸. Vor allem die technische Option beim *Mirage*-Kampfflugzeug dürfte die ganze Problematik der koordinierten Luftverteidigung etwas gemildert haben. Da die Maschinen aber erst ab Mitte der 60er Jahre sukzessive ausgeliefert wurden und der Flugwaffe erst nach Ende des hier untersuchten Zeitraumes zur Verfügung standen, muss die Frage vorerst offenbleiben, ob die Ausrüstung der *Mirage* mit amerikanischen Freund-Feind-Erkennungsapparaturen auch Auswirkungen auf die operative Planung hatte und, wenn ja, welche.

Mehr als die geschilderten, tastenden Annäherungen an die NATO scheint es – wenigstens von höchsten militärischen Stellen ausgehend – in den späten 50er und frühen 60er Jahren nicht gegeben zu haben. Die Diskussionen innerhalb der LVK zeigen immerhin deutlich das Dilemma der Armeeführung zwischen der Notwendigkeit, angesichts der immer moderner werdenden Waffensysteme eine gewisse Koordination mit dem benachbarten Ausland anzustreben, und den beengenden Fesseln eines vorab innenpolitisch legitimierten Neutralitätsbegriffes. Das EMD machte sich zwar den breiten gesellschaftlichen Konsens über den Wert der Neutralität bei verschiedener Gelegenheit verhandlungstaktisch geschickt zunutze, so zum Beispiel beim Kampf um die TO 61 oder bei der Beschaffung moderner Überschallmaschinen. Gleichzeitig zeigte sich aber

²⁸ Primault vor der LVK (ebd., S. 426).

hinter den Kulissen, dass ein militärischer Alleingang in einem künftigen europäischen Grosskonflikt zusehends illusorisch wurde. Angesichts der militärischen Verflechtungen mit dem umliegenden Ausland erwies sich die immerwährende, bewaffnete Neutralität kaum als taugliches Mittel zur Wahrung der staatlichen Souveränität, mit welcher sie zeitgenössisch oftmals gleichgesetzt wurde. Da der Generalstab und die Flieger- und Flabtruppen – völlig neutralitätskonform – offenbar vor weiteren Kontakten mit der NATO Abstand nahmen mit der Folge, dass die schweizerische Luftverteidigung just in einer der spannungsreichsten Phasen des Kalten Krieges mangelhaft blieb, wurde die Souveränität, das heisst die maximale Handlungsfreiheit des Staates, gerade wegen der Neutralitätsmaxime in einem der wichtigsten Bereichen der Landesverteidigung zweifellos eher eingeschränkt statt vergrössert.

V

Die Einführung taktischer Nuklearwaffen in die Verteidigungspläne der NATO stimulierte ab Mitte der 50er Jahre in der Schweiz auch die Diskussionen über die Möglichkeit einer allfälligen aktiven Atomkriegführung und damit zusammenhängend die Frage einer eigenen Nuklearbewaffnung²⁹. Für ein Verständnis der öffentlichen und verwaltungsinternen Debatten sind dabei v.a. drei Aspekte wichtig : Erstens galten taktische Kernwaffen zeitgenössisch nunmehr als ein – wenn auch besonders wirksames – Kriegsmittel unter anderen, sozusagen als eine Art von perfektionierter Artillerie. Dass Atomwaffen unabhängig davon, ob sie strategisch oder « nur » taktisch eingesetzt würden, daneben auch eminent politische Waffen sind, wurde gerade in der Schweiz bis weit in die 60er Jahre kaum je in Rechnung gestellt. Zweitens konnte die vollständige Nuklearisierung des europäischen Gefechtsfeldes für die neutrale Schweiz im Herzen des Kontinents die Gefahr mit sich bringen, dass ein Gegner den Durchmarsch durch das ausschliesslich konventionell verteidigte Land versuchen und dabei auch selber Atomwaffen einsetzen würde. Eine neutrale Schweiz ohne eigene Nuklearwaffen würde so gewissermassen ein Vakuum

²⁹ Vgl. auch Hug, Peter : « Atomtechnologieentwicklung in der Schweiz zwischen militärischen Interessen und privatwirtschaftlicher Skepsis », *Wissenschafts- und Technikforschung in der Schweiz. Sondierungen einer neuen Disziplin*. Bettina Heintz/Bernhard Nievergelt (Hrsg.). Zürich 1998, S. 225-242 ; Metzler, Dominique B. : « Die Option einer Nuklearbewaffnung für die Schweizer Armee 1945-1969 », *Rüstung und Kriegswirtschaft*. Zeitschrift des Schweizerischen Bundesarchivs. Studien und Quellen, Bd. 23. Bern/Stuttgart/Wien 1997, S. 121-169 ; Stüssi-Lauterburg, Jürg : « Historischer Abriss zur Frage einer Schweizer Nuklearbewaffnung », *Travaux & recherches, Beiträge zur Forschung*. Schweizerische Vereinigung für Militärgeschichte und Militärwissenschaft (Hrsg.). Bern 1997, S. 101-171.

darstellen, welches Atomwaffen geradezu anzöge. Drittens schliesslich liess die offensichtliche Asymmetrie innerhalb der NATO zwischen den beiden angelsächsischen Atommächten und den kontinentaleuropäischen « Habenichtsen » befürchten, dass auch andere Staaten versuchen würden, in den Besitz von Nuklearkriegsmitteln zu gelangen. Das Beispiel Frankreich, das im Februar 1960 seine erste Atombombe zündete, zeigt, dass entsprechende Befürchtungen einer immer weiter fortschreitenden Proliferation durchaus berechtigt waren.

Vor diesem Hintergrund wurde ab Mitte der 50er Jahre im schweizerischen Offizierskorps der Ruf nach einer eigenen Atombewaffnung immer lauter. Das EMD nahm den Druck auf und liess die Frage im Frühjahr 1957 durch eine kleine Studienkommission vertieft abklären. Die Kommission war sich in ihrem Schlussbericht, der in erweiterter Form als sogenanntes *Rosabuch* im Folgejahr auch dem Bundesrat unterbreitet wurde, vollständig einig, dass eine atomare Ausrüstung der Armee nötig sei, denn würde die Schweiz auf eine Atombewaffnung verzichten, « so würde sie im westeuropäischen Verteidigungsabschnitt das schwächste Glied darstellen und damit gewissermassen ein militärisches Vakuum darstellen, welches möglicherweise den Angriff eines Gegners direkt anziehen könnte. Die Folge davon wäre, dass ein östlicher Angreifer gegen uns alle seine Mittel, die Atomwaffen eingeschlossen, einsetzen würde, um an der schwächsten Stelle zum Erfolg zu gelangen. »

Wenn bezüglich der militärischen Notwendigkeit, eigene Atomwaffen zu besitzen, Einigkeit herrschte, so musste sich zwangsläufig die Frage stellen, woher die benötigten Sprengköpfe bzw. das zu einer Eigenfabrikation benötigte Spaltmaterial zu beziehen sei. Die Kommission schlug diesbezüglich Sondierungen bei den beiden angelsächsischen Atommächten sowie bei den Schwellenländern Frankreich und Schweden vor und betonte, entsprechende Kontakte seien vom Standpunkt der Neutralität her gesehen völlig unbedenklich : « Es ist Sache des freien Ermessens des Neutralen, in welchem Umfang er seine Rüstung auszubauen hat. (...) Wenn Nuklearwaffen für die schweizerische Landesverteidigung notwendig sind, so darf sie sich solche beschaffen und wird es auch tun müssen. Es besteht hier kein Unterschied im Verhältnis zu anderen modernen Waffen. (...) Die Neutralität kann sogar verlangen, dass unser Land sich Nuklearwaffen zulegt, wenn dies die einzige Möglichkeit darstellt, die Unversehrtheit unseres Gebietes wirkungsvoll zu verteidigen ³⁰. »

Vom Standpunkt des Völkerrechtes kann dieser Argumentation, die vom langjährigen EPD-Rechtsberater Rudolf Bindschedler, dem Vater der sogenannten « Bindschedler-Doktrin », das heisst der offiziellen Leitlinie für die Handha-

³⁰ BAR E 9500.52, 1984/122, 14, Bericht des EMD an den BR betr. die Beschaffung von Atomwaffen für unsere Armee, 31.5.1958.

bung der Neutralität, stammte, zwar durchaus beiegepflichtet werden. Insgesamt griff sie jedoch entschieden zu kurz, da sie – wie sich bald zeigen sollte – die aussenpolitische Signalwirkung von Forderungen nach eigenen Atomwaffen viel zu wenig in Rechnung stellte.

Das Problem trat bereits im folgenden Jahr offen zu Tage, als die Landesregierung durch eine öffentliche Verlautbarung eine neue Phase der schweizerischen Kernwaffendiskussion einleitete. Als Reaktion auf die sich formierende Bewegung gegen den Atomtod veröffentlichte der Bundesrat am 11. Juli 1958 nämlich eine Grundsatzerklärung, in welcher er eine eigene Nuklearbewaffnung erstmals in aller Deutlichkeit befürwortete. Er unterstrich, dass nukleare Waffen nicht nur dem Angreifer dienten, sondern auch die Abwehrkraft in bedeutendem Masse verstärken würden, und schloss : « In Übereinstimmung mit unserer jahrhundertealten Tradition der Wehrhaftigkeit ist der Bundesrat (...) der Ansicht, dass der Armee zur Bewahrung der Unabhängigkeit und zum Schutze unserer Neutralität die wirksamsten Waffen gegeben werden müssen. Dazu gehören die Atomwaffen ³¹. »

Es war vorab dieser Passus der Stellungnahme, der sowohl im Inland als auch besonders im Ausland zu beträchtlichen Missverständnissen führte, indem verschiedentlich die Ansicht geäussert wurde, eine Ausrüstung der Schweizer Armee sei bereits beschlossene Sache. Dem war aber nicht so. In Tat und Wahrheit war die Grundsatzerklärung ja nicht aufgrund eines Beschlusses zu den – tatsächlich mittlerweile beim Bundesrat liegenden – Anträgen des EMD zustande gekommen, sondern sie stellte eine Reaktion auf die schweizerische Anti-Atombewegung dar, deren Postulate der Bundesrat für defaitistisch und von Moskau gesteuert hielt. Erst in dieser Situation sah er sich veranlasst, seinen Standpunkt öffentlich kundzutun und der von ihm befürchteten Verunsicherung in der Bevölkerung entgegenzuwirken. Die Erklärung sollte folglich primär innenpolitisch ein Zeichen setzen. Einen politisch verbindlichen Entscheid, tatsächlich Atomwaffen zu beschaffen, hatte die Regierung damit in keiner Weise gefällt. Einigkeit herrschte lediglich darüber, dass die Einführung von nuklearen Kriegsmitteln nicht zum vorneherein ausgeschlossen wurde, für den Fall, dass eine wirksame Landesverteidigung – und notabene ein glaubwürdiger Neutralitätsschutz – ohne Einbezug solcher Waffen nicht mehr möglich sein würde.

Die Reaktionen auf die bundesrätliche Verlautbarung waren in den Ostblockstaaten überaus heftig. Nur drei Tage nach Publikwerden der Erklärung berichtete der Schweizer Botschafter in Moskau, Alfred Zehnder, von einem Zusammentreffen mit dem stellvertretenden sowjetischen Ministerpräsidenten

³¹ BAR E 5560 (C), 1975/46, 80, Erklärung des BR v. 11.7.1958 zur Frage der Beschaffung von Atomwaffen für unsere Armee.

Anastas Mikojan. Dieser habe zornig die Ansicht vertreten, die vom Bundesrat beschlossene (!) Ausrüstung der Schweizer Armee könne sich allein gegen die UdSSR richten. Der « Beschluss » des Bundesrates sei zweifellos unter dem Druck der USA gefällt worden, denn er mache nur Sinn, wenn der Schweiz die Lieferung von amerikanischen Nuklearwaffen bereits mehr oder minder verbindlich zugesichert worden sei. Beunruhigend musste für den Empfänger von Zehnders Mitteilung, den Vorsteher des Eidgenössischen Politischen Departements (EPD), Bundesrat Max Petitpierre, vorab die Gesamtwertung des Vorfalles sein, welche der Botschafter einer ausführlichen Wiedergabe von Mikojans Äusserungen folgen liess : « J'ai l'impression que tous les dirigeants soviétiques réagiront comme a réagi Mikoïan. Ce qui est nouveau et inquiétant, c'est que la neutralité suisse est mise en doute. (...) Quoi que l'on pense de Mikoïan, intelligent et sans scrupules, l'impression reste qu'un doute subsistera à Moscou au sujet de notre politique de neutralité ³². »

Alle Versuche des EPD, den schweizerischen Standpunkt auf diplomatischem Wege zu klären, schlugen vorderhand fehl. Ende Juli verbreitete auch die amtliche sowjetische Nachrichtenagentur TASS einen Kommentar, in welchem behauptet wurde, die « herrschenden Kreise » in der Schweiz seien offensichtlich mit der bisherigen Neutralitätspolitik des Landes nicht mehr zufrieden und beabsichtigten, sich dem nuklearen Wettrüsten anzuschliessen. Wohl nicht zuletzt wegen der feindseligen Haltung, die Moskau latent an den Tag legte, sah sich der Bundesrat am 9. August 1958 veranlasst, seine Haltung in einer erneuten Pressemitteilung zu präzisieren und damit den neutralitätspolitischen Schaden, den die erste Erklärung im Ausland angerichtet hatte, nach Möglichkeit zu beschränken. Er betonte abermals, noch keinen Entschluss gefasst zu haben und dies auch nicht tun zu wollen, « falls daraus irgendeine Gefahr für die Neutralität entstehen sollte ³³. »

Die halboffiziellen Proteste von Seiten der UdSSR kamen im Herbst 1958 allmählich zum Erliegen. Immerhin zeigen die verschiedenen Interventionen höchster sowjetischer Regierungsvertreter deutlich, welche Bedeutung die Führung der UdSSR der ganzen Angelegenheit beimass. Es wäre wohl zu kurz gegriffen, die Auffassung, dass letztlich die Amerikaner hinter der atomwaffenpolitischen Verlautbarung stünden, einfach als östliche Propaganda abzutun. Denn dass die UdSSR die schweizerische Neutralität von diesem Moment an entschieden misstrauischer beurteilte als bis anhin, bestätigen auch Aktenbelege aus russischen Archiven ³⁴.

³² BAR E 2800, 1967/59, 39, Zehnder an Petitpierre, 14.7.1958.

³³ NZZ Nr. 2294, 11.8.1958, S. 3.

³⁴ Neval (wie Anm.), S. 313 – 326.

Längerfristig gesehen wurde die interne Weiterbehandlung der Atomwaffenprojekte durch die bundesrätliche Grundsatzerklärung und insbesondere durch den daraus entstandenen internationalen Wirbel eher gebremst denn beschleunigt. Die heftigen Reaktionen höchster Sowjetführer auf das verbale Säbelraseln des Bundesrates hatten nämlich erstmals deutlich vor Augen geführt, mit welchen neutralitätspolitischen Implikationen bei einem tatsächlichen Entscheid zur Beschaffung von Atomwaffen wohl gerechnet werden müsste. Vor allem dem EPD dürfte klar geworden sein, dass ein Ankauf von nuklearen Kriegsmitteln oder von waffenfähigem Spaltmaterial entgegen den Ausführungen im *Rosabuch* des EMD eben doch nicht einfach denselben Modalitäten unterliegen würde wie jedes andere Rüstungsgeschäft. Der Bundesrat begegnete denn auch konkreten Anträgen auf Sondierungen im Ausland in der Folge stets mit äusserster Zurückhaltung und sabotierte damit seine dahingehenden Aufträge ans EMD bis zu einem gewissen Grade selbst.

Vorderhand schien sich jedoch alles ganz nach den Wünschen des Generalstabes zu entwickeln. Am 13. Dezember 1958 hiess der Bundesrat nämlich alle beantragten Massnahmen zur Abklärung der Beschaffungsmöglichkeiten im In- und Ausland gut – allerdings unter dem ausdrücklichen Vorbehalt, dass damit keine Gefährdung der Neutralität verbunden sei. Kontakte mit ausländischen Stellen durfte das EMD in diesem Sinne nur « unter Wahrung der neutralitätspolitischen Gesichtspunkte » und in enger Zusammenarbeit mit dem EPD anbahnen³⁵. Aus verschiedenen Gründen kam die konkrete Umsetzung der Aufträge in den folgenden Monaten und Jahren jedoch nur sehr schleppend voran. Erst als im Februar 1960 auch Frankreich zum Kreis der Atommächte gestossen war, das heisst als eine der immer wieder genannten Bedingung für den Erwerb eigener Atomwaffen erfüllt war, sah sich das EMD veranlasst, endlich auch auf die Einleitung von Sondierungen im Ausland zu dringen.

Am 21. März 1960 wandte sich EMD-Vorsteher Paul Chaudet mit diesem Anliegen an den Chef EPD und schlug eine Fühlungnahme bei sämtlichen bestehenden Atommächten (inklusive der Sowjetunion !) und beim Schwellenland Schweden vor. Petitpierre zeigte sich von der Initiative, die das EMD plötzlich an den Tag legte, allerdings alles andere als begeistert. In seinem Antwortschreiben betonte er, der richtige Augenblick sei seiner Ansicht nach noch nicht gekommen, die angestrebten Sondierungen und Demarchen im Ausland einzuleiten, denn derartige Schritte würden im Ausland zur Zeit kaum verstanden, da der Eindruck aufkommen könnte, die Schweiz wolle die laufenden bzw. geplanten Abrüstungskonferenzen sabotieren³⁶. Letztlich bewirkte das EMD mit

³⁵ BAR E 5560 (C), 1975/46, 49, BRB betr. Abklärungen der Möglichkeiten zur Beschaffung von Atomwaffen, 13.12.1958.

³⁶ BAR E 5001 (G), 1986/107, Chaudet an Petitpierre, 21.3.1960 ; Petitpierre an Chaudet, 30.3.1960.

seinem Vorpreschen das genaue Gegenteil. Am 5. April 1960 beschloss der Gesamtbundesrat nämlich, dass Kontakte mit ausländischen Stellen erst aufgrund eines späteren dahingehenden Entscheides aufgenommen werden dürften³⁷. Die Regierung schob mit diesem faktischen Verbot von Auslandkontakten in Sachen Atombewaffnung den nuklearen Ambitionen gewisser Offiziere der Generalstabsabteilung einstweilen einen definitiven Riegel.

In der Praxis wurde die Erlaubnis in den folgenden Jahren nur ein einziges Mal erteilt, nämlich Ende November 1963, als das EMD beantragte, im Rahmen eines laufenden Projektes zur Intensivierung der Rüstungszusammenarbeit mit Schweden auch die Atomwaffenfrage behandeln zu dürfen. Kontakte mit dem skandinavischen Neutralen schienen dem Bundesrat unbedenklich, so dass er dem Antrag stattgab. Die tastenden Versuche, welche die Schweiz in der Folge mit dem Ziel unternahm, eine Kooperation in der militärischen Nuklearforschung anzubahnen, verliefen jedoch relativ rasch im Sande. Schweden, das just zu dieser Zeit die Option einer eigenen Atombewaffnung zugunsten eines stärkeren internationalen Engagements zur Eindämmung der Proliferation allmählich fallen liess, hatte an einem nuklearwaffentechnologischen Schulterchluss mit der Schweiz ganz offensichtlich kein Interesse³⁸.

VI

Eine abschliessende Beurteilung der Truppenordnung 61, der *Mirage*-Beschaffung und der Nuklearbewaffnungsoption im Kontext der schweizerischen Neutralitätsmaxime ist ausserordentlich komplex. Fest steht, dass die Schweizer Armee durch alle drei Massnahmen befähigt werden sollte, das Land auch in Zukunft autonom zu verteidigen, das heisst den Neutralitätspflichten auch auf einem vollständig nuklearisierten Gefechtsfeld bestmöglich nachzukommen. Hinter den Kulissen war es jedoch gerade die Neutralitätspolitik, welche zu einer Reihe von nicht zu unterschätzenden Problemen führte.

Bereits 1955 schlug der Waffenchef der Infanterie, Oberstdivisionär Waibel, vor, die Armee ganz nach dem Prinzip der « Bündnisfähigkeit » zu reorganisieren, da er der Meinung war, die Schweiz könne letztlich nur im Verbund mit atomgerüsteten NATO-Streitkräften effizient verteidigt werden. Davon wollte jedoch weder der Generalstabschef noch der Bundesrat etwas wissen, wobei für die Verantwortungsträger primär die Hoffnung handlungsleitend war, durch striktes Festhalten am Grundsatz der bewaffneten Neutralität einmal mehr von

³⁷ BAR E 5560 (C), 1975/46, 49, Auszug aus dem Protokoll der Sitzung des BR v. 5.4.1960.

³⁸ BAR E 5001 (G), 1977/71, 12.1, Verstärkung der militärischen Rüstungszusammenarbeit mit Schweden.

einem europäischen Grosskrieg verschont zu werden. Die Armeeführung wollte sich auch in Zukunft rein geistig, beispielsweise durch intellektuelle Vorbereitung im Rahmen von Operativen Übungen, auf einen durchaus als sehr wahrscheinlich erachteten Schulterschluss mit dem nordatlantischen Allianzpartner vorbereiten. Weil aber das amerikanische Kampfkonzzept der schweizerischen Armee reform zu weiten Teilen als Vorbild diente, zeigte die Armee gemäss TO 61 notgedrungen gewisse augenfällige organisatorische Ähnlichkeiten mit den umliegenden NATO-Armeen. Dies war für die sozialdemokratische Fraktion bereits Grund genug, das Projekt im Nationalrat geschlossen abzulehnen. Ihr Argument, die Armee werde im Ausland als « NATO-konform » wahrgenommen, hatte durchaus seine Berechtigung, vermochte die bürgerliche Ratsmehrheit hingegen nicht zu überzeugen.

Die Grenzen einer rein geistigen Vorbereitung auf eine mögliche Kriegsallianz wurden spätestens Anfang der 60er Jahre manifest, als der Kommandant der Flieger- und Flabtruppen die Probleme einer etwaigen Koordination der jeweiligen Luftverteidigungsmassnahmen im Kriegsfall mit den verantwortlichen NATO-Offizieren besprach. Es zeigte sich, dass die Schweiz ihren Luftraum voraussichtlich nicht autonom würde verteidigen können, ja dass die NATO offensichtlich vorsah, den schwach verteidigten schweizerischen Luftraum gleich zu Beginn einer Auseinandersetzung mit dem Warschauer Pakt in ihren Kampfraum zu integrieren, was einer klaren Nichtrespektierung der Neutralität gleichgekommen wäre. Dennoch beschränkte sich die schweizerische Armeeleitung auf tastende Sondierungen und stellte sich darauf ein, absehbare Verluste durch die NATO-Luftverteidigung bewusst in Kauf zu nehmen und die für nötig befundene Koordination erst im Kriegsfall ad hoc zu etablieren. Erst die Einführung der mit amerikanischen Freund-Feind-Erkennungsapparaturen ausgerüsteten *Mirage*-Kampfflugzeuge dürften das Problem etwas gemildert haben – allerdings nicht deshalb, weil damit eine autonome Verteidigung des Luftraumes wieder möglich geworden wäre, als vielmehr weil dadurch eine rasche technische Integration in die NATO-Luftverteidigung gewährleistet wurde.

Das Bewusstsein, ein neutrales Loch im westlichen Nuklearschirm bzw. ein eigentliches Atomvakuum im mitteleuropäischen Verteidigungsabschnitt darzustellen, führte ab Mitte der 50er Jahre konsequenterweise zur Forderung nach eigenen Atomwaffen. Diese wurden denn auch – beispielsweise in der berühmten bundesrätlichen Grundsatzerklärung vom Sommer 1958 – gerade deshalb für unabdingbar befunden, weil die Neutralität nur so effizient gegen einen atomgerüsteten Angreifer geschützt werden könnte. Da Kernwaffen zeitgenössisch nur als konsequente Weiterführung der traditionellen, konventionellen Bewaffnungslinie aufgefasst wurden, unterlag eine Beschaffung nach Ansicht

schweizerischer Neutralitätsrechtsexperten grundsätzlich denselben Modalitäten wie jedes andere Rüstungsgeschäft auch.

Die heftigen Reaktionen, welche die Grundsatzerklärung gerade im Ostblock, das heisst beim potentiellen Gegner, auslöste, machten indessen deutlich, dass diese Auffassung offensichtlich zu kurz griff. Für die UdSSR schien klar, dass die Schweiz nukleare Kriegsmittel oder die für eine Eigenfertigung nötigen Ausgangsmaterialien, wenn überhaupt, nur bei einer der westlichen Atom-mächte beziehen könnte – eine Lieferung, die ihrer Meinung nach zweifellos mit einer weitergehenden militärischen Kooperation einhergehen würde. Es war mitunter die Einsicht in die mit einer Atomwaffenbeschaffung verbundenen schwerwiegenden neutralitätspolitischen Implikationen, die den Bundesrat in der Folge veranlasste, in dieser Frage eine entschieden vorsichtiger und zurückhaltendere Haltung einzunehmen. Diese Haltung entbehrte allerdings nicht einer gewissen Inkonsequenz, denn einerseits vertrat die Regierung nach wie vor die Auffassung, Atomwaffen seien für einen effizienten Neutralitätsschutz nötig, andererseits relativierte sie diese Ansicht gleichzeitig, indem sie kundtat, eine Beschaffung komme nur in Frage, wenn damit keine Gefährdung der Neutralität verbunden sei.

Man mag es als Ironie der Geschichte bezeichnen, dass die Sowjets die mit der TO 61 aufgestellten beweglichen Heeresseinheiten zusammen mit der Beschaffung eines modernen Überschallflugzeuges und den Forderungen nach einer eigenen Atombewaffnung insgesamt als Indizien für eine weitestgehende Annäherung der Schweiz an die NATO bewerteten. Alle Massnahmen liessen die östlichen Nachrichtenorgane zum Schluss kommen, die schweizerische Neutralitätspolitik diene lediglich der Tarnung einer geheimen Zusammenarbeit mit der Nordatlantischen Allianz und die Schweiz werde sich trotz ihrer Neutralität im Konfliktfall voraussichtlich sofort der NATO anschliessen ³⁹.

Der tschechoslowakische General Jan Sejna, der 1968 in den Westen überlief, berichtet in seinen 1982 veröffentlichten Erinnerungen gar, dass der sowjetische Verteidigungsminister ums Jahr 1964 herum die Direktive gegeben habe, die schweizerische Neutralität künftig nicht mehr zu berücksichtigen und die Schlüsselräume des Landes gleich zu Beginn einer Auseinandersetzung mit dem Westen in einem strategischen Überfall in Besitz zu nehmen. ⁴⁰ Sejnas Angaben konnten angesichts des nach wie vor sehr restriktiv gehandhabten Zugangs zu russischen Archiven bis heute wissenschaftlich weder bewiesen noch glaubwürdig widerlegt werden. Immerhin : Sollten sich die bisherigen For-

³⁹ Vgl. Fuhrer, Hans Rudolf/Neval, Daniel : « Die Schweiz und ihre Neutralität aus sowjetischer Sicht. Offene Fragen zur Neutralitätspolitik der Schweiz im Kalten Krieg », *Beilage zur ASMZ* 1/2002.

⁴⁰ Sejna, Jan : *We Will Bury You*. London 1982, S. 121.

schungsergebnisse bestätigen, so ergäbe sich die gleichsam paradoxe Schlussfolgerung, dass die UdSSR offenbar all diejenigen Massnahmen, welche aus Schweizer Sicht für eine effiziente *autonome* Verteidigung ergriffen wurden, diametral umgekehrt als eindeutiges militärisches Bekenntnis des Landes zum Westen interpretierte. Das Land dürfte damit stärker als früher in den Fokus östlicher Kriegsplanungen geraten sein, über die sich jedoch nach wie vor der Schleier striktester Geheimhaltung legt.

Weil die in Waibels Studie für den Fall des Versagens der Neutralitätspolitik gezogenen Konsequenzen, d.h. die Ausgestaltung der Armee nach dem Prinzip der « Bündnisfähigkeit » mit dem Ziel, ihr ein Operieren unter günstigsten Bedingungen im Rahmen einer verbündeten Streitmacht zu erlauben, ebenso wenig gezogen worden waren wie die Lehren Primaults aus den Gesprächen mit NATO-Luftwaffenoffizieren, nämlich eine Koordination der Luftverteidigungsmassnahmen bereits in Friedenszeiten, wären die auch von der Armeeführung völlig richtig erkannten Schwächen, welche die Neutralitätsmaxime für die Verteidigungsbereitschaft hatte, zumindest zu Beginn einer Auseinandersetzung voll zum Tragen gekommen.

Freilich hätten die überdurchschnittlichen militärischen Anstrengungen, welche die Schweiz gerade mit Hinweis auf ihre Neutralitätsverpflichtungen in der zweiten Hälfte der 50er Jahre unternommen hatte, einen östlichen Aggressor im Ernstfall unter Umständen doch noch von einer Neutralitätsverletzung abgeschreckt, wie sich dies die schweizerische Armeeführung und die Parlamentarier, welche die umfangreichen Kredite bewilligten, immer erhofft hatten – und zwar auch dann, wenn ein prophylaktischer Angriff auf das als potentiell NATO-Mitglied beurteilte Land in den Kriegsplänen eigentlich vorgesehen war. Eine abschliessende Antwort auf die Frage nach dem Wert der schweizerischen Neutralitätspolitik hätte somit nur ein heisser Krieg gegeben – ein Krieg, von dem Europa jedoch glücklicherweise verschont blieb.

R. B. / P. B.

Résumé

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, les autorités et la population suisses étaient largement convaincues que la guerre avait été évitée grâce à la neutralité armée. Il était donc logique de poursuivre cet effort, tout en l'adaptant aux nouvelles conditions et aux nouveaux moyens de combat. Durant les années 50 et au début des années 60, trois aspects ont dominé la politique militaire suisse :

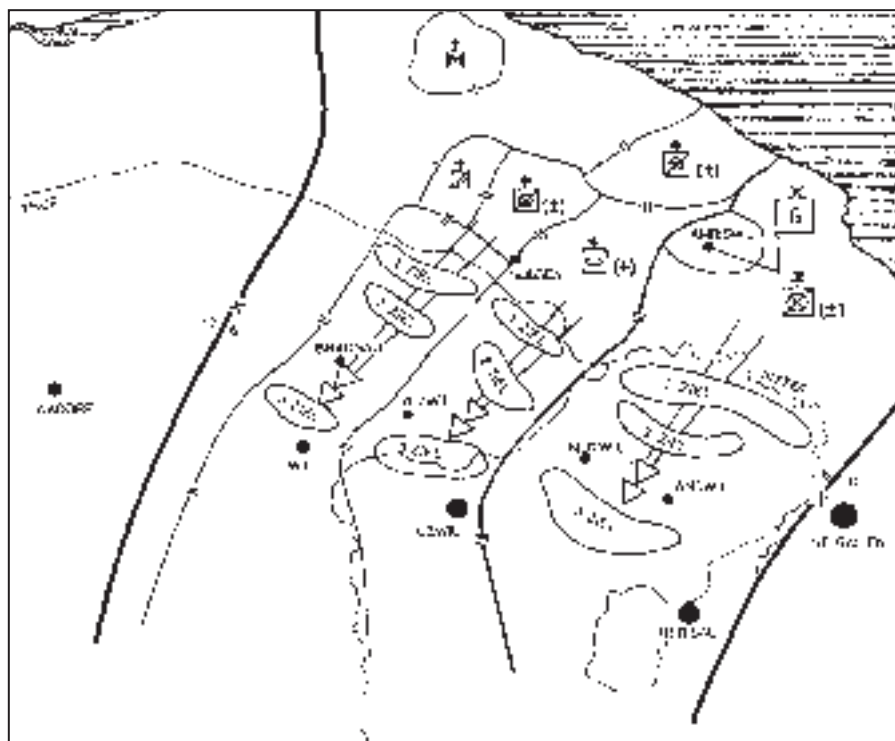
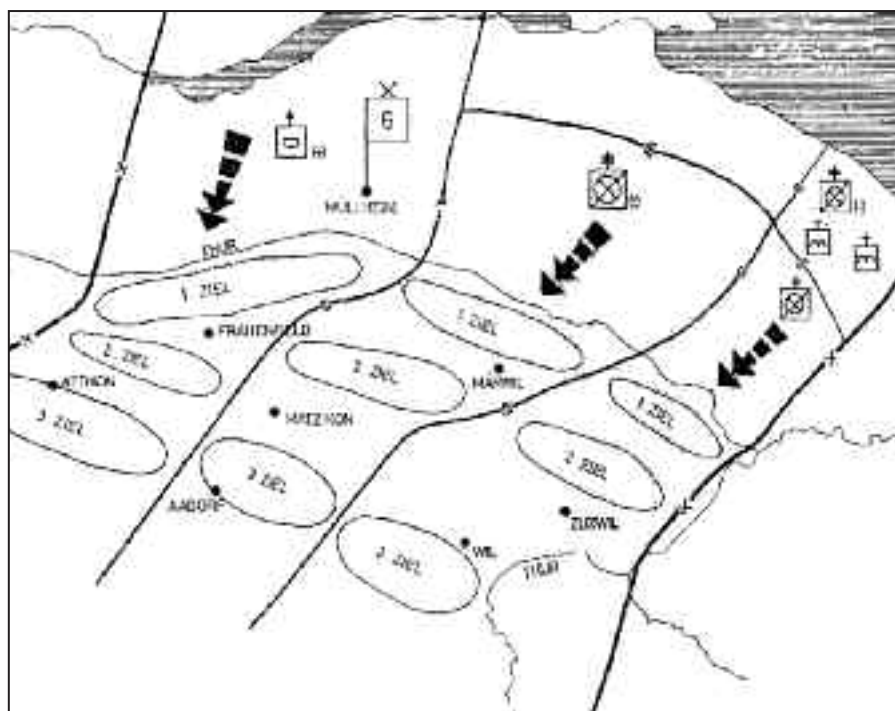
1. La refonte de l'armée, conduisant à l'Organisation des troupes de 1961. Dans ce contexte, la conception d'une défense mobile, basée sur le modèle américain,

l'a emporté sur le principe d'une défense statique et échelonnée en profondeur, à la base de l'Organisation de 1951.

2. L'acquisition d'avions de combat performants (les *Mirage*), permettant de porter le combat dans la profondeur du dispositif d'un assaillant, donc au-delà des frontières nationales. Dans ce contexte, l'appui des troupes terrestres devenait une tâche secondaire. Comme le relèvent les auteurs, l'Etat-major suisse avait également soulevé le problème délicat de la coordination avec des forces aériennes étrangères, sans laquelle l'efficacité de l'aviation suisse restait incertaine. Il a été également question de la compatibilité de notre aviation avec celle des voisins (essentiellement l'OTAN). Cette question a été et reste sujet à débat, en particulier en ce qui concerne l'équipement des *Mirage*.

3. L'introduction de l'arme nucléaire destinée à renforcer le potentiel défensif helvétique, l'armée devant bénéficier de toutes les armes à disposition pour défendre la neutralité (Déclaration du Conseil fédéral du 11 juillet 1958). Cette déclaration a provoqué des remous, tant à l'intérieur du pays que dans le Pacte de Varsovie : de nombreux milieux croyaient qu'il s'agissait d'un fait accompli. L'Union soviétique, par exemple, parlait d'une décision prise sous la pression américaine, et la méfiance vis-à-vis de la Suisse n'a fait qu'augmenter : à tort ou à raison, il était évident pour les Soviétiques que la Suisse serait tributaire des nations occidentales pour l'approvisionnement en matériaux nucléaires, comme pour les avions de combat, qu'elle était incapable de produire elle-même. Malgré la création, en 1960, d'une force nucléaire française indépendante de l'OTAN, le projet suisse a été finalement abandonné.

Comme le révèlent diverses sources, les efforts tendant à renforcer la défense helvétique ont été perçus par le Pacte de Varsovie comme les indices d'une collaboration secrète entre la Suisse et l'OTAN. Selon le général tchécoslovaque Jan Senja, passé à l'Ouest en 1968, le ministère de la Défense de l'URSS a donné en 1964 des directives selon lesquelles la neutralité suisse ne devait plus être prise en considération, et que le pays devait être occupé par surprise dès le début des hostilités avec l'Ouest.



Manœuvres d'hiver 1970 : la décision du parti « ROUGE ».

Alle roten Pfeile kamen von Osten

Zur Bedrohung der Schweiz im Kalten Krieg (1945-1966)

■ Oberst Hans Rudolf Fuhrer ¹

1. Ein notwendiges Vorwort : Audietur et altera pars

Wir kommen zur Sicht Ost unseres Projektes. In unserem Kreis ist das Wort gefallen : « Ihr müsst lernen, in gefährlichem Wasser zu schwimmen ! » *Dangerous water* ! Ist also die Gefahrentafel, die uns aufgestellt worden ist. Wir, das heisst Dr. iur. Peter Veleff, Dr. phil. et lic. phys. et VDM Daniel Neval (bis März 2001) und lic. phil. Mathias Wild und ich haben uns dieser Gefahr gestellt.

Leitsatz unserer Arbeit ist ein echt demokratischer : « Audietur et altera pars », hören wir auch die andere Seite. Wir wollten mit unserer Arbeit die andere Seite aus den Quellen kennen lernen, die östliche Wahrnehmung des Kalten Krieges im allgemeinen und die östliche Wahrnehmung der Schweiz im besonderen. Seien Sie im Folgenden auch bereit, die andere Seite zu hören, ohne gleich in « Kalte Krieg Mechanismen » zu verfallen :

¹ Le colonel Hans Rudolf Fuhrer est officier de milice. Comme privat-docent, il enseigne l'histoire militaire générale et suisse à l'Académie militaire de l'Ecole polytechnique fédérale et à l'Université de Zurich. Il a publié de nombreux ouvrages et contributions, entre autres *Spionage gegen die Schweiz*, *Der geheime deutsche Nachrichtendienst gegen die Schweiz im Zweiten Weltkrieg* et, récemment *Die Schweizer Armee im Ersten Weltkrieg*, qui en est déjà à sa troisième édition. Il siège aux comités de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires et de la Gesellschaft für Militärhistorische Studienreisen.

- Alles, was von Osten kam, war sowieso gelogen.
- Die kommunistischen Friedensschalmeien wollten uns nur einlullen, um uns dann besser überfallen zu können, das war ein Teil des Propagandakriegs.
- Der Kommunismus wollte die Weltherrschaft ; er hat sein strategisches Ziel nie aus den Augen verloren. Wir haben Glück gehabt, dass er an seiner eigenen Widersprüchlichkeit und Unehrllichkeit zerbrochen ist.

Wir können Ihnen versichern : Diese Konfrontation mit den östlichen Quellen geht an die eigene ideologische Substanz.

Wir wollen in diesem ersten Forschungsbericht drei Themen angehen. Im ersten Teil will ich eine Skizze der schweizerischen Bedrohungswahrnehmung zeichnen, dann den aktuellen Forschungsstand zur sowjetischen Militärpolitik gegen Europa und schliesslich im dritten Teil die ersten Ergebnisse zu unserer zentralen Fragestellung : Wie wurde die Schweiz im Ostblock wahrgenommen ? Dabei müssen viele andere, denkbare Fragestellungen unberücksichtigt bleiben. Sie werden in der Generalstabsgeschichte vertieft angegangen.

2. Die schweizerische Bedrohungswahrnehmung

2.1. Die strategisch-operative Stufe

Das Jahr 1960 war ein wichtiger Meilenstein bei der schwierigen Suche nach einer den schweizerischen Verhältnissen und dem modernen Kriegsbild angepassten Einsatzdoktrin der Schweizer Armee. Die verschiedenen qualitativen und quantitativen Entwicklungen des Rüstungswettlaufes der Supermächte und ihrer Verbündeten während der fünfziger Jahre (allgemeine Steigerung der Feuerkraft aller Waffen, Erhöhung der Beweglichkeit, Entwicklung taktischer Kernwaffen und der Raketentechnik sowie die Weiterentwicklung der Mittel der Luftkriegführung) bei gleichzeitiger intensiver ideologischer Konfrontation erforderten schon bald nach der Umsetzung der Truppenorganisation 1951 (TO 51) eine erneute Anpassung der schweizerischen Landesverteidigung an die moderne Kriegführung. Das durch den Generalstab angenommene moderne Feindbild stellte sich damals auf strategisch-operativer Ebene folgendermassen dar ² :

² Vgl. u.a. Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend die Organisation des Heeres (Truppenordnung) vom 30. Juni 1960, in: BBl 1960 II 321, v.a. S. 12; Mühlemann, Ernst: «Von der Truppenordnung 1961 bis zum Armeeleitbild 80», *Die 7. Division*. Herisau (Kdo Gz Div 7 Hrsq.), o.J., S. 138.f.

Vor und unmittelbar nach Kriegsausbruch : der Feind schafft sich günstige Voraussetzungen für den Angriff durch :

- Subversive feindliche Tätigkeit zur Zersetzung der schweizerischen Verteidigungskraft sowie Sabotage und Geheimkommandos zur Zerstörung von Führungseinrichtungen und zur Nachrichtenbeschaffung.
- Einsatz der strategischen und taktischen Luftwaffe zur Erzwingung der vollständigen Luftüberlegenheit oder mindestens der zeitweiligen Luftherrschaft.
- Einnehmen von operativem und taktischem Schlüsselgelände durch Luftlandetruppen in der Tiefe der Angriffsstreifen, Binden von Reserven.

Nach Kriegsausbruch : der Feind erzwingt einen raschen Durchbruch durch unsere Verteidigungssysteme in folgenden Phasen des Kampfes :

- Einleitung des terrestrischen Angriffs durch Einsatz von atomaren und chemischen Kampfmitteln.
- Angriff der mechanisierten Mittel, unterstützt durch eine gewaltige konventionelle Feuerkraft der Flachbahn- und der Panzerabwehrwaffen, der Artillerie, der Minenwerfer, der Fliegerabwehr sowie der Luftwaffe in der direkten und indirekten Unterstützung der Bodentruppen.
- Überwindung von Geländehindernissen dank einer gefechtsfeldbeweglichen Genie und mit Hilfe von amphibischen Kampfmitteln.

Der Bundesrat schreibt in seinem Bericht zur TO 61 : « *Möglicherweise würden die Industrieanlagen geschont, damit der Gegner sie später benützen könnte. Auch auf dem Boden wird ein Gegner mit grosser Wahrscheinlichkeit versuchen, den Widerstand unserer Armee in möglichst kurzer Zeit zu brechen. Es ist dabei der Einsatz aller Mittel, mit Einschluss von Atomwaffen, zu erwarten. Im Zuge des Angriffs gegen die Grenzabschnitte dürften gleichzeitig auch wichtige Verkehrsknotenpunkte und Flugplätze im Innern des Landes unter Beschuss genommen werden. Es ist anzunehmen, dass nach der Überwindung des Widerstandes in den Grenzzonen gepanzerte und motorisierte Verbände versuchen, unter Ausnützung ihrer Feuerkraft, ihrer Beweglichkeit und Schockwirkung tief in das Landesinnere einzudringen, um strategisch wichtige Räume in Besitz zu nehmen*³. »

³ BBl 1960 II 321, S. 13 f.

In den späten sechziger Jahren wurden mehrere Studien verfasst, die sich mit den denkbaren Bedrohungen des nächsten Jahrzehnts auseinandersetzten⁴. Auffällig ist, dass die Bedrohung mit der Zeit immer umfassender, immer « totaler » angenommen wurde. Der damalige Beauftragte des EMD für besondere Studien, Jakob Annasohn, schreibt 1966 : « *Die Bedrohung ist heute keine ausschliesslich militärische mehr. (...) Sie erstreckt sich auf alle Lebensgebiete unseres Volkes und kann in einen „Totalen Krieg“ ausmünden*⁵. » Die strategischen Kriegsziele eines potentiellen Gegners gliedert Annasohn in vier Gruppen :

- Benützung des neutralen Territoriums für Operationen gegen Dritte bzw. um Dritte daran zu hindern, dasselbe zu tun.
- Erobern und Einverleiben des schweizerischen Territoriums zwecks Sicherung bzw. Ausweitung der Macht. Vernichtung des Landes in seiner staatlichen Existenz.
- Vernichtung des Volkes in seiner physischen Existenz.

Dazu sah Annasohn diverse Gefahren am Rande oder unterhalb der Kriegsschwelle, zum einen die absichtliche Neutralitätsverletzung des Territoriums am Boden und in der Luft, um die schweizerische Abwehrbereitschaft zu testen sowie zum andern zufällige Grenzverletzungen bei kriegesischen Ereignissen im Ausland. Als wichtigste Begleiterscheinung eines drohenden oder ausgebrochenen Krieges in Europa rechnete der schweizerische Generalstab mit Flüchtlingen und Asylsuchenden aus den benachbarten Ländern, abgedrängten Truppenteilen, die abgewehrt oder interniert werden mussten sowie Auswirkungen des Einsatzes von Massenvernichtungsmitteln.

Woher die grösste Gefahr kam, war jeweils unbestritten. Exemplarisch zitieren wir nur eine Briefstelle von Oberst i Gst Hans Senn der Untergruppe Front an Oberstlt i Gst Frank Seethaler im Stab der Gruppe für Ausbildung : « *Da die allgemeine Bedrohung eine sowjetische ist (und aller Voraussicht nach für die kommenden Jahre bleiben wird) (...)*⁶. » Diese Bedrohungswahrnehmung der strategisch-operativen Stufe kann als Konstante des Kalten Krieges betrachtet werden.

Alle diese Gedanken und Lagebeurteilungen verschiedener Gremien flossen schliesslich ein in den Bericht der Studienkommission für strategische Fragen

⁴ Annasohn, Jakob: Studie betreffend „Wirksame Unterstützung des Bundesrates in der Leitung der Totalen Landesverteidigung, im speziellen Beilage 2, Skizze eines totalen Kriegsbildes“, Ausgabe 1966, Bundesarchiv Bern (BAr) E 5560 (D) 1996/188, 67; Generalstabsabteilung, Untergruppe Planung: Studie betreffend „Das Feindbild während den 70er Jahren“, Ausgabe 1966, BAr E 9500.52, 1984/122, 49; dies. Entwurf August 1968, BAr E 5560 (D) 1996/188, 62.

⁵ Annasohn, a.a.O.

⁶ Senn an Seethaler: Stellungnahme zu einer Studie des Stabes der Gruppe für Ausbildung vom 9.11.1964. BAr E 5560 (D), 1996/188, 62.

im November 1969 unter Professor Karl Schmid und schliesslich in den Sicherheitspolitischen Bericht 1973 des Bundesrates, wo es heisst : « *Die Gefahr eines Bruchs der internationalen Abmachungen ist ständig vorhanden. Das System der kollektiven Sicherheit hat bisher, mangels Einigkeit insbesondere der Veto-berechtigten Mitglieder des Sicherheitsrates, nicht wirksam werden können. Das Gleichgewicht der Furcht, das die Supermächte durch gegenseitige Vernichtungsdrohung aufrechterhalten, ist indessen nicht stabil. Im Schatten dieses relativen Gleichgewichts der Kräfte versuchen Mächte und Mächtegruppen durch politischen, wirtschaftlichen und propagandistisch-psychologischen Druck ihre Einflusssphären zu vergrössern* ⁷. »

Die angenommene Totalität des kommenden Krieges wurde wie folgt umschrieben : « *In zunehmendem Masse werden indirekte Kampfformen angewendet, wobei der Gegner mit politisch-psychologischen, aber auch terroristischen Mitteln beeinflusst, geschwächt und schliesslich bezwungen werden soll. Der Einsatz militärischer Kräfte erfolgt – wenn überhaupt – lediglich im Rahmen einer Kleinkriegsführung (Guerilla). Diese Art der Kriegsführung benützt die zunehmende Verwundbarkeit des modernen Staates und seiner zahlreichen lebenswichtigen Einrichtungen. Ihre Urheber, ob sie zugunsten eines fremden Staates im Banne einer fremden Ideologie oder aus anarchistischen Motiven handeln, nützen innerstaatliche Gegensätze und alle Formen des politischen oder gesellschaftlichen Unbehagens von Bevölkerungsgruppen für ihre Zwecke aus* ⁸. »

Der rein konventionelle Krieg, verbunden mit der Gefahr zur nuklearen Eskalation, und selbst zu einem unbeschränkten Nuklearkrieg wurden trotz einer gewissen Entspannung nicht ausgeschlossen. Dazu heisst es : « *Der Krieg mit Massenvernichtungsmitteln ist solange denkbar, als irgendeine Macht über das nötige Arsenal verfügt. Furcht vor Vergeltung sowie ethische und rechtliche Hemmungen stehen seiner Auslösung entgegen. Doch ist er als Folge wechselseitiger Steigerung der eingesetzten Kriegsmittel oder kurzsichtiger Erfolgshoffnungen nicht unmöglich. Auch ein in bezug auf Zahl und Kaliber begrenzter Kernwaffenkrieg hätte bereits vernichtende Wirkung* ⁹. » Trotz dieser Beurteilung wurde die Diskussion um die Option einer Bewaffnung der Schweizer

⁷ Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Sicherheitspolitik der Schweiz (Konzeption der Gesamtverteidigung) vom 27. Juni 1973, S. 8 f. Vgl. Däniker, Gustav: «Sicherheitspolitik-Gesamtverteidigung. Der Weg zur Sicherheitspolitik», Sicherheitspolitik und Armee. Frauenfeld 1976, S. 22-25.

⁸ Ebenda, S. 9.

⁹ Ebenda, S. 10.

¹⁰ Vgl. u.a. Baumann, René/Ulrich, Albert: *Zur Frage der Atombewaffnung der Schweizer Armee in den fünfziger und sechziger Jahren*. Diplomarbeit MILAK/ETHZ 1997; Spillmann, Kurt R.: *Schweizer Sicherheitspolitik seit 1945*. Zürich 2000.

Armee mit Atomwaffen in den späten fünfziger Jahren nicht mehr aufgenommen¹⁰.

Zusammenfassend kann gesagt werden, dass der schweizerische Generalstab auf strategisch-operativer Stufe von den späten vierziger Jahren an zunehmend die Bedrohung durch den Ostblock im Spannungsraum zwischen subversiver Unterwanderung bis hin zum totalen Krieg mit Massenvernichtungswaffen annahm. Auf jeder Konfliktebene kam die Möglichkeit der Erpressung dazu.

Der Bericht 73 schreibt zur Wahrscheinlichkeit eines Eintreffens der strategischen Fälle : *« Über die Wahrscheinlichkeit von Entwicklungen lässt sich streiten, nicht aber über die Möglichkeit der Bedrohung. Massgebend für unsere Vorbereitungen muss angesichts der jederzeit einsetzbaren strategischen Waffen und der namentlich auch im europäischen Raum stationierten Armeen die potentielle, das heisst, die durch das vorhandene Potential gegebene Bedrohung sein. Das machtpolitische Kräftespiel ist nach wie vor im Gange und die Auswirkungen zahlreicher Konflikte sind immer wieder auch in unserem Land spürbar. Spionagefälle, Sabotage- und Terroraktionen auch gegen schweizerische Einrichtungen lassen keinen Zweifel darüber, dass die weltweiten Auseinandersetzungen, die immer den Keim von Kriegen in sich tragen, auch den neutralen Kleinstaat nicht aussparen¹¹. »*

Auch wenn der Gegner in allen offiziellen Dokumenten nicht explizit genannt wird, so war es allen klar : die roten Pfeile kamen alle von Osten.

2.2. Die operative Stufe : zum Beispiel das 4. Armeekorps (FAK 4) – Das angewandte Bedrohungsbild – die Manöver

Es ist eine Binsenwahrheit, dass jedes der vier schweizerischen Armeekorps ein gewisses Eigenleben führte. Besonders in hohen Führungs- oder Generalstabslehrgängen wurden die Unterschiede deutlich. In ihrem Selbstverständnis nahm sich das FAK 4 besonders wichtig, weil seine Divisionen aus geographischen Gründen in einem denkbaren Krieg mit einem Angriff aus dem Osten die Frontstellung einnehmen würden. Den Ostschweizern wurde zwar von ihren Kameraden aus anderen Korps eine grosse Ernsthaftigkeit nicht abgesprochen, doch wurde ihre Einbildung und ihr verbissener Fleiss oft etwas belächelt.

Es ist erstaunlich, wie unvollständig die grossen Übungen des FAK 4 im Bundesarchiv oder im Armeearchiv archiviert worden sind. Viel umfassender und teilweise ausserordentlich detailliert haben die grossen Zeitungen berichtet¹². Zwischen 1945 und 1989 organisierte das FAK 4 immer wieder

¹¹ Bericht 73, S. 11.

¹² Vgl. u.a. NZZ Archiv Manöver FAK 4 1949-1989.

grosse Manöver, in denen die Kommandanten aller Stufen Gelegenheit erhalten sollten, ihre Truppe in Bewegung und Kampf unter verschiedenen Verhältnissen zu führen¹³. Nach einer Konsolidierungsphase nach dem Zweiten Weltkrieg, wurde das erste Korps-Manöver 1949 in den Schlüsselzonen der Ostschweiz, an den Appenzellerpässen, im Bodenseeraum, am Ricken und an den verschiedenen Thur- und Tössübergängen durchgeführt.

Es kann hier nicht darum gehen, diese Manöver einzeln zu beschreiben, sondern nur darum, in drei ausgewählten Übungen aus drei Jahrzehnten dem Feindbild nachzuspüren und exemplarisch Besonderheiten herauszustellen.

Die Allgemeine Lage des FAK 4 Manövers vom März 1953 sah einen Zangenangriff einer feindlichen Armee (ROT) vor. Zwei mechanisierte Korps der Armeegruppe Nord (supponiert) standen mit den Spitzen im Raum Singen - Stokacher Aach unweit der Grenze im Stoss Richtung Westen längs der Hochrheinachse. Die zwei von der verstärkten 7. Division (+ Sch Kan Rgt 17, Flab Rgt 3 und Pont Bat 3) gespielten Korps der Armeegruppe Süd nahmen den Weg über das schweizerische Mittelland. Sie hatten am Vortag den Rhein zwischen Bodensee und Oberriet überschritten, einen Brückenkopf gebildet und nach einem Staffelwechsel standen die mechanisierten Stosselemente bei Übungsbeginn im Kampf mit schwachen blauen Kräften an den Appenzellerpässen und im Appenzeller Vorland. Im Laufe der Übung versuchte ROT auf verschiedenen Achsen das blaue Verteidigungsdispositiv Richtung Limmat zu durchbrechen, um anschliessend längs der Aare gegen Bern zu stossen.

Es zeigte sich bald, dass die 7. Division nicht in der Lage war, einen realistischen modernen Gegner darzustellen. Die grossangelegten Infanterieangriffe, die schwerfällige Artillerie, mangelnde Panzerformationen und fehlende Luftkampfmittel mussten ein völlig veraltetes Feindbild in den Köpfen der Verteidiger und der Angreifer entstehen lassen. Interessant ist, dass im Verzögerungsraum von BLAU selbst Ortswehren und Partisanen den Widerstand der Bevölkerung simulierten.

Der rüstungspolitische Dammbruch, der durch die Ereignisse in Ungarn 1956 ausgelöst worden ist, konnte diese Mängel nur langsam mildern, ohne sie ausreichend zu beseitigen. Erst in den im Frühjahr 1958 unter der Leitung von Korpskommandant Hans Thomann durchgeführten Manövern des FAK 4 sah das Drehbuch auch operative und taktische Atomeinsätze vor. Diese Bedrohungsform, später ergänzt mit C-Einsätzen, erweiterte den stereotypen mechanisierten Angriff von ROT über den Bodensee und durch das St. Galler Rheintal, unterstützt durch schwere Artillerie sowie Luftkriegsmitteln aller Art der folgenden Jahre.

¹³ Vgl. u.a. FAK 4: Kursbericht über das Manöver 1953, BA R E 5560 (C) 1975/46, 295.



D^ř Pucík (Bratislava): Einteilung der möglichen Kriegsschauplätze in Europa.



D^ř Pucík (Bratislava): Strategische Richtungen West und Südwest des Warschauer Vertrages.

Interessant und ein Beispiel, dass auch andere internationale Entwicklungen mindestens hypothetisch durchdacht wurden, ist die FAK 4 Stabsübung von 1965¹⁴. Im Herbst 1964 hatten – gemäss Übungsannahme – in Frankreich und anschliessend in Italien die Kommunisten die Macht übernommen. Mit der Hilfe von sowjetischen Instruktoern und unter Verwendung von amerikanischem Material im Land begannen sie in Frankreich eine rote Armee aufzubauen. Im Frühjahr 1965 verschärfen sich die wirtschaftlichen und politischen Spannungen in Europa und die kommunistischen Kräfte nützten den Umstand, dass die USA in Vietnam gebunden waren, zu offensiven Aktionen. In Belgien wurde ein Bürgerkrieg provoziert und ein Monat später erfolgte der Einmarsch französischer Truppen, um die kommunistischen Sympathisanten zu unterstützen. Die Nationale Volksarmee (NVA) der DDR durchbrach die Zonengrenze und stand im Kampf mit westdeutschen Kräften. Die Schweiz hatte teilmobilisiert und eine Bereitschaftsstellung West bezogen. Am 16. August überschritten französische Truppen die Grenze zwischen Genf und Basel, während in allen nichtkommunistischen Staaten Umsturzversuche stattfanden. Nicht nur in der Schweiz konnte die Lage schliesslich bereinigt werden. Ein Angriff der Truppen des Warschauer Vertrages fand nicht statt. Es blieb bei Propaganda-, Spionage- und Sabotagehandlungen.

Diverse Proteste von Botschaftern der durch die Übungsannahme betroffenen Länder, welche sich von dieser Feindschilderung brüskiert fühlten, führten dazu, dass der Bundesrat festlegte, dass in Zukunft keine Länder mehr mit Namen bezeichnet werden dürften, sondern nur mit Farben. Auch die Nennung von öffentlich bekannten Personen wurde verboten. Die feindlichen Pfeile der Stabsübung von 1965 kamen zwar aus Westen, aber sie blieben unverändert ideologisch rot.

Das Wintermanöver des FAK 4 von 1970 kann als Krönung der Phase vor dem Bericht 73 angesehen werden¹⁵. In Mitteleuropa herrschte Krieg zwischen ROT und GRÜN. Der rote Angriff kam am Rhein zum Stocken und der rote Kommandant entschloss sich zu einer Umfassung über schweizerisches Territorium. Er setzte dazu alle seine Mittel ein: mechanisierte Verbände, Feuerunterstützungsmittel aller Reichweiten, Luftkampfmittel aller Art, Luftlandetruppen, A- und C-Waffen sowie Diversionskräfte. Ziel der Aktion war eine operative Umfassung und nicht eine isolierte Angriffsaktion Schweiz¹⁶.

¹⁴ FAK 4: Stabsübung 1965, BA R E 5560 (D) 1996/188, 427.

¹⁵ FAK 4: Kursbericht über das Wintermanöver 1970, BA R E 5560 (D) 1996/188, 427. Vgl. Mühlemann, Ernst: «Gedanken zu den Manövern 1970 des FAK 4», ASMZ Nr. 7, S. 495 f.

¹⁶ In der von Korpskommandant Hans Senn geleiteten Manöverübung «SICKERGRUBE» von 1975 übten die Verbände ein weiteres Mal den klassischen Kampf infanteristischer Verteidiger gegen einen mechanisierten Gegner.

Ausserhalb unseres forschungsmässigen Betrachtungsraumes liegen die grossen Manöver, gespielt als Gesamtverteidigungsübung nach der neuen Konzeption 73, mit dem traditionellen Feindbild :

- Ein bewaffneter Konflikt im Norden der Schweiz kommt zum Stoppen.
- Das operative Ziel des roten Gegners ist nach dieser Pattsituation der Stoss durch das schweizerische Territorium, im Sinne einer Umfassung, zum Flankenangriff auf den Hauptfeind GRÜN.

Die Eskalationskette dieses Feindbildes lässt sich wie folgt zusammenfassen :

- Erhöhte Spannung mit Aufklärung insbesondere gegen Mobilmachungseinrichtungen, Grenzverletzungen, Elektronische Kriegführung (EKF) und alle Formen der indirekten Kriegführung (Diversión, Sabotage, Verwirrung, Propaganda, Desinformation, Einschleusen von Agenten etc.).
- Vorausaktionen mit Helikopterverbänden und Luftlandetruppen mit oder ohne C-Waffen auf passages obligés, resp. Flussübergänge und in Enge in den Angriffsstreifen.
- Anschliessend ein Mechanisierter Angriff unterstützt durch Luftkampfmittel, Raketenartillerie, C-Einsätze.
- Luftlandungen in den Rücken der Abwehrzone, Einsatz der A-Waffe in der Tiefe des Raumes.

Bekannt ist beispielsweise das Manöver « DREIZACK » des FAK 4 von 1986, wohl das grösste¹⁷ oder beispielsweise die « Panzerjagd ». Dabei wurden jeweils Armee und zivile Organe miteinbezogen.

Zusammenfassend kann gesagt werden, dass das Feindbild der strategisch-operativen Stufe sich auf der operativ-taktischen des FAK 4 spiegelt. Interessant ist die Beobachtung, dass eine isolierte „Operation Schweiz“ in keiner Übung in Betracht gezogen wurde. Die Betroffenheit der Eidgenossenschaft war immer nur Teil eines europäischen Krieges, in dem aus irgend einem Grund für ROT die operative Notwendigkeit entstanden ist, die Umfassung über das neutrale Territorium zu erzwingen.

Die Feinddarstellung blieb in allen Manövern in jeder Beziehung Stückwerk. Einerseits fehlte das Material (insbesondere Luftkampfmittel) und andererseits mussten Rücksichten aller Art genommen werden. Der Kampf beispielsweise zweier Panzerbrigaden gegeneinander war aus finanziellen Gründen und wegen des zu erwartenden Landschadens undenkbar. In der Rückschau ist jedoch erstaunlich, was trotzdem alles möglich war und welche Belastungen aller Art von der Bevölkerung ohne nennenswerte Proteste mitgetragen wurden.

¹⁷ FAK 4: Manöver «DREIZACK», BA E 5703 1992/77, 71.

Viel Fantasie wurde von der Truppe zur Darstellung der Indirekten Kriegführung freigesetzt. Die weisse Feindbinde am Helm oder der Saboteur-Ausweis in der Tasche weckten Kräfte, welche in den militärischen Elementen der „Abwehr“ nur in kümmerlicher Weise sichtbar wurden. Ohne jeden Zweifel und ohne jeden Abstrich war der Gegner der Kommunismus im allgemeinen und die Truppen des Warschauer Paktes im besonderen.

Das eingangs gewählte plakative Bild, « Alle roten Pfeile kamen aus Osten », gilt somit uneingeschränkt für die strategische und für die operativ-taktische Stufe, auch wenn sich andere Kriegsspiele durchaus finden lassen. Die Nachrichtenoﬃziere aller Verbände bemühten sich aufgrund nachrichtendienstlicher Erkenntnisse, aber auch durch eigene Initiative, ein möglichst realistisches Bild des Gegners „aus dem Osten“ zu zeichnen. Das operative Vorfeld im süddeutschen Raum wurde beispielsweise durch Nachrichtenoﬃziere des FAK 4 in mehreren Rekognoszierungen in Zivil analysiert und in Studien den Kameraden oder den Kommandanten zugänglich gemacht.

Es stellen sich nun verschiedene Fragen: Entsprach das schweizerische „Feindbild“ der Realität im Osten? Was dachte man im Warschauer Pakt über die bewaffnete Neutralität der Schweiz?

3. Der Forschungsstand : Die publizierten Quellen

Die sowjetischen Planungen blieben der schweizerischen Öffentlichkeit, aber auch ihren Nachrichtenorganen weitgehend verborgen oder waren durch die Propaganda so verstellt, dass bewusste Desinformation drohte. Mit der Explosion der ersten sowjetischen Atombombe 1949 galt der globale Nuklearkrieg wohl als wichtiges Phänomen der Nachkriegszeit, aber die geringe Zahl von Atomwaffen, ihre Abhängigkeit von Flugzeugen für den Abwurf liessen einen nuklearen Schlagabtausch in der ersten Phase des Kalten Krieges noch nicht als wahrscheinlich erscheinen. Die nukleare Komponente des Krieges wurde auch erst nach Stalins Tod 1953 vermehrt sichtbar.

Die Entwicklung eines sowjetischen Abschreckungskonzepts machte es möglich, dass ab 1956 der Krieg mit den westlichen Imperialisten nicht mehr fatalistisch als unausweichlich betrachtet wurde. Die nationalen Sicherheitsinteressen der Sowjetunion verlangten eine grundlegende Voraussetzung: die glaubhafte Fähigkeit, einen Krieg selbst dann zu gewinnen, wenn ihn der Gegner durch einen nuklearen Überfall ausgelöst hat.

Daraus entstand die verwirrende Parallelität der strategischen Ziele der Sowjetunion: gleichzeitig Beteuerungen der Kriegsvermeidung und Willensäusserungen für die Erringung eines Sieges in einem allfälligen Krieg. Die Friedensschalmeien waren immer begleitet von einer aggressiven Ideologie, die den revolutionären Krieg als « gerechten » Krieg wertete, und von der Bereitstellung

eines riesigen nuklearen und konventionellen Angriffspotentials. Die Debatte über die Möglichkeit, einen Atomkrieg zu gewinnen wurde im Osten kontrovers geführt. Die meisten postsowjetischen Autoren halten die sowjetischen Kapazitäten und passiven Schutzmassnahmen bis Anfang der 60er Jahre für ungenügend, um einen nuklearen Erstschatz zu überleben.

Aus den publizierten Quellen wählen wir vier aus. Jedes Werk steht exemplarisch für eine bestimmte Blickrichtung.

3.1. Veröffentlichung von Quellen als Mittel der Drohung

Das in verschiedene westliche Sprachen übersetzte Buch von Viktor D. Sokolovskij *Voennaja strategija/Militärstrategie* von 1962 war eine Revolution. Erstmals erhielt man Einblick in das feindliche strategische Denken. In der Einleitung beruft sich der Verfasser auf die eigenen strategischen Ziele gemäss dem 22. Kongress der KPdSU : « *Kampf für die friedliche Koexistenz der Staaten mit unterschiedlichen sozialen Systemen, globale und vollständige Abrüstung, Ausschluss eines Weltkrieges aus dem Leben der Gesellschaft* »¹⁸. »

Deshalb wurde das Buch vielfach als Propaganda und Desinformation verworfen, was sich heute weitgehend als falsch erweist. Trotz der Stärke des sozialistischen Lagers rechnete der Warschauer Vertrag jederzeit mit der Gefahr einer imperialistischen Aggression, weil die USA und ihre Verbündeten nach sowjetischer Auffassung die kriegerische Liquidation der Sowjetunion planten. So wurde die Verteidigung des Territoriums der UdSSR und ihrer sozialistischen Bruderstaaten gegen das aggressive imperialistische Lager zur Basis der Militärstrategie und in ihrer konkreten Umsetzung verlangte diese die Fähigkeit, jeden beliebigen Aggressor auf dessen Territorium vollständig zu schlagen.

Die folgenden Sätze schockierten den Westen : « *Die Kriegsstrategie unter den Umständen des zeitgenössischen Krieges ist eine Strategie tiefer nuklearer Raketenschläge in Verbindung mit dem Handeln aller Arten von Streitkräften mit dem Ziel der gleichzeitigen Niederlage und Vernichtung des ökonomischen Potentials und der Streitkräfte in der ganzen Tiefe des Territoriums des Gegners, um die Kriegsziele in kurzer Zeit zu erreichen* »¹⁹. » Die Privilegierung der Nuklearwaffen und deren Trägersysteme in der Ära Chruschtschew ist unübersehbar, doch wurden Kriegshandlungen mit konventionellen Mitteln in bestimmten Arten lokaler Kriege nicht ausgeschlossen.

In einem zweiten Teil führt Sokolovskij den « Beweis » der aggressiven Absichten imperialistischer Staaten so : « *Die Ausdrücke 'massierter Gegenschlag'*

¹⁸ Sokolovskij: Militärstrategie, S.3.

¹⁹ Ebenda, S. 18.

²⁰ Ebenda, S. 70.

oder 'massive Vergeltung' dienen der Verschleierung des aggressiven Wesens der amerikanischen Strategie. Die Imperialisten der USA (...) bereiten in Wirklichkeit einen überraschenden atomaren Überfall auf die Sowjetunion und die übrigen Länder des sozialistischen Lagers vor²⁰. » Die Theorie des Präventivkriegs erlaube zudem jederzeit die Auslösung des Angriffs. Sokolovskij unterscheidet zwischen drei Kategorien des Krieges :

1. Weltkrieg zwischen dem imperialistischen und dem sozialistischen Lager,
2. kleine imperialistische Kriege mit lokalem, begrenztem Charakter,
3. nationale Befreiungs- und Bürgerkriege²¹.

Der Nuklearwaffeneinsatz war kein Unterscheidungskriterium, aber es wurde damit gerechnet, weil Massenvernichtungsmittel unzweifelhaft von beiden Seiten eingesetzt würden. Sokolovskij kommt abschliessend zu seinem Credo : « Eine der wichtigsten Thesen der sowjetischen Militärdoktrin besteht darin, dass ein Weltkrieg, wenn er von den Imperialisten ausgelöst wird, unausweichlich den Charakter eines raketengestützten Nuklearkriegs annimmt²². » Der Masseneinsatz von Atom- und Thermonuklearwaffen mit den unbegrenzten Möglichkeiten der Raketentruppen, diese auf ein beliebiges Ziel in wenigen Minuten abzufeuern, erlaube es, in kürzester Frist entscheidende militärische Resultate in beliebiger Entfernung und auf einem beliebigen Territorium zu erzielen.

Trotz der überragenden Bedeutung strategischer Nuklearwaffen könne ein Sieg über den Aggressor nur durch gemeinsame Kräfte aller Truppengattungen erreicht werden. Nach einem Angriff der Imperialisten müsse der Krieg deshalb sofort auf deren Territorium getragen werden, was jederzeit eine ausreichende Bewaffnung für einen Gegenschlag verlange.

3.2. Veröffentlichung von Quellen aus postsowjetischer Sicht

²¹ Ebenda, S. 206 f.

²² Ebenda, S. 222.

²³ The Voroshilov Lectures. Vol. 1: «Issues of Soviet Military Strategy». Hg. v. G. D. Wardak. Washington D. C. 1989.

²⁴ « This two-year course covers the full range of military operations at the strategic level by all elements of the Armed Forces. It provides the theoretical matrix applied in concrete peacetime plans for war contingencies (« war plans »), training, and actual wartime planning governing operations. Graduates assume the principal General Staff and senior field command and staff positions. » (7)

Als zweites Buch von grossem Quellenwert wählen wir an zweiter Stelle die Voroschilow-Papiere aus²³. Als profunder Kenner der Generalstabsausbildung zeigt Voroschilow nach dem Zusammenbruch des Imperiums die zwei Dimensionen der sowjetischen Militärdoktrin auf, die politische und die militärisch-technische. Letztere gliedert sich in drei hierarchische Teilgebiete :

- Strategie,
- Operationen
- Taktik

Die Grundthesen von Sokolovskij werden vollumfänglich bestätigt, beispielsweise die Grundprinzipien der sowjetischen Militärstrategie :

- Die Sowjetunion beginnt keinen Krieg²⁵.
- Die Sowjetunion führt eine strategisch defensive Politik.
- Die Vereinten Truppen des Warschauer Vertrages kennen auf der militärisch-technischen Ebene nur die Offensive. Die Offensive ist strategisches Grundprinzip, wobei nukleare und konventionelle Kriegsmittel eingesetzt werden können.
- In jedem allfälligen Krieg gilt nur der Wille, den Sieg zu erringen.

Die Schweiz und Irland werden in diesem Buch wohl als « neutral Capitalist countries²⁶ » des westlichen Kriegsschauplatzes genannt, sonst herrscht die ausschliesslich militärgeographische Betrachtungsweise vor. Voroschilow nennt zwei strategische Richtungen : Die norddeutsche Richtung und die süddeutsche Richtung. Die letztere ist gemäss sowjetischer Generalstabsschule durch grosse Städte und Industriezonen charakterisiert : Salzburg, München, Stuttgart, Zürich, Genf, Marseilles, Madrid und Lissabon ; durch natürliche Hindernisse wie die Karpaten, Alpen und Pyrenäen sowie Donau und Rhein. In gleicher Weise wird das süd-westliche und das nord-westliche Kriegstheater charakterisiert. Eine vergleichbare operative Einteilung Europas kennen wir aus den DDR-Quellen.²⁷

3.3. Neue Quellen dank Zusammenbruch des Ostblocks

²⁵ Allerdings kann nach sowjetischem Verständnis ein Präventivschlag erfolgen, nachdem der Gegner den Nuklearwaffeneinsatz beschlossen hat. Vgl. ebenda, S. 13.

²⁶ Ebenda S. 106.

²⁷ Die DDR-Quellen unterscheiden die westlichen Operationsrichtungen feiner: 1. Küste, 2. Ruhrgebiet, 3. Luxemburg, 4. Bayern, 5. Alpen, 6. Jütland. Naumann, a.a.O. S. 333.

²⁸ Naumann, Klaus (Hrsg.): *NVA. Anspruch und Wirklichkeit. Nach ausgewählten Dokumenten*. 2. Aufl. Hamburg u.a. 1996.

Das Buch des hohen NATO Generals Klaus Naumann, *NVA. Anspruch und Wirklichkeit* veröffentlicht ein erstes Mal 1996²⁸ die erhalten gebliebenen Papiere der Nationalen Volksarmee (NVA) der Deutschen Demokratischen Republik (DDR). Naumann stellt nicht nur eine Aktensammlung vor, sondern lässt durch verschiedene Experten Sonderprobleme analysieren. Es wurde aufgrund dieser Veröffentlichung von Geheimakten deutlich, dass sich die im Westen angenommenen Prämissen als richtig herausstellten. Sowohl die Darstellung von Sokololovskij als auch von Voroschilow fanden hier weitestgehend eine Bestätigung. Ausserordentlich wichtig ist die Bemerkung, dass die NVA der vorgegebenen Politik der SED loyal folgte und ihre Aufträge mit grosser Entschlossenheit zu erfüllen versucht hätte. Die Entscheidungskompetenz lag nicht bei den Streitkräften. Wenn die Regierung „Angriff“ befohlen hätte, so hätte man nicht erst auf die nuklearen Schläge des Westens warten müssen, wie in den Übungen. Weiterhin wurde eine zweite Unfreiheit klar: der Charakter der NVA war geprägt durch ihre Stellung als Koalitionsarmee in den Vereinigten Streitkräften des Warschauer Paktes. Eine selbständige Handlungsweise war ausgeschlossen. Die Militärdoktrin, das heisst, das strategisch-operative Denken und die Taktik, war mindestens bis zum Mai 1987 von der offensiven sowjetischen Denkweise bestimmt. In einem militärischen Konflikt, der nach Doktrin nur durch einen gegnerischen Angriff ausgelöst werden konnte, hätte der Warschauer Pakt versucht, den Gegner auf dessen eigenem Territorium zu vernichten und sein Territorium zu besetzen. Die Kernfrage hier ist gewiss, was die Führung des Warschauer Paktes als gegnerische « Aggression » definiert hätte, um die eigene Offensive zu legitimieren. Naumann wertet so: Die NVA war « Teil einer nicht nur angriffsfähigen, sondern konsequent auf Offensive ausgerichteten multinationalen Militärkoalition²⁹. »

Was von vielen Lesern zu wenig beachtet worden ist, dass sich in den DDR-Akten kein gültiger Operationsplan befindet, sondern nur Übungsanlagen. Die Operativen Pläne der NVA und die Vorarbeiten dazu wurden offensichtlich vor dem Oktober 1990 vernichtet oder an das Kommando der Vereinten Streitkräfte bzw. an die sowjetische Armee zurückgegeben. Der gültige operative Plan wurde jederzeit durch den sowjetischen Generalstab ausgearbeitet, die Feinformulierungen erfolgten durch das Kommando der Vereinten Streitkräfte und durch dieses wurden die Vorgaben für die operative Planung der nationalen Armeen herausgegeben. Die Befehlshaber der Teilstreitkräfte hatten diese planerische Aufgabe ohne Wissen des Gesamtplans mit einem Minimum an Hilfskräften zu erledigen. Der letzte DDR Oberkommandierende, Admiral Theodor Hoffmann, hat glaubwürdig versichert, dass er allein in einen Kellerraum eingesperrt wurde, durch eine Türöffnung Verpflegung erhielt und je einen Plan in russischer und deutscher Sprache abzuliefern hatte. Er kannte nur den Auftrag

²⁹ Ebenda, S. 9.

der NVA und der NVA-Marine, seine eigenen Mittel, die zur Zusammenarbeit zugewiesenen Mittel, die Abschnittsgrenzen und die Nachbarn mit ihren operativen Zielen.

Der fehlende Operationsbefehl des Warschauer Vertrages ist die wohl weitreichendste Einsicht der westdeutschen Militärs, die sich als Erste mit den Geheimdokumenten auseinandersetzen konnten. Das hat sich bis heute nicht geändert.

Allen, die diese Geheimiskrämerei zu lautstark bedauern, sollten eines bedenken : Wir haben die vergleichbaren NATO-Planungen bis heute auch nicht zu Gesicht bekommen. Wie einleitend festgestellt, müssen leider verschiedene Fragen bis zur Öffnung der Archive vorerst noch offen bleiben. Daran in jüngerer Zukunft zu glauben, ist sehr optimistisch. Die zugänglichen Dokumente beweisen aber zweifellos alle bisher wohl vermuteten, aber nicht mit letzter Sicherheit bekannten Strukturen der Militärdoktrin des Warschauer Vertrages.

Nehmen wir sie noch einmal zur Kenntnis :

- Ein Krieg NATO/Warschauer Pakt kann nur durch eine Aggression der NATO ausgelöst werden.
- Die Fähigkeit zum schnellstmöglichen Übergang vom Frieden zum Krieg wird durch hohe Gefechtsbereitschaft der präsenten Kräfte (in der DDR waren fast unglaubliche Normen festgelegt : personelle Einsatzbereitschaft 85 % (bei höheren Stufen 100 %) ; technische Einsatzbereitschaft abhängig von der Art der Technik 68-95 %. Die Alarmierung und Zuführung der Truppen hatte innerhalb von 40 Minuten, das Verlassen des Standortes in den Einsatz nach 60 Minuten erfolgt zu sein. Für die Raketentruppen und für Flieger und Fliegerabwehr galten noch kürzere Normzeiten³⁰ ; hochentwickelte Mobilmachungsfähigkeit, frontnahe und offensiv ausgerichtete Strukturierung der Verbände sowie überlegene Truppenstärke und Kampfkraft gewährleistet.
- Die Ausbildung sollte die Vereinten Streitkräfte dazu befähigen, einer Aggression schnellstmöglich offensiv zu begegnen, den Aggressor auf seinem eigenen Territorium zu vernichten und dieses in Besitz zu nehmen.
- Die Vereinten Streitkräfte sollten somit nach Stärke, Struktur, Ausrüstung und Ausbildung zum schnellen und entscheidenden Stoss

³⁰ Hoffmann, Theodor: «Zum Kalten Krieg aus der Sicht der DDR», *Neue Perspektiven zum Kalten Krieg*. Militärakademie an der ETHZ, Au 1999, S. 34.

³¹ Ebenda, S. 50 ff.

³² Ebenda, S. 62 ff.

in die Tiefe des gegnerischen Raumes befähigt sein («Offensive Verteidigung »).

- Eine tiefgestaffelte Verteidigung, wie sie nach westlichem Verständnis zum Auffangen eines starken Angreifers erforderlich gewesen wäre, war nicht vorbereitet ³¹.

Ab Mitte der 80er Jahre erfolgte eine schrittweise Änderung der Militärdoktrin, die offenbar nach einer gewissen bilateralen Abstimmung mit den betroffenen Partnerstaaten zustande gekommen war ³². Die Verteidigungsoperationen wurden vor dem Gegenangriff vermehrt geübt. Der Kommandant der Panzerschule in Tatra/Ungarn sagte beispielsweise 1989 zu Besuchern der Militärschule an der ETH Zürich, bis genauere Weisungen aus Moskau einträfen, ändere er sein Ausbildungskonzept nicht. Er schule weiterhin den Angriff und nenne das Verteidigung. Die Reform schlug sich schliesslich in der neuen Militärdoktrin Michael Gorbatschews vom Mai 1987 nieder :

- Kriegsverhinderung als strategisches Ziel,
- aktive Verteidigung ab der Grenze,
- Abbau der Angriffs- und Stärkung der Verteidigungsfähigkeit,
- Verzicht auf einen nuklearen Erstschlag.

Der letzte Punkt provoziert in kritischer Lesart die Vermutung, dass dieser Erstschlag als Option früher zumindest nicht ausgeschlossen war.

Zusammenfassend kann gesagt werden, dass die Führung der Vereinten Armeen des Warschauer Vertrags bis zur Formulierung der neuen Militärdoktrin im Mai 1987 und teilweise darüber hinaus eindeutig offensivfähige Streitkräfte aufbaute. Diese Offensivfähigkeit gilt für Führungsstrukturen, Streitkräftestrukturen, Umfang, Ausrüstung und Ausbildung. Die Feststellung, dass in allen Übungen der NVA von einer Aggression der NATO ausgegangen wurde, dass sich keine Übung mit einem Überfall des Warschauer Vertrages finden lässt und dass sich die Angriffsfähigkeit nicht ohne weiteres mit Angriffswillen gleichsetzen lässt, weist trotz grosser Überzeugungskraft deutliche “Unschärfen” auf. Unter welchen Umständen der Ostblock seine Angriffsfähigkeit in offensive, aggressive Operationen umgesetzt hätte, ohne dass ein NATO-Angriff zuerst erfolgt wäre, muss mindestens bis zur Öffnung sowjetischer Generalstabsarchive offen bleiben. Militärisch gesehen, ist es kaum widerlegbar, dass sich jede Gegenangriffsplanung jederzeit in eine Aggressionsoperation umsetzen lässt – unter grundsätzlich günstigeren Absichten. Es ist deshalb zu vermuten, dass sich die gültige Antwort in militärischen Dokumenten nicht vollumfänglich finden lässt, da der Entscheid auf der politischen Stufe gefällt worden wäre. Da er nicht gefällt worden ist, lassen sich die Entscheidungsmechanismen wohl auch nie quellenmässig erfassen.

Die Auswertung verschiedener Übungen von den 60er bis 80er Jahren der NVA unter der Leitung des Oberkommandos des Warschauer Vertrages lässt eine

konkrete Vorstellung über die Details einer Gegenoffensive nach einer NATO-Aggression zu. Ein Ziel der Übung « SOJUS 83 » war beispielsweise das Vordringen mit vier Fronten an die Grenzen Frankreichs bis am 13. bis 15. Tag. Nach einem Staffelwechsel sollte die Biskaya bzw. die spanische Grenze zwischen dem 30. und 35. Tag erreicht werden. Das heisst, man rechnete mit einem Vorstoss von 40-60 km pro Tag in eine Tiefe von 1200-1800 km bei Einsatz von zwei Staffeln.

Man erwartete nach dem Erreichen des Atlantiks, dass der Kriegaustritt Dänemarks, der BRD, der Niederlande, Belgiens und Frankreichs, das heisst, der europäischen NATO-Partner, erreicht werden könnte. Der Einsatz von taktischen Atomwaffen wurde in die Planungen miteinbezogen. Erschreckend ist das verbreitete Verständnis dieser nuklearen Kampfmittel als schwere Artillerie und nicht als Massenvernichtungsmittel. Die zu erwartenden Kollateralschäden der eigenen Atomschläge wurde heruntergespielt und die Wirkung der westlichen Erstschlagsmittel fast fahrlässig gering bewertet ³³.

Das Fehlen massiver Angriffsvorbereitungen der NATO, nachrichtendienstlich verfügte man bei den östlichen Nachrichtendiensten über erstaunliche Kenntnisse, war ein ideologisches Ärgernis, das es ständig mit allen Mitteln zu unterdrücken galt. Naumann vermutet, dass die Überbetonung der nuklearen Fähigkeiten der NATO, das heisst, das nukleare Risiko einer Auseinandersetzung, trotz – nach eigener Einschätzung – überwältigender konventioneller Überlegenheit der Kräfte und überlegenem operativen Denkens letztendlich vor einem Angriff abgeschreckt hat ³⁴.

Die Rolle und Betroffenheit der Schweiz lässt sich nach der Arbeit von Naumann nicht fassen. Die NVA war nicht im südlichen Abschnitt des Westlichen Kriegsschauplatzes eingesetzt.

3.4. Der Überläufer als problematische Quelle

Auch hier muss exemplarisch das Buch von General Jan Sejna, *We will bury you*, genügen ³⁵. Der Autor ist 1968 in den Westen geflüchtet und war gemäss Klappentext : “former Chief of Staff to the Minister of Defence in Czechoslovakia and Assistant Secretary to the top secret Czech Defence Council”. Das Buch ist erst anfangs der achtziger Jahren erschienen, widerspiegelt aber den Wissensstand der sechziger Jahre. Sejna gibt das auch unumwunden zu und

³³ Ebenda, S. 207 ff.

³⁴ Ebenda, S. 212.

³⁵ Sejna, Jan: *We will bury you*. London 1982.

³⁶ Ebenda, S. 104 f.

lässt offen, dass sich die operativen Pläne seit seiner Flucht geändert haben könnten, da die permanente Pflicht bestand, diese den Verhältnissen anzupassen. Das strategische Ziel habe sich jedoch kaum verändert : die Weltherrschaft des Kommunismus.

Die Ostblockstaaten seien erst ab 1966 in die sowjetischen Pläne eingeweiht und mit Direktiven für die Rolle innerhalb des Gesamtplanes versehen worden ³⁶. Dieser enthalte die folgenden Phasen :

- 1956-59 Vorbereitung der Mittel der Friedlichen Koexistenz.
- 1960-72 Innere Spaltung der kapitalistischen Welt bei gleichzeitiger Modernisierung der Militärmacht des Warschauer Vertrages unter dem Deckmantel der Friedlichen Koexistenz, Entspannung ist nur Verschleierungstaktik ; es gelten Chruschtschews Worte : *We will bury you* ³⁷.
- 1972-95 Demoralisierung des Westens, innere Erosion der NATO, Aufstieg progressiver Kräfte, Isolierung der USA, Finnlandisierung Europas.
- ab 1995 Aera des globalen demokratischen Friedens.

Auffällig ist, dass selbst Sejna in keiner Phase von einem militärischen Angriff spricht. Das ist verwunderlich, da er ja angeblich die Pläne kannte ³⁸. Dies wird von namhaften tschechischen Historikern heute bestritten. Ein Militär von seinem Rang habe den Operationsbefehl des Warschauer Vertrages nicht gesehen. Er habe höchstens in vertraulichen Gesprächen davon erfahren, maximal die tschechischen Teilaufträge gekannt und sonst von seinem Wissen in der Generalstabsausbildung und in den verschiedenen Übungen profitiert.

Die Kriegsplanung der tschechischen Armee umschreibt Sejna wie folgt : « *In the event of war, our Czech armed forces would have to tackle the West German Army – our principal adversary on the Central Front. The Czech armies were to cross the frontier within thirty minutes of the outbreak of hostilities and reach the Rhine in three days* ³⁹. » Nach Überschreiten des Rheins hätten die tschechischen Truppen zusammen mit sowjetischen- und DDR- Truppen einerseits die Invasion Frankreichs in Richtung Paris vollziehen und andererseits ohne die NVA die progressiven Kräfte in Deutschland in der Machtübernahme militärisch unterstützen sollen. Die Entstehung eines geeinten Deutschlands hätte vermieden werden sollen. Das widerspricht klar den NVA-Dokumenten.

³⁷ Ebenda, S. 109.

³⁸ « My responsibility was to instruct the military officers selected to work on the Plan in the political aspects of the main strategic objectives, and also to ensure that the tactical aims followed Party guidelines and priorities. » S. 109.

³⁹ Ebenda, S. 114.

⁴⁰ Ebenda, S. 121.

Von grösstem Interesse waren Sejnas Aussagen zu den beiden Neutralen, Österreich und Schweiz im Falle eines europäischen Krieges zwischen den Machtblöcken. Er schreibt : « *Under the Strategic Plan there was not intention of respecting the neutrality of Switzerland. Despite its affirmations of non-alignment, we included its Army in our count of N.A.T.O. forces* ⁴⁰. »

Man sei im tschechischen Generalstab davon ausgegangen, dass die Etablierung des Sozialismus in der Eidgenossenschaft auf friedliche Weise unmöglich sei. Die Besetzung wäre durch tschechische Bodentruppen, verstärkt durch sowjetische Fallschirmjäger, innerhalb von drei Tagen vollzogen worden. Sejna relativiert diese Aussage, indem er verrät, dass die schweizerische Neutralität bis 1963 anerkannt worden sei, ohne die Gründe des Meinungsumschwungs anzugeben. Auch in diesem Punkt widerspricht er in wesentlichen Teilen den *Voroshilov-Lectures*. Es wird abschliessend zu entscheiden sein, welchen Stellenwert man den Darstellungen Sejnas beimessen darf.

4. Operation « EUROPA » – Operation « SCHWEIZ »

4.1. Der tschechische Plan von 1964

Die sowjetischen und tschechischen Quellen waren für uns, wie bereits erwähnt, selbst für unsere Forschungsperiode geheim. Die Ungarn waren vorwiegend gegen Oberitalien, in Slowenien und Kroatien eingesetzt. Ihre operativen Übungen geben für unsere Frage nichts her, aber sehr viel zum Gesamtverständnis. Der slowakische Forscher Pucik hat uns eine tschechoslowakische Übung unter Leitung des Kommandos des Warschauer Vertrages von 1964 zugänglich gemacht, die in der Zwischenzeit durch das PHP-Projekt im Internet abrufbar ist ⁴¹. Die Feindannahme von 1964 in den tschechischen Dokumenten heisst in deutscher Übersetzung aus dem Russischen so :

- Mit dem Führen überraschender Nuklearschläge auf die wichtigen politischen und wirtschaftlichen Zentren des Landes die Staatsführung desorganisieren und die Mobilisierung der Streitkräfte verhindern.
- Mit Schlägen auf die Truppen, Flughäfen, Kommunikationsknoten und Versorgungsbasen die Streitkräftekorrelation gründlich stören.

⁴¹ <http://www.isn.ethz.ch/php/documents/1/intropl.htm>. Die Übersetzung der russischen Originaltexte verdanke ich Herrn Dr. Dieter Kläy. Dieses operative Gedankenspiel wird oft als Angriffsplan des Warschauer Vertrages sensationsmässig angepriesen. Das entspricht nicht dem Forschungsergebnis der Arbeitsgruppe. Vgl. Veleff Peter und Deim Hans Werner: *Operationsplan der tschechoslowakischen Volkarmee für die Kriegsphase (1964)*. Manuskript, Herrliberg, 2003.

- Mit gleichzeitigen Angriffen der Landstreitkräfte die Grenztruppen der tschechoslowakischen Volksarmee vernichten und den Angriff entwickelnd, die Hauptgruppierung unserer Truppen in West- und Mittelböhmen zerschlagen.
- Mit Nuklearschlägen auf Objekte in der Tiefe und durch das Absetzen von Luftlandetruppen operativer Bedeutung einen Aufmarsch strategischer Reserven verhindern und die Voraussetzungen für einen erfolgreichen Abschluss der gesamten Operation schaffen.
- Ausgehend von der angenommenen operativen Absicht des Gegners werden die Kampfleistungen der Länder in der Anfangsphase des Krieges den Charakter von Begegnungsgefechten tragen.

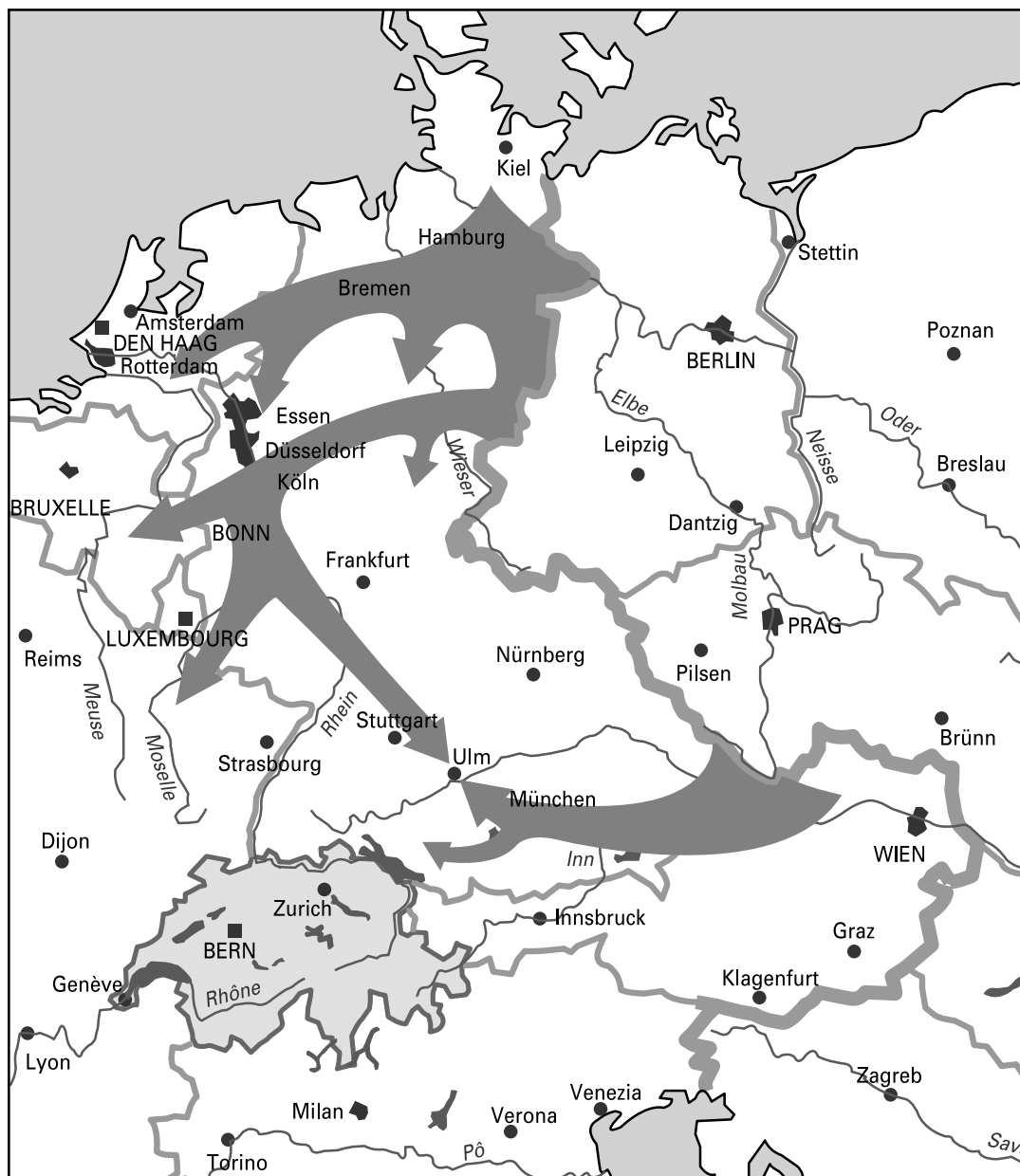
Die eigene Angriffsvorbereitung geht davon aus, dass einerseits eine starke erste Staffel gebildet wird und für die weitere Entwicklung der Offensive Reserven, die zur schnellen Mobilisierung und Verschiebung innerhalb kürzester Fristen in die Abschnitte der Kampfleistungen fähig sind.

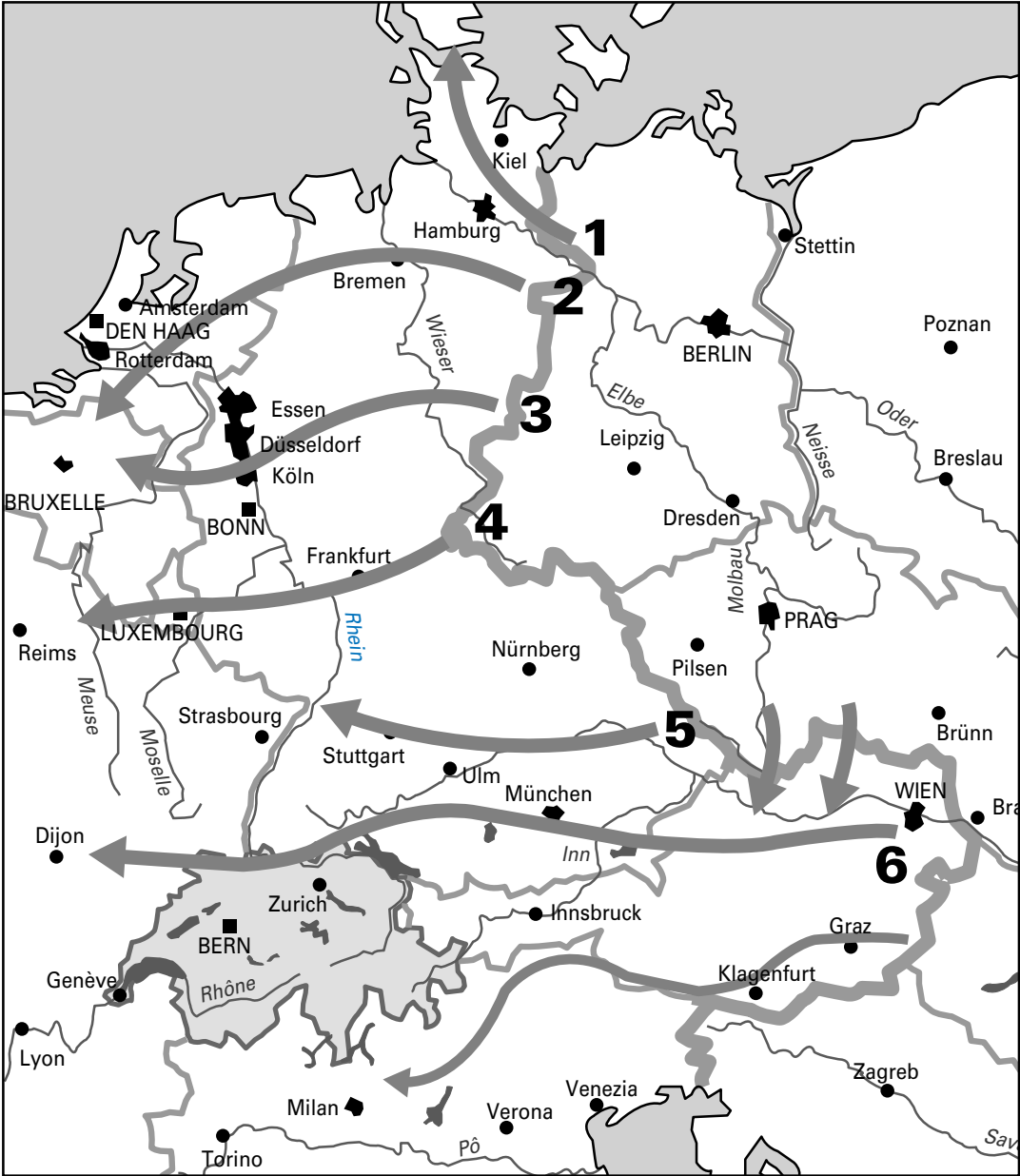
Mit dem Angriffsbefehl des Oberkommandierenden der Vereinten Streitkräfte erhielt die tschechische Front folgende Aufträge :

- Bereit sein, unmittelbar nach einem Nuklearschlag zum Angriff in Richtung Nürnberg, Stuttgart und mit einem Teil der Kräfte nach München überzugehen. Den eigenen Nuklearschlag auf die gegnerischen Truppen bis in die Tiefe an die Linie Würzburg – Erlangen – Regensburg und Landshut führen.
- Die nächste Aufgabe, in Zusammenarbeit mit der sowjetischen 8. Gardearmee der ersten Westfront, die Hauptkräfte der Zentralen Armeegruppe des Gegners im südlichen Teil der BRD zerschlagen, gegen Ende des ersten Tages die Linie Bayreuth – Regensburg – Passau in Besitz nehmen, zum Ende des zweiten Tages die Linie Höchststadt – Schwabich – Ingolstadt – Mühldorf und am vierten Angriffstag an die Linie ausschliesslich Mosbach – Nördlingen – Memmingen – Kaufbeuren stossen.
- Danach den Angriff in Richtung Strassburg, Epinal, Dijon entwickelnd, die Zerschlagung des Gegners auf dem Territorium der BRD vollenden, den Rhein überqueren und am siebten bis achten Operationstag die Linie Langres – Besançon in Besitz nehmen.
- Mit dem Erreichen der Operationsziele zur Entwicklung des weiteren Angriffs in Richtung Lyon bereit sein.
- Den Hauptschlag in Richtung Nürnberg – Stuttgart – Strassburg – Epinal – Dijon führen, mit einem Teil der Kräfte in Richtung Straubing – München.

Es lässt sich aus dieser Planung schliessen, dass die Schweizer Neutralität respektiert worden wäre. Die Benützung schweizerischen Territoriums bei dessen

Deux variantes des plans du Pacte de Varsovie contre l'Ouest





Respektierung durch die NATO und bei Beibehaltung der Neutralität durch die Schweiz war für die durchgespielte Operation nicht notwendig. Die Schweiz spielte bei diesem Kriegsspiel ihre traditionelle Rolle als Flankenschutz links und Verkürzung der Front. Die Betroffenheit der Schweiz durch die Nuklearschläge, durch Flüchtlinge oder abgedrängte Truppen wäre zweifellos enorm gewesen.

Die Manöver des FAK 4 entsprachen weitgehend diesem Szenario und spielten dessen Fortsetzung : Der Angriff kam an der grünen Front zum Stoppen und das rote Oberkommando befahl die Umgehung Süd durch die Schweiz.

Wir kommen zu einer Zwischenwertung : Der Plan von 1964 ist in unserem Forschungszeitraum bisher der einzige, aus dem sich die Betroffenheit der Schweiz ableiten lässt. Die Sensation ist bis heute nicht gefunden : die Operationsplanung « SCHWEIZ ». Wenden wir uns nun einem Gebiet zu, in dem die Quellenlage besser ist : die östliche Einschätzung der Schweiz.

4.2. Schweizerische Neutralität in der Sicht Ost

Wir versuchen diese komplexe Thematik in einer Tabelle vereinfacht darzustellen. Auf der Zeitachse bildet die Herrschaft der drei Parteichefs je eine Periode. Die wichtigsten Ereignisse weltweit und die relevanten Ereignisse in der Schweiz liefern die horizontale Unterteilung. Die Interessen des Ostblocks und die Wertung deren Intensität bilden den eigentlichen Kern der Forschungsarbeit. Die Ergebnisse erlauben die folgenden Schlussfolgerungen :

Allgemein

Die östliche Einschätzung der Schweiz zwischen 1945 und 1968 schwankte zwischen Wohlwollen, Desinteresse und allen Intensitätsstufen der Kritik. Ausschlaggebend für die jeweilige Beurteilung waren die weltpolitische Lage, die Interessen des Bündnisses, die nationalen Interessen der Sowjetunion und auch das Verhalten der Schweiz selbst. In gewissen Situationen wurde die allgemeine, ideologische Kritik am kapitalistischen System, in welches die Schweiz miteingeschlossen wurde, überlagert von einer positiv-kritischen Würdigung der Schweizer Haltung.

Grundlage aller politischen wie militärischen Analysen im Osten ist ein vom Marxismus-Leninismus geprägtes Weltbild, welches den notwendigen weltweiten Übergang vom Kapitalismus zu Sozialismus und Kommunismus proklamiert und in dessen Kontext auch die meisten machtpolitischen Erwägungen zu verstehen sind.

Die Handhabung der schweizerischen Neutralität wird in allen Zeitperioden immer wieder negativ beurteilt, aber im Gegenzug auch wieder gelobt. Bei allen Schwankungen kann als Grundzug während der gesamten betrachteten Periode festgehalten werden, dass die Sowjetunion aus strategischen wie politischen Gründen die Neutralität der Schweiz deutlich befürwortete. Ein Beispiel mag die Widersprüchlichkeit in der sowjetischen Haltung illustrieren : 1939-1945 habe die Eidgenossenschaft vor allem in der letzten Phase des Krieges dem faschistischen Deutschland viel zu viele Hilfe zukommen lassen und die Neutralitätspflichten insbesondere durch die Gewährung von Transitverkehr von militärischen Gütern durch die Alpen nach Italien verletzt. Die Schweiz sei ein zu wichtiger Handelspartner für Deutschland gewesen, deutsches Geld sei auf Schweizer Bankkonten in Sicherheit gebracht worden, die Schweiz habe dem Reich Waffen geliefert und ihm als Spionagezentrum gedient.

Demgegenüber berichtet Bundesrat Petitpierre von einem Gespräch mit dem sowjetischen Aussenminister vom 28. Mai 1954. Molotow habe ihm gesagt « *que les gouvernants suisses ont su faire une habile politique, puisqu'ils ont évité que la Suisse ne soit entraînée dans les dernières guerres.* » Petitpierre habe die strategische Lage und die entschlossene Landesverteidigung als Hauptgründe der Verschonung ins Feld geführt. Dies habe jedoch Molotow nicht gelten lassen ; er habe darauf insistiert « *que c'est surtout la sage politique pratiquée par les gouvernants suisses qui a préservé notre pays.* »

Aera Stalin (1945-1953)

Unter Stalin dominierte in Osteuropa eine Haltung zwischen Desinteresse und Kritik gegenüber der Schweiz. Noch am positivsten und intensivsten waren die Handelsbeziehungen zwischen der Schweiz und Polen sowie mit der Tschechoslowakei in der unmittelbaren Nachkriegszeit, als diese als Ersatz für den darniederliegenden Handel mit Deutschland dienten. Doch der steigende Druck der beiden führenden Grossmächte, der kommunistische Umsturz und der Wiederaufbau Deutschlands brachten diese hoffnungsvollen Beziehungen rasch zum Erliegen.

Mit der Sowjetunion konnte die Schweiz erst 1946 diplomatische Beziehungen aufnehmen, nachdem die Sowjetunion erreicht hatte, dass sich die Schweizer Führung deutlich von ihrer zweideutigen Haltung gegenüber Moskau während des Krieges distanziert hatte und die Frage der russischen Internierten in der Schweiz befriedigend gelöst war. Auf die Kritik folgte weitgehendes Desinteresse an der Schweiz, gepaart von einer zunehmenden Abschottung der sozialistischen Welt.

Auffallend ist bereits unter Stalin ein charakteristischer Zug sowjetischer Kritik an der Schweiz, der sich bis in die Ära Breschnev unverändert weiterverfolgen lässt. Die Sowjetunion kritisierte nie die Neutralität der Schweiz *per se*, sondern nur das Abweichen der Schweiz von derselben. Im Gegensatz dazu steht vielfach die amerikanische Kritik, welche immer wieder die Neutralität an sich verurteilte und die Schweiz zu mehr Solidarität mit dem Westen aufforderte. Dieser Unterschied mag teilweise darin begründet sein, dass die Schweiz zweifellos politisch, gesellschaftlich, weltanschaulich und wirtschaftlich der westlichen Welt angehörte und mit ihrer Neutralität anderen westlichen Staaten ein Vorbild sein konnte – zum Schaden der NATO und zur Freude des sozialistischen Lagers. Die gewaltsame Verunmöglichung der ungarischen Neutralität 1956 und die Ermöglichung der österreichischen ein Jahr zuvor scheint diese Vermutung zu bestätigen, doch bedürfte es zur Verhinderung voreiliger Schlüsse auch einer detaillierteren Analyse der sowjetischen Haltung etwa gegenüber Jugoslawien und Albanien ⁴². Insgesamt kann festgehalten werden, dass bereits unter der Herrschaft Stalins die östlichen Gesandten in der Schweiz mit Beunruhigung die starke Aufrüstung des Landes mitverfolgten und sie als ein deutliches Indiz für das Abweichen von der offiziell verkündeten Neutralität hin zu einer einseitigen Solidarität mit dem Westen betrachteten. Einen Höhepunkt erreichte dieses sog. Schweizer „Doppelspiel“ während des Koreakrieges, welcher nach Ansicht der Gesandten zu einer eigentlichen Kriegshysterie in der Schweiz führte.

Eine erste Analyse der politischen Ereignisse und der militärstrategischen Entwicklung der Nachkriegsjahre unter Stalin lässt den Schluss zu, dass die Schweiz vom „Osten“ militärisch nicht bedroht war. Einerseits war die rote Armee für einen weiteren militärischen Vorstoss nach Westen zu schwach. Es fehlte ihr insbesondere die in der sowjetischen Militärstrategie als Voraussetzung beurteilte wirtschaftliche Basis. Andererseits rechnete Stalin mit einer grossen Wirtschaftskrise im Westen, welche die demokratische Unterstützung sozialistischer und kommunistischer Parteien weiter ansteigen liesse und so den sowjetischen Interessen zugute käme. Das Argument, die mangelnde Demobilisierung der roten Armee habe deren Aggressivität bezeugt, stimmt mit den Quellen nicht überein, denn tatsächlich fand eine grosse Truppenreduktion statt, welche aber deshalb nicht so umfassend sein konnte, weil die Sowjetunion mit konventionellen Mitteln den „atomaren Vorsprung“ der USA kompensieren wollte.

Die bereits unmittelbar nach Kriegsende zunehmende Polarisierung zwischen einer „westlichen“ und einer „sozialistischen“ Welt muss als Ergebnis einer

⁴² Albanien ist 1968 aus dem Warschauer Pakt ausgetreten und hat sich ideologisch China angenähert.

von beiden Seiten geförderten Eskalation betrachtet werden, gepaart mit einer gewaltigen Spiegelung der Interessen, Absichten und Ängste. Beide Seiten setzten sich dabei die Eliminierung des gegnerischen Gesellschaftssystems zum Ziel. Die durch den Zweiten Weltkrieg geschaffenen *faits accomplis* galt es zu sichern und in den in den Kongressen von Teheran bis Potsdam nicht verteilten Räumen Einfluss zu gewinnen.

Von der Instrumentalisierung der Schweizer Sozialdemokraten durch „Moskau“ kann in dieser Phase, aber auch nicht später, keine Rede sein. Bereits Lenin hatte die Sozialdemokraten als „Lakaien der Bourgeoisie“ beschimpft, und diese Kritik zieht sich weiter durch die Berichte der östlichen Gesandten der Nachkriegszeit. Die Sozialdemokraten waren noch mehr als die bürgerlichen Parteien Zielscheibe östlicher Kritik, warben sie doch potentielle kommunistische Wähler ab. Spätestens mit der Berlinkrise hatten sie sich dem antikomunistischen Lager angeschlossen.

Auch die Partei der Arbeit kann kaum als eine wirksame fünfte Kolonne Moskaus bezeichnet werden, wobei die mangelnde Unterstützung durch Moskau wohl mehr auf die innere Zerstrittenheit und Unfähigkeit der Parteispitze als auf fehlendes sowjetisches Interesse zurückgeführt werden muss. Bloss in der unmittelbaren Nachkriegszeit genoss die PdA vorübergehend eine gewisse Popularität in der Schweiz, welche jedoch mit den Machtergreifungen und der rücksichtslosen Verfolgung Andersdenkender durch die Kommunisten in Osteuropa rasch ein Ende fand. Die fruchtbarste Zusammenarbeit entfaltete sich mit der Gesellschaft Schweiz – Sowjetunion, wobei für die sowjetische Seite die Verbesserung des Images des Landes und die Wirtschaftskontakte im Vordergrund standen.

Die Aera Chruschtschow (1955-1963)

Während unter Stalin die Neutralität der Schweiz gleichsam als singulärer Fall begrüsst wurde, so wurde sie unter Chruschtschow Mittel einer grossangelegten Kampagne, der Doktrin der „friedlichen Koexistenz“. Im Rahmen dieser Doktrin erstrebte Chruschtschow eine Neutralisierung Mitteleuropas. Erfolgreich war er nur im Falle Österreichs, welches sich 1955 im Rahmen der Verhandlungen für einen Staatsvertrag der Sowjetunion gegenüber verpflichtete, *„immerwährend eine Neutralität der Art zu üben, wie sie von der Schweiz gehandhabt wird“*. Ausserhalb Europas und insbesondere in der sogenannten Dritten Welt erhoffte sich Chruščev von den neutralen Ländern eine Schwächung des westlich-imperialistischen Kolonialsystems.

Die Schweiz dagegen stand bis zur Konferenz von Bandung von 1955 und der Suezkrise deutlich auf der Seite der Kolonialmächte. In Übersee vermeinte sie

sich jene Solidarität mit dem freien Westen leisten zu können, welche ihr aufgrund der Neutralität in Europa verwehrt blieb. Aus Schweizer Sicht handelte es sich bei Neutralität und Bündnisfreiheit der sich emanzipierenden Kolonialvölker um eine verdeckte Form der Bindung an Moskau und nicht um eine echte Neutralität. Die Schweizer Führung legte Wert auf die Differenzierung zwischen solchen Formen von „Neutralismus“ oder „Scheinneutralität“ und der eigenen tatsächlichen, integralen und ewigen Neutralität.

Aus östlicher Sicht war die Sachlage gerade umgekehrt, zumal die Schweiz als einer der treuesten Verbündeten der USA auf dem europäischen Kontinent betrachtet wurde. Immer wieder sahen sich ihre Gesandten gezwungen, die Schweiz an die Einhaltung ihrer Neutralität zu ermahnen, etwa angesichts der deutlichen Befürwortung der deutschen Wiederaufrüstung oder angesichts der einseitigen Sympathie der Schweiz mit dem ungarischen Volk bei gleichzeitiger Befürwortung der Anwendung von Gewalt gegen Ägypten.

Zum Höhepunkt der östlichen Kritik an der Schweiz in dieser Ära führte die Grundsatzerklärung des Bundesrates vom 11. Juli 1958 zur Frage der atomaren Bewaffnung der Schweizer Armee.

Im ersten Teil der Erklärung gab der Bundesrat seiner Überzeugung Ausdruck, dass es sich bei den Atomwaffen nur um eine Erweiterung des Waffenarsenals der Artillerie handle, welche sich allgemein durchsetzen werde. Bereits damit handelte die Schweizer Führung aus östlicher Sicht einer glaubwürdigen Neutralitätspolitik zuwider, da eine solche, ihrer Überzeugung nach, ein aktives Eintreten für Entspannung und Abrüsten voraussetzte.

Im zweiten Teil erklärte der Bundesrat, die bewaffnete Neutralität erfordere für die Schweizer Armee eine Ausrüstung mit den modernsten Waffensystemen, weshalb ihr Atomwaffen nicht vorenthalten werden könnten. Aus östlicher Sicht kam diese Erklärung einem Entscheid für Atomwaffen gleich, welcher ein Signal für weitere, in der Frage der Atomwaffen noch zögernde Mitgliedsstaaten westlicher Verteidigungsbündnisse sei. Zugleich wurde die Erklärung auch als Bruch mit der Neutralität betrachtet, zumal eine Beschaffung von Atomwaffen ohne weitreichende politische und militärische Konzessionen gegenüber den westlichen Atommächten höchst unwahrscheinlich war. Die Schweizer Regierung betrachtete indes die östliche Kritik als gegenstandslos, ähnliche Kritik aus den eigenen Reihen als „defaitistisch“.

Schon früher, am 28. November 1958, fasste der tschechische Botschafter in Bern seine sicherheitspolitischen Beobachtungen, insbesondere zur damals heftig diskutierten atomaren Rüstung und Beschaffung eines modernen Kampfflugzeuges, wie folgt zusammen: *« Die Schweiz erfüllt treu ihre Aufgabe im Rahmen der imperialistischen Politik, die internationale Spannung zu erhalten und zu erhöhen ; sie reiht sich in eine Front ein mit jenen, mit deren Interessen*

sie als Sprecherin der monopolistischen Kreise eng verbunden ist, und sie bildet so für die anderen kleinen Staaten ein 'Vorbild'. »

Die ausführliche östliche Berichterstattung über die Schweizer Befürwortung von Atomwaffen und die Armereform von 1961 macht deutlich, dass die Schweizer Neutralitätspolitik nun endgültig als „Doppelspiel“ betrachtet wurde. Für den Fall eines Krieges in Mitteleuropa konnte der Osten keineswegs mehr mit einem Abseitsstehen der Schweiz rechnen. Entsprechend an Aktualität gewinnen musste die Planung einer eventuellen Besetzung der Schweiz.

Ein wichtiges Indiz für diese Annahme ist die im Verlaufe der 60er Jahre zunehmende Bedeutung der Operationsrichtung Prag – Nürnberg – Stuttgart – Dijon in der östlichen Planung, welche mitunter zu einer Verstärkung der Truppen in der Tschechoslowakei führte. Diese Verstärkung kann als eine Reaktion auf die nun vermehrt notwendige Bereitstellung von Truppen zur Sicherung der deutsch-schweizerischen Grenze entlang des Rheines oder zum Einmarsch betrachtet werden. Sie fand zudem in einer Zeit statt, in welcher die östlichen Truppen im Rahmen eines « Gegenangriffes » durchaus mit einem Vordringen bis nach Frankreich rechnen konnten. Dieses Forschungsergebnis deckt sich mit den Aussagen Sejnas, dass die schweizerische Neutralität nach 1963 unglaubwürdig geworden sei.

Die Ära Breschnew (1964-1968)

Unter Brežnev wurde die Schweiz als eine Art « neutraler Gegner » wahrgenommen. Das Interesse an einer propagandistischen Verwendung der « vorbildlichen » Schweizer Neutralität auf der weltpolitischen Ebene ging zurück ; die Konsolidierung des territorialen und ideologischen Status quo stand im Vordergrund. Das gewaltsame Ende des Prager Frühlings beschloss den letzten enthusiastischen Versuch eines lebendigen « Sozialismus mit menschlichem Antlitz » und leitete eine Phase der erstarrenden « Normalisierung » ein. Zu internationaler Bedeutung sollte die Schweizer Neutralitätspolitik erst wieder im Verlaufe der 70er Jahre im Rahmen der Konferenz für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa kommen.

Die Instrumentalisierung des Reduit-Mythos, die angeblich entscheidende Rolle der Schweizer Armee zur Abhaltung eines Angriffs durch das nationalsozialistische Deutschland, für die Legitimierung einer massiven Aufrüstung der Armee 61 wird in manchen östlichen Stellungnahmen kritisiert. In einem Bericht des tschechischen Botschafters in Bern vom 24. Januar 1964 heisst es : *« Zur Rechtfertigung der grossen Ausgaben für die Aufrüstung wird noch heute, nach 20 Jahren die falsche und demagogische Theorie verwendet, dass die Schweiz im Zweiten Weltkrieg nur deshalb verschont blieb, weil das faschis-*

tische Deutschland Angst hatte vor der kriegsbereiten, bewaffneten und geschützten Schweiz. Gegen wen die heutige 'bewaffnete Neutralität' dient, ist offensichtlich. »

Drei Jahre später gibt er dann zu, dass sich die Schweiz damals zurecht militärisch bedroht fühlen konnte. Sie habe eine gewaltige Leistung zum Aufbau der militärischen Landesverteidigung geleistet, aber der Mythos, « *das nur dank dieser Massnahmen es gelungen sei, den beabsichtigten Einfall auf das Schweizer Territorium zu verhindern und so die Unabhängigkeit des Landes zu sichern* » sei übertrieben und zurückzuweisen und bedauert nur noch die Ausrüstung des Landes.

5. Fazit

Bedingt durch die ausserordentlich problematische Quellenlage in den östlichen Archiven bleiben vorerst noch viele Fragen offen. Vielleicht hat dieser Werkstattbericht die Folge, dass vermehrt Akten durch die berechtigten Kreise geöffnet werden, um Fehlbeurteilungen zu verhindern.

Der Kalte Krieg war meines Erachtens eine gigantische gegenseitige ideologische Absichtsspiegelung. Weil man die Aussen- und Militärpolitik des Gegners als aggressiv wahrnahm und so wahrnehmen wollte, erwartete man von ihm einen Angriff.

Der gleiche Spiegelungsmechanismus kann auch für den Westen angenommen werden. Der Osten war aggressiv, musste es sein, dass die eigene Ideologie stimmte. Es wäre für westliche Kalte Krieger eine « schreckliche Erkenntnis », wenn man bei vollständiger Öffnung der Archive einsehen müsste, dass die Sowjetunion gar nicht angreifen wollte oder nicht konnte.

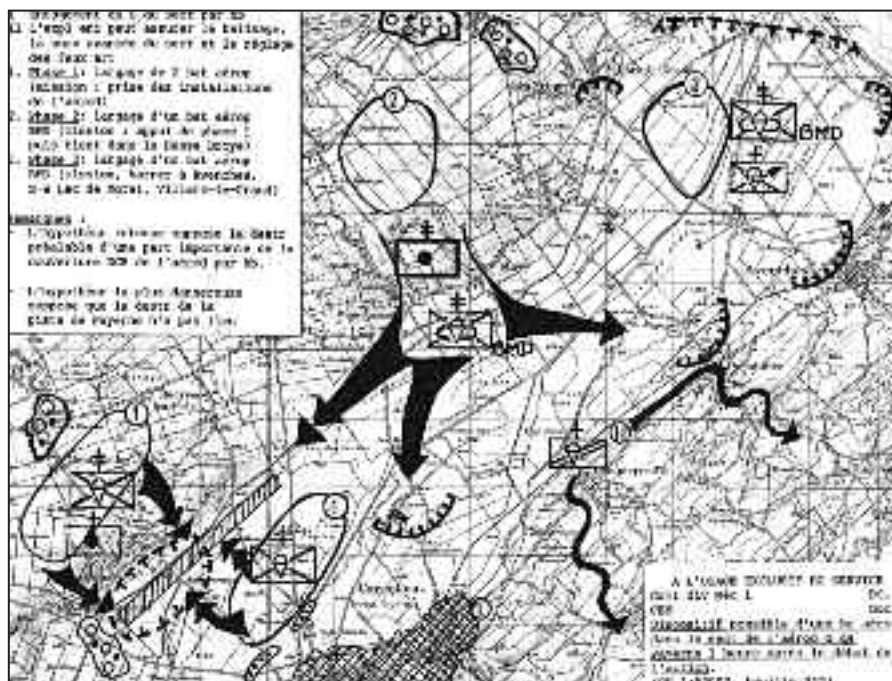
Das Fehlen massiver Angriffsvorbereitungen der NATO, nachrichtendienstlich verfügte man im Ostblock über erstaunliche Kenntnisse, war stets ein ideologisches Ärgernis, das es zu unterdrücken galt. Es durfte nicht sein, dass der Westen keinen Überfall vorbereitete, wollte man nicht die Glaubwürdigkeit der eigenen Ideologie und der hohen militärischen Bereitschaft aufs Spiel setzen.

Die Hypothese kann gewagt werden, dass die realistische Einschätzung der Gefahr aus dem Westen mit zum Kollaps von 1989/91 geführt hat. Naumann vermutet, dass die Überbetonung der nuklearen Fähigkeiten der NATO trotz überwältigender eigener konventioneller Überlegenheit der Kräfte und überlegenem operativen Denkens letztendlich vor einem Angriff abgeschreckt hat⁴³. Ich meine, das sei nur ein Teil einer weiter zu verifizierenden Hypothese. Ein

⁴³ Ebenda, S. 212.

Krieg gegen die NATO musste gemäss der Ideologie gewinnbar sein oder vermieden werden. Die nukleare Abschreckung, ob real oder irreal wurde so zum entscheidenden kriegsverhindernden Faktor.

Die Rolle der Schweiz als neutraler, aber ideell, wirtschaftlich und gesellschaftlich zum Westen gehöriger Staat im Kalten Krieg ist vielschichtig. Kritik, Desinteresse und Lob wechselten je nach internationaler Lage und nach der eigenen Interessenlage. Es deutet vorerst nichts darauf hin, dass die Schweiz in den Planungen des Warschauer Vertrages bis 1966 eine wichtige Rolle gespielt hat. Vielleicht enthält sogar die verschmitzt lächelnd gesagte Begründung der fehlenden operativen Absichten des Warschauer Vertrages gegen die Schweiz durch den letzten ungarischen Nachrichtenchef einen Funken Wahrheit : Das Beispiel von Suworow 1799 hat uns gelehrt, was uns in diesem Alpenland erwartet.



Comment la division mécanisée 1 voyait un aéroportage opératif du Pacte de Varsovie sur l'aérodrome de Payerne.

Résumé

A la lumière de sources de pays du Pacte de Varsovie, Hans Rudolf Fuhrer traite trois thèmes propres à la guerre froide : la vision de la menace chez les responsables militaires suisses, l'état de la recherche concernant la volonté de l'Union soviétique d'envahir l'Europe occidentale et les plans d'opération qui en découlaient, la façon dont les responsables de l'Organisation du Traité de Varsovie considéraient la Suisse, Etat perpétuellement neutre.

L'image de l'ennemi, retenue par l'Etat-major général à Berne, admettait, avant le début des opérations au sol, l'action de *spetznas*, l'utilisation de la subversion et du terrorisme. L'adversaire disposait de la supériorité aérienne totale ou, du moins temporaire. Avec des formations aérotransportées, il pouvait s'emparer, dans la profondeur de notre dispositif, de terrains-clés opératifs. Les opérations terrestres aéro-mécanisées impliquaient l'engagement de moyens nucléaires et chimiques et des aéroportages tactiques, mais pas la destruction du potentiel économique que l'ennemi comptait utiliser à son profit, seule limite à la « guerre totale ».

La conception des exercices d'états-majors ou de troupes, des grandes manœuvres partaient de ces prémisses. Hans Rudolf Fuhrer évoque les manœuvres du corps d'armée de campagne 4 de 1953, 1965, 1970 et 1986. « Toutes les flèches venaient de l'Est ».

Les plans soviétiques n'étant pas connus dans le public et même dans la hiérarchie militaire, il y avait risque de désinformation. Les publications de sources du Pacte de Varsovie pouvaient servir à renforcer le sentiment de menace, partant le défaitisme, le « A quoi bon ». Par exemple la mise en vente du livre de Viktor D. Sokolovski en 1962, qui développait la théorie de la guerre préventive, *Les papiers de Voroshilov* ou ceux de l'Armée populaire de la République démocratique d'Allemagne. Les sources publiées après l'implosion de l'Union soviétique n'ont, bien entendu, pas le même effet, mais ils confirment des scénarios qui ont servi, en Suisse, pour les exercices et les manœuvres.

Dans la troisième partie de son étude, Hans Rudolf Fuhrer évoque l'opération « EUROPE » et l'opération « SUISSE » sur la base des plans tchèques de 1964. Il met également en évidence la façon dont les dirigeants soviétiques, à l'époque de Staline, de Khrouchev et de Brejnev, voyaient la Suisse et sa neutralité.

Anhang

Die militärischen Pläne des Warschauerpakts

Im Tschechenpanzer in neun Tagen nach Lyon ?

Laut einem jetzt publizierten Prager Operationsplan von 1964 sollte die tschechoslowakische Armee im Rahmen eines für den Konfliktfall vorgesehenen Angriffs des Warschauerpaktes gegen Westeuropa einen von unzähligen Nuklearschlägen begleiteten raschen Vorstoss durch Süddeutschland unternehmen. Nach Ueberwindung des Rheins sollte sie schon nach ungefähr einer Woche aus einer Linie Dijon - Besançon gegen den Raum Lyon vordringen.
Ch. M. Paris, 26. Mai

Durch Süddeutschland über die Zaberner Senke und durch die Burgundische Pforte bei Belfort sollten gemäss den operativen Planungen des Warschauerpakts aus den sechziger Jahren zwei Armeekorps der tschechoslowakischen Streitkräfte in ra-

schem Vorstoss am neunten Tag ihrer von Nuklearschlägen begleiteten Offensive in den Raum Lyon gelangen. Ein entsprechendes Dokument aus den Archiven der einstigen tschechoslowakischen Armee ist im Februar dieses Jahres aufgetaucht und nun zusammen mit einem alten Operationsplan der polnischen Streitkräfte von 1951 sowie einer längeren Studie von 1964 des damaligen sowjetischen Armeegenerals Iwaschutin, des jahrzehntelang amtierenden Chefs des Militärgeschichtsdienstes GRU, über die sowjetische Nukleardoktrin durch das *Parallel History Project on Nato and The Warsaw Pact* veröffentlicht worden. Zugleich wurde der frühere tschechoslowakische Oberst Karel Stepanek als ehemaliger Angehöriger der Operationsabteilung des CSSR-Heeresgeneralstabs durch den Historiker Petr Lunak über die Hintergründe des Offensivplans von 1964 befragt. Mit Ausnahme eines Artikels in *Le Monde* hat die Enthüllung dieses Dokuments bisher in Frankreich kaum ein Echo gefunden.

Luftlandung bei Mülhausen

Die Front in Böhmen war auch aus der Sicht des alles entscheidenden Sowjetgeneralstabs ein Nebenkriegsschauplatz. Der Hauptstoss einer Grossoffensive im Kriegsfall in Europa wäre von den zwanzig sowjetischen Divisionen aus Ostdeutschland im Verbund mit der ostdeutschen Armee weiter nördlich geführt worden. Der Prager Operationsplan von 1964 sah ausdrücklich das Zusammenwirken am rechten Flügel mit der sowjetischen 8. Garde-Armee vor, die von Suhl gegen Bad Kissingen mit Teilen über Bamberg bis nach Worms am Rhein hätte vordringen sollen. Merkwürdigerweise fehlt jeder Bezug auf die sowjetische 1. Garde-Panzer-Armee. Sie hätte laut späteren Warschauerpakt-Planungen, die schon kurz nach dem Zusammenbruch der DDR vor über sieben Jahren an die Öffentlichkeit gelangt waren, die beiden Korps der amerikanischen 7. Armee binden sollen, während von Böhmen antretende Verbände der Sowjets und der Tschechen in die rechte Flanke der Amerikaner bis nördlich von Nürnberg zu fallen gehabt hätten. Die noch bis Mitte der achtziger Jahre gültige Planung der Sowjets sah für die tschechoslowakischen Streitkräfte keinen Vorstoss in die Tiefe vor, sondern einen breiten Angriff vor allem zur Bindung des deutschen II. Korps und allfälliger französischer Verstärkungen.

Vor diesem bisher bekannten Hintergrund mutet nun die Erörterung des Operationsplans für die Böhmen-Front in den sechziger Jahren überraschend an. Mit je zwei motorisierten Schützendivisionen und zwei Panzerdivisionen sowie unzähligen Korpstruppen sollte nördlich die 1. und südlich die 4. Armee der tschechoslowakischen Streitkräfte vorstossen und schon am Ende des ersten Angriffstages die Linie Bayreuth – Regensburg – Passau er-

reichen. Von Anfang wurden 131 taktische Nuklearschläge eingeplant, 41 davon allein in einem ersten Schlag gegen amerikanische und deutsche Kräfte im Operationsraum. Zwei Panzerdivisionen und vier motorisierte Schützendivisionen sowie die 22. Luftlandebrigade waren als unmittelbar verfügbare Reserve in der 2. Armee zusammengefasst. Vorgesehen war für den Fall der Aufrechterhaltung der Neutralität Österreichs zudem die Heranführung einer sowjetischen motorisierten Schützendivision aus Ungarn nach Böhmen am dritten Operationstag. Zu diesem Zeitpunkt sollte die Spitze des Angriffs zum Teil bereits die Linie Mosbach – Nürtingen – Memmingen – Kaufbeuren erreicht haben. Der Einsatz der Luftlandebrigade war wahlweise mit einer Landung am vierten Tag nördlich von Stuttgart, am fünften im Raum Rastatt oder am sechsten Operationstag im Raum östlich von Mülhausen im Elsass geplant. Ziel dieses Einsatzes war die Erzwingung des Übergangs über den Neckar oder über den Rhein.

Bedeutung des Sowjeteinmarsches 1968

Der Operationsplan mutet, bei aller Berücksichtigung der umfangreichen Nuklearschläge, bezüglich der Terminierung der einzelnen Zwischentappen geradezu abenteuerlich ambitiös an. Nach einem weiteren Vordringen beidseits einer Achse Strassburg - Epinal wollten die angreifenden Verbände schon am sechsten oder siebten Tag die Linie Langres – Dijon - Besançon erreicht haben, um daraufhin südwärts gegen den Raum Lyon vorzustoßen. Wenn man bedenkt, dass die Sowjets bei ihrem Hauptstoss im Norden beidseits des Harzes gemäss ihren Pla-

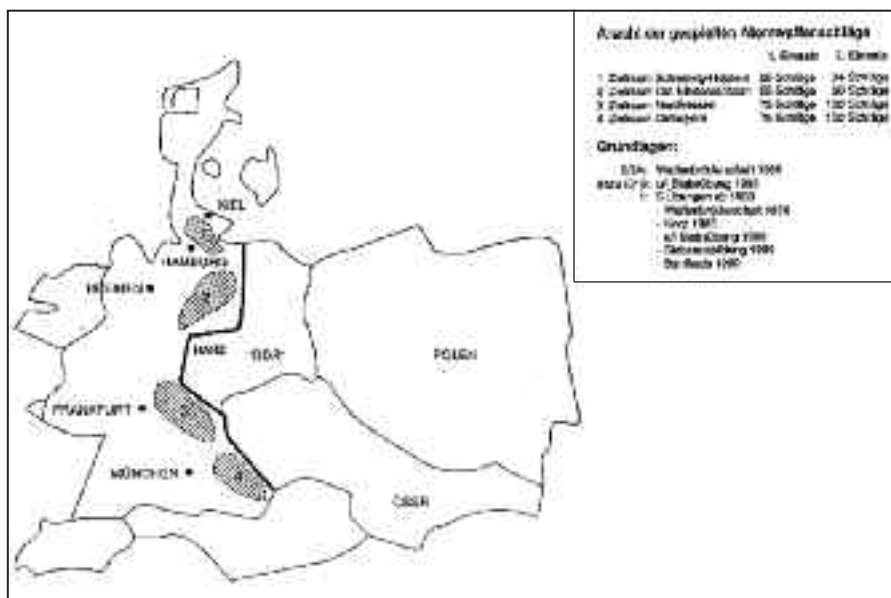
nungen erst zwischen dem dreizehnten und fünfzehnten Tag die Grenze Frankreichs erreichen zu können wähten, was ebenfalls unglaublich ehrgeizig anmutet, so grenzt der Prager Fahrplan für eine flankierende Nebenoperation durch Süddeutschland mit dem Hauptverteidigungsabschnitt der Amerikaner an Wunschdenken realitätsfremder Schreibtischstrategen.

General de Gaulle pflegte, woran jetzt *Le Monde* wieder erinnerte, in Zeiten der Hochspannung im Kalten Krieg darauf zu verweisen, dass die gegen Paris gerichtete sowjetische Bedrohung nur zwei Tagesetappen einer Tour de France entfernt seien. Im Nachhinein scheint es nun, dass die Tschechen selber und dann vor allem die Sowjets in den Jahren nach 1964 von Zweifeln befallen wurden, ob der geplante Kräfteansatz für diese Nebenoperation ausreiche. Im gleichen Zeitraum sanken allerdings die Präsenz und Kampfstärke der Amerikaner in Europa wegen des Kräfteverschleisses im Indochina-Krieg auf einen Tiefstand. Dies hätte die Möglichkeit eines wie in allen übrigen Sowjetplanungen als Alibi auch im Projekt von 1964 erwähnten westlichen Angriffs, den der Warschauerpakt stets zur Begründung seiner nominell als « Gegenschlag » angelegten Offensivprojekte an die Propagandawand malte, vollends ins Reich der Fabel verwiesen.

Von entscheidender Wichtigkeit bei der Beurteilung des Operationsplans von 1964 ist nun indes das schon vor dem Prager Frühling 1968 erkennbare Drängen Moskaus auf eine Stationierung sowjetischer Divisionen in Böhmen und Mähren. Mit dem Einmarsch der sowjetischen Armee am 21. August 1968 in Prag und der anschliessenden ständigen Stationierung einer Armeegruppe im Böhmerwald bis 1990 gelang es dem Kreml, das zuvor in diesem Raum diagnostizierte Kräftedefizit im Aufmarsch gegen Westeuropa zu seinen Gunsten zu korrigieren. Erst im Anschluss daran wuchs auch das amerikanische Potential in Süddeutschland wieder an.

Den Aktenfunden aus ostdeutschen Beständen war zu entnehmen, dass zumindest nach 1968 ein wie im Operationsplan von 1964 enthaltener Offensivstoss in die Tiefe im süddeutschen Raum kaum mehr geplant war. Umgekehrt ist der jetzt veröffentlichte polnische Operationsplan von 1951 hauptsächlich zur Verteidigung der eigenen Küste gegen gegnerische Landungen ein Dokument von zweifelhaftem Wert solange nicht in Rechnung gestellt wird, welche Rolle den polnischen Streitkräften in den späteren Jahrzehnten durch den Warschauerpakt zugewiesen worden war. Bis zum Solidarnosc-Aufbruch von 1980 wären sie für einen Angriff bis nach Jütland und auch zur Landung auf der dänischen Hauptinsel Seeland eingesetzt worden. Der

Zielräume für den ersten und zweiten von taktischen Atomwaffen gegen militärische Ziele in Übungen des Warschauer Paktes



La guerre froide vue de l'Ouest 1944-1975

■ Col EMG Jürg Stüssi-Lauterburg, Stefanie Frey,
col Dominic M. Pedrazzini,

Bibliothèque militaire fédérale et Service historique de l'armée ¹

Les trois grands thèmes concernant l'histoire militaire de la Suisse entre 1944 et 1975 qui ressortent immédiatement des documents américains, britanniques et français sont, selon leur importance pour les Etats-Unis, les suivants :

- Le contrôle des matières stratégiques, plus particulièrement nucléaires, afin d'éviter leur éventuelle exportation par la Suisse vers un pays tiers, et la volonté de contrer la tentation de celle-ci de devenir une puissance nucléaire.
- La vente de ses propres systèmes d'armement à notre pays, faute de mieux et grâce à quoi la production pourrait être maintenue.
- L'amélioration de la défense de la Suisse neutre, vu son utilité pour l'Occident ².

Nous n'aborderons que le premier et le troisième thème.

En 1944, l'attitude hostile des Soviétiques marque le début de la guerre froide et de ses conséquences pour la Suisse. En 1945, la réaction favorable de Winston Churchill à l'égard de notre pays et la correspondance courtoise entre les présidents Roosevelt et von Steiger témoignent de l'inclination de la Suisse vers l'Ouest, toute neutralité maintenue.

¹ Avec la collaboration de Thomas Leutenegger, Michael Grichting, Anne-Marie Volery et Micheline Pache.

Le col EMG Jürg Stüssi-Lauterburg, docteur en histoire et chef de la Bibliothèque militaire fédérale et Service historique de l'armée, est l'auteur de nombreux ouvrages et articles relatifs à l'histoire militaire suisse, en particulier d'une étude sur les projets d'armement nucléaire en Suisse. Stefanie Frey, qui a travaillé à la Bibliothèque militaire fédérale, est *PhD in War Studies* au King's College à Londres. Le col Dominic M. Pedrazzini, responsable des Services généraux de la Bibliothèque militaire fédérale et Service historique de l'armée, est également l'auteur de très nombreuses publications en histoire militaire.

² Les sources figureront dans le volume de *l'Histoire de l'Etat-major général suisse* traitant de cette période, qui sera publié sous le haut patronage du commandant de corps Arthur Liener, ancien chef de l'Etat-major général.

Les Britanniques, à la fin des années 40, furent les premiers à tenter d'associer notre défense à l'action des puissances occidentales. Le maréchal Montgomery, commandant suprême des forces atlantiques en Europe, prévoyait une attaque soviétique sur le Plateau suisse d'Est en Ouest. Il souhaitait donc qu'une partie importante de l'armée fût déployée hors du Réduit national. C'est ce que, fort de son expérience, il expliqua à maintes reprises, lors de ses vacances de ski helvétiques.

Dès 1948 au plus tard, Britanniques et Américains, dépassant une phase d'investigations, ont constamment tenté, avec une intensité variable, de faire tomber la neutralité suisse ou, du moins, de l'affaiblir. Cette politique s'explique par le fait que, dans une telle hypothèse et en raison de la culture politique des Suisses, aucun autre allié sérieux n'entraînait en ligne de compte. En somme, la neutralité limitait sérieusement l'influence en Suisse des Anglo-Saxons. Mais ceux-ci, toujours réalistes, ne se lancent pas deux fois contre une paroi impossible à graver ! A vrai dire, chaque génération de leurs politiciens et de leurs diplomates a essayé d'en faire de même à l'encontre de notre neutralité.

En 1948, les Britanniques croyaient pouvoir compter sur les militaires suisses plus ouverts à l'idée d'une défense intégrée. Une année plus tard, le premier ministre Attlee apprenait que la Suisse était vraiment neutre mais anticommuniste. Ernst Nobs, président de la Confédération, et l'ambassadeur américain à Berne, John Carter Vincent, se sont entendus pour présenter aux lecteurs de l'*Herald Tribune* les fondements de la culture politique suisse : neutralité, solidarité, anticommunisme.

Les rapports entre Londres, Paris, Washington et Berne

En 1949, l'idée de Montgomery était de tenir sur la ligne du Rhin. Il se flattait d'avoir amené les Suisses à ne laisser que 250 000 hommes dans le Réduit et à préparer ce dernier en vue d'une résistance d'une année, le reste de l'armée devant être maintenu sur le Plateau, afin d'éviter un contournement soviétique par le territoire suisse. Cela correspondait à ses besoins.

Les Britanniques ne laissèrent rien au hasard : leur attaché militaire à Berne, Guy S. Wilmot-Sitwell, envoya à Londres un rapport très fourni : le front principal s'étend de Sargans au Rothberg près de Mandach, en passant par Zürich et Windisch. Le combat d'éventuelles troupes aéroportées dans le secteur Stilli et Birrfeld est préparé. La ligne de défense prévue va de Mandach, au plateau de La Caquerelle et jusqu'au Doubs, en passant par Frick et le Kei Sol (entre Wegenstetten et Rothenfluh), Liestal et Blauen. En raison de la signification du

« château d'eau » de la Suisse, on mit en discussion la construction d'une fortification à Gebenstorf. Cette ligne principale de défense est sans doute forte mais manque de DCA. Les 9 divisions et les 12 brigades sur le Plateau suisse sont capables de résister entre deux et trois semaines au maximum.

La Suisse officielle, soit bourgeoise, soit social-démocrate, était proche des Britanniques, ce qu'observait attentivement l'organe communiste *Vorwärts* et les cercles qui en étaient proches. En 1949, ce journal constatait que Montgomery n'avait rien à chercher en Suisse, et cela fut attentivement noté à Londres. Les contacts entre les instances suisses et britanniques ne diminuèrent pas pour autant. La grande discrétion qui prévalait jusqu'alors fut encore accrue. Le directeur de l'Administration militaire, Hans Bracher, fut, jusqu'à son départ à fin 1956, le personnage-clé du côté suisse.

Celui qui est libre et neutre ne doit compter que sur lui-même : une légitime méfiance est inévitable et l'on éprouve le même sentiment du côté britannique. En 1950, les Suisses ne savaient pas s'ils pouvaient compter sur la *Western Union* pour tenir la ligne du Rhin et Montgomery ignorait si les Suisses allaient verrouiller pour lui le Plateau, afin de contrer un encerclement par les forces soviétiques à l'aile gauche du théâtre d'opérations Nord-Europe. Dans son insatisfaction, le maréchal exigeait, discrètement mais clairement, la démission du chef de l'Instruction, Hans Frick, qu'il détestait particulièrement. Ce dernier restera en fonction jusqu'à fin 1953.

Monty souhaitait que les Suisses acquièrent plus de blindés que d'avions. Il préférait des combats aussi étendus que possible sur le Rhin supérieur et sur le Plateau suisse à une résistance prolongée dans le Réduit. Pour atteindre ce but, le vainqueur d'Alamein fournit aux conseillers fédéraux Petitpierre et Kobelt un rapport d'expertise selon lequel la Suisse n'était pas en mesure d'assurer sa neutralité. Kobelt ordonna à Hans Bracher d'en faire faire une traduction en allemand. Il fut interdit de divulguer ce document à d'autres personnes au sein du Département militaire fédéral.

En 1951, l'attaché de l'air britannique à Berne estimait qu'en cas d'invasion, la Suisse se rallierait aux Alliés. Si les pertes étaient trop importantes et les aérodromes du Réduit inutilisables, notre flotte aérienne partirait et constituerait une formation d'aviation suisse « libre » auprès des Alliés. Pour les Britanniques, il était clair qu'en raison de la faiblesse des troupes suisses, les Alliés, en cas d'attaque de la Suisse par les Soviétiques, devraient occuper militairement le secteur Brugg – Rhin ou Olten – Rhin. Dans un tel cas, le commandant en chef suisse serait subordonné au commandement allié et nos troupes devraient également combattre hors des frontières nationales.

En 1951, Bracher montra sur le terrain à l'attaché militaire britannique Parker, nos principales lignes de combat et lui présenta trois variantes de menaces :

1. Une percée soviétique sur le Haut-Rhin et des franchissements entre Waldshut et Klein Basel, dans le but d'encercler les Alliés.
2. Une attaque sur la ligne lac Léman – Thun – Lucerne - lac de Zurich.
3. La prise du Réduit, réalisable seulement entre juin et novembre.

Les Suisses voulaient mener un combat retardateur sur la Thur, la Töss et la Glatt, combattre longtemps sur la position Linth - Limmat puis, de là, se retirer en bon ordre sur les lignes Reuss – Baldeggersee – Hallwilersee – Sempachersee - Suhre, enfin sur la position du Napf, avant de gagner le Réduit. Autre atout, le « Réduit du Jura » pourrait être défendu, même au cas où le Plateau aurait été perdu.

De telles présentations, dont les Américains avaient, au moins, entendu parler, les amenèrent en 1952 à présenter la Suisse comme neutre mais appartenant au bloc occidental. A l'inverse des Britanniques généralement moins crispés, les Américains éprouvaient des difficultés face au concept de neutralité et ils faisaient tout pour en détériorer la réputation. En janvier 1952, le Département d'Etat américain conseillait aux Canadiens de ne pas évoquer devant les Suisses leur éventuel mandat de puissance protectrice, afin de ne pas les laisser penser que leur neutralité était désirée. En revanche, selon l'estimation britannique de juin 1953, les deux lignes directrices de la neutralité en matière économique, soit le « courant normal » et le « Do ut des », étaient jugées favorablement à l'Ouest : d'une part, les échanges avec l'Union soviétique et ses satellites étaient minimes ; d'autre part, l'Est ne pouvait guère offrir en échange des biens de valeur. Que la Suisse, malgré sa neutralité, fût prête à participer à la Commission de surveillance de l'armistice en Corée renforçait sa réputation auprès des puissances occidentales et au-delà.

Les relations anglo-suisse, devenues très étroites, se sont poursuivies jusqu'à la fin des années 1950 et plus tard encore par l'accès à des informations sensibles, accordé exceptionnellement aux diplomates et aux militaires du Royaume-Uni. Pour les Français, cet accès était également aisé, les relations étaient même excellentes à l'époque de l'ambassadeur Dennery. Des demandes individuelles, comme celle d'un habitant de Courgenay qui voulait utiliser la « Grande Nation » contre l'installation de la place d'armes de Bure, ne trouvèrent aucun écho à Paris.

En dépit de ce rapprochement avec les Britanniques et les Français, la neutralité était soigneusement respectée du côté suisse, y compris « les effets préalables » qui, à l'époque, faisaient partie intégrante de la politique de neutralité. Selon des sources occidentales, ce fait était l'expression d'une opinion suisse unanime. L'utilisation commune de la place d'armes de Valdahon, offerte par la France, ne put évidemment pas être prise en considération.

La proximité culturelle et spirituelle de la majorité des Suisses et des cercles politiques influents en Grande-Bretagne et en France n'aboutit pas seulement à

un niveau élevé d'informations à Londres et à Paris, mais aussi à un échange fort intense de renseignements utiles pour la Suisse. A cet égard, le discours du maréchal Juin, prononcé à Lausanne le 14 février 1958, a valeur d'exemple.

L'attaché militaire et de l'air français, Richard de Soultrait, résumait ainsi la pensée militaire en Suisse en 1958 : l'arme nucléaire à acquérir procède de la dissuasion. Si cette entreprise échouait, les frontières seraient pourtant défendues avec acharnement et l'ennemi serait détruit par les unités d'armée maintenant mécanisées avec les premiers 100 *Centurion*. Les chars, le nouveau fusil d'assaut et la perspective de mobiliser en 96 heures 887 000 hommes contribuaient, aux yeux des Britanniques, à valoriser l'aptitude au combat de l'armée suisse.

Les archives ouvertes des observateurs occidentaux révèlent qu'en 1959 la défense nationale suisse était en plein bouleversement. Face à la « douce » pression des Britanniques, le conseiller fédéral Chaudet affirmait que la Suisse maintiendrait sa neutralité jusqu'au moment où elle serait attaquée.

Monty conseillait aux Suisses de porter l'effort principal avec l'aviation sur l'appui au combat terrestre. C'est la raison pour laquelle le projet suisse d'acquisition d'avions performants obtint la faveur des Américains et des Français. La Suisse devenait la cible de 75 bombes atomiques soviétiques qui auraient ainsi épargné les membres de l'OTAN. A l'inverse, selon les Britanniques, les Suisses pourraient aussi à l'avenir atteindre des objectifs stratégiques, tels que des bases nucléaires qui se trouvaient loin derrière les lignes ennemies. Jusqu'à là, il fallait compter sur une flotte aérienne de 175 *Vampire*, 50 *Venom* et, au terme du programme d'acquisition, de 100 *Hunter*.

Concernant la planification stratégique de la Suisse, les Britanniques apprenaient en 1959 qu'une mission, dirigée par Raymond Probst, allait se rendre au Canada. Il s'agissait de prévoir, en cas de guerre, l'installation d'un gouvernement suisse en exil et le déplacement de firmes helvétiques. D'autres sources indiquent que de semblables propositions suisses ont aussi été faites au gouvernement de la Nouvelle Zélande ; on envisageait de faire de même au Brésil.

En 1960, l'ambassadeur Dennery informait Paris que le débat fondamental sur l'armée suisse débouchait sur un compromis qui concédait aux partisans de la défense statique 3 divisions frontière et 3 divisions de montagne, tandis que les adeptes d'une défense mobile obtenaient 3 divisions d'infanterie et 3 divisions mécanisées. Cela ne serait réalisé qu'avec l'acquisition de blindés, de canons automoteurs et de véhicules de transport de troupe. Selon les Britanniques, l'armée suisse était alors considérée comme facile à anéantir pour un adversaire moderne mécanisé, mais elle allait gagner en valeur combative suite à sa réforme.

Il s'agissait de favoriser une coordination avec les Français, les Britanniques et, selon les témoignages de ces derniers, également avec les Américains. Vers

1960, des délégations suisses restreintes se rendirent auprès de représentants de ces puissances ou de certaines de leurs institutions. Selon les sources britanniques, seuls les membres de ces délégations, outre le chef du Département militaire fédéral, le chef de l'Etat-major général et le chef de l'Instruction, étaient informés de ces démarches. Cette coordination touchait aux limites de la neutralité.

Aux yeux des ambassadeurs occidentaux, notre pays, s'enrichissant rapidement, pouvait se permettre désormais 1200 millions de francs suisses de dépenses militaires par année. Il y avait pourtant un aspect négatif : la polémique déclenchée dans la presse des pays de l'Est, de connivence avec les communistes suisses. Les reproches se focalisaient sur une cordialité excessive de la Suisse à l'égard des Occidentaux, membres permanents du Conseil de sécurité ; son anticommunisme était également flagrant aux yeux des Britanniques. Ces polémiques contre la Suisse n'étaient pas toujours appréciées par les puissances occidentales, car Britanniques et Américains craignaient que de telles critiques ne diminuassent la confiance en soi des Suisses, ce qu'ils ne souhaitaient pas.

En 1964, l'ambassadeur suisse Alfred Zehnder voulut savoir du Département d'Etat si la neutralité suisse était considérée comme contraire aux intérêts américains afin de tester l'importance politique de tels sentiments, d'ailleurs connus des Suisses. Zehnder fut à maintes reprises l'hôte du Département d'Etat, reçut des informations mais donna aussi des conseils aux Américains jusqu'à la façon de gagner la guerre du Vietnam !

En 1965, le conseiller d'ambassade américain Henry B. Cox estimait que la Suisse était neutre mais favorable à l'Ouest. Sur le plan militaire, elle allait travailler sur la base des décisions de 1961 jusqu'à la réalisation de cette nouvelle conception. Il supposait que cela signifiait l'intégration automatique de la Suisse dans le système de défense de l'OTAN. La politique américaine vis-à-vis de la Suisse était alors fondée sur cinq thèses contraignantes pour l'administration et la diplomatie du Département d'Etat et sur quatre directives tout aussi impératives.

Les thèses affirmaient que la Suisse était orientée vers l'Ouest, que le monde libre avait besoin du capital suisse, que la Suisse bénéficiait d'une position stratégique en Europe et qu'elle collaborerait avec l'OTAN en cas d'attaque soviétique. Elle n'était pas suffisamment armée, sa défense aérienne surtout accusait une faiblesse marquée. Les directives visaient à favoriser les relations entre la Suisse et les puissances de l'Ouest, spécialement les exportations américaines vers la Suisse, la participation de notre pays aux organisations internationales et son rapprochement avec l'OTAN. Les Américains considéraient pourtant la neutralité comme un obstacle à leur liberté d'action. Elle entravait les contacts avec la Suisse et rendait impossible le droit de passage aérien. Le gouvernement et le peuple suisses étaient en principe pro-américains ; la neutralité

suisse et les bons offices du petit Etat s'étaient avérés utiles aux Etats-Unis dans le cas de Cuba.

Dès novembre 1966, les relations militaires américano-suisse allaient en s'améliorant. Toutes mesures de sécurité et de maintien du secret prises (les Américains ne recevaient rien par écrit), des officiers suisses se rendirent à Washington et demandèrent aux Américains une expertise sur la menace soviétique contre la Suisse. Il s'agissait de relever le niveau de notre état de préparation en utilisant des informations américaines de meilleure qualité sur les Soviétiques. On tirerait ainsi un profit supérieur des investissements consentis aux préparatifs de défense.

Jürg Stüssi a appris du colonel John Jessup, membre d'honneur de l'ASHSM, qu'il avait participé à ces contacts, alors que ce travail avait déjà commencé. Toute l'affaire n'était pas sans risque, en regard de la politique de neutralité. Dans l'autre sens, il aurait été impossible de recevoir des Soviétiques une expertise aussi détaillée. Cette requête aux Américains met en lumière l'appréciation suisse sur la menace du moment. Cette hypothèse de 1966 est confirmée par ce que nous savons maintenant des préparatifs soviétiques. Selon le témoignage du général tchèque Jan Sejna, le maréchal Malinowski, au milieu des années 60, faisait élaborer un plan d'opération stratégique contre la « Suisse capitaliste ».

Vers 1966 se dessine une nouvelle époque dans la planification stratégique-opérative, puisque de nouvelles personnalités dirigeantes apparaissent en Suisse. A la tête du Département militaire, Paul Chaudet cède sa place à Nello Celio, après avoir présenté son concept du 6 juin 1966. La somme de travail d'une décennie, riche en espoirs, en planifications, en controverses, en affaires même, était considérable et non sans résultats. L'effort principal de Celio allait porter essentiellement sur le contrôle politique de l'Administration militaire et de l'armée comme sur la mutation de la défense nationale en défense générale. Cette dernière comprenait notamment la protection civile, la défense économique et spirituelle du pays. Le rôle de Celio connaît son épilogue déjà en 1968 : il éprouvait au Département militaire un véritable malaise. Rudolf Gnägi, changeant de département, le remplacera dans l'année.

Aujourd'hui, toute cette discussion, publique à l'époque, se retrouve dans les archives de l'époque de Rudolf Gnägi. Les diplomates occidentaux et leurs capitales en tenaient compte. On remarqua à Paris ce que Daniel Margot écrivait dans la *Gazette de Lausanne* en 1969, à savoir que la défense générale était un corps sans tête et que la réalité de notre défense nationale tenait plus de l'occultisme que de la stratégie. Les conclusions des Français rejoignaient en partie l'appréciation de Daniel Margot : une tactique obsolète et une mauvaise évaluation des armes nucléaires qui apparaissaient d'ailleurs dans les scénarios de nos manœuvres. Les effets réels des armes nucléaires n'étaient pas pris en

compte correctement. D'autre part, les dépenses militaires augmentaient moins vite que les dépenses totales de la Confédération et le revenu national.

Au début des années 70, le terrorisme du Moyen Orient apparaissait comme le nouveau défi en matière de politique de sécurité. Idéologiquement proche du nationalisme et du marxisme-léninisme, il tenait, au sens large du terme, de la doctrine soviétique. Il en résulta un rapprochement plus étroit entre la Suisse et les Etats-Unis. Mentionnons pour mémoire l'attentat de 1969 contre un avion israélien d'El Al à Kloten, l'explosion d'un avion de Swissair près de Würenlingen en 1970 et, la même année, le détournement d'un deuxième appareil et sa destruction à Zerqa. En octobre 1970, la déclaration de Félix Schnyder, ambassadeur de Suisse à Washington, à Martin J. Hillenbrand, *Assistant Secretary* au Département d'Etat, est significative à cet égard : elle souligne l'intérêt de la Suisse à la présence de troupes américaines en Europe. Pour Schnyder, une partie du « Soviet Problem », du côté américain, consistait à sous-estimer le commandement soviétique. L'année suivante, Hillenbrand insistait auprès de Schnyder et de Paul R. Jolles sur le fait que les Etats-Unis acceptaient l'existence d'Etats neutres en Europe, sans plus chercher à changer leur statut.

La condition décisive pour l'élaboration de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe du 1^{er} août 1975, appelé Acte d'Helsinki, était dès lors réalisée, et le droit à la neutralité de tous les Etats européens formellement admis. L'antique légitimité d'un des piliers les plus importants de l'identité politique et militaire de la Suisse se trouvait ainsi reconnue.

Contrôle des biens stratégiques, prolifération nucléaire, « preclusive buying »

A partir de mai 1948, la Commission américaine de l'énergie nucléaire observa attentivement l'exportation de Suisse vers l'Europe orientale de tous les composants nucléaires. Le nom de firmes comme Emile Haefely & Co AG et de Maschinenfabrik Oerlikon apparaissent dans les documents américains. En décembre 1949, la Commission demanda au département d'Etat des renseignements sur les exportations de graphite de la firme Cece-Graphitwerk à Zurich.

Dans ce climat de crainte, le Conseil fédéral rassura les pays occidentaux, lorsqu'il décida, en janvier 1950, de bloquer le transit de moteurs d'avions vers Prague. La presse, plus particulièrement la *Kemsley Press* britannique dont le *Sunday Times* faisait partie, signala alors l'attitude de la Suisse comme le résultat des pressions américaines. Or, les ambassadeurs américain et britannique à Berne précisaient que les mesures prises par la Suisse découlaient d'une appréciation de situation faite en toute indépendance. Cette information, inédite et

redoutée, disparut alors dans les archives de la *Kemsley Press*. Le procédé des « nods and winks » se pratique à cette époque au plus haut niveau de la société britannique. Le danger de la prolifération nucléaire et les contre-mesures américaines mobilisaient le monde des affaires, en Suisse également. Celui-ci avait l'intention de monnayer les informations réellement ou apparemment intéressantes.

La plupart du temps, ces efforts dépendaient de la conjoncture quotidienne. Le marché suisse étant trop limité, les représentants de l'industrie d'armement helvétique essayaient d'échapper, dans quelques secteurs tout au moins, à l'interdiction d'exportation d'armes de 1949. Ces tentatives étaient attentivement suivies par les Américains. Les soucis causés par le risque de prolifération et les obstacles rencontrés poussaient notre industrie d'armement à davantage d'exportations. Par ailleurs, le groupe d'Emil Georg Bührle détenait toujours des licences d'exportation datant de la Seconde Guerre mondiale.

Pour les Britanniques, il s'agissait d'abord de conserver en Suisse une industrie nationale d'armement, condition d'une défense efficace, même de tolérer les exportations d'armes nécessaires à son maintien. Cependant, il fallait éviter que de telles exportations passent le Rideau de fer. Selon une source plutôt défavorable, « Persons as unscrupulous as Herr Buehrle » était sans doute capable de le faire.

Alfred Zehnder, chef de la Section des affaires politiques du Département politique fédéral, put rassurer l'ambassadeur britannique Patrick Scrivener qu'il rencontra à ce sujet. Si la Suisse ne fournissait pas d'armes à l'Union soviétique ni à ses satellites, il en allait autrement pour l'Inde et le Pakistan. La Suisse garderait les yeux ouverts, à Zurich surtout, sur les agents travaillant dans l'ombre. Tous les transits illégaux d'armements ne pouvaient être évités mais, en définitive, seule une faible quantité passait par la Suisse.

Afin que rien ne puisse aboutir à l'Est, les Américains développèrent, par précaution, un concept d'achat global de la production d'armement suisse. En août 1950, la méfiance à l'encontre de la Suisse gagnait les instances officielles traitant de la prolifération. Cette méfiance allait pourtant de pair avec une bienveillance accordée à notre pays et surtout à des amis suisses de l'Amérique comme Paul Scherrer. En septembre 1950, celui-ci reçut une autorisation d'achat de « photomultiplier tubes », alors qu'elle n'était prévue que pour la Grande-Bretagne et le Canada. En été 1950, les Américains étaient toujours à la recherche de solutions à la production d'armement par la Suisse, solutions qui devaient également être favorables aux Etats-Unis, à l'Europe occidentale, à la défense et à l'économie suisses.

Très actifs dans la lutte contre la prolifération, les Américains voulaient disposer de sources de renseignements fiables. Personnes et firmes suisses « suspectes » apprirent de façon informelle avec quel sérieux Washington observait leur

comportement. Toutefois, Américains et Anglais comptaient sur les promesses de la Suisse selon les sources consultées pour mars 1953 : faut-il éviter à tout prix que les propulseurs *Sapphire* fournis aux Suisses tombent aux mains des Soviets ?

Un aspect différent du problème de la prolifération ressort des documents français en octobre 1956. Le conseiller fédéral Chaudet fit comprendre à l'ambassadeur Dennery que des entretiens sur les armes nucléaires avaient eu lieu avec les Suédois. Cette information fournissait la première preuve des tentatives suisses d'acquisition d'armes nucléaires à l'étranger. Elle revêtait un caractère si secret aux yeux de l'ambassadeur Dennery que son propre attaché militaire n'en sut rien. Si, en 1957, les Suisses se renseignaient auprès des Anglais, c'était pour obtenir des armes nucléaires pour eux-mêmes, non pour les vendre à l'étranger. La censure empêche de tout reconstituer dans le détail mais le fait est patent. En juin 1958, l'ambassadeur Dennery informait Paris que le Conseil fédéral jugeait opportun de soumettre au peuple la question de l'armement nucléaire. En Suisse, la gauche, les radicaux et les conservateurs étaient divisés. A ce moment-là, la question restait pourtant purement théorique, car la Suisse ne pouvait, ni produire ces armes, ni les acheter à l'étranger, ce qui n'a rien à voir avec l'initiative visant à l'interdiction des armes nucléaires.

Le Conseil fédéral était favorable à une acquisition. Un congrès européen d'opposition, prévu en juillet 1958 à Bâle, fut interdit pour « ingérence dans nos affaires internes ». Le conseiller fédéral Thomas Holenstein déclara, lors de la Fête fédérale de tir, qu'on n'acquerrait des armes nucléaires qu'en cas de besoin. Les diplomates occidentaux notèrent attentivement ces déclarations, vu l'attitude mitigée des Américains face à de tels projets.

Selon les dépêches anglaises, le débat s'annonçait très contrasté entre ceux qui considéraient l'acquisition d'armes nucléaires comme une suite logique de la politique traditionnelle de dissuasion et ceux qui, pour des raisons morales ou pratiques, jugeaient un tel projet erroné ou voué à l'échec.

L'ambassadeur britannique, Sir William Horace Montagu-Pollock, croyait savoir que nos chefs militaires élaboraient une nouvelle conception de défense prévoyant des attaques à l'étranger contre des bases de bombardiers et de missiles, ce qui ne correspondait pas du tout à l'attitude du Conseil fédéral et encore moins à celle du ministre de la Défense.

L'avertissement de l'agence de presse soviétique TASS à la Suisse provoqua de vives réactions chez les partisans de la défense nucléaire qui pensaient que cette arme défensive puissante n'entraînait pas en contradiction avec notre neutralité. Cet épisode apparaît dans les dépêches anglaises, notamment en août 1958. A l'instar des Français, les Britanniques considéraient ces arguties comme purement théoriques.

En octobre, l'interpellation Valentin Gitermann sur l'armement nucléaire de la Suisse préoccupait les Britanniques. Gitermann avait demandé au Conseil fédéral qui des Etats-Unis, de l'Union soviétique ou de la Grande-Bretagne pourrait être le fournisseur potentiel, lequel, probablement, soumettrait l'acquisition de matériels nucléaires à des conditions incompatibles avec la neutralité. Le conseiller fédéral Chaudet lui répondit que, quoi qu'il en soit, le nombre de puissances nucléaires allait s'accroître, car cette arme semblait devoir assurer le succès d'une stratégie défensive.

A ce moment, l'ambassadeur britannique à Berne savait que les Suisses avaient discrètement évoqué avec les Etats-Unis la possibilité d'acquérir outre-Atlantique des armes nucléaires. La réponse fut négative. Les archives britanniques mentionnent la déclaration de Paul Chaudet concernant une acquisition purement commerciale d'armes nucléaires, excluant toute entrave à la neutralité.

En janvier ou au début février 1959, l'attaché militaire suisse à Londres s'informait discrètement mais clairement de l'éventualité d'un achat d'armes nucléaires ou de l'appui nécessaire à leur acquisition en Grande-Bretagne. La réaction fut abrupte : Montgomery déclara en guise de réponse à Chaudet, Brocher, Kaech et Burckhardt qu'il n'y avait pas d'armes nucléaires disponibles sur le marché. La réponse négative des Américains avait précédé celle des Britanniques. Cette froideur anglo-saxonne plaïda, en Suisse, en faveur de la France qui entraînait en ligne de compte comme fournisseur d'avions. Les documents de l'ambassadeur Dennery et de l'homme d'affaires suisse E. G. Bührle l'attestent. A la demande de la Suisse, des discussions furent engagées en octobre 1959, avec le général Lavaud, chef d'Etat-major des Armées, au sujet d'« une aide éventuelle à la Confédération pour son armement atomique ».

L'ambassadeur Dennery évoqua le marché des *Mirage* qui n'avait pas encore fait l'objet d'une décision. Les Suisses et les Français réussirent à préserver le caractère secret de ces pourparlers vis-à-vis des Britanniques. Normalement très bien informés, ces derniers n'ont plus les mêmes relations suivies avec le Département militaire fédéral, après le départ de Bracher, remplacé par Arnold Kaech. L'initiative en faveur de l'interdiction des armes atomiques de 1959 ne changea rien au fait que le Département militaire voulait acquérir cet armement dès que possible. L'attaché militaire britannique le mentionnait dans son rapport annuel. Les Français allaient dans le même sens.

Toujours selon l'ambassadeur Dennery, la nouvelle du premier essai nucléaire français, en février 1960, fut bien accueillie en Suisse. En juin 1960, il souligna l'intérêt des chefs de l'instruction, Hans Frick, et de l'aviation, Etienne Primault, à voir le centre d'armement de Colomb-Béchar en Algérie. La visite se fit en civil et sans en informer la presse.

Les documents britanniques concernant les acquisitions suisses d'armes nucléaires ne sont que partiellement connus en raison de la censure. Un document

américain, traduction d'un article japonais de 1962, relève l'initiative qui pourrait aboutir à une interdiction de l'armement nucléaire en Suisse. Une dépêche non classifiée de l'ambassadeur Grey d'octobre 1962 fait état des discussions au Parlement touchant un référendum obligatoire contre l'acquisition d'armes atomiques.

En mai 1963, l'ambassade américaine à Berne constatait que ce référendum exerçait une pression toujours plus forte sur le parti socialiste suisse, ce qui est confirmé le 26 mai par un résultat clair de 451 000 non contre 274 000 oui. Le document souligne en outre que le Conseil fédéral ne dépend que du Parlement pour cette question et que, au plan international, le refus de l'initiative peut influencer d'autres pays. L'ambassadeur Grey revenait sur cette question en août. En juillet, Paul Chaudet lui aurait expliqué que la Suisse voulait interdire les armes atomiques mais qu'elle observera jusque-là toute la prudence requise. Elle ne possédera pas d'armement nucléaire dans un proche avenir, car elle ne peut acquérir ni systèmes ni matériels nécessaires.

Grey alimenta la polémique entre le *Bund* et les *Iswestia*. Le journal moscovite écrivit que, si la Suisse se procurait des armes nucléaires, elle s'intégrerait à l'OTAN. Alors que le quotidien bernois parlait d'une ingérence dans les affaires internes du pays, les *Iswestia* attaquèrent le *Bund*, associant le conseiller fédéral Chaudet à la tendance la plus dangereuse, favorable à un armement nucléaire. Le *Bund* publia finalement les deux articles à la satisfaction de l'ambassadeur britannique qui saisit la volonté de la Suisse de préserver sa liberté d'action.

En janvier 1964, la signature par la Suisse de l'arrêt des essais nucléaires surprit tout autant l'ambassadeur Grey que la présence du conseiller fédéral Fritz Traugott Wahlen aux funérailles du président Kennedy. L'année suivante, l'article d'Emile J. Walters intitulé « Droit populaire », dirigé contre les tenants d'un armement nucléaire suisse, singulièrement contre Gustav Däniker, a retenu l'attention des diplomates américains.

La déclaration de l'ambassadeur de Suisse aux Etats-Unis, Alfred Zehnder, expliquant que son pays était en mesure de produire ce type d'armes, incita Raymond Probst à déclarer dans la presse que la neutralité suisse était une neutralité armée qui ne pouvait se passer de l'armement atomique. Ceci apparaît en mai 1965 dans une dépêche de l'Américain Henri B. Cox, chargé d'affaires par intérim : Raymond Probst lui avait fait part de son souci face au lancement d'une troisième initiative anti-nucléaire.

Entre 1965 et 1966, grâce au certificat *Swiss Blue Import*, qui interdisait la revente de matériel stratégique sans accord du pays producteur, les diplomates américains avaient l'impression que la Suisse, qui n'était pas membre du Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations (COCOM), contribuait à la non-prolifération. Or, les importations sans certificats ne subis-

saient aucun contrôle, d'autant moins que le Code pénal suisse freinait les recherches des autorités étrangères.

Une note d'octobre 1969, dernière mention, figure dans les dossiers français. Elle relate la signature du traité de non-prolifération nucléaire par la Suisse qui met fin à ses démarches dans cette course à l'armement nucléaire.

J.S./S.F./D.M.P.

Bibliographie

Frey, Stefanie : *Switzerland's Defence and Security Policy during the Cold War (1945-1973)*. Lenzburg, Verlag Merker im Effingerhof, 2003. En collaborant étroitement avec les puissances occidentales pendant la guerre froide, la Suisse est allée jusqu'aux limites du droit de la neutralité, mais elle ne l'a pas violé. Face à l'antagonisme des blocs de l'Est et de l'Ouest, il fallait alors « sortir du Réduit » et retourner à la frontière. En collaborant avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, la Suisse s'est préparée à s'allier à « l'ennemi de l'ennemi » en cas d'attaque soviétique. Mais il n'a pas été question d'adhérer à l'OTAN.

Résumé

Österreich und die Schweiz während des Kalten Krieges

■ Brigadier Fritz Stoeckli ¹,
ancien commandant de la brigade frontière 2

Seitdem sich die schweizerischen Urkantone im Mittelalter vom Habsburgerreich gelöst hatten, kannten die beiden Länder unterschiedliche Entwicklungen. Ihre Schicksale waren jedoch sehr verschieden, was zu wesentlichen Unterschieden in ihren Beziehungen zum übrigen Europa führte. Während Österreich zur europäischen Großmacht aufstieg, spielte die Schweiz nach der verlorenen Schlacht in Marignano eine eher zurückgezogene Rolle, die ohnehin nur innerhalb eines ziemlich engen geographischen Raumes von Belang war. Das Überleben der Eidgenossenschaft wurde zum Teil durch eine starke militärische Verteidigung und durch die Patsituation zwischen den Habsburgern und den Franzosen sichergestellt.

Die Alliierten haben schließlich 1815 am Wiener Kongreß die bewaffnete Neutralität der Eidgenossenschaft formell bestätigt. Die schweizerische Politik hat sich also mit Ausnahme der Jahre 1798-1815 bewährt und das Überleben des Kleinstaates in Europa sichergestellt.

Was die militärischen Beziehungen zwischen der Schweiz und Österreich im zwanzigsten Jahrhundert betrifft, so kann man Franz Gall ² durchaus zustimmen, wenn er feststellt, daß sie zwischen 1918 und 1938 kaum nennenswert waren ; der erste österreichische Militärattaché in der Schweiz wurde zum Beispiel erst 1937 ernannt, was auf die damals geringe militärische Bedeutung der Schweiz für Österreich deutet.

In der Nachkriegszeit begannen die offiziellen Kontakte erst nach dem Abschluß des Staatsvertrages von 1955. So begann unter anderem eine

¹ Univ.-Professor und Brigadier z.D. In der Westschweiz und in England aufgewachsen (Universitäten von Neuchâtel, Exeter und Oxford). Zur Zeit Professor an der Naturwissenschaftlichen Fakultät der Universität Neuchâtel (Schweiz). Ausländisches Mitglied (*Fellow*) des "Conflict Studies Research Centre" an der Königlichen Militärakademie Sandhurst (Großbritannien). Interessiert sich besonders für moderne Militärgeschichte und deren Relevanz für die moderne operative Kunst. Hatte sich in den 80er Jahren auf dem Gebiet der Sowjet Armee spezialisiert. Verfasser zahlreicher Publikationen auf dem Gebiet der Militärwissenschaft.

² Franz Gall : « Militärische Beziehungen zwischen der Schweiz und Österreich » *Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift*, Januar 1967, S. 30-35, hier : S. 30.

Zusammenarbeit im Bereich der Sicherheitspolitik und in anderen militärischen Angelegenheiten.

Im Rückblick kann diese Zusammenarbeit als erfolgreich bezeichnet werden ; eine formelle militärische Zusammenarbeit trat jedoch erst mit einer gewissen Verzögerung ein.

Zusammenarbeit im Bereich der Sicherheitspolitik

Österreich und die Schweiz konnten sich dank ihrer Neutralität als Vermittler zwischen den Blöcken einsetzen und somit Beiträge zur Sicherheitspolitik leisten. Auf diesem Gebiet konnte die Schweiz auf eine langjährige Erfahrung zurückgreifen, hatten doch Institutionen wie das in Genf basierte Rote Kreuz über die Jahre einen wesentlichen Beitrag geleistet. Österreich seinerseits hatte von 1955 an verschiedene Maßnahmen getroffen, um mit seiner nach Außen gerichteten Tradition wieder anzuknüpfen. Dies führte zum Beitritt zur UNO und zu einer aktiven Teilnahme an friedensfördernden Aktionen, bei denen auch Blauhelme zur Verfügung gestellt wurden. In der Schweiz hingegen verfolgte man die Tradition des Abseitsstehens. Im Jahr 1977 hat der schweizerische Politologe Alfred Aebi ³ die Merkmale der beiden Neutralen und deren Unterschiede klar umschrieben. Wir meinen, daß Aebis Aussagen über die schweizerische Zurückhaltung während der ganzen Zeit des Kalten Krieges auch aus heutiger Sicht zutreffen. Sicher ist, daß nach Ende des Kalten Krieges Österreichs Sicherheitspolitik im Spannungsfeld zwischen NATO und Neutralität fortschrittlicher war als die schweizerische ⁴.

In ihren weltweiten Aktionen waren Österreich und die Schweiz jedoch komplementär ; daraus ergab sich auch eine aktive Zusammenarbeit auf dem Gebiet der Sicherheitspolitik. So finden seit 1971 regelmäßig österreichisch-schweizerische Fachgespräche statt ; die Partner sind dabei das Bundeskanzleramt in Wien (vertreten durch die Abteilung für Koordination der Sicherheitspolitik) und die Zentralstelle für Gesamtverteidigung in Bern. Bisher fanden in Wien, Innsbruck, Salzburg, Bern und Frauenfeld zweiundzwanzig Treffen statt. Dabei ging es um eine möglichst zweckmäßige Abstimmung der Instrumente der Sicherheitspolitik der beiden Länder. Bei diesen Anlässen wurden auch Einrich-

³ Alfred Aebi : *Der Beitrag neutraler Staaten zur Friedenssicherung*. Schriften des Schweizerischen Aufklärungsdienstes. Bern 1977 ; Alfred Aebi : « Sicherheitspolitik und Landesverteidigung in der Schweiz und in Österreich », *Studien zur Sicherheitspolitik* (Nr. 5). Bern, Zentralstelle für Gesamtverteidigung, 1977.

⁴ Erich Reiter : « Österreichs Sicherheitspolitik zwischen NATO und Neutralität », *Neue Zürcher Zeitung*, 15.12.1997, S. 5.

tungen und Anlagen besucht, was ohne ein großes gegenseitiges Vertrauen gewiß nicht möglich gewesen wäre.

Kontakte im militärischen Bereich

Nennenswerte militärische Beziehungen zwischen der Schweiz und Österreich begannen erst zehn Jahre nach Abschluß des Staatsvertrages von 1955. Zu formellen Abmachungen kam es noch später, nämlich erst Mitte der siebziger Jahre. Laut Hofacher⁵ (1967) und Aebi (1977) galt in der Zusammenarbeit mit Österreich schon sehr früh folgender Grundsatz : Auch wenn es neutralitätsjuristisch keine Hindernisse gab, so wurde die konkrete Zusammenarbeit aber auf die militärtechnische Ebene beschränkt, was die formelle Ausdehnung auf den militärischen Bereich ausschließt oder sehr erschwert.

Damit war eine klare Linie gegeben, an die man sich lange konsequent hielt. So kam es erst Ende der achziger Jahre zu einer echten militärischen Zusammenarbeit, die namentlich die Benutzung des österreichischen Truppenübungsplatzes Allenstein betraf. Wenn man die geopolitische Lage der beiden Länder betrachtet, so scheint dies überraschend : Sie bilden einen Sperrriegel, der vom Genfer bis zum Neusiedler See reicht, so daß ein engerer Schulterschuß naheliegend gewesen wäre.

Die Zurückhaltung der schweizerischen Seite hatte verschiedene Ursachen und die strikte, vielleicht auch etwas übertriebene Einhaltung der Neutralität spielte dabei eine zentrale Rolle. Es scheint uns, daß in dieser Beziehung der Zwischenfall von La Charité-sur-Loire⁶ eine dauerhafte Spur im schweizerischen Unterbewußtsein hinterlassen hat. Dabei ging es um die Protokolle der geheimen Verhandlungen, die das schweizerische Oberkommando Ende 1939 und Anfang 1940 mit dem französischen geführt hatte, um für den Fall eines Stoßes der Wehrmacht durch die Schweiz eine Zusammenarbeit sicherzustellen. Diese Protokolle sind im Juni 1940 den Deutschen in die Hände gefallen, was die schweizerische Regierung dem Dritten Reich gegenüber in eine äußerst heikle Lage versetzte. Obwohl der Zwischenfall lang geheim gehalten wurde, besteht kein Zweifel daran, daß er das Denken sowohl der Diplomaten wie der Militärs der Nachkriegsgeneration stark geprägt hat. Damit läßt sich auch die

⁵ Peter Hofacher : « Wehrbereitschaft und Neutralität der Schweiz. Neutralitätsrechtliche Aspekte einer Atomwaffenbeschaffung und militärische Zusammenarbeit mit anderen Staaten », *Allgemeine Militärische Zeitschrift*, Februar 1967, S. 69.

⁶ Hans Senn : *Bâle et le plateau de Gempen. 1939-1940*. Porrentruy, sociétés des officiers du Jura et du Jura bernois, 1997 ; Dominique Pedrazzini : « Coopération ou mystification ? Les projets français d'intervention en Suisse », *Revue militaire suisse*, Oktober 1989, S. 437-452.

Zurückhaltung der Schweiz gegenüber der UNO und der EU teilweise erklären. Die Zurückhaltung in den Beziehungen zu Österreich ist also keineswegs auf Mißtrauen zurückzuführen.

Von 1974 an fanden wichtige Kontaktgespräche zwischen der schweizerischen Gruppe für Generalstabsdienste und Vertretern des österreichischen Bundesverteidigungsministeriums statt. Diese Gespräche führten 1977 zum Besuch des schweizerischen Verteidigungsministers in Wien, anlässlich dessen eine Rahmenvereinbarung abgeschlossen wurde. Sie umfaßte eine Zusammenarbeit der beiden Länder bei der Überprüfung der Bedrohungsbilder, der Planung, der Luftüberwachung, der Ausbildung namentlich im Gebiet der Kampfsimulatoren (*Kompass-System*).

Die Zusammenarbeit wurde in den darauf folgenden Jahren seriös durchgeführt. Zum Beispiel wurde 1988 in Allenstein die Überlebensfähigkeit der Infanterie unter Artilleriebeschuß überprüft ; vier Jahre später wurde das Einsatzkonzept der schweizerischen Panzerjäger Piranha auf Kompanie-Ebene erprobt (1992). Vor kurzem fand die Übung « MOBILITY 1996 » statt ⁷, in der Teile einer österreichischen Panzergrenadierbrigade gegen das verstärkte mechanisierte Füsilier-Bataillon eines schweizerischen Infanterie-Regimentes eingesetzt wurden.

Alle Übungen waren von Erfolg gekrönt und brachten wichtige Erkenntnisse für die Zukunft. Was den Kalten Krieg betrifft, kamen diese Erkenntnisse allerdings zwanzig Jahre zu spät. Auch kann man sich fragen, ob der Warschauer Pakt, der der Schweiz gegenüber immer mißtrauisch war, solche Vorbereitungen in Österreich lange geduldet hätte (An dieser Stelle sollte daran erinnert werden, daß Stalin gegen Ende des Krieges die Schweiz für deren Neutralität hatte bestrafen wollen, was dank Churchills Einsatz jedoch nicht stattfand).

Obwohl die offiziellen Beziehungen zwischen der Schweiz und Österreich frustrierend langsam verliefen, kann man mit Sicherheit behaupten, daß es auf informeller Ebene viel besser ging. So wurden erfolgreiche und zuverlässige Kontakte geknüpft. In der Ostschweiz zum Beispiel pflegten die Offiziersgesellschaften einen engen Kontakt mit den österreichischen Kameraden ; dieser Kontakt hätte im Ernstfall eine Zusammenarbeit mit kurzer Anlaufzeit erlaubt. Es gibt noch weitere Beispiele, die klar zeigen, daß am Oberrhein keine Spur eines Eisernen Vorhangs bestand.

Es muß jedoch auch darauf hingewiesen werden, daß man in schweizerischen Militärkreisen mit Sorgen Österreichs militärische Schwächen wahrnahm. Obwohl kein Zweifel an der Qualität des Heeres bestand, erkannte man, daß es numerisch ungenügend war, und daß Österreich über keine Luftverteidigung

⁷ Heinz Liechti : « Mobility 96 », *Schweizerische Allgemeine Militär Zeitschrift*, September 1997, S. 19-24.

verfügte. Der österreichische Luftraum bildete deshalb eine Lücke in der west-europäischen Verteidigung, die auch von der NATO nicht abgedeckt war. So hätte ein Angreifer aus der CSSR die Schweiz ungehindert und ohne Vorwarnung in kürzester Zeit erreichen können.

Eine große Bedeutung maß man der Verzögerung eines roten Angriffes durch Österreich bei ; man ging nämlich davon aus, daß eine solche durch die Kombination der vorhandenen Kräfte und des starken Geländes im Vorarlberg eingetreten wäre. Diese Annahme scheint vernünftig, wenn man an die schlechten Erfahrungen denkt, die die Sowjetarmee 1944 in den Karpaten gemacht hatte ⁸. Bei Übungen auf der taktischen und der taktisch-operativen Ebene kam das Thema eines Hauptangriffs aus dem Vorarlberg immer wieder vor. In Wirklichkeit erwartete man viel eher einen feindlichen Stoß über den Brenner, dessen Flankenschutz die Schweiz betroffen hätte, oder einen Einbruch von Bayern aus in die Schweiz, der eine Nebenaktion des Hauptangriffes des Warschauer Paktes gegen den Westen dargestellt hätte.

Dies geht aus verschiedenen Szenarien hervor, die Divisionär Gustav Däniker ⁹, der damalige Stabschef für Operative Schulung unserer Armee, für die großen Übungen der achtziger Jahre ausgearbeitet hat. Als Beispiel zeigt die folgende Abbildung die militärische Lage in Europa bei Beginn der zweiten Phase in der Gesamtverteidigungsübung (GVU) von 1988, die einer angenommenen strategischen Lage Ende 1989 entsprach. Man ging davon aus, dass die Kräfte des Warschauer Paktes bei ihrem Stoß nach Westen den Rhein erreicht hatten, aber noch keinen Angriff gegen die Schweiz ausgelöst hatten. Dagegen wurden deutsche und italienische Kräfte gegen die schweizerische Grenze gedrängt und ihre Verbindung über Österreich wurde durch einen Nebenstoß aus Bayern in den Raum Innsbruck unterbrochen. Diese kritische Lage hat die NATO gezwungen, ultimativ den Durchmarsch durch die Schweiz zu verlangen, um diese Kräfte nach Westen zurückzuziehen. Es entstand ein interessantes politisches und militärisches Problem, das die Teilnehmer aus den zivilen und militärischen Stäben lösen mussten. Damit kam die Problematik eines möglichen Bündnisses (s. La Charité-sur-Loire !) auf den Tisch ; in diesem Fall zur NATO.

Im Rahmen eines Hauptstoßes durch Bayern rechnete man allgemein mit einem Angriff auf Niederösterreich, wie in diesem Beispiel. Es ist heute bewiesen, daß dieses Szenario den Plänen des Warschauer Paktes durchaus

⁸ Fritz Stoeckli : « Fighting in the Carpathians », *La guerre et la montagne*. Actes du XVII^e Colloque international d'histoire militaire. Zürich 1991. Berne, Association suisse d'histoire et de sciences militaires, 1993, t. II, S.357-363.

⁹ Gustav Däniker : Schweizerische Selbstbehauptungsstrategien im Kalten Krieg. Frauenfeld, Huber Verlag, 1996 ; Fritz Stoeckli : « La Suisse dans les plans du Pacte de Varsovie », *Revue militaire suisse*, September 1998, 9, S. 22-26 ; Oktober 1998, 10, S. 6-9.

entsprach. Aus schweizerischer Sicht bot also Österreich die Gewähr einer bestimmten Verzögerung, besonders im Tyrol und im Vorarlberg, wo geringe Bestände viel hätten leisten können.

Es bestand aber auch immer die Gefahr einer totalen Neutralisierung Österreichs durch die Sowjets ; dies entsprach dem schlimmsten Szenario, da es den Eisernen Vorhang sozusagen direkt an die schweizerische Grenze gebracht hätte. Eine solche Möglichkeit wurde 1956, beim Ungarn-Aufstand, sowie 1968, nach dem unbehinderten Einmarsch in die CSSR, ernst genommen. In letzterem Fall wurde zum Beispiel von östlicher Seite, wenn auch inoffiziell, von einer Revision der Verträge von 1955 gesprochen. Zum Glück kam es nie zu dieser extremen, aber durchaus realistischen Entwicklung ¹⁰.

F. S.

Résumé

Grâce à leurs statuts de neutralité, l'Autriche et la Suisse ont pu jouer le rôle d'intermédiaires entre les principaux protagonistes de la guerre froide. Cependant, pour des raisons historiques, l'approche de la Suisse a été beaucoup plus conventionnelle et plus réservée que celle de l'Autriche. Cette dernière a rejoint l'ONU et a participé activement à des opérations de maintien de la paix sur le terrain, notamment par l'envoi de Casques bleus. De son côté, notre pays a offert les services de sa diplomatie et l'expérience de nombreuses organisations internationales, dont la Croix-Rouge qui avait déjà fait ses preuves par le passé. La retenue dont la Suisse a fait preuve, résulte d'une longue tradition mais, dans le contexte de la guerre froide, cette retenue s'explique également par le « Syndrome de La Charité-sur-Loire », présent de manière très forte dans le subconscient de la politique, de la diplomatie et de l'armée suisses. Il s'agit de la découverte, par les Allemands en 1940, des protocoles secrets prévoyant une collaboration entre les armées suisse et française, dans le cas d'une poussée de la Wehrmacht à travers le territoire helvétique visant à prendre à revers les défenses françaises. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, de constater que, même dans le cas de l'Autriche pourtant neutre, les contacts militaires aient été prudents.

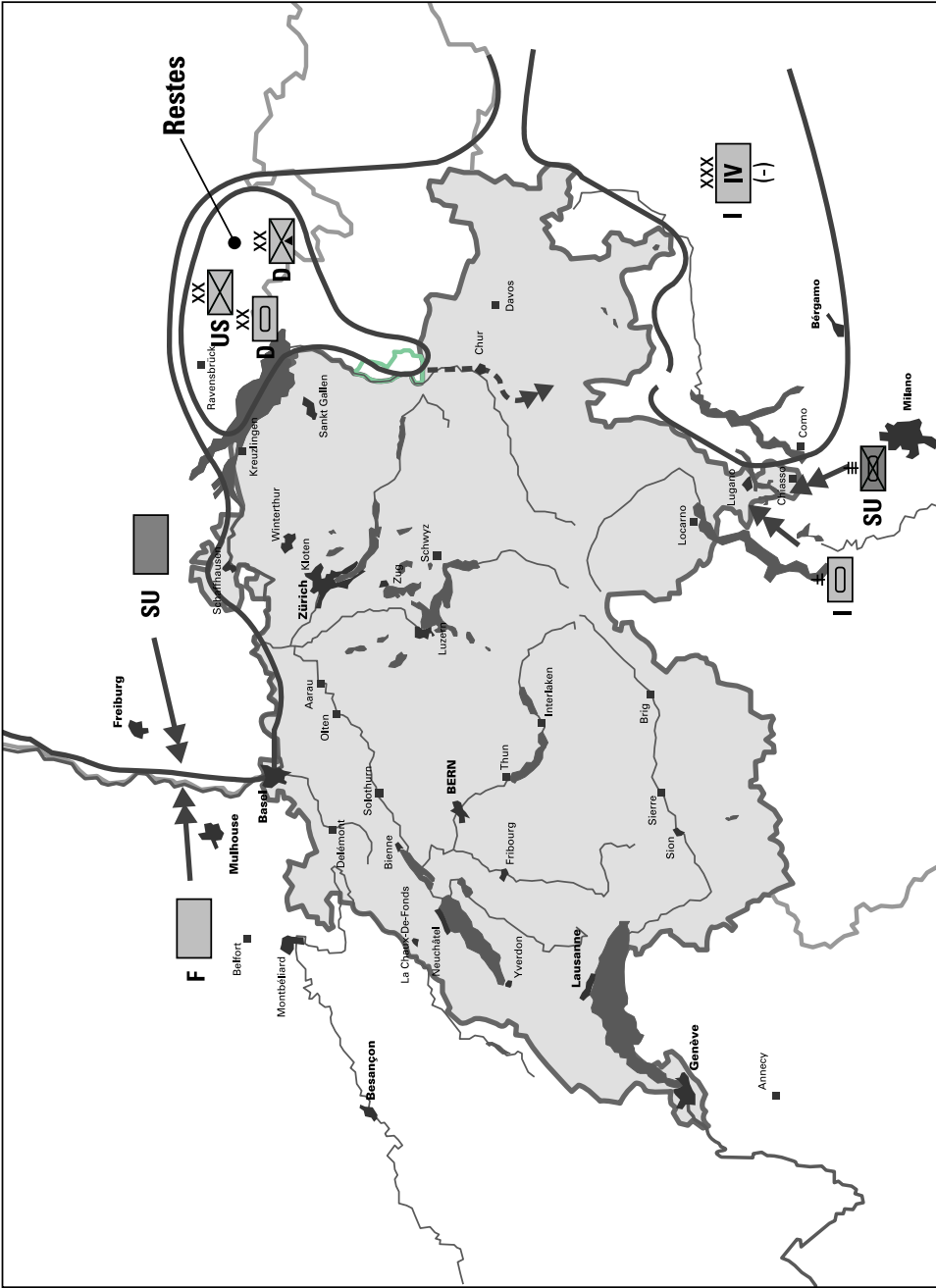
Au niveau officiel, les premiers contacts touchant à la sécurité commune n'ont eu lieu qu'au début des années 1970 entre représentants de l'Etat-major général et du ministère autrichien de la Défense. L'étude des archives montre que le côté

¹⁰ Le brigadier Stoeckli a présenté une communication à Graz. La version écrite a paru dans *Kalter Krieg. Beiträge zur Ost-West-Konfrontation*. Stefan Karner, Erich Reiter, Gerald Schöpfer (Hg.). Graz, Leycan Buchverlag, 2002, p. 155-160. Nous la reprenons avec l'aimable autorisation des éditeurs.

suisse devait suivre à la lettre les directives fédérales limitant de manière stricte les contacts militaires. Il s'agissait d'éviter toute implication pouvant contrevenir aux aspects juridiques de la neutralité. À l'évidence, cette approche limitait considérablement les possibilités d'une collaboration effective. Ce n'est qu'en 1977, donc tardivement dans le contexte de la guerre froide, que la collaboration dans le domaine de l'analyse de la menace, de la surveillance de l'espace aérien et de l'instruction militaire (par exemple le système de simulation *Kompass*) a été décidée.

Finalement, des essais d'armes (1988), puis des exercices de troupe communs ont eu lieu en Autriche, au niveau de la compagnie (1992) et de la brigade (1996). Rétrospectivement, et au vu des enseignements retirés de ces collaborations, on constate que le repli volontaire de la Suisse sur elle-même a privé son armée d'une composante importante dans sa préparation. Cependant, il faut relever que, sur un plan moins formel, des contacts existaient dans la région frontalière, car on avait pris conscience du danger que pouvait représenter l'invasion de l'Autriche par les forces du Pacte de Varsovie. Comme le révèlent les exercices opératifs de notre armée et de défense générale, notamment en 1988-89, les scénarios comptaient avec une résistance limitée de l'Autriche en cas d'invasion. Logiquement, il aurait donc été souhaitable de renforcer à temps les contacts avec le voisin neutre.

3. Témoignages suisses



Détail de la situation initiale de l'exercice de défense générale 1988.

Le renseignement suisse face à la bipolarité politico-militaire en Europe

■ Divisionnaire Mario Petitpierre

Sous-chef d'état-major renseignements et sécurité (1980-1988) ¹

Du thème du colloque d'aujourd'hui concernant la Suisse et la guerre froide entre 1945 et 1990, mon exposé ne couvrira qu'une période de vingt ans, c'est-à-dire les années 1970 à 1988. Ayant été, de 1970 à 1974, attaché de défense, d'abord en Scandinavie, ensuite en Extrême-Orient et, dès 1981, sous-chef d'état-major Renseignements et sécurité militaire, j'ai vécu alors la période de la guerre froide avec plus d'intensité qu'avant 1970.

Je tiens à souligner qu'il n'est pas aisé aujourd'hui de se remettre dans l'atmosphère dans laquelle nous vivions il y a plus d'un demi-siècle. Nous pouvons sourire de certains excès de patriotisme et de militarisme d'alors, mais il ne faut pas oublier qu'en ces temps passés, on sentait de près les menaces pouvant conduire à une nouvelle guerre mondiale, probablement nucléaire.

J'ai hésité un moment avant d'accepter l'invitation du commandant de corps Tschumy de parler du renseignement, car j'ai toujours pensé qu'un chef de service de renseignements disparaissait sans jamais évoquer son activité passée. L'exception que je viens de faire est due à mon souci : notre travail du passé ne doit pas être mal compris.

¹ Après avoir obtenu sa maturité, Mario Petitpierre fait des études économiques et travaille dans une banque à Bâle. En 1956, il entre comme instructeur dans les troupes d'aviation et de DCA ; en 1963 et en 1964, il effectue des stages en Grande-Bretagne pour s'initier au missile *Bloodhound*. En 1967, il suit comme officier EMG les cours de l'*Air Command and Staff College* aux Etats-Unis, puis est affecté au commandement des troupes d'aviation et de DCA (« Conduite et engagement »). De 1970 à 1972, Mario Petitpierre est attaché de défense à Stockholm, accrédité en Suède, en Norvège, au Danemark et en Finlande ; de 1973 à 1974, il occupe la même fonction à Tokyo et est accrédité au Japon et en Corée du Sud. En 1973, il prend le commandement du régiment de DCA 6, en 1978 celui de la brigade DCA 33. Comme divisionnaire, il est sous-chef d'état-major « Renseignements et sécurité » de 1980 à 1988.

Notre service de renseignements pendant la guerre froide

Il est certain que nous ne pouvons pas faire des comparaisons entre les activités d'un service de renseignements stratégique actuel et celles d'un service datant de plus de vingt ans. A présent, les menaces essentiellement militaires sont pour notre pays pour ainsi dire inexistantes. Les dangers sont d'origine terroriste, éventuellement sociale et culturelle.

Avant la chute du mur de Berlin, suivi par l'effondrement du monde soviétique, notre renseignement ne s'occupait que de deux acteurs sur la scène politico-militaire mondiale : Washington et Moscou. Maintenant il faut compter avec une bonne dizaine d'adversaires possibles, répartis sur au moins trois continents.

Du temps où j'étais actif, on suivait avec attention tout ce qui se passait aux Etats-Unis et en Union soviétique. Nos gouvernants ainsi que l'opinion publique se préoccupaient des conséquences d'éventuels engagements d'armes nucléaires, danger particulièrement ressenti en raison de la durée presque nulle de la préalerte.

Déjà sous la conduite de mes deux prédécesseurs, les divisionnaires Carl Weidenmann (1967-1977) et Richard Ochsner (1977-1981), le Groupe Renseignements et sécurité, GRS (UNA en allemand : *Untergruppe Nachrichtendienst und Abwehr*) formait un bloc, avec une seule subordination directe au chef de l'Etat-major général.

Le renseignement stratégique, le renseignement militaire de l'armée et ses composantes, le service technique, le protocole militaire et la sécurité militaire, qui était constituée d'éléments de la police fédérale, étaient réunis sous un seul chef, c'est-à-dire un sous-chef d'état-major, au grade de divisionnaire. La section du service renseignements de l'aviation et de la DCA (actuellement « Forces aériennes ») était seulement attribuée pour collaboration (*zugewiesen*) au GRS, tout en restant financièrement dépendante de ce dernier. On avait des rapports étroits avec les Départements des affaires étrangères, de justice et police et de l'économie publique.

La Commission d'enquête parlementaire (abrégé *PUK* en allemand) s'est penchée sur notre service de renseignements en 1981-1990, à la suite de l'affaire des prétendues fiches. Il est évident qu'on pouvait trouver de nombreuses raisons de critiquer l'organisation, la façon de travailler et l'efficacité de ce groupe de l'Etat-major général. Je ne veux pas faire ici de la polémique. Je me contenterai de souligner qu'avant 1990, nous n'étions pas aussi incapables et bornés comme il ressort du Rapport présenté en novembre 1990. Il faut cependant reconnaître le bien-fondé d'une remarque d'alors concernant le degré d'indépendance dont jouissait notre service. Les contrôles d'autorités supérieu-

res – Parlement, Conseil fédéral – étaient limités : en effet il n’y avait normalement que peu de personnes compétentes pour juger des activités d’un service de renseignements.

D’ailleurs la protection des sources, les effectifs et le financement du service sont des « données sensibles » qui ne doivent être connues que par un nombre limité de personnes de confiance et réputées fidèles à notre Confédération. On subissait donc peu de contrôles. D’autre part, les listes de besoins en renseignements des échelons supérieurs étaient inexistantes. Certes, il est toujours difficile d’exprimer clairement ce que l’on veut savoir dans une situation donnée. Ainsi nous établissions nous-mêmes les listes de besoins en renseignements qui nous semblaient nécessaires à la formulation de certains scénarios. Par-là, je veux aussi souligner le fait qu’un service de renseignements doit pouvoir présenter les coulisses d’un futur drame, mais sans être à même d’esquisser ce qui sera effectivement joué sur la scène internationale.

Nos sphères d’intérêt jusqu’en 1990

Pendant la période que nous considérons, nos besoins en renseignements étaient avant tout militaires, ce qui était tout à fait logique, vu l’ampleur des moyens de guerre accumulés des deux côtés du Rideau de fer. Mais nous nous intéressions aussi aux situations économiques des pays de l’Est qui étaient une sorte de baromètre permettant d’apprécier approximativement la capacité de durer d’un agresseur communiste. L’atmosphère intérieure des pays-satellites nous intéressait aussi pour connaître, par exemple, le pourcentage des adhérents convaincus au parti dirigeant.

Géographiquement, notre effort principal de renseignement se situait en Europe de l’Est. Mais le Proche et le Moyen-Orient étaient considérés comme importants, ainsi que la confrontation entre l’OTAN et le Pacte de Varsovie, qui se prolongeait à travers le monde israélien et le monde islamique. Nous regardions aussi vers le sud de l’Afrique, le Vietnam et les Corée, les équipements situés dans ces régions étant intéressants pour nos spécialistes de l’armement. Permettant de suivre au mieux l’évolution de la situation, des rapports quotidiens avaient lieu dans notre Centre d’annonce et d’alerte, qui était d’ailleurs occupé 24 heures sur 24 par un collaborateur au moins comme notre Centre des transmissions. Nos attachés de défense et plusieurs de nos partenaires étrangers savaient qu’ils pouvaient nous atteindre à tout moment.

Au début de chaque mois se tenait une conférence de situation au Palais fédéral. Jusqu’en 1985, cette conférence était dirigée par le sous-chef d’état-major renseignements et sécurité. Un ambassadeur du Département des affaires étrangères, le directeur de l’Office central de la défense générale, un représentant de

la Police fédérale en étaient les membres permanents. Nous avions alors souvent la visite d'un à trois conseillers fédéraux. Le protocole de chaque séance était établi dans les trois heures suivant la fin de la conférence par son secrétaire d'alors, Bruno Lezzi, actuellement rédacteur militaire à la *Neue Zürcher Zeitung*. Ce protocole était remis sans délai à tous les départements.

Le directeur de l'Office central de la défense a repris en 1985 la direction de cette conférence. La raison en était évidente : en cas de crise grave ou de mobilisation de l'armée, le sous-chef d'état-major renseignements et sécurité ne serait probablement pas à Berne, mais au quartier général de l'armée, quelque part dans les Alpes.

Dans ce contexte, il est intéressant de considérer l'opinion actuelle qui favorise un chef du service de renseignements n'appartenant pas à la hiérarchie militaire. Pour des non-militaires, il y a sans doute des raisons plausibles qui sous-tendent cette préférence. J'ai toutefois rencontré de nombreux généraux étrangers, nos homologues, qui disposaient de vues très larges sur les affaires mondiales et qui n'étaient pas du tout bornés dans leurs réflexions.

Le rodage du système de conduite de l'armée

Pendant les années 1980, l'Etat-major général et le haut commandement de l'armée et des troupes d'aviation et de DCA vécurent des périodes d'exercices d'alarme, de séminaires opératifs, d'exercices d'armée et de défense générale, afin d'en contrôler le fonctionnement et, au besoin, de les perfectionner empiriquement. Particulièrement profitables étaient les exercices d'alarme qui se jouaient à l'échelle 1 : 1 avec les éléments de l'armée, de l'aviation et de la DCA en grande partie en service. D'habitude, ces exercices commençaient au Service des renseignements sur la base d'une situation de crise présentée par la direction de l'exercice. L'alarme se déclenchait souvent en boule de neige du domicile du sous-chef renseignements et sécurité en passant par l'Etat-major général jusqu'aux troupes mobilisées. Celles-ci devaient se munir de leurs munitions de guerre.

Les promoteurs de ces rodages du système de conduite étaient le chef de l'Etat-major général d'alors, le commandant de corps Jürg Zumstein, et le chef de l'état-major de l'instruction opérative, le divisionnaire Gustav Däniker. Ces deux officiers généraux, décédés prématurément, ont été, d'après mon opinion personnelle, les meilleurs réalisateurs de notre préparation à la guerre.

Je soulignerai encore le fait que, souvent, les situations militaires présentées dans ces exercices correspondaient à quelques-uns des plans de guerre des pays de l'Est, tels qu'ils ont été connus après la chute du monde soviétique et la disparition de la DDR.

Rodage du commandement de l'armée

- Exercices d'alarme
- Séminaires opératifs
- Exercices de l'état-major de l'armée
- Exercices de défense générale

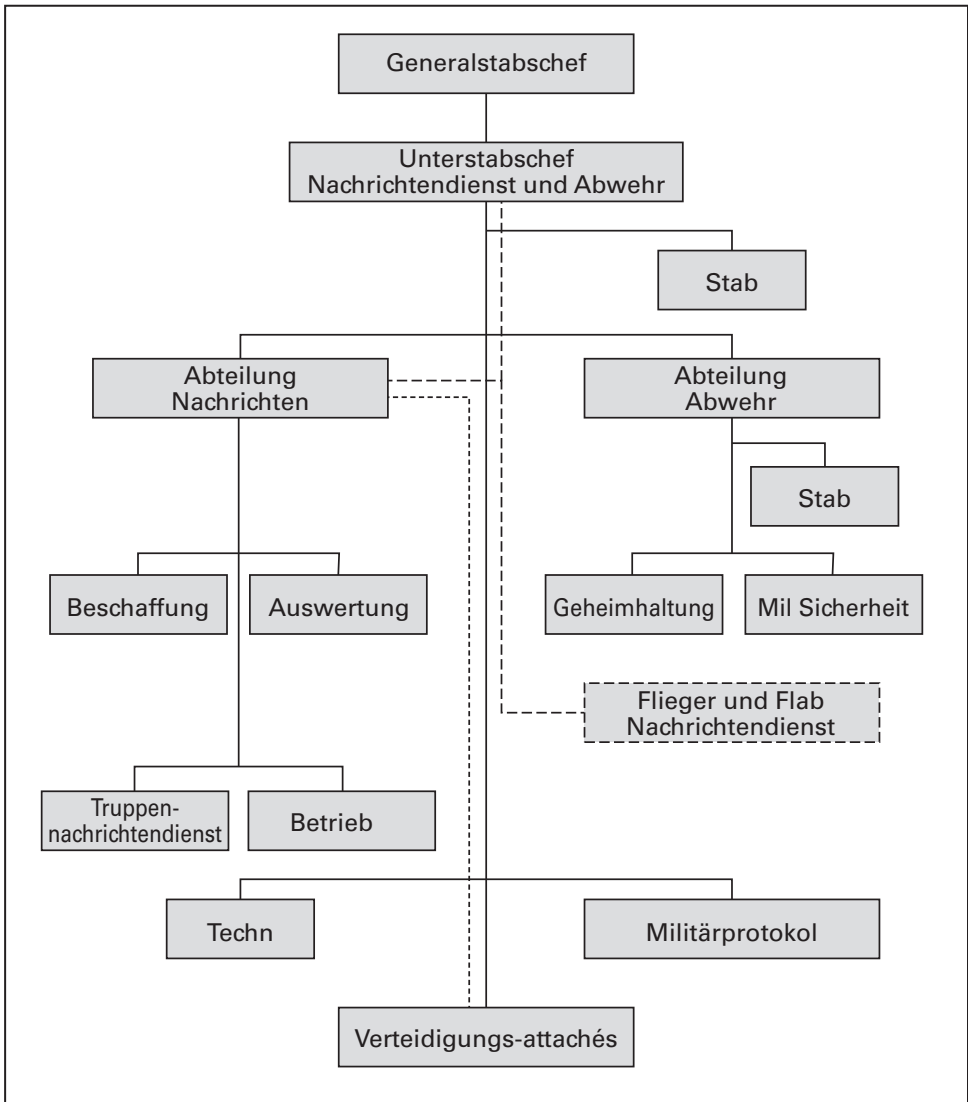
Mais un service de renseignements ne doit pas seulement être souvent rodé, il doit en outre pouvoir résister aux crises internes, toujours possibles à la suite d'excès de zèle ou de scandales. L'expérience, ici comme ailleurs, m'a montré que tout service de renseignements traverse des moments de crise. Le cycle de ces crises est d'environ dix ans. J'ai eu la chance d'être responsable du Service de renseignements après l'échec de notre espion dilettante Schilling en Autriche et avant « l'affaire des fiches ».

Quelques événements marquants

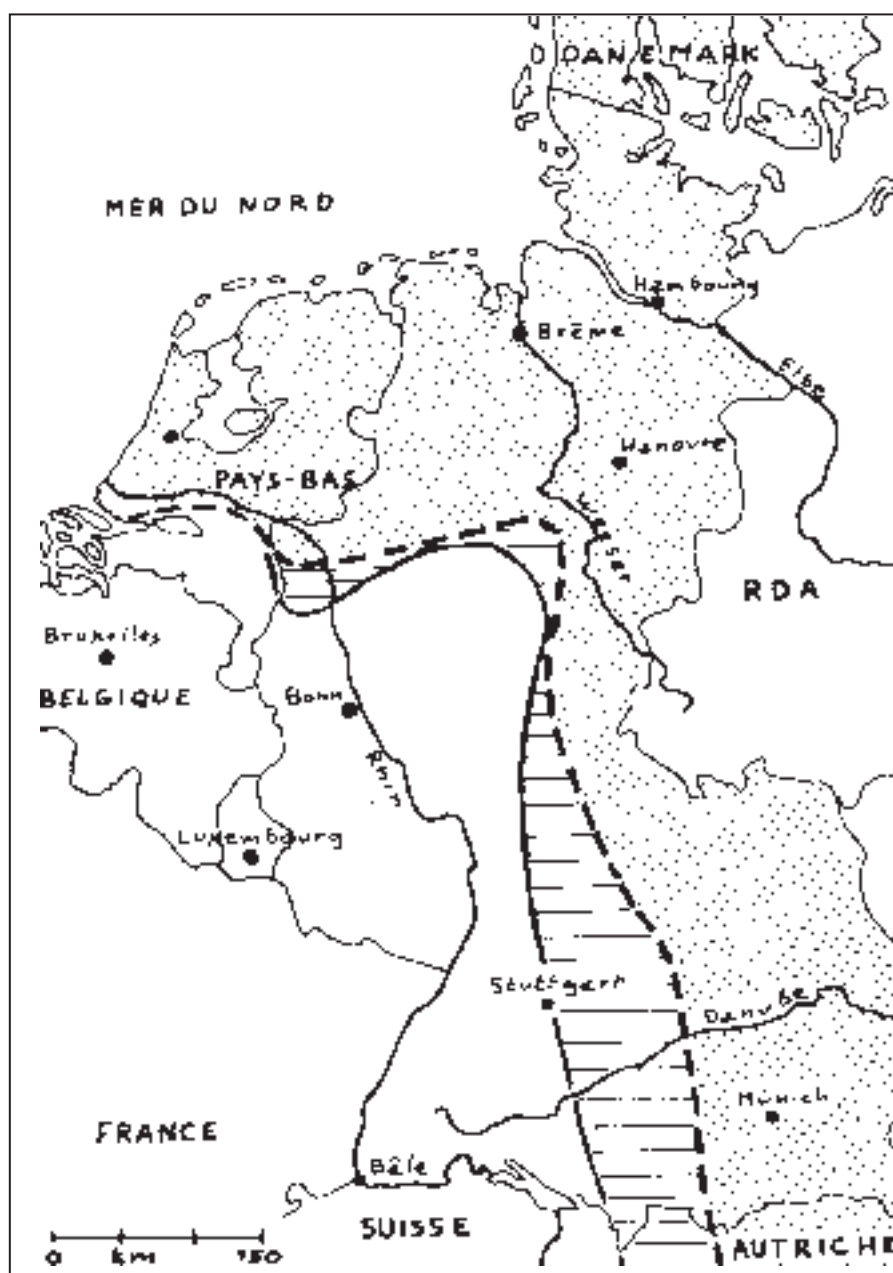
Percevait-on des menaces plus manifestes à certains moments plutôt qu'à d'autres ? Certainement en 1953, lors de l'insurrection anti-communiste à Berlin-Est, en 1956 lors de la tentative de révolution en Hongrie, en 1962 lors de la crise américano-russe à Cuba, durant la crise de décembre 1981 en Pologne, pendant la conflit irako-iranien dans les années 1980. D'autres événements, tels que Tchernobyl, l'attaque aérienne des Etats-Unis contre la Libye en 1986, la guerre anglo-argentine aux Malouines en 1982, la chute du Mur de Berlin en 1989 nous ont aussi préoccupés.

Quelques événements marquants

- 1962 : crise USA - URSS à Cuba
- Années 1980 : conflit Iran - Irak
- 1981 : crise en Pologne
- 1982 : guerre des Malouines
- 1986 : attaque aérienne américaine sur la Libye
- 1986 : Tchernobyl
- 1989 : chute du Mur de Berlin
- 1989 : occupation de l'ambassade de Pologne à Berne



Organigramme du Service de renseignements suisse à l'époque du divisionnaire Petitpierre.



L'avance des forces du Pacte de Varsovie après dix jours d'opérations selon le général Hackett, dans son livre La Troisième Guerre mondiale.

Je me limiterai à présenter trois des événements qui nous ont tenus alors en haleine. La crise polonaise de décembre 1981 m'a prouvé par exemple qu'au renseignement, il ne s'agit pas toujours de réagir aussi vite que possible. Vers deux heures d'une nuit de décembre, je reçus l'information selon laquelle une action hélicoptérée avait lieu dans le sud de la Pologne. Je transmis cette nouvelle à notre chef de l'Etat-major général. Deux heures plus tard, on me fit savoir qu'une agence italienne avait interprété un exercice purement militaire comme le début d'une intervention soviétique dans ce pays, alors encore satellite de Moscou.

Un deuxième exemple peut montrer les limites d'un petit service. En 1986, nous n'avons appris l'attaque aérienne américaine contre Libye que le matin, environ cinq heures après le début de l'opération. On nous fera souvent le reproche d'avoir été surpris. C'est vrai, nous avons été surpris mais, avec nous, le Service des renseignements italien qui avait reçu le jour d'avant la visite de l'*ambassador at large* américain, Vernon Walters, qui était parfaitement au courant de ce qui allait se passer. Il n'avait rien dit à ses alliés italiens. Comment aurions-nous dû être avisés et par qui ?

Le troisième exemple remonte à l'occupation de l'ambassade polonaise de Berne par un groupe de jeunes étudiants polonais anticomunistes. Je me limiterai à dire que cette affaire nous permit de prouver l'activité d'espionnage de l'attaché militaire polonais. Les occupants nous remirent les plans de plusieurs aérodromes militaires suisses, trouvés dans le coffre-fort du colonel polonais.

Nos contacts avec l'étranger

J'ai encore à l'oreille ce que me dit une fois le commandant de corps Zumstein avant mon départ en voyage à l'étranger : « C'est bien ; votre tâche est de voyager beaucoup ! » Un service de renseignements, petit ou moyen, ne peut exister en vase clos : il doit chercher des contacts avec les services étrangers voisins, de culture politique similaire et ayant des intérêts communs. Les échanges d'informations se basent sur le principe « Do ut des ». Pour éviter tout équivoque, je souligne le fait qu'un service ne livre jamais des données sur son pays ni des indications concernant ses effectifs et ses finances ; il ne livre pas non plus des informations sur ses partenaires. Dans ce contexte, je dus intervenir deux ou trois fois auprès de sources suisses qui craignaient que notre service fournisse des renseignements sur nos entreprises nationales.

Contacts avec l'étranger

- Services de renseignements « amis »
- Nos attachés de défense
- Quelques Etats communistes
- Régions de crises
 - Proche-Orient
 - Moyen-Orient
 - Les deux Corées
 - Afrique du Sud
 - Amérique centrale

Je crois ne pas révéler un grand secret en vous disant que je suis allé, entre 1981 et 1988, environ quatre-vingts fois à l'étranger (dont sept fois dans des pays communistes). Pendant la même période, je reçus la visite de quelque 72 chefs ou représentants de services étrangers.

Nos sympathies allaient, cela va sans dire, vers le camp occidental. Cependant nous savions être objectifs et dénués de « fureur idéologique », telle qu'on pouvait le constater dans les capitales du Pacte de Varsovie.

En tant que Suisses, nous pouvions visiter les pays de l'Est, et nous nous sentions en pleine sécurité. Les services de renseignements polonais et hongrois m'ont reçu aimablement, surtout les Hongrois. En revanche, les Tchécoslovaques étaient plus réservés. Quand aux Soviétiques, ils m'ont tout simplement ignoré la première fois. Ainsi mon voyage de 1983 ne fut qu'enregistré par le Protocole militaire moscovite qui s'était contenté d'envoyer deux officiers au déjeuner offert par notre ambassadeur. Coïncidence amusante : l'un des officiers soviétiques avait été l'assistant de l'attaché militaire russe à Stockholm, lorsque je m'y trouvais aussi comme représentant militaire de la Suisse.

En revanche, mon deuxième voyage en Union Soviétique, qui eut lieu en 1988, m'a permis de constater que la *perestroika* et la *glasnost* étaient des réalités. J'avais été invité par l'intermédiaire de l'attaché soviétique à Berne. A Moscou, la réception fut sympathique ; on nous organisa une visite, le 17 octobre, de l'Ecole des cadres des troupes aéroportées à Riazan, situé à environ 200 km au sud-est de Moscou. Les aspirants officiers avaient bien belle allure ; on pouvait tout photographier. Soit dit en passant, nous avions une bonne connaissance des équipements soviétiques ! Le commandant, un major-général, était charmant ; nous aurions pu devenir de bons amis ! Le jour suivant, j'étais reçu par

le premier remplaçant du chef de l'Etat-major général, le colonel-général Dykov.

Si je me suis attardé sur ce genre de détails, c'est pour montrer que, vers la fin de la guerre froide, on commençait à déceler dans les attitudes soviétiques un certain désir de rapprochement avec le monde occidental.

En octobre 1986, je reçus en Suisse le chef du Renseignement militaire hongrois, le lieutenant-général Sush, que j'avais déjà rencontré en 1982 et en 1985 à Budapest. C'était un homme assez imposant, communiste à 100 %, mais malgré tout relativement sympathique. J'ai pu lui présenter les tirs de combat d'une école de recrues d'infanterie à Klosters, un exercice très bien exécuté, avec profusion de feux de lances-mines et de mitrailleuses. Le thème me paraissait excellent pour un spectateur de l'Est : la contre-attaque, non seulement la défense.

Lors du repas de midi sur le terrain, une recrue vint s'annoncer chez le général en hongrois. La mère du jeune homme était hongroise et son père suisse. Ce n'était pas le descendant d'un réfugié de 1956, ce qui aurait été peu délicat à l'égard de mon hôte étranger, ni communiste. La recrue reçut une bouteille de vodka...

Il y eut aussi des contacts assez intéressants avec le chef du Renseignement yougoslave, deux fois à Belgrade, une fois en Suisse. Notre intérêt était de savoir comment les dirigeants de ce pays estimaient la gravité de la situation en cas de crise internationale. Les services yougoslaves montraient un intérêt particulier pour tous les *mini-gadgets* servant à photographier ou à communiquer. Nous avons organisé un stand de démonstration avec de nombreux produits de notre industrie, tout en évitant, bien sûr, de leur présenter les appareils fabriqués par notre section technique.

Je n'ai rien dit sur nos rapports avec les services amis en Europe, en Amérique et également en Orient. Vous connaissez notre principe de taire les sources. A ce sujet nous sommes comme les journalistes : de vrais tombeaux.

Dans le monde des attachés militaires

Une conséquence particulière de la guerre froide me revient à l'esprit. Il s'agit des relations entre les attachés militaires ou de défense de différents pays. Dans toutes les capitales du monde civilisé, les attachés éprouvent normalement de la sympathie, voire de l'amitié pour leurs collègues. Pendant la guerre froide, il y eut toujours deux groupes : les attachés de l'Ouest et ceux de l'Est : les rapports étaient corrects, mais nettement empreints de réserve et de grande prudence.

La Suisse, dont le poids dans les affaires internationales est toujours très limité, pouvait jouer un rôle d'intermédiaire sympathique dans le monde diplomatique. Ainsi la table de l'attaché de défense suisse était recherchée par les attachés soviétiques et américains : ils pouvaient s'y rencontrer, essayer de se connaître, éventuellement s'apprécier mutuellement. Je me souviens des efforts du Protocole militaire, qui essayait de rapprocher les attachés de l'OTAN et ceux du Pacte de Varsovie. Avec de la patience et beaucoup d'efforts de persuasion, on obtiendra des résultats encourageants. Ainsi à la fin d'une semaine de ski à Montana-Crans, parvenait-on souvent à mélanger les deux groupes lors du repas du soir.

Conclusions

Un service de renseignements est une cible de choix pour les médias écrits et électroniques. Ils profitent de la curiosité naturelle des citoyens pour enquêter sur les activités de soi-disant agents. On devrait s'étonner de ces efforts pour dévoiler ce qui est déclaré secret à l'échelon gouvernemental, alors qu'en Suisse, on est champion du maintien du secret sur les finances, les entreprises, le secret bancaire. Les journalistes ne sont-ils pas les premiers à défendre les sources de leurs informations ?

L'intérêt pour le secret au niveau gouvernemental comporte aussi une certaine dose de malveillance, celle que l'on retrouve dans certaines parties du Rapport Bergier ou dans les commentaires sur la publication *La Suisse face au chantage* du Groupe de Travail Histoire Vécue.

Je terminerai mon exposé en déclarant très clairement que j'étais et que je suis très fier d'avoir été à la tête du Service de renseignements suisse pendant huit ans. Tout le personnel était et est certainement toujours de premier ordre et d'une grande loyauté. Chacun, dans un tel service, doit à tout moment savoir sourire et surtout se taire.

Est-ce qu'en m'occupant de renseignement, je vous ai tout dit sur mon passé vécu à Berne ? Certainement pas ! Cependant, ce dont je n'ai pas parlé se situait toujours dans la légalité, même si parfois un peu à ses limites. Nous n'avons donc rien à nous reprocher.

M. P.

Bibliographie

– 2000 Jahre, eine Chronik. Naumann & Göbel, S. 443-543.

- Vez, Jean-Luc : *Le pouvoir de disposer des moyens stratégiques dans la défense générale*. Thèse, Université de Fribourg, 1985.
- *Rapport de la Commission d'enquête parlementaire chargée de clarifier les faits d'une grande portée survenus au Département militaire fédéral*. 17 novembre 1990.
- *Stellungnahme des Bundesrates zum Bericht der PUK-EMD*. 23. November 1990.
- Schweizerische Sicherheitspolitik im Wandel, Bericht 90 des BR an die Bundesversammlung über die Sicherheitspolitik der Schweiz. 1. Oktober 1990.
- Däniker, Gustav : *Antiterror-Strategie*. Frauenfeld, Verlag Huber Armee, 1983.
- Knightly, Phillip : *Die Geschichte der Spionage im 20. Jahrhundert*. Scherz 1989.
- AGG : *Erpresste Schweiz*, Th. Gut Verlag, 2002.

Zusammenfassung

Es ist heute nicht einfach sich in die Atmosphäre vor einem halben Jahrhundert zu versetzen.

Man kann über gewisse Übertreibungen im Patriotismus und Militarismus lächeln, darf aber nicht vergessen, dass man in den vergangenen Zeiten die Bedrohung aus der Nähe spürte, welche zu einem neuen Weltkrieg – wahrscheinlich ein Nuklearkrieg – geführt hätten.

Während des Kalten Krieges bildete die Untergruppe Nachrichtendienst und Abwehr eine Einheit und war dem Generalstabschef direkt unterstellt. Strategischer Nachrichtendienst, militärischer Nachrichtendienst der Armee, technischer Dienst, Militärprotokoll und militärischer Sicherheitsdienst, bestehend aus Elementen der Bundespolizei, waren unter einem Chef, dem Unterstabschef vereinigt. Der Flieger- und Flabnachrichtendienst war nur zur Zusammenarbeit zugewiesen. Wir hatten enge Verbindungen mit den Eidgenössischen Departementen für auswärtige Angelegenheiten, Justiz- und Polizei und Volkswirtschaft.

Vor dem Fall der Mauer in Berlin, gefolgt vom Fall der sowjetischen Welt, beschäftigte sich unser Nachrichtendienst nur mit zwei Akteuren der politisch-militärischen Szene : Washington und Moskau. Wir beobachteten genau was in den USA und der UdSSR geschah. Die Regierenden und die öffentliche Meinung beschäftigten sich mit den möglichen Konsequenzen des Einsatzes von Atomwaffen.

Noch eine Bemerkung zum Grad der Unabhängigkeit unseres Dienstes. Die Kontrollen der vorgesetzten Instanzen – Parlament, Bundesrat – waren begrenzt ; in Wirklichkeit hat es nur wenige Personen, welche die notwendige Ausbildung besitzen, um die Arbeit eines Nachrichtendienstes beurteilen zu können. Wir mussten uns einerseits nur wenigen Kontrollen unterziehen, andererseits gab es keine Bedürfnislisten höherer Stellen über die Nachrichtenbedürfnisse. Unsere Nachrichtenbedürfnisse waren vor allem militärischer Art, aber uns interessierte auch die wirtschaftliche Situation der Ostblockstaaten. Die Hauptanstrengung unseres Nachrichtendienstes situierte sich in Osteuropa. Aber auch der Nahe

und Mittlere Osten waren wichtig. Unser „Melde- und Alarmzentrum“ war 24 Stunden am Tag in Betrieb und tägliche Situationsrapporte wurden abgehalten, zur Verfolgung von Lageveränderungen. Immer anfangs Monat fand eine „Situationskonferenz“ im Bundeshaus statt. Das Führungssystem der Armee wurde unter anderem durch besonders nützliche Alarmübungen geprüft, die im Massstab 1 zu 1 gespielt wurden.

Die Erfahrung im In- und Ausland hat gezeigt, dass jeder Nachrichtendienst Krisen durchmacht, deren Zyklus ca. 10 Jahre beträgt. Ein Nachrichtendienst kann nicht in der Abgeschlossenheit existieren, er muss Kontakte suchen mit ausländischen Diensten ähnlicher politischer Kultur, die gemeinsame Informationsinteressen haben. Der Informationsaustausch basiert auf dem Prinzip „do ut des“.

Unsere Sympathien gehörten ohne Zweifel dem westlichen Lager, aber wir waren objektiv und nicht gegen eine zukünftige Ideologie voreingenommen. Als Schweizer konnten wir die Ostblockländer besuchen. Am Ende des Kalten Krieges konnte man im sowjetischen Verhalten den Wunsch einer Annäherung an die westliche Welt erkennen. Die Schweiz war durchaus in der Lage eine sympathische Vermittlerrolle in der diplomatischen Welt zu spielen.

Ein Nachrichtendienst ist eine Zielscheibe für die Medien, die von der natürlichen Neugierde der Bevölkerung bei ihren Recherchieraktivitäten profitieren. Ich konnte Ihnen nicht alles erzählen, was ich in Bern erlebt habe. Aber was ich nicht erwähnt habe, war immer innerhalb der Legalität, wenn auch manchmal an den Grenzen. Wir haben uns aber nichts vorzuwerfen.

Lufwaffe : Instrumentale Aspekte...

1. Kampfflugzeuge

- 1948 : 75 + 103 Flugzeuge *DH-100 Vampire*
- 1950 : 250 Flugzeuge *DH-112 Venom*
- 1952 : *N-20 F* + W Emmen (Misserfolg)
- 1958 : *P-1604 FFA* (Misserfolg)
- 1958 : 100 + 60 Flugzeuge *Hunter*
- 1961 : 57 anstatt 100 Flugzeuge *Mirage III*
- 1972 : Flugzeuge *A-7 Corsair* (Misserfolg)
- 1976 : 72 + 38 Flugzeuge *F-5E/F Tiger*

2. Geschützte Infrastruktur

- 6 Kavernenanlagen für Flugzeuge
- 12 Kommandoposten auf Flugplätzen
- Schutzbauten für die Feldflugplätze und die Fliegerabwehr-Lenkwaffenstellungen
- 2 Einsatzzentralen
- 4 Radarstationen auf 2100 – 3200 m ü.M.
- 4 grosse und zahlreiche kleine geschützte Uebermittlungsanlagen

Die schweizerische Luftverteidigung in der Mitte des geteilten Europas

■ Korpskommandant Walter Dürig ¹

Kommandant der Flieger- und Fliegerabwehr Truppen (1987-1989)

1. Vorbemerkung

Der Beitrag beleuchtet einige Aspekte der schweizerischen Flieger- und Fliegerabwehrtruppen (FF Truppen) im Zeitraum des Kalten Krieges von 1950 bis 1990. Im Jahre 1951 wurde ich als junger Ingenieur und Leutnant der Fliegertruppen zur Mitarbeit am damals geplanten Radarüberwachungssystem für den schweizerischen Luftraum eingeladen. Zu diesem Zwecke trat ich ins Instruktorenkorps der Fliegertruppen ein. Ende 1989 erreichte ich als Kommandant der FF Truppen das Pensionsalter. Meine aktive Berufstätigkeit war sozusagen kongruent mit der Zeit des Kalten Krieges. Es handelt sich deshalb bei meinem Beitrag eher um den Erinnerungsbericht eines Zeitzeugen als um eine tief schürfende historische Untersuchung.

Im Betrachtungszeitraum stellte ein besonderes Ereignis, welches die Schweiz im Jahre 1964 an den Rand einer Staatskrise führte, für die FF Truppen eine eigentliche Zäsur dar. Es handelt sich dabei um den Bericht der parlamentarischen Spezialkommissionen zur Untersuchung der « *Mirage*-Angelegenheit », in der breiten Öffentlichkeit « *Mirage*-Affäre » genannt. Die Krisenbewältigung beanspruchte die Zeit von 1965 bis 1968, als die FF Truppen mit einer neuen Führungsequipe und einer neuen Struktur handlungsfähig wurden. Damit können die Betrachtungen in sinnvoller Weise in die Zeitperioden vor und nach dieser Zeit gegliedert werden.

¹ Après des études d'ingénieur électricien, Walter Dürig travaille dans l'industrie des télécommunications. Il entre en 1951 dans le corps des officiers de carrière des troupes d'aviation et de DCA. En 1966, il rejoint l'Office fédéral des aérodromes militaires où il est plus particulièrement chargé du projet « Florida », le système de surveillance et d'alerte aériennes de l'armée suisse. En 1977, il prend le commandement de la brigade d'aérodromes 32 ; il devient en 1984, avec le grade de divisionnaire, chef « Conduite et engagement » ; en 1987, il devient, comme commandant de corps, commandant des troupes d'aviation et de DCA. Il part en retraite à la fin de l'année

Der sicherheitspolitische Rahmen für die Führung der FF Truppen war vornehmlich durch die Begriffe der Neutralität und nach 1973 durch die Strategie der Dissuasion abgesteckt. Der Verzicht auf eine nukleare Bewaffnung mit dem Beitritt der Schweiz zum Atomsperrvertrag im Jahre 1977 war eine weitere Klarstellung der Rahmenbedingungen.

Die strikte Neutralität wurde von keiner Seite in Frage gestellt. Ihre Einhaltung wurde in verschiedenen politischen Lagern argwöhnisch überwacht. Die Dissuasionsstrategie bestimmte weitgehend das Denken und Handeln der Führung der FF Truppen, was im vorliegenden Beitrag aufgezeigt wird. Das Spannungsfeld zwischen Neutralität und Dissuasion ist ein Thema meiner Betrachtungen.

Der Begriff der « Luftverteidigung » wird im vorliegenden Beitrag weit ausgelegt. Er umfasst die operativen Funktionen der Wahrung der Lufthoheit (Luftpolizei), die Gewährleistung der allgemeinen oder räumlich begrenzten Luftüberlegenheit, die Unterstützung der Armee mit Aufklärung und Feuer und den Lufttransport.

Die schweizerische Luftverteidigung ist vor dem globalen sicherheitspolitischen Hintergrund zu betrachten. Einige relevante Ereignisse in der Zeit von 1950 bis 1990 sind im Anhang 1 erwähnt.

Die Luftkriegsführung war in dieser Zeit mit einer enormen technologischen Entwicklung konfrontiert und auch davon beeinflusst und geprägt (siehe Anhang 2).

Die Geschichte der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen in den Jahren des Kalten Krieges ist zusammenfassend vor dem Hintergrund einer unsicheren und zeitweise gespannten machtpolitischen Lage im Umfeld der Schweiz sowie der revolutionären technologischen Entwicklung zu betrachten.

2. Instrumentale Aspekte

Die Einsatzfähigkeit und Einsatzbereitschaft einer Luftwaffe wird primär durch die verfügbare materielle Ausrüstung geprägt. Das in einem bestimmten Zeitraum einsatzbereite Material und die bauliche Infrastruktur entscheiden, gemessen am jeweiligen Luftkriegsbild und an der Bedrohungslage, weitgehend über die Stärken und Schwächen der Truppe.

Die eidgenössische Beschaffungspolitik für Kriegsmaterial ist im internationalen Vergleich speziell. Der Bundesrat muss für neue Waffensysteme dem Parlament sogenannte Verpflichtungskredite beantragen. Bei jedem Begehren beurteilt die Landesregierung nicht nur die strategische und operative Notwendigkeit sondern auch die politische Opportunität und die Finanzierbarkeit des Antrags. Im Parlament ist jedes Rüstungsvorhaben vielschichtigen politischen Strömungen ausgesetzt. Allerdings wurden im Zeitraum des Kalten Krieges

den Anträgen des Bundesrates in der Regel, aber mit gewichtigen Ausnahmen², zugestimmt.

In den 1950-er-Jahren war die materielle Planung der FF-Truppen chaotisch und nicht unter Kontrolle des Kommandanten. Erst nach den bitteren Erfahrungen des Miragegeschäftes wurde ab 1965 eine systematische Planung eingeführt und von den Kommandanten der FF Truppen durchgesetzt. Der ermittelte Bedarf musste immer etwa auf die Hälfte reduziert werden. Theoretisch sollte der Kommandant der FF Truppen die materiellen Forderungen strikte auf den Bedarf ausrichten. Durch die Planungsprozesse im Eidgenössischen Militärdepartement (EMD) und in der Landesverteidigungskommission (LVK) beziehungsweise in der Kommission für militärische Landesverteidigung (KML) wurden aber die Anträge immer auch unter dem Aspekt der politischen Durchsetzbarkeit beurteilt. Über die Zeitperiode des Kalten Krieges betrachtet, beanspruchten die FF Truppen rund die Hälfte der getätigten Investitionen des EMD in Rüstung und Infrastruktur.

Die grossen Beschaffungsvorhaben der FF Truppen waren aber immer auch Gegenstand politisch und persönlich motivierter Pressionen und Streitereien. Kurt Bolliger³ hat diesen Tatbestand für die 1960-er-Jahre treffend wie folgt beschrieben : « (...) Dazu kam, dass man sich nach dem Tode der schweizerischen Streithähne in der Flugzeugbranche plötzlich mit massiven politischen Interventionen durch Botschafter und kommerziell einschlägig interessierte Schweizer zu beschäftigen hatte. Es war nie klar, wer sich mit solchen Pressionen zu beschäftigen hätte, zum Beispiel um sie energisch abzustellen. Dazu hatte eigentlich niemand grosse Lust, denn die angenehmen Seiten, die Parties im Bellevue, Schweizerhof oder Rambouillet, bzw. Escher, wollte sich niemand entgehen lassen. Es ergab sich auch die merkwürdige Lage, dass sich die zweitklassigen Lieferanten (GB und F) um den Schweizer Markt stritten und ihn auch korrumpierten, aber die von uns eigentlich gewünschten Amerikaner mindestens in den Fünfzigerjahren wegen Korea und Vietnam, später auch wegen Kuba gar kein Interesse hatten, uns modernes Material zu liefern und sich jeweils lange bitten liessen. (...)»

2.1. Kampfflugzeuge : eine wechselvolle Geschichte

1948 wurden zur Ergänzung der Propellerkampfflugzeuge aus der Zeit des 2. Weltkrieges 130 Flugzeuge *P-51 Mustang* aus Beständen der US Luftwaffe in

1989.

²Zum Beispiel bei der Beschaffung des Kampfflugzeuges *Mirage III*.

³Zitat aus einem Schreiben von Korpskommandant Kurt Bolliger an den Verfasser vom

Europa beschafft. Diese standen als Jäger, Jagdbomber und Aufklärer bis 1957 im Einsatz. Ebenfalls 1948 wurde in England eine erste Serie von 75 Jet-Kampfflugzeugen De Havilland *DH-100 Mk 6 Vampire* bestellt. Dieser Serie folgte eine Lizenzfabrikation von 103 Flugzeugen in der Schweiz. Die Weiterentwicklung des Flugzeuges *DH-100* führte zum Flugzeug *DH-112 Venom*. Von diesem Modell wurden total 250 Flugzeuge einschliesslich der Triebwerke in der Schweiz in Lizenz gebaut.

Am Ende der 1950-er-Jahre verfügte die Flugwaffe über rund 400 Jet-Kampfflugzeuge der ersten Generation. Die Flugzeuge waren mit einem optischen Zielgerät und einem *VHF-Flugfunkgerät* ausgerüstet. Sie verfügten über eingebaute 20 mm-Maschinenkanonen und konnten mit Bomben und ungelenkten Raketen bewaffnet werden. 24 Flugzeuge *DH-112 Mk 1R* wurden für die Foto-Luftaufklärung verwendet. An Stelle der Bomben oder Raketen wurden unter dem Flügel Behälter mit Fotoausrüstungen mitgeführt.

Die Flugwaffe konnte die Erdtruppen im Frontraum bis zu einem gewissen Grad mit Feuer und Aufklärung unterstützen. Für die Wahrung der Lufthoheit waren die damals vorhandenen Mittel ungeeignet.

Nach dem Ende des zweiten Weltkrieges stellte sich die Frage einer schweizerischen Flugzeugindustrie und der weiteren Entwicklung von Kampfflugzeugen. Es wurden zwei Linien verfolgt.

Im eidgenössischen Flugzeugwerk (F + W) Emmen wurde in der Zeit von 1948 bis 1952 das Kampfflugzeug *N-20* entwickelt. Das Pflichtenheft dieses Flugzeuges war phantastisch. Das Waffensystem sollte sich für die Luftverteidigung und für den Erdkampf eignen. Der Entwurf enthielt zahlreiche Innovationen: Deltaflügel, vier Triebwerke im durchströmten Flügel, Nachbrenner, Schubumkehr, Landebremsschirm, verstellbare Flügelnase, Waffenwanne als Wechselsatz, absprengbare, klimatisierte und dichte Pilotenkabine mit Kabinen- und Pilotenfallschirmen. Die Bewaffnung sollte Kanonen, Raketen und Bomben umfassen. Kurz vor dem Erstflug wurde das Projekt durch den Bundesrat abgebrochen. Die in der Schweiz entwickelten Triebwerke erreichten die notwendige Leistung nicht. Es hätte sich eine umfassende Änderung des Entwurfs als notwendig erwiesen. Die aktive *P-16-Lobby* aus der Ostschweiz wirkte im Hintergrund am Begräbnis des *N-20*-Projekts mit.

In der Flug- und Fahrzeugwerke Altenrhein AG (FFA) wurde in der Zeit von 1948 bis 1958 das Kampfflugzeug *P-1604* entwickelt. Es sollte die Rolle der Luftverteidigung und des Erdkampfes übernehmen. Das Flugzeug galt als hervorragende Schiessplattform und hatte einen aerodynamisch fortschrittlichen Flügel, der neben den Kanonen und einem Raketenautomaten im Rumpf mit Bomben beladen werden konnte. Das Parlament bewilligte am 15. März 1956 den Bau von 100 Flugzeugen. Der Bundesrat stornierte den Auftrag an die FFA ein Jahr später nach dem zweiten Verlust bei der Erprobung der Flugzeuge.

Mit Bundesbeschluss vom 29. Januar 1958 bewilligte das Parlament die Beschaffung von 100 Flugzeugen Hawker *F Mk 58 Hunter* beim Hersteller Hawker Aircraft Ltd. in England. Mit den Rüstungsprogrammen der Jahre 1971 und 1973 stimmte dann das Parlament der Beschaffung von zusätzlich je 30 « werkrevidierten » Flugzeugen Hawker *F Mk 58A Hunter* zu. Das Waffensystem konnte mit 30 mm-Kanonen (im Rumpf) sowie mit ungelenkten Raketen und Bomben (unter dem Flügel) beladent werden. Später wurde es für den Einsatz von Luft-Luft-Infrarotlenkwaffen Sidewinder sowie gelenkten Präzisionsbomben *Maverick* aufgerüstet. Die Flugwaffe verwendete die 160 *Hunter* als Ersatz der *Vampire*-Flotte zuerst als Jäger (mit beschränkter Wirkung) und danach als Hauptwaffensystem für die Erdkampfunterstützung der Armee im Frontbereich. Die Kunstflugstaffel « Patrouille suisse » machte mit diesem Flugzeug Furore.

Nach dem Verzicht auf die schweizerische Eigenentwicklung von Kampfflugzeugen wurde die Evaluation eines Mehrzwecksystems mit Überschall-Flugeigenschaften eingeleitet. In der Endausmarchung standen sich die Systeme Saab *Draken* und *Mirage III* der Générale Aéronautique Marcel Dassault gegenüber. Die FF Truppen und die Armeeführung waren in der Frage der Typenwahl zerstritten. Schliesslich erfolgte in der LVK der Entscheid zu Gunsten des französischen Flugzeugs. Mit Bundesbeschluss vom 21. Juni 1961 bewilligte das Parlament einen Verpflichtungskredit von 827 Millionen Franken für die Lizenzherstellung von 100 Mehrzweckflugzeugen *Mirage III*. Die Bordelektronik und die Lenkwaffen wurden erst danach evaluiert und ausgewählt, was dann zu einer Nachtragskreditforderung von 676 Millionen Franken führte.

Die entsprechende Botschaft des Bundesrates vom April 1964 löste in Parlament, Presse und Bevölkerung « Erbitterung und Empörung » aus. Das Parlament stimmte im Oktober 1964 den Anträgen der « Spezialkommissionen zur Untersuchung der *Mirage*-Angelegenheit » zu. Der Beschaffungsumfang wurde von 100 auf 57 Flugzeuge reduziert. Im Jahre 1970 wurde die Lizenzfabrikation abgeschlossen. Die Truppe verfügte nun über 36 Kampfflugzeuge *Mirage IIIS* für die defensive Luftverteidigung (Interzeption), 18 Fotoaufklärer *Mirage IIIRS* und 3 Doppelsitzerflugzeuge *Mirage IIIBS* für die Pilotenausbildung. Die schweizerischen *Mirage*-Kampfflugzeuge mit der amerikanischen *Taran* – Elektronik und den Luft-Luft-Lenkwaffen *Falcon* und *Sidewinder* waren nach 1970 für ein Jahrzehnt die besten bemannten Luftverteidigungssysteme im westlichen Europa.

In der Folge der « *Mirage*-Angelegenheit » wurde im EMD entschieden, die nächste Kampfflugzeuggeneration müsse ausschliesslich für die direkte und indirekte Feuerunterstützung der Erdtruppen eingesetzt werden. Nach einer sehr aufwendigen und wechsellvollen Evaluation mit einem erbitterten französisch-amerikanischen Kampf um den Auftrag, stellte das EMD dem Bundesrat den

Antrag, 40 (US Navy-) Kampfflugzeuge des Typs *A-7 Corsair* von Ling-Temco-Vought zu beschaffen. Am 9. September 1972 kam es im Bundesrat zu einem « Nullentscheid » und zum Auftrag an das EMD, die Luftkriegskonzeption neu zu prüfen. Dieser Ausgang der langjährigen Erprobungs- und Definitionsarbeit, die bis zur Bestimmung aller Ersatzteile reichte, war mit ein Grund zum vorzeitigen Rücktritt des beliebten und fähigen FF Kommandanten Oberstkorpskommandant Eugen Studer. Als Notlösung wurde 1973 vom Parlament, wie bereits erwähnt, die Beschaffung einer zweiten Serie von 30 werkrevidierten *Hunter* (darunter 8 Doppelsitzern) beschlossen.

Am 16. März 1976 bewilligte das Parlament einen Kredit von 1170 Millionen Franken für die Beschaffung von 72 amerikanischen Kampfflugzeugen *F-5E/F* der Firma Northrop als sogenannte « Raumschutzjäger ». Dieser Begriff wurde eigens für diese Beschaffung kreiert. Unter « Raumschutz » verstand man die Fähigkeit, bei einem Gegenschlag mit mechanisierten Verbänden eine zeitlich und räumlich begrenzte Luftüberlegenheit zu erringen. Das Waffensystem war zweifellos in der Lage, diese Rolle zu übernehmen. Es entsprach dem Stand der damaligen Technik, ohne aber ein Hochleistungsflugzeug zu sein. Die Flugzeuge wurden im F + W Emmen endmontiert und durch das Bundesamt für Militärflugplätze unterhalten und betrieben. Ich betrachte diese Beschaffung heute noch als genialen Schachzug von Korpskommandant Kurt Bolliger zur Erhaltung einer angemessenen Kampfkraft der FF Truppen. Die Beschaffung eines Hochleistungskampfflugzeuges hätte im damaligen Zeitpunkt keine Chance gehabt. Die Piloten konnten mit dem Flugzeug *F-5E/F* alle aktuellen Luftkampfverfahren trainieren und die Unterhaltsstellen blieben dank der damals neuesten Technologie des Waffensystems auf der Höhe ihrer Fähigkeiten und Kenntnisse. Die Beschaffung einer zweiten Serie von 38 Flugzeugen *F-5E/F* mit dem Rüstungsprogramm 1981 ging reibungslos über die Bühne und erhöhte die Zahl der *F-5E/F*-Kampfflugzeuge auf total 110 Einheiten.

Im Jahre 1986 wurde dann die Beschaffung eines neuen Kampfflugzeuges in die Wege geleitet. Dieses Waffensystem sollte insbesondere die bestehende Lücke in der Luftverteidigung gegen Angreifer der neuesten Generation schliessen. Dazu waren ein « digitales Cockpit » mit einer guten Luftlageübersicht, echte Allwettertauglichkeit und die notwendigen Waffen für die Beherrschung des schweizerischen Luftraumes notwendig. Das Ergebnis war die Beschaffung und Einführung des Waffensystems *F/A-18 C/D* im Laufe der 1990-er-Jahre.

2.2. Weitere Mittel der Flugwaffe für Lufttransport und Ausbildung

Mit den Rüstungsprogrammen 1963, 1965, 1969 und 1975 wurden insgesamt 104 Helikopter der Typen *Alouette II* und *III* sowie 18 Transportflugzeuge Pila-

tus *PC-6* Porter beschafft. Damit erhielt die Flugwaffe die Fähigkeit zum Lufttransport von Personen und Material sowie von Luftspähern in einem bescheidenen Rahmen. Mit dem Rüstungsprogramm 1986 gelang dann die Beschaffung von 3 Helikoptern *Super Puma*. Mit dieser Helikoptervorserie konnte der Armee die Notwendigkeit dieses Transportmittels bewiesen werden und die Basis für die Beschaffung und Einführung einer Transporthelikopterflotte von total 15 *Super Puma* im Rahmen des Rüstungsprogramms 1989 gelegt werden. Die Pilotenausbildung entsprach zu jedem Zeitpunkt den Bedürfnissen der jeweiligen Kampf- und Einsatzmittel. Die Firma Pilatus war mit den Typen *P-2*, *P-3* und *PC-7* Hoflieferant der FF Truppen für die Basis-Trainingsflugzeuge. Für die Jet-Grundausbildung wurden die Flugzeuge *Vampire* verwendet. Das Rüstungsprogramm 1987 ermöglichte die Beschaffung von 20 Jet-Schulflugzeugen *Hawk* als Vorstufe für den Einsatz auf den Kampfflugzeugen *F-5E/F*.

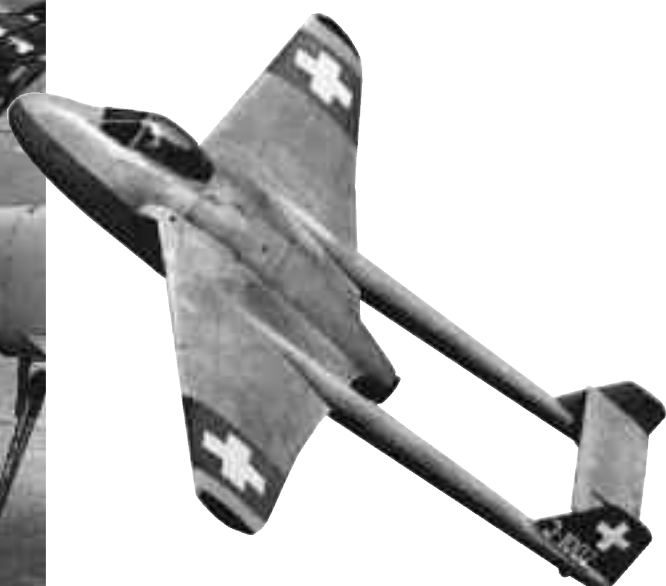
2.3. Die Mittel der Fliegerabwehr : aus dem Nichts zur Spitze

Die Fliegerabwehrtruppen wurden mit der Truppenordnung 1951 reorganisiert. Allerdings war die Ausrüstung seit dem Ende des 2. Weltkrieges nur unwesentlich erneuert worden und entsprach der Luftbedrohung nicht mehr. Die 1950-er-Jahre waren gekennzeichnet durch Streitereien und Kämpfe zwischen den « Fliegern » und den « Flabisten », deren Wurzeln teilweise im Anhang « Flieger- und Fliegerabwehrtruppen » zum Generalsbericht lagen. Die Mittel umfassten damals schlecht motorisierte 7.5 cm –, 34 mm – und 20 mm-Batterien.

Die Erneuerung und Effizienzsteigerung der Fliegerabwehr setzte mit der Beschaffung einer neuen 20 mm-Fliegerabwehrkanone 54 der Waffenfabrik Oerlikon ein. In den 1960-er-Jahren begann dann die Neuausrüstung der Fliegerabwehr mit 35 mm-Geschützen und *Fledermaus*-Feuerleitgeräten. Mit dem Rüstungsprogramm 1961 bewilligte das Parlament die Beschaffung des britischen Boden-Luft-Fliegerabwehrlenkwaffensystems *Bloodhound*. Die *Bloodhound*-Feuereinheiten wurden, anfänglich gegen den Widerstand der Fliegerabwehrführung, in das Führungssystem *Florida* integriert.

Im Jahre 1972 verfügte die Fliegerabwehr über rund 1500 Geschütze 20 mm, 128 Feuereinheiten 35 mm mit Feuerleitgerät *Superfledermaus* sowie 9 *Bloodhound*-Batterien an 6 festen Standorten. Die Allwetter-Abwehr von hoch und mit Überschall fliegenden Eindringlingen, der Objektschutz gegen Direktangriffe aus der Luft und die Bekämpfung der aufkommenden luftmobilen Verbände auf dem Gefechtsfeld war nun mit Erfolgchance möglich.

Ab 1975 wurden alle 35 mm-Feuereinheiten mit dem neuen Feuerleitsystem *Skyguard* ausgerüstet und mit dem Rüstungsprogramm 1980 erfolgte die Beschaffung von 60 Feuereinheiten des britischen Boden-Luft-Fliegerabwehr-





lenkwaffensystems *Rapier*. Ab 1985 verfügte die Schweiz zweifellos über das dichteste und wirkungsvollste terrestrische Fliegerabwehrsystem in Europa, das mit der Beschaffung von Boden-Luft-Lenk Waffen *Stinger* im Rahmen des Rüstungsprogramms 1989 eine wichtige Ergänzung erfuhr.

2.4. Nachrichten und Übermittlung : die Kunst, mit der Technologie Schritt zu halten

Als ich 1951 zu den Fliegertruppen stiess, waren Halbleiter erst als Dioden bekannt. Die Vakuumröhre war das Hauptelement der damaligen Übermittlungstechnik. Auf dem Gebiet der Nachrichten- und Übermittlungsdienste herrschten unbefriedigende Zustände. Die lokalen Telefonnetze aus der Aktivdienstzeit waren verrottet und kaum mehr zu gebrauchen. Die Fernverbindungen für die Führung der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen basierten auf handvermittelten, unverstärkten Drahtverbindungen, welche die Verständigung oft erschwerten. Die verwendeten Kurzwellenverbindungen genügten den zunehmenden operativen Ansprüchen nicht mehr.

Surplus-Flugfunkgeräte aus amerikanischen Beständen ermöglichten die stafelinterne Kommunikation und die Verbindung mit isolierten Bodenstationen. Die Piloten wollten fliegen und waren an einer lückenlosen Verbindung mit dem Boden nicht besonders interessiert.

Von Oberst Armin Ettinger wurde die Einführung eines Systems zur Überwachung des schweizerischen Luftraumes mit der Möglichkeit der Führung von Luftoperationen vorgeschlagen. 1951 erfolgte die Erprobung von Radargeräten der ersten Generation der Hersteller Marconi (GB) und SFR (F) auf dem Creux du Van im Val-de-Travers. Mit dem SFR-Radar konnte man die *Vampire*-Zielflugzeuge zeitweise verfolgen, was mit dem Marconigerät eigentlich nicht gelang. Parallel zu dieser Erprobung wurden geeignete Standorte auf Berggipfeln gesucht. Nach der Rekognoszierung und Vermessung entschieden wir uns für die Standorte Pilatus, Weisshorn (Wildstrubel), Weissfluh (Davos) und Scopi. Daneben sollten fünf mobile Radarstationen beschafft, auf der Bütschelegg (bei Riggisberg) ein Versuchsstandort der Kriegstechnischen Abteilung und in Dübendorf (Dürnbach) ein Ausbildungsstandort eingerichtet werden. Auf Grund dieser Vorgaben wurde der Materialumfang berechnet und als Einzelstücke (Antennen, Radarsender-Empfänger, Anzeigergeräte) bei SFR in Auftrag gegeben. Ich weilte für einige Monate in Paris, um das Material in Ausbildungskursen der Lieferfirma kennen zu lernen.

Im Jahre 1954 war die Ausbildungsanlage Dürnbach aufgebaut und wir konnten mit der Ausbildung des Truppenpersonals beginnen. Während der ersten Radarrekutenschule kam ich auf die Idee der « Dienstleistung an einem Stück »

für Radarsoldaten, was heute « Durchdienen » genannt wird. Mein damaliger Vorgesetzter und Schulkommandant, Hauptmann Kurt Bolliger, ermunterte mich, die Idee als ausführlichen Antrag zu formulieren, den er mit wärmster Unterstützung « nach Bern » weiterleitete. Wir erhielten bis heute keine Antwort auf diesen Antrag, der in den Akten der Abteilung für Flugwesen und Fliegerabwehr im Bundesarchiv besichtigt werden kann.

Wir hatten damals keine Ahnung von Systemtechnik und versuchten, aus den beschafften Einzelstücken funktionierende Radarsysteme zu basteln, was dank der enthusiastischen Arbeit der beteiligten Instruktoren, Techniker und Ingenieure auch erstaunlich gut gelang. Es war möglich, vom Dürrbach und von der Bütschelegg aus Flugwege zu rekonstruieren und erste Interzeptionen durchzuführen.

1958 wurde bei der US Air Force eine Radarstation *AN/FPS-20A* mit *Arctic Tower* bestellt. Es handelte sich dabei um die Standardausrüstung der damaligen Dew Line-Radarkette, die von Grönland bis Alaska zum Erkennen sowjetischer Angriffe im Betrieb stand. Im Vergleich mit unseren SFR-Radarstationen hatte die neue Anlage eine etwa zehnfache Leistung und eine neue Technologie. Der *Arctic Tower* wurde inklusive Radome und Armierungseisen für die Fundamente aus den USA geliefert und auf dem Wangenerberg bei Dübendorf aufgestellt. Die Radarstation wurde im *Arctic Tower* für die Ausbildung der Truppe und der Unterhaltsinstanz installiert und danach im Vollzug der ursprünglichen Idee von Oberst Armin Ettinger auf die Anlage Scopi verschoben, als diese für die Aufnahme des neuen Systems umgebaut war. Zusammen mit einem sogenannten « Höhenfinderradar » von Philips stand das System *AN/FPS-20A* bis zum Jahr 2001 auf dieser Anlage im Einsatz. Das Radarbild wurde in die Einsatzzentralen übermittelt und dort als Analoginformation subsidiär verwendet.

Der Bau der unterirdischen Kriegsradaranlagen auf Berggipfeln von 2100 bis 3200 m ü.M. war ein absolut abenteuerliches Unterfangen, das sehr viel Zeit beanspruchte. Ausserdem mussten Richtstrahlverbindungen zwischen den Radarstationen und den vorgesehenen Einsatzzentralen beschafft und mit den notwendigen Relaisstationen, ebenfalls in Anlagen unter Fels auf hohen Bergen, aufgebaut werden. Auf die mobilen Radarstationen wurde wegen « unüberwindbaren Problemen mit der Verkehrsgesetzgebung » verzichtet. Wir haben aber auch die damalige Unmöglichkeit der Informationsübermittlung dieser Sensoren erkannt.

Im Jahre 1962 wurde auf der Weissfluh ein erster Truppendienst mit einer betriebsbereiten SFR-Radarstation durchgeführt. Technisch war das Ergebnis positiv. Ein Dauerbetrieb mit einem Personalbedarf von über 400 Mann erwies sich als organisatorisch sehr schwierig. Die Luftlage konnte lokal einigermaßen befriedigend von Hand auf eine transparente Karte aufgezeichnet werden. Die Gesamtleistung war auf etwa 10 bis 20 Flugwege begrenzt. Eine Übermitt-

lung an die Einsatzzentrale erwies sich als äusserst problematisch. Die Erstellung einer Gesamtluftlage war aus informationstheoretischen Gründen mit der damaligen manuellen Erfassung und telefonischen Durchsage überhaupt nicht möglich. Daran änderte auch die Entwicklung einer sogenannten « Datenverarbeitungsanlage » zur automatischen Übermittlung von Analogdaten nicht viel. Die « Jägerleitung *Hunter* gegen *Hunter* » wurde ab Radarstation erfolgreich durchgeführt.

Ebenfalls im Jahre 1962 erfolgte die Genehmigung des taktischen « Pflichtenheftes *Florida*, Halbautomatisches Luftüberwachungssystem und Führungssystem der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen für Flugzeuge und Fliegerabwehrlenk Waffen » durch die LVK und die Ernennung von Oberstleutnant i GSt Kurt Bolliger zum Projektleiter. Mit dem amerikanischen System *Florida* wurde ein sehr mutiger Schritt unternommen. Bei der Übernahme durch die Truppe im Jahre 1970 handelte es sich um das am besten integrierte digitale Luftwaffenführungssystem in Europa, wenn nicht weltweit. Drei Gebirgsstandorte wurden mit Primär- und Sekundärradarstationen ausgerüstet und zwei Einsatzzentralen dienten der Führung der FF Truppen. Das damals umfangreichste und fortschrittlichste Computerverbundsystem der Schweiz diente der Erfassung, Übermittlung und Darstellung der Luftlage- und Führungsinformationen für den Einsatz der Kampfflugzeuge und der *Bloodhound*-Lenk Waffen. Ein Flugfunksystem und Übermittlungs Kanäle für die Führung und Einsatzleitung waren integrierende Bestandteile des *Florida*-Systems, welches von 1970 bis 2002 im teilweisen Dauereinsatz stand und laufend verbessert sowie an neue Bedürfnisse angepasst wurde. Eine ganz wichtige Ergänzung erfolgte ab 1979 mit *Flinte*, dem digitalen Führungsinformationssystem der FF Truppen.

Fünf Radarsysteme *Taflir*, die mit dem Rüstungsprogramm 1985 beschafft wurden, sollten die Lücken der Radarüberwachung im unteren Luftraum ausfüllen. Die Integration in die Luftlage erwies sich als problematisch und konnte erst nach unserem Betrachtungszeitraum gelöst werden.

Zu erwähnen ist die Beschaffung von Landeradaranlagen für die Militärflugplätze mit den Rüstungsprogrammen 1969 und 1970. Es handelte sich um einen Quantensprung in der operativen Allwettertauglichkeit der Flugwaffe.

In den 1980-er-Jahren erfolgte die Beschaffung von bodengestützten Mitteln für die elektronische Aufklärung im Luftraum sowie der Aufbau eines Netzes von ortsfesten Anlagen, die diesem Zwecke dienen.

2.5. Ausbau der FF Infrastruktur : eine schweizerische Meisterleistung

Unter dem Mantel der Geheimhaltung und deshalb von der Öffentlichkeit kaum beachtet wurde in den Fünfzigerjahren ein ambitiöses Infrastrukturpro-

gramm in die Wege geleitet. Auf sechs Flugplätzen erfolgte der Bau von Kavernen für die Unterbringung von Kampfflugzeugen und zwölf Flugplätze wurden mit Kommandoposten unter Fels und zwei Kilometer langen Pisten ausgerüstet.

Hauptinitiant dieser wichtigen baulichen Aktivitäten war Oberstbrigadier Walter Burkhard, Direktor der Militärflugplätze seit 1933. Er war mit dem Vollzug des nachfolgenden Befehls von General Guisan ⁴ an den « Kdt. der Fl. und Flab. Trp. » aus dem Jahre 1943 beauftragt: « Sämtliche Flugplätze im Zentralraum sind *unverzüglich* so auszubauen, dass sie bei jeder Witterung voll verwendungsfähig sind. (...) Gleichzeitig hat auf allen Reduitflugplätzen der Bau sämtlicher Schutzanlagen für die Unterbringung von Material und Personal (...) zu erfolgen. » Walter Burkhard hatte diesen Auftrag bis zu seiner Pensionierung im Jahre 1960 als gültig und rechtskräftig erachtet. Er verfügte über gute Beziehungen zur Generalstabsabteilung und über fähige Mitarbeiter, welche mit Hingabe an diesem Werk arbeiteten.

Parallel zum Ausbau der Kriegsflugplätze wurde das sogenannte « Flieger-Höhennetz » gebaut. Ein unterirdischer Kommandoposten, vier Radaranlagen unter Fels sowie vier grosse und zahlreiche kleinere geschützte Übermittlungsanlagen gehörten zum umfangreichen Bauprogramm. Die Beschaffung des Materials für die elektronische Ausrüstung all dieser Anlagen erfolgte im Rahmen von Rüstungsprogrammen.

Initiant des « Flieger-Höhennetzes » war Oberst Armin Ettinger, von 1953 bis 1968 Ausbildungschef der Flieger-Nachrichtentruppen. Er fand in Oberstbrigadier Walter Burkhard einen Verbündeten für dieses Werk, das auch in Zukunft für die Führung und den Einsatz der Luftwaffe das Rückgrat darstellt und heute kaum mehr realisierbar wäre. Fritz Gerber, Direktor der Militärflugplätze von 1961 bis 1968, und Hans Giger, Direktor der Abteilung für Militärflugplätze von 1969 bis 1979, haben das Infrastrukturausbauprogramm mit grossem Engagement weiter geführt und zum Abschluss gebracht.

Die Manöver der FF Truppen des Jahres 1972 waren für die Abteilung für Militärflugplätze (AMF) der Anlass zu einem enormen Kraftakt. Die Schutzbauten für Flugzeuge auf den so genannten Feldflugplätzen, die Anpassung aller Anlagen des Höhennetzes an das System *Florida*, die Schutzbauten auf den *Bloodhound*-Stellungen und die Mittel für die Reparatur zerstörter Landepisten wurden auf den Manöverbeginn fertig gestellt. Ich hatte als damaliger Stabschef der AMF die Aufgabe, den Stand aller Arbeiten zu koordinieren und zu kontrollieren. Das war eine äusserst interessante Mission. Vor und nach mir hat sicher nie mehr eine Einzelperson alle ortsfesten Anlagen der FF Truppen bis in den hintersten Winkel kritisch inspiziert. Ich war damals von den Objekten,

21.09.1997.

aber auch vom Einsatz und von der Kompetenz der Beteiligten sehr beeindruckt. Bis zum Ende des Kalten Krieges war diese FF Infrastruktur eine hervorragende Basis für alle materiellen Ausbauschritte und ein wichtiges Argument der Dissuasionsstrategie.

2.6. Zuverlässigkeit und Verfügbarkeit

Die besten Waffensysteme sind unnütz, wenn sie infolge schlechten Unterhalts und ungenügender Wartung still stehen. Der Einsatzbereitschaft der Flugzeuge mit ihren Waffen und der Führungssysteme hatten bei den FF Truppen in der Zeit des Kalten Krieges immer einen sehr hohen Stellenwert. Die Direktion der Militärflugplätze beziehungsweise die Abteilung/das Bundesamt für Militärflugplätze (BAMF) waren Garant dafür. Eigenständigkeit und Unabhängigkeit vom Ausland im Unterhalt, hundertprozentige Lieferbereitschaft der Ersatzteile, Perfektion im Betrieb waren die Grundbegriffe. Bei « Vorkommnissen im Flugdienst » oder Unterschreiten der angeordneten Bereitschaft läuteten die Alarmglocken. Es gab dann Nacht- und Wochenendarbeit. Aus vielen Erfahrungen und Vergleichen durften wir uns auf diesem Gebiet zur Weltspitze zählen.

Ein Grund für die gute Qualität lag auch in der ungeteilten Verantwortung des BAMF und seiner Vorgängerorganisationen für den Betrieb und den Unterhalt des Spezialmaterials und der Infrastruktur der FF Truppen. Diese « Machtposition » war der Bernerbürokratie stets ein Dorn im Auge. Fast periodisch versuchten andere EMD- und Bundesstellen, Teile dieser Verantwortlichkeit an sich zu reißen, was zu aufreibenden und ineffizienten Rechtfertigungsübungen führte.

Ab 1965 befasste sich das Kommando der FF Truppen auch theoretisch mit den Fragen der Zuverlässigkeit und der Verfügbarkeit. Die Einrichtung eines Lehrstuhls für dieses Fachgebiet wurde unterstützt. Professor Alessandro Birolini baute dann an der ETHZ das entsprechende wissenschaftliche Fachgebiet auf.

3. Institutionale Aspekte : vom Chaos zur professionellen Führung

Der Zustand der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen war bis in die 1960-er-Jahre stark vom Aktivdienst geprägt. Die Führungsstrukturen waren seit 1945 nicht wesentlich verändert worden. Eine zentrale Einsatzleitung existierte nicht.

Die Flieger- und Fliegerabwehrregimenter wurden für den Einsatz einem grossen Verband der Armee zugewiesen und führten dort den Kampf mit eher fragwürdiger Wirkung selbständig.

Bis 1964 war die Führung der FF Truppen mit « Altlasten » aus der Zeit des Aktivdienstes 1939 bis 1945 belastet. Die fragwürdige Absetzung von Oberstdivisionär Hans Bandi als Kommandant der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen auf Ende des Jahre 1943 hinterliess Spuren und führte zu Reibereien innerhalb der Führung.

Nach Oberstdivisionär Fritz Rihner war Oberstdivisionär Etienne Primault seit 1953 bis 1964 Kommandant und Waffenchef der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen. Dies bedeutete eine Personalunion zwischen dem Kommandanten der FF Truppen und dem Chef der Abteilung für Flugwesen und Fliegerabwehr. Er nahm an den Sitzungen der Landesverteidigungskommission (LVK) teil, hatte aber dort kein Stimmrecht.

Beim Studium der Protokolle der Landesverteidigungskommission aus den 1960-er-Jahren hinterlässt Etienne Primault als Berater dieses Leitungsgremiums in Luftverteidigungsbelangen einen schwachen Eindruck. Er hatte offensichtlich keine klare Vorstellung der operativen Bedürfnisse und wechselte oft seine Meinung, in einigen krassen Fällen sogar im Laufe einer Sitzung. Von den hohen Ansprüchen und Verfahren eines komplexen Rüstungsvorhabens hatte er keine klare Vorstellung. Die ihm zugespielten Warnungen vor möglichen Problemen im *Mirage*-Geschäft ignorierte er. Im bereits einmal zitierten Schreiben charakterisiert Kurt Bolliger ⁵ die damalige personelle Situation wie folgt :

« (...) Eigentlich hatten wir nur einen echten Führer, der unbestritten war : Walter « Gröni » Burkhard. Aber der hütete sich, sich in die ewigen Streitereien der Berner einzulassen, hatte dafür in Dübendorf peinliche Ordnung und eine treue, kompetente Gefolgschaft. Ich wage die Behauptung, dass wenn « Gröni » 10 Jahre jünger oder Studer 10 Jahre älter gewesen wären, wären uns die *Mirage*-Affäre und vieles Andere erspart geblieben. Deshalb, so glaube ich, waren die Sechzigerjahre nicht zuletzt für uns Jahre personeller Fehlplanungen. (...)»

Nach meinen eigenen Beobachtungen in Dübendorf war Walter Burkhard (Direktor der Militärflugplätze von 1933 bis 1960) eine herausragende Persönlichkeit. Er und sein Nachfolger Fritz Gerber (Direktor der Militärflugplätze 1961 bis 1968) stellten an die Disziplin und Qualität der Mitarbeiter hohe Anforderungen. Sie führten mit einfachen und einleuchtenden Grundsätzen. Ein geflügeltes Wort lautete : « Geh'nicht zum Fürst, wenn Du nicht gerufen

⁴Der Chef des Generalstabes, Schreiben Nr. 310/1 6/Lü/at. vom 22.2.43, Ziffer A.1.

⁵Zitat aus einem Schreiben von Korpskommandant Kurt Bolliger an der Verfasser vom

würst ! » Damit hielten sie sich von den Streitereien in Bern fern und handelten nach ihrer eigenen Kompetenz und Überzeugung. Das Resultat liess sich sehen und wirkte sich bis zum bedauerlichen Ende des Bundesamtes für Militärflugplätze im Rahmen des Projekts « EMD 95 » positiv aus.

Die Führungsriege der FF Truppen in Bern war also zerstritten, die « Flieger » waren sich in Rüstungsfragen uneinig und es herrschte ein Grabenkrieg zwischen « Fliegern » und « Flabisten ». Die Stigmatisierung der Fliegerabwehr durch den Begriff « flabtauglich » beim Aufbau dieser Truppe im Laufe des Aktivdienstes spielte dabei sicher auch eine Rolle.

Die *Mirage*-Angelegenheit wirkte als reinigendes Gewitter für die Führung der FF Truppen. Es ergab sich die Möglichkeit zu einem neuen Beginn mit neuen Leuten. Der von Aussen kommende Eugen Studer wirkte als integrierende Persönlichkeit. Die FF Truppen erhielten 1968 eine neue Führungsstruktur. Der Kommandant der FF Truppen war nun Oberstkörpskommandant und stimmberechtigtes Mitglied der Landesverteidigungskommission. Die Abteilung für Flugwesen und Fliegerabwehr (AFLF) und die Abteilung für Militärflugplätze (AMF) wurden ihm (weitgehend) unterstellt. Die Truppe war in einen Stab und drei Brigaden gegliedert. Der Kommandant führte periodische Rapporte mit gemeinsamer Behandlung der anstehenden Probleme durch. Die Planung der Ausbaubedürfnisse geschah mit System und in Absprache mit dem Generalstabschef und dem Rüstungschef. Die Stäbe und Truppen erhielten Gelegenheit zu Übungen im Verbund, die Einsatzleitung erfolgte mit geeigneten Mitteln und Verfahren.

Das Selbstvertrauen der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen wurde gefördert, der grösste Teil der früheren Querelen begraben. Oberstkörpskommandant Studer hat mit seiner starken Persönlichkeit zu diesem Ergebnis sehr viel beigetragen. Seine Nachfolger hatten das Privileg, auf einer professionellen Institution aufbauen zu können.

Die Verteidigungsfähigkeit der FF Truppen wurde dank einer gut organisierten Führung ab 1968 systematisch gefördert und ausgebaut. Die FF Truppen hatten im Gegensatz zur übrigen Armee einen Chef und wurden zeitweise darum beneidet.

Die Struktur der FF Truppen basierte auf dem Milizprinzip mit insgesamt etwa 50 000 Angehörigen der Stäbe und der Brigaden. Funktionsfähig war diese Milizorganisation aber nur dank den etwa 500 Berufsleuten des Bundesamtes für Militärflugwesen und Fliegerabwehr (BAFF) mit seinen Berufsmilitärpiloten, Instruktoren und administrativen Personal sowie dem Bundesamt für Militärflugplätze (BAMF) und seinen Betrieben mit rund 3000 Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern. Diese hoch motivierten Berufsleute stellten alle nicht miliztauglichen Funktionen sicher. Sie bildeten die Milizangehörigen aus und unterstütz-

ten sie im Truppeneinsatz. Das originelle und einmalige schweizerische System

wurde von den ausländischen Berufsluftwaffen kaum je begriffen.

4. Funktionale Aspekte : Stärken und Schwächen der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen

Unter diesem Titel stellt sich die Frage der operativen Kompetenz der FF Truppen im Zeitraum des Kalten Krieges. Nach meiner Erinnerung war die operative Kompetenz der FF Truppen in den 1950-er- und 1960-er-Jahren katastrophal schlecht. Philippe Henchoz, als Oberstbrigadier von 1969 bis 1976 Kommandant der Flugplatzbrigade 32, war ein scharfer Kritiker der damaligen Zustände. Die Flugwaffe bezeichnete er als « Aero Club » und wenn von der Fliegerabwehr die Rede war, sagte er : « Grosse, dreckige Schuhe ! ». In den Wiederholungskursen der Fliegertruppen wurden die Flugzeuge nie mit Munition eingesetzt. Die Verbindungen funktionierten nicht oder wurden nicht benützt. Die Fliegerabwehr beschränkte sich – ausser den Kursen auf den Schiessplätzen – auf den Stellungenbezug. Es gab keine kombinierten Übungen aller Truppen auf einem Flugplatz oder in einer Manöverübung. Offenbar war die Führung der FF Truppen an operativen Fragen nicht besonders interessiert. Anders verhielt es sich mit dem Gewehrgriff und der Achtungstellung der Soldaten, die als Wertmassstab der Einsatzbereitschaft einer Truppe galten.

Diese Situation änderte sich mit dem Amtsantritt von Oberstkorpskommandant Eugen Studer und seiner neuen Führungsequipe. Den FF Manövern des Jahres 1972 lagen operative Kriterien und Messgrössen zu Grunde. Erstmals in der Geschichte der FF Truppen wurden alle operativen Funktionen gleichzeitig abgewickelt und einer Bewertung unterzogen.

In der Zeit nach 1972 wurden die operativen Fähigkeiten der FF Truppen in vielfältigen kombinierten Übungen systematisch geschult und gemessen am jeweiligen Luftkriegsbild evaluiert. Philippe Henchoz hat dazu viel beigetragen. Er forderte Truppendienste, die dem Kriegseinsatz möglichst nahe kamen und fand damit bei seinen Vorgesetzten und bei seinem Stab offene Ohren. Aus dieser Zeit stammt meine Erfahrung, dass bei der Truppe nur funktioniert, was geübt wurde.

Die FF Truppen hätten bei einem militärischen Angriff auf die Schweiz in der Zeit bis 1965 die gestellten Aufträge der Armeeführung nur ungenügend erfüllen können. Bestimmt hätten sich die Piloten, die Fliegerabwehrkanoniere und alle Truppen ehrenvoll geschlagen. Die Mängel in der Führungsfähigkeit, die materiellen Schwächen und die fehlende operative Schulung der Truppe hätten sich vermutlich auf die Verluste an Mannschaft und Material verheerend ausgewirkt. Für die Zeit nach 1972 sieht die Beurteilung der Stärken und Schwächen anders aus. Die FF Manöver von 1972 und die zahlreichen kombinierten Übung danach dienten der laufenden Evaluation der operativen Tauglichkeit und der Ermittlung von Schwachstellen.

4.1. Die Stärken der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen von 1972 bis 1990

Die Führungsstruktur mit Einsatzleitung erwies sich als gut brauchbar. Das Führungsinstrumentarium bestand die Tests im Rahmen seiner physikalischen Grenzen. Die notwendige und krisenfeste Kommunikation war sicher gestellt. Die Flugwaffe war in der Lage, mit ihren rund 300 Kampfflugzeugen und 100 Leichtflugzeugen und Helikoptern in vier Einsatzarten Leistungen zu erbringen :

- Mit 36 Flugzeugen *Mirage IIIS* konnte die Luftpolizei und die Luftverteidigung gegen hoch und schnell fliegende Eindringlinge wahrgenommen werden.
- Die gut 100 Kampfflugzeuge *F-5E/F Tiger* waren ab 1980 in der Lage, mit Infrarot-Luft-Luft-Lenk Waffen *Sidewinder* bestimmte Luftpolizeiaufgaben sowie im Raumschutz eine räumlich und zeitlich begrenzte Luftüberlegenheit zu gewährleisten.
- Die rund 150 Kampfflugzeuge *Hunter* waren bereit, die direkte Feuerunterstützung der Armee durchzuführen.
- Für die wichtige Rolle der Luftaufklärung standen 18 Flugzeuge *Mirage III RS* zur Verfügung.
- Für den Lufttransport konnten 100 Helikopter *Alouette II* und *III* und 12 Leichtflugzeuge *Pilatus-Porter PC-6* eingesetzt werden.

Die Fliegerabwehr war zur differenzierten Luftverteidigung gerüstet :

- Auf sechs ortsfesten Lenkwaffenstellungen waren neun *Bloodhound* Batterien einsatzbereit. Nach einer digitalen Zielzuweisung durch die zentralisierte Einsatzleitung konnten mit diesem System hoch und schnell fliegende Einzelziele mit zielsuchenden Flugkörpern auf eine Distanz von 100 km mit hoher Erfolgswahrscheinlichkeit bekämpft werden. Das *Bloodhound*-System war eine eigenwillige britische Konstruktion mit beeindruckenden Leistungsmerkmalen.
- Für den Objektschutz standen 64 mittlere Fliegerabwehrbatterien mit je vier 35 mm-Zwillingsgeschützen und (ab 1985) je zwei Feuerleitsystemen *Skyguard* zur Verfügung. Diese Systeme haben eine Wirkungsstrecke von rund vier Kilometern.
- Nach 1985 standen der Armee 60 Feereinheiten des Boden-Luft Fliegerabwehr lenkwaffensystems *Rapier* für die Allwetter-Luftverteidigung von definierten (Gegenschlags)-Räumen zur Verfügung.
- Nach wie vor verfügte die Armee auf dem Gefechtsfeld über rund 1500 20 mm-Fliegerabwehrkanonen. Diese Waffen erhielten mit dem Aufbau der Luftmobilität auf dem Gefechtsfeld eine neue Bedeutung.

Die Elemente Motivation der Truppe, Schutzgrad der Infrastruktur, integriertes Führungssystem und diversifizierte Luftverteidigung waren ausgesprochene

Flugwaffe : Stärken ab 1972

300 Kampfflugzeuge, 100 Transportflugzeuge

- 36 Jäger *Mirage IIIS*
- 18 Aufklärer *Mirage IIIRS*
- 100 (ca.) Flugzeuge *F-5E/F Tiger* (Raumschutz)
- 100 (ca.) Flugzeuge *Hunter* (Erdkampf)
- 100 (ca.) Helikopter *Alouette II/III*
- 12 Transportflugzeuge *Porter*

Stärken des Fliegersabwehrs

- 9 Feereinheiten *Bloodhound*
- 128 Feereinheiten 35 mm mit *Fledermaus – Skygard*
- 60 Feereinheiten *Rapier*
- 1500 (ca.) 20 mm-Fliegerabwehrgeschütze

Stärken der FF Truppen. Einen Vergleich mit den Nachbarluftwaffen brauchten die FF Truppen nicht zu scheuen. Die Luftverteidigung war in Bezug auf den Raum sehr dicht und besser integriert. Die Kompetenz der Truppe liess sich mit den benachbarten Berufsluftwaffen durchaus vergleichen.

4.2. Die Schwächen der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen von 1972 bis 1990

Eine ständige Sorge für die Führung der FF Truppen war die Mobilmachung und das kurzfristige Hochfahren der notwendigen Bereitschaft. Ein überraschender feindlicher Schlag gegen die Infrastruktur hätte sich gravierend auswirken können.

Das Unterfliegen der Luftlageerfassung durch tiefstfliegende Aggressoren war ein grosses Problem. Die Integration der Radarsysteme *Taffir* in die allgemeine Luftlage erwies sich als schwierig und konnte erst nach unserer Betrachtungsperiode gelöst werden.

Avionik und Lenkwaffen der Flugzeuge *Mirage IIIS* waren den potentiellen Aggressoren in Reichweite und Störfestigkeit zunehmend unterlegen. Ein leistungsfähiges neues Waffensystem drängte sich aus operativen Gründen dringend auf.

Die *Hunter*-Piloten hätten ihre Feuerunterstützungs-Missionen sicher mit grossem Mut erfüllt. Auf Grund des Leistungsprofils wäre aber die Verlustquote solcher Missionen hoch gewesen. Darüber waren sich alle Beteiligten im Klaren.

Die Beschaffung von Nachrichten durch die Luftaufklärung im optischen und im Infrarotbereich war zwar sehr genau und aufschlussreich, aber in der Auswertung und Übermittlung der Ergebnisse sehr zeitraubend. Im Zeitalter der raschen Abläufe hat sich eine Echtzeitaufklärung als notwendig erwiesen. Erste Versuche mit Aufklärungsdrohnen erwiesen sich für die Zukunft als viel versprechend.

Für die Sicherstellung der notwendigen Luftmobilität des Kampftruppeneinsatzes genügten die vorhandenen Helikopter nicht. Die Versuche mit einer Vorseerie von Transporthelikoptern zeigte das Bestehen dieser Lücke drastisch auf.

Die Abwehr von Abstandswaffen, Boden-Boden-Lenkwaffen und Marschflugkörpern war (und ist immer noch) eine gravierende Schwachstelle der schweizerischen und der europäischen Luftverteidigung.

Bei jeder Armeestabsübung wurde in einer Schlussphase « die Zusammenarbeit mit Grün » als Glasperlenspiel zelebriert. In Wirklichkeit wäre eine solche Zusammenarbeit für die FF Truppen zwar notwendig aber aus vielfältigen Gründen unmöglich gewesen. Die Begriffe, die Sprache, die technischen Schnitt-

stellen und die Normen stimmten nicht überein. Eine Integration von Waffensystemen oder Verbänden war kurzfristig undenkbar.

5. Zum Spannungsfeld zwischen Neutralität und Dissuasionsstrategie

5.1. Neutralität als sicherheitspolitisches Prinzip

In der Zeit des Kalten Krieges war die Neutralität als sicherheitspolitisches Prinzip auf der Verfassungsebene unbestritten. Für die Führung der FF Truppen war das ein klarer Fall. Es wurde ihr von politischer Seite auf die Finger geklopft, wenn etwas nach Verletzung des Neutralitätsprinzips roch. So wurde zum Beispiel das Auslandstraining der Flugwaffe von den eidgenössischen Parlamentariern aller Schattierungen immer wieder hinterfragt.

Das von der Neutralitätspolitik auferlegte « Inseldasein » war für die FF Truppen ein grosses Problem. Luftverteidigung ohne ganz genaue Kenntnisse der technischen und operativen Einzelheiten möglicher Kriegsparteien ist ein Ding der Unmöglichkeit. Das geht sehr weit. Von den « grünen » und « roten » Waffensystemen, die im Konfliktfall im eigenen Interessensbereich operieren könnten, müssen die elektromagnetischen Eigenschaften bis ins letzte Detail bekannt sein. Es war für die Führung der FF Truppen ein unlösbares Problem, diese Voraussetzung der erfolgreichen Luftverteidigung den Politikern und Journalisten glaubwürdig darzulegen.

Im Ausbildungsbereich konnten mit ausländischen Luftwaffen bilateral verschiedene Projekte verwirklicht werden. In anderen Bereichen, etwa der Schaffung einer integrierten Luftlageübersicht oder dem Erhalt von Daten ausländischer Waffensysteme wurde oft auf Granit gebissen.

5.2. « Dissuasion » : Die sicherheitspolitische Strategie

In der schweizerischen Sicherheitspolitik von 1973 wurden die Ziele wie folgt definiert : Wahrung des Friedens in Unabhängigkeit, Wahrung der Handlungsfreiheit, Schutz der Bevölkerung, Behauptung des Staatsgebietes. Die Strategie der Sicherheitspolitik 1973 war genial und sehr einfach. Sie genoss hohe Anerkennung im In- und Ausland und bestand aus einem Wort : Dissuasion. Es handelte sich um eine defensive Strategie, die wie folgt definiert wurde : « Dissuasion : Kriegsverhinderung durch Verteidigungsbereitschaft ».

Seit Korpskommandant Eugen Studer dienten dieses sicherheitspolitische Zielsystem und die Dissuasionsstrategie als Messlatte für die operativen und materiellen Planungen der FF Truppen. Das Funktionieren der « Dissuasion » war an zwei Voraussetzungen gebunden :

- Die Verteidigungsbereitschaft musste als operative Kompetenz der Truppe real existieren und immer wieder unter Beweis gestellt werden.
- Die Stärken der FF Truppen mussten der Öffentlichkeit und ganz besonders den ausländischen Luftwaffen durch umfassende Kommunikation glaubwürdig bekannt gemacht werden.

Die Schaffung dieser zwei Voraussetzungen erzeugten ein Spannungsfeld zur Forderung der absoluten Neutralität. Die Verteidigungsbereitschaft einer Luftwaffe kann nicht auf der « Insel der Seligen » geschaffen werden. Das Erreichen der operativen Kompetenz erfordert zwingend einen Informationsfluss mit ausländischen Luftwaffen und Nachrichtendiensten auf verschiedenen Ebenen. Nachfolgend werden einige Aspekte dieses Spannungsfeldes kurz beleuchtet.

5.3. Der Flieger- und Fliegerabwehr - Nachrichtendienst

In der Zeit des Kalten Krieges verfügten die FF Truppen über einen eigenen professionellen Nachrichtendienst. Von 1946 bis 1981 war Rolf Lécher und ab 1982 Peter Regli Chef des FF Nachrichtendienstes.

Rolf Lécher, ein philosophisch gebildeter, musischer und gläubiger Mensch, liebte es, sich mit der Aura des Geheimdienstchefs zu umgeben. Wir belächelten oft seine als vertraulich klassifizierten Informationsblätter, deren Inhalt uns aus der Fachliteratur bekannt war. Diese ausführlichen Informationen waren aber für die Milizoffiziere für ihre Meinungsbildung und Beurteilung der Lage von unschätzbarem Wert. In den langen Jahren seiner nachrichtendienstlichen Tätigkeit baute Rolf Lécher ein solides und nachhaltiges Beziehungsnetz mit den sogenannten « befreundeten Nachrichtendiensten » auf. Vermutlich beschäftigte er sich selber nicht besonders mit der Beschaffung von Nachrichten, ermöglichte aber durch seine Beziehungen die Kontakte für unsere Spezialisten zur Beschaffung der notwendigen Kenntnisse und Informationen zur operativen Aufgabenerfüllung. Ein prominenter Freund Léchers war Vernon A. Walters, Dreisterngeneral der *US Army*, Verteidigungsattaché in verschiedenen Ländern, CIA-Direktor und zuletzt Botschafter der USA in der Bundesrepublik. Näheres über Ihre persönlichen Beziehungen haben die beiden Männer ins Grab mitgenommen.

Im Jahre 1982 trat Peter Regli, Ingenieur und Sprachentalent, die Nachfolge von Rolf Lécher an und übernahm dessen Beziehungsnetz. Der FF Nachrich-



Le Super-Puma.



L'Alouette III.

tendienst hatte damals die folgenden, teilweise ganz neuen Aufgaben zu erfüllen :

- Laufende Darstellung des Luftkriegsbildes, an welchem die operative Kompetenz der FF Truppen im Detail gemessen werden konnte.
- Beschaffung der detaillierten Spezifikationen der relevanten fremden Waffensysteme für die Programmierung der elektronischen Aufklärung im Luftraum und der digitalen Radarwarnsysteme unserer Kampfmittel.
- Die Vorwarnung der Führung vor Konflikten im interessierenden Luftraum.
- Bei Konflikten im Luftraum die laufende und detaillierte Orientierung der Führung über die Operationen und über die Konfliktparteien.
- Die Ausbildungsunterstützung des Truppennachrichtendienstes.

Peter Regli arbeitete zusammen mit seinen wenigen professionellen Mitarbeitern an diesem praktisch unerfüllbaren Auftrag mit grosser Ernsthaftigkeit und hoher Kompetenz. Er hat im Rahmen seiner bescheidenen Ressourcen auch Miliz-Nachrichtenoffiziere für die Beschaffung von Nachrichten eingesetzt und ist dabei auch das eine oder andere kalkulierte Risiko eingegangen. In der Zeit meiner direkten Zusammenarbeit mit Peter Regli wurde ich im Sinne der oben stehenden Aufgabenliste bestmöglich bedient und informiert. Ich verlangte eine umfassende Orientierung über die Tätigkeiten des FF Nachrichtendienstes. Dabei habe ich in keinem Fall einen Verstoss gegen die Legalität festgestellt. Da alle Kontakte immer im Einvernehmen mit dem fachlich übergeordneten Unterstabschef Nachrichtendienst und Abwehr der Armee und stets bilateral und nie mit einem Bündnis erfolgten, sah ich darin auch keine neutralitätsrechtlichen Probleme.

Ich kann mir mit dem besten Willen nicht vorstellen, wie eine ernsthafte Konfliktsituation ohne unseren spezialisierten und professionellen FF Nachrichtendienst hätte bewältigt werden können.

5.4. Kontakte mit ausländischen Luftwaffen

Ab 1965 wurden die Kontakte mit ausländischen Luftwaffen durch Besuche und Gegenbesuche der Kommandanten oder ihrer Stellvertreter systematisch gepflegt. Dazu gehörten unsere Nachbarluftwaffen, die amerikanische *Air Force*, die britische *Royal Air Force* sowie die Luftwaffen von Israel und Schweden. Wir erhielten aber auch gelegentliche Besuche von Luftwaffen, die sich für uns interessierten, wie etwa aus Belgien, Finnland, Saudiarabien und Tunesien. Die Kommandanten der FF Truppen benützten diese Besuche zur Information der ausländischen Gäste über unsere operative und technische Kompetenz. Die Gegenbesuche im Ausland wurden immer sorgfältig vorbereitet und ausgewertet.

Bei diesen Kontakten sind sehr konkrete Ergebnisse erzielt worden. Dazu drei Beispiele :

- Trainingskampagnen für Piloten im Luftkampf in Sardinien, Tiefflugtraining in Nordschweden.
- Luftkampftraining mit israelischen Fluglehrern in Payerne. Die Neutralitätsverträglichkeit dieser Kontakte wurde hinterfragt und selbstverständlich musste die Genehmigung durch den Chef EMD vorliegen. Im Jahre 1986 beurteilten wir Kontakte mit der südafrikanischen Luftwaffe als nicht mehr opportun und stornierten die Abkommandierung eines Piloten dorthin.
- Einmal erlebte ich eine Schrecksekunde. Ich begleitete eine Gruppe eidgenössischer Parlamentarier nach Sardinien zur Besichtigung des dortigen Luftkampftrainings. Wir waren « Gäste » der deutschen Luftwaffe, mit welcher wir bilateral die Benützung ihrer Rechte auf italienischem Territorium erwarben. Ich erklärte den Besuchern auf der Reise, unser Training habe gar nichts mit der NATO zu tun. Beim Eintreffen wurden wir vom deutschen Kommandanten mit den Worten « Willkommen auf der NATO-Basis Decimomannu » begrüsst. Das war ein echtes *Highlight* !

Als Kommandant der FF Truppen waren diese Kontakte für mich eine schwere zeitliche und auch physische Belastung. Angesichts des grossen Nutzens und der dissuasiven Wirkung erhielt ich das von meinen Vorgängern aufgebaute Beziehungsnetz am Leben. Anlässlich der Truppenbesuche bei ausländischen Luftwaffen kam ich zur Einsicht und zur Überzeugung, dass unsere Milizeinheiten nach einer kurzen Anlaufzeit den ausländischen Berufsverbänden in der Professionalität der Aufgabenerfüllung mindestens ebenbürtig waren. Die Gründe lagen in der durchschnittlich besseren Qualität unserer Milizangehörigen und im Fehlen gewerkschaftlicher Rand- und Rahmenbedingungen bei unseren Einheiten.

5.5. Ausbildung im Ausland und Auslandskampagnen

Bei der Evaluation und Beschaffung der Waffensysteme *Mirage III* mit Luft-Luft- und Luft-Boden-Lenk Waffen, *Bloodhound*, *F-5E/F Tiger*, *Maverick* und *Rapier* zeigte sich die Unmöglichkeit der Erprobung und der Ausbildung « am scharfen Schuss » in der Schweiz. Die Beschaffungsinstanz und später die FF Truppen als Benützer der Waffensysteme waren auf Basen und Schiessplätze im Ausland angewiesen. In jedem Fall musste die Neutralitätsverträglichkeit geprüft und den politisch Verantwortlichen unterbreitet werden. Hier sind einige Beispiele erwähnt :

- Erprobung der Kampfflugzeuge und ihrer Bewaffnung in den USA.

■ Verifikationsschiessen mit Boden-Luft-Lenk Waffen in Schottland und auf den Hebriden.

■ Verifikationsschiessen mit Luft-Luft- und Luft-Boden-Lenk Waffen in Schweden.

Die entsprechenden Kampagnen dauerten oft Wochen und Monate und stellten an die Berufsorganisationen der FF Truppen hohe Ansprüche. Gleichzeitig wurden unbedingt notwendige Erfahrungen gesammelt, ohne die ein Ernstfalleinsatz zum Desaster hätte werden können.

Eindrücklich ist das Beispiel der Luft-Luft-Lenk Waffe *Falcon*. Bei einer Kampagne in Vidsel in Nordschweden stürzte eine solche (Haupt-) Waffe beim Einsatz durch ein Flugzeug *Mirage IIIS* ab. Die Ursache wurde in einem ungenügend gehärteten Bolzen, welcher die Stromversorgung der Lenk Waffe in Gang setzte, gefunden. Dieser Mangel hätte zum verheerenden Misserfolg der meisten Interzeptionen geführt.

5.6. Kommunikation nach Aussen und nach Innen

Im Jahre 1954 war Hauptmann im Generalstab Kurt Bolliger Kommandant der ersten Fliegerradarrekrutenschule in Dübendorf. Er lud zu einer Presseorientierung ein. Das war ein absolutes Novum mit einem grossen Echo in den Medien. Das Eidgenössische Militärdepartement hatte damals gar kein Verhältnis zur Presse, später dann ein Gestörtes. Kurt Bolliger erweckte mit seiner Presseveranstaltung den Argwohn seiner Neider in Bern und anderswo. Sein Credo war : « Rechenschaft ablegen, was wir mit dem Geld des Volkes tun und unsere Bereitschaft öffentlich darlegen ». Das war lange vor der Erfindung der Dissuasionsstrategie. Kurt Bolliger blieb auch als Projektleiter *Florida* und später in der Führung der FF Truppen seinem Credo treu.

Seit Eugen Studer vertraten alle Kommandanten der FF Truppen die Auffassung, die Dissuasionsstrategie bedürfe einer umfassenden Kommunikation nach Aussen. Ein wichtiger Zweck dieser Kommunikation war auch die Schaffung der Akzeptanz für die notwendigen Beschaffungsvorhaben der FF Truppen. Zielgruppen der Kommunikation nach Aussen waren die politischen Instanzen, die schweizerische Öffentlichkeit, die Medien, aber auch Repräsentanten der Machtblöcke, die Akteure des Kalten Krieges und die Neutralen. Die in der Schweiz akkreditierten Verteidigungsattachés, politische und militärische Besucher der Schweiz aus dem Ausland wurden auf offiziellen und informellen Kanälen mit Informationen und Anschauungsmaterial versorgt. Eine besonders wichtige Rolle in dieser Kommunikationsstrategie spielten die Milizoffiziere mit ihren vielschichtigen Beziehungen im Inland und im Ausland.

Die jährlichen Präsentationen der Flugwaffe auf der Ebenfluh/Axalp, Auftritte an Defiléés und anderen Veranstaltungen der Erdtruppen, Tage der offenen Tür, Jubiläen mit Flugvorführungen, Truppenbesuche durch Vereinigungen und Schulklassen oder Beteiligung der FF Truppen an Ausstellungen und Messen sind einige Stichworte zu dieser umfangreichen Kommunikationstätigkeit. In diesem Zusammenhang ist auch die wichtige Rolle der « Patrouille Suisse » als Aushängeschild der FF Truppen zu erwähnen. Es gab immer wieder Gelegenheit zur Erfolgskontrolle dieser Kommunikationstätigkeit. Ein Test der besonderen Art war die eidgenössische Volksabstimmung zur Beschaffung von Kampfflugzeugen *F/A-18* im Jahre 1993.

Betreffend Kommunikation nach Aussen im Rahmen der Dissuasionsstrategie darf man den FF Truppen sicher ein gutes Zeugnis ausstellen.

Mit der Ausbildungs- und Einsatzfähigkeit der Flugwaffe ist eine gewisse Wahrscheinlichkeit von jährlichen Flugunfällen, auch mit Todesfolgen, nicht auszuschliessen. Im Jahre 1951 waren zum Beispiel 13 Tote zu beklagen und 1982 kamen bei Flugunfällen 10 Personen zu Tode. Die Gründe der Unfälle lagen mehrheitlich im Bereich des menschlichen Versagens. Bei der Häufung von Unfällen konnten auch Führungsschwächen ausgemacht werden. Die Kommunikation solcher Vorkommnisse stellt besonders hohe Ansprüche an die Führung. Der langjährige Sprecher des Kommandos der FF Truppen, Hansru-dolf Häberli, beherrschte dieses Metier. Er hatte über den Kreis der Aviatik-journalisten ein ausgezeichnetes Beziehungsnetz zu den Medien. Nach einem Unfall und bis zur Festlegung des Informationskonzepts durch den Komman-danten war er und sonst niemand Sprecher der FF Truppen. Mit seiner einfachen Sprache gelang es ihm, für das Vorkommnis das Verständnis zu wecken und zu verbreiten. Eine offene Führungskrise ist bei Flugunfällen nie entstanden.

Die Kommunikation nach Innen richtete sich sowohl an die 3500 Berufsleute als auch an die Milizangehörigen der FF Truppen mit dem Ziel der Motivation als entscheidender Faktor der Verteidigungsbereitschaft. Mittel dieser Kommunikation waren Führungsrapporte auf allen Stufen, Informationsveranstaltungen für die Kader sowie Truppen- und Hauszeitungen. Als wichtigsten Motivationsfaktor betrachte ich heute noch eine kompetente, konsequente und menschliche Führung der Berufs- und Milizorganisationen. Dieser Anspruch wurde natürlich nie gänzlich erfüllt. Wie überall gab es bei den FF Truppen auf allen Stufen auch unfähige oder überforderte Chefs.

5.7. Verflechtungen mit der Wirtschaft

Die Milizoffiziere spielten bei den FF Truppen schon immer eine ganz wichtige Rolle. Während der Zeit des Kalten Krieges waren viele von ihnen Mitglie-

der der AVIA-Gesellschaften der Flieger und der Fliegerabwehr und mischten dort an der Schnittstelle von Politik und Militär kräftig mit. Meist (aber nicht immer) fanden diese Aktionen im Interesse und im Einvernehmen mit der FF-Führung statt.

Viele Milizoffiziere leisteten weit mehr als die vorgeschriebenen Dienstage. Sie engagierten sich mit Herzblut für die Sache der FF Truppen, waren bereit für die Weiterausbildung zu Kommandanten und Generalstabsoffizieren, machten Innovationen, erfanden und leiteten Truppenübungen und bereicherten die beratenden Flieger- und Fliegerabwehrkommissionen des Kommandanten der FF Truppen.

In diesem Sinne leistete die Wirtschaft einen Beitrag an unsere Dissuasionsstrategie, die nicht hoch genug eingeschätzt werden kann. Die Wirtschaft brachte im Rahmen dieser Miliztätigkeit enorme zeitliche und finanzielle Opfer für die FF Truppen. Seit Eugen Studer bestand bei den Kommandanten der FF Truppen die Idee, den Firmen, die sich für unsere Sache derart engagierten, wenn möglich auch einen Dienst zu erweisen. Wir hatten erfahren, wie schamlos das Ausland für die eigene Wirtschaft agierte. Unsere Beiträge waren da sehr bescheiden. Selbstverständlich wurden für alle diese Kontakte die notwendigen Bewilligungen des EMD eingeholt.

Ein für mich unvergessliches Erlebnis ist der Besuch des saudischen Verteidigungsministers Prinz Sultan bin Aziz bei den FF Truppen vom April 1980. Korpskommandant Kurt Bolliger führte dem hohen Gast die ausserordentliche Kompetenz unserer Bauwirtschaft, der Industrie und der FF Truppen vor Augen. Es ging damals um grosse Schutzbauvorhaben auf der arabischen Halbinsel.

Eine ähnliche Übung für die schweizerische Bauindustrie gegenüber der taiwanesischen Luftwaffe hat mir später Ungemach eingebracht. Einige Medien nahmen mich nach meiner Pensionierung ins Visier und beschmutzten mich mit Vorwürfen der Neutralitätsverletzung, des Geheimnisverrats und noch Schlimmerem. Die Luftwaffenschutzbauten, welche eine schweizerische Ingenieurunternehmung in Taiwan geplant hatte, suchten damals weltweit ihresgleichen. Zur Zeit wird in Meiringen ein Schutzbau für die Kampfflugzeuge *F/A-18* erstellt, welcher konzeptionell der taiwanesischen Anlage sehr nahe kommt. Diese Feststellung ist für mich beruhigend und zeigt die Wechselwirkung zwischen FF Truppen und Wirtschaft.

Bei praktisch jedem Besuch von Exponenten ausländischer Luftwaffen haben wir einen Abstecher zu den Pilatuswerken in Stans und ins Flugzeugwerk Emmen gemacht. Die Existenz einer schweizerischen Flugzeugindustrie war für die Führung der FF Truppen immer ein wichtiges Thema.

Ein anderes Kapitel sind die früher erwähnten Pressionen, denen das EMD und auch die Führung der FF Truppen bei Beschaffungsvorhaben ausgesetzt waren. Persönlich habe ich mehrere entsprechende Avancen erlebt. Wir kannten die

ausländischen Korruptions- und Bestechungsskandale in Rüstungsgeschäften. Ich war von der Unbestechlichkeit unserer Beschaffungsinstanzen und der eigenen Reihen immer voll überzeugt und betrachtete dies als eine grosse Stärke unserer Position. Eine schweizerische Firma kannte offenbar den Unterschied nicht und machte einem meiner Mitarbeiter ein Geschenk, das weit über das Zulässige hinausging. Das war für mich und auch für den Betroffenen ein ganz schlimmes und schwer zu verdauendes Erlebnis.

6. Wurde der Auftrag erfüllt ?

Europa und die Schweiz haben den Zeitraum des Kalten Krieges ohne militärischen Konflikt im Zustand eines prekären Friedens überstanden. Ein Grund dafür liegt in der Furcht der USA vor dem « Dominoeffekt » der sowjetischen Einfluss- und Machtausbreitung. Die Strategie der Eindämmung führte dann zu zahlreichen « Stellvertreterkriegen » ausserhalb Europas.

Die Abschreckungsstrategie hat aber auch ihren Anteil am Erhalt des Friedens in Europa. Die Frage, ob die schweizerische Dissuasionsstrategie als Mosaikstein zu diesem Erfolg beigetragen hat, ist schwer zu beantworten und nicht messbar. Die Schweizer Armee einschliesslich der FF Truppen, der offensichtliche Wehrwille und die erheblichen Investitionen in die Sicherheitspolitik waren im europäischen Kräftevergleich ein nicht vernachlässigbarer Faktor.

Die Geringschätzung der friedenserhaltenden Rolle der Schweizerarmee im zweiten Weltkrieg durch die Mitglieder der Unabhängigen Expertenkommission UEK (Bergier-Kommission) lässt für die Beantwortung der oben gestellten Frage durch eine nächste Generation nichts Positives erahnen. Voraussichtlich werden der enorme Einsatz an Geld sowie der Zeitaufwand und das überaus grosse Engagement der Milizangehörigen und der Berufsmitarbeitenden dereinst als völlig unnötig und als Verschleiss an Energie, Ressourcen und Finanzen abklassiert. Das ist zu befürchten.

Die Frage, ob die FF Truppen bei einem militärischen Konflikt ihre Luftverteidigungsaufgabe im Sinne der sicherheitspolitischen Ziele (Wahrung des Friedens in Unabhängigkeit, Wahrung der Handlungsfreiheit, des Schutzes der Bevölkerung und der Behauptung des Staatsgebietes) hätten erfüllen können, möchte ich als Zeitzeuge, als damals in der Verantwortung Stehender und als Sachverständiger wie folgt beantworten :

In den ersten zwei Dezennien hätten sich die FF Truppen mit grossem Mut und Kampfwillen eingesetzt. Die vorhandenen Mittel und die operative Kompetenz lassen aber Zweifel am Erfolg und an einem wirkungsvollen Beitrag zum Erreichen der sicherheitspolitischen Ziele bestehen.

In den folgenden Dezennien hätten die vorhandenen Mittel sowie die Fähigkeiten, die positive Motivation und der Kampfwille der Truppe ganz wesentliche Beiträge an die Erreichung der oben erwähnten Ziele ermöglicht.

Alle Miliz- und Berufsangehörigen der FF Truppen dürfen mit Befriedigung an ihren ehrlichen und engagierten Einsatz für eine gute Sache im Zeitraum des Kalten Krieges zurück denken. Für die erneute Friedensperiode wollen wir dankbar sein.

W. D.

Résumé

La part que les troupes d'aviation et de DCA ont prise dans la politique de sécu-



Mirage III S *biplace*.

types *N-20*, respectivement *P-16*. Les circonstances font que ces projets sont abandonnés. En remplacement, l'armée suisse acquiert 160 avions *Hunter*. En 1961, un crédit de 827 millions de francs est voté pour l'acquisition de 100 *Mirage-III*, nombre réduit à 57 machines pour des questions de dépassement du budget initial. Après l'abandon du *Corsair*, le Département militaire porte son

choix sur l'avion *F-5E/F Tiger*, avec un nombre de 110 appareils. Dans le domaine du transport aérien, la capacité est progressivement augmentée jusqu'à la remise à la troupe du dernier des 104 hélicoptères *Alouette-II* et *III*, des 18 avions de transport *PC-6 Porter*. Dès 1986 débute le programme d'acquisition des *Super Puma*. Durant cette période, la DCA se trouve dans une évolution constante et positive avec les acquisitions du nouveau canon de 20 mm, du canon de 35 mm, des batteries de fusées *Bloodhound*, des engins guidés sol-air *Rapier*. Toutes ces programmes font qu'en 1986, notre pays possède le système de DCA terrestre le plus dense d'Europe, complété dès 1989 par les missiles *Stinger*.

Le dispositif « Radar » est systématiquement développé et adapté à l'évolution de la technique ; dans son ensemble, il représente, dès les années 1970, le meilleur instrument de conduite de l'aviation en Europe. L'infrastructure des troupes d'aviation et de DCA est constamment développée et améliorée.

En dehors de tous ces aspects matériels, les changements les plus significatifs touchent à l'amélioration de l'efficacité et de la disponibilité des moyens matériels. Cela est dû à des chefs et des responsables qui ont bien sai-

si que les meilleurs systèmes d'armes sont inopérants sans des mesures drastiques touchant à la maintenance et aux mesures qui en assurent la disponibilité.

Comme les autres Grandes Unités de notre armée, les troupes d'aviation et de DCA disposent de structures basées sur le principe de la milice. Parallèlement aux 50 000 militaires incorporés dans les états-majors et les brigades, 3500 professionnels des offices fédéraux de l'aviation, de la DCA et des aérodromes militaires sont engagés pour l'instruction et pour aider les officiers de milice dans leurs engagements à la troupe.

Durant toute cette période de la guerre froide, les troupes d'aviation et de DCA ont contribué de plusieurs manières à la politique de sécurité de notre pays. Durant les deux premières décennies, les moyens disponibles et les compétences opératives inspiraient quelque doute quant à l'atteinte des objectifs fixés. Dans les décennies suivantes, les moyens désormais à disposition, les capacités et la motivation positive de la troupe ont permis de dire que les missions données en matière de défense de notre espace aérien sont remplies.

Anhang 1

Der sicherheitspolitische Hintergrund

Die schweizerische Luftverteidigung ist vor dem globalen sicherheitspolitischen Hintergrund zu betrachten. Einige relevante Ereignisse in der Zeit von 1950 bis 1990 sind nachfolgend erwähnt.

Schon bald nach dem 2. Weltkrieg entstand das, was Churchill 1946 « the Iron Curtain » nannte. Die amerikanische « Truman Doctrine » von 1947 sollte die Ausbreitung des kommunistischen Machtbereichs eindämmen. 1948 wurde als direkte Folge der Berlin-Blockade durch die Sowjetunion die « North Atlantic Treaty Organisation » (NATO) und 1955 im Gegenzug dazu der Warschauerpakt ins Leben gerufen.

Am 4. Oktober 1957 alarmierte das Piepsen des ersten künstlichen Erdsatelliten *Sputnik* der Sowjetunion den Westen. Nachdem die USA ihre strategischen Streitkräfte vor allem auf Langstrecken-Bombardierungsflugzeuge basierte, wurde nun das « Missile Gap » entdeckt. Die Folge davon war ein Wettrüsten zwischen

den Blöcken nach dem Prinzip « Balance of terror as pillar of peace » während drei Jahrzehnten.

Im August 1961 begann der Bau der Berliner-Mauer. Im Oktober 1962 stand die Welt infolge der Kubakrise am Rand eines nuklearen Krieges. Die 1963 eingeführte *Hotline*

zwischen Washington und Moskau sollte das Risiko eines irrtümlichen Nukleareinsatzes bannen.

Nach der Tonking-Resolution von Präsident Lyndon B. Johnson vom 7. August 1964 wurden die US-Streitkräfte in Südvietnam aufgebaut und in zunehmendem Masse gegen die nordvietnamesischen Vietcong-Truppen engagiert. Die Tetoffensive von 1968 führte zu einem Desaster für den Vietcong und gleichzeitig zu einem psychologischen Fiasko der USA. Präsident Richard Nixon beendete das Vietnamengagement im Januar 1972 mit einem Waffenstillstand und einer schmerzlichen Niederlage der USA.

Im Nahen Osten nahm im Anschluss an die Suezkrise von 1956 die sowjetische Einflussnahme auf die arabischen Staaten und deren Aufrüstung zu. 1960 wurde angesichts des wachsenden Ölbedarfs Europas und der USA die OPEC gegründet.

Der 3. arabisch-israelische Krieg vom 5. bis 10. Juni 1967 (Sechstagekrieg) endete mit einer Niederlage der arabischen Seite und mit der Besetzung der Sinai-Halbinsel, des Westjordanlandes mit den Golanhöhen und von Jerusalem durch Israel. Dieser Konflikt offenbarte eindrücklich die zunehmende Bedeutung der Luftkriegskomponenten in der Kriegsführung. Im August 1968 wurde Europa durch die Intervention der Sowjetunion in der Tschechoslowakei zur Beendigung des « Prager Frühlings » aufgeschreckt.

Im Jahre 1972 haben Ägypten und Syrien Israel am Jom-Kippur-Tag (6. Oktober)

überraschend und mit Anfangserfolgen angegriffen. Der verlustreiche Gegenangriff Israels führt in dem Zweifrontenkrieg am 22. Oktober zum Waffenstillstand mit Gebietsverlusten für die Angreifer.

Der Afghanistan-Krieg von 1979 bis 1988 entwickelte sich für die Sowjetunion zu einem Trauma, ähnlich wie der Vietnam-Krieg für die Amerikaner.

Die Zeit des Kalten Krieges war durch eine grosse Zahl lokaler und regionaler Konflikte und Bürgerkriege geprägt. Einige dieser Konflikte stellten Stellvertreterkriege dar, in welchen die Akteure des Kalten Krieges unter anderem auch die Wirkung neuer Waffensysteme erprobten. Ein Beispiel dafür ist der Bürgerkrieg in Angola, der 1975 begann und dessen Auswirkungen heute noch nicht ausgestanden sind.

Der europäische Raum war während des Kalten Krieges nicht von solchen Konflikten betroffen. Konfliktherde in der sowjetischen Einflussosphäre wurden rigoros unterdrückt. Mit dem Zusammenbruch des Sowjetimperiums waren regionale Konflikte, insbesondere im Balkan, absehbar.

Das Phänomen des weltweiten Terrorismus und der Konflikte unter der Kriegsschwelle haben im Betrachtungszeitraum an Bedeutung gewonnen.

Luftwaffeneinsätze über grosse Distanzen haben die zunehmende Bedeutung der dritten Dimension in der Kriegsführung aufgezeigt. Dazu einige Beispiele :

Politische und militärische Aktivitäten zu Gunsten unserer Landesverteidigung

■ Brigadier Hans Jörg Huber

Regierungsrat (1976-1988) und Ständerat (1987-1995) des Kantons Aargau,
Kommandant Grenzbrigade 5 (1982-1987) ¹

Ich verstehe das mir vorgeschlagene Thema so, dass ich Ihnen berichte über meine Tätigkeiten als Soldat und Politiker auf verschiedenen Stufen. Das bedeutet, dass ich von mir selber reden muss. Ich lege Wert darauf, Ihnen zu sagen, dass ich ohne ausgezeichnete Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, tolerante Kollegen in der Politik, diesen Weg nie hätte gehen können. Ich danke ihnen und ich danke auch meinen militärischen Vorgesetzten, die für politische Zwischenrufe hin und wieder Verständnis hatten.

Zum zweiten : meine Motivation, die Lasten doppelt zu tragen. Ich wohne seit meiner Geburt bis heute in Zurzach am Rhein, 8 km östlich des Zusammenflusses von Rhein und Aare. Ich habe mit dem Jahrgang 1932 zwei „kalte Kriege“ und einen heissen Krieg aus unmittelbarer Nähe erlebt. Mein Haus steht 200 Meter von der deutsch-schweizerischen Grenze und 100 Meter hinter einem Bunker, der den Übergang über den Rhein schützt, der schon in römischer Zeit auf dem Weg zum Limes von Soldaten benutzt wurde.

Der erste „kalte Krieg“ war der Nationalsozialismus in Deutschland ; wir hörten die Reden von Hitler und Goebbels und beobachteten den Aufbau der Wehrmacht und die Abkapselung der Schweiz. Wir erlebten den Nationalsozialismus in der Schweiz. Wir erlebten den Krieg an der Grenze : unsere Soldaten in ihren Stellungen, deutsche Soldaten die auf Flüchtlinge schossen, die einem

¹ Etudes de droit aux universités de Perugia, Berne et Fribourg, couronnées par une thèse intitulée *Die Landesverteidigungskommission, Versuch einer Geschichte und Darstellung*. Après avoir pratiqué pendant douze ans le barreau à Baden, Hans Jörg Huber est élu en 1976 conseiller d'Etat du canton d'Argovie et prend le Département de la santé qui comprend également le social, les affaires militaires et la protection civile. Il accède au Conseil des Etats en 1987 et siège entre autres dans les commissions « Sécurité sociale et santé », « Réforme du gouvernement », « Politique de sécurité », « Affaires étrangères ». Membre de la Délégation suisse au Conseil de l'Europe et à l'OSCE. Président pendant treize ans de l'Association pour l'énergie atomique. Officier EMG, commandant de la brigade frontière 5.

Gefangenenlager der Firma Lonza AG in Waldshut entflohen waren, über den Rhein schwammen, häufig unser Ufer nicht erreichten.

Wir verbrachten Nächte im Keller und sahen später den Feuerschein brennender Objekte in Deutschland. Und wir erlebten die Besetzung unserer Nachbardörfer jenseits des Rheins durch französische Truppen und die grauenhafte Behandlung der Zivilbevölkerung. Zusammen mit dem Vorbild meines Vaters, der Politiker auf kantonaler Ebene und Soldat war, haben mich diese Jugenderlebnisse geprägt : Alles tun, damit wir das, was wir auf Distanz erlebt haben, in unserem Land nie erleben.

Und schliesslich : ich bin mir voll bewusst, dass ich hier im Rahmen eines wissenschaftlichen Programms spreche. Wissenschaft kann ich Ihnen nicht bieten, aber Vorgänge, Überlegungen darstellen, die sie mit Ihren Massstäben messen können. Ich gliedere das in drei Teile : der Militärdirektor im Kanton Aargau, der Kommandant der Gz Br 5, meine 8 Jahre im Ständerat, in der „sicherheitspolitischen Kommission“.

1. Der Militär- und der Zivilschutzdirektor

Im Jahre 1976 war ich beruflich seit 14 Jahren als Anwalt tätig. Seit 8 Jahren war ich Mitglied des Kantonsparlaments und seit 5 Jahren Fraktionschef der CVP-Fraktion im Grossen Rat. Militärisch war ich im Stab des Feldarmeekorps 2 als Gst Of tätig und zeitweise zu Divisionär Rapold abkommandiert, der die ersten Gesamtverteidigungsübungen vorbereitete und mit einem Minimum an Leuten auch in die Tat umsetzte. Es war vorgesehen in der Personalplanung, dass ich ab 1. Januar 1977 Stabschef der damaligen Grenzdivision 5 unter dem Kommando von Divisionär Trautweiler würde. Völlig überraschend trat ein Regierungsrat zurück. Ich entschloss mich, als Regierungsrat zu kandidieren und wurde auf Anhieb gewählt.

Welches Departement, das war jetzt die Frage. Mir blieb das Gesundheitsdepartement. Um dieses zentrale Thema „Gesundheit“ wurden nun im Abtausch Abteilungen verschoben. Am Schluss war ich Gesundheitsdirektor, Militärdirektor, Zivilschutzdirektor, „Sozialdirektor“. Meine Kollegen waren ein Nationalrat und Bundesratskandidat, Sozialdemokratische Partei, Unteroffizier der Artillerie, kritisch, konstruktiv. Der Justizminister war ein ehemaliger Berufskollege von mir, Hauptmann der Justiz, ehemals Füsiliereffizier während des Weltkrieges, Sozialdemokratische Partei, für die Armee. Der Finanzminister, Freisinnig-demokratische Partei, war begeisterter Gefreiter, auf den ich mich verlassen konnte, ebenso wie auf den Baudirektor, Kavallerist und Justizoffizier, Schweizerische Volkspartei, unser Senior.

Ich schildere das in dieser Ausführlichkeit, weil ich ohne die Toleranz meiner Kollegen für meine militärische Tätigkeit, mein Weg nicht möglich gewesen wäre. Nach drei Jahren erfüllte sich einer meiner Träume, ich durfte das Kommando des Infanterieregiments 24 übernehmen. Nach vier Jahren in dieser Funktion wurde ich angefragt, ob ich das Kommando der Grenzbrigade 5 übernehmen würde. Militärdirektor und Brigadekommandant im gleichen Kanton – war das nicht zuviel ? Ich stellte dem Regierungsrat den Antrag, dem Vorschlag des damaligen Eidgenössischen Militärdepartements (EMD) zu entsprechen und so wurde entschieden. Gleichzeitig wurde festgelegt, dass ich am Montagvormittag an der Regierungssitzung teilzunehmen hatte, von Ausnahmen abgesehen und dass ich im Falle eines Aktivdienstes kommandierte und nicht regierte. Die Kollegen waren überzeugt, den Kanton mit 4 Mann in der Exekutive führen zu können – auch in diesem Fall. Überraschend war, dass weder in der Öffentlichkeit noch in den Medien noch im Parlament sich Widerspruch erhob. Parlamentspräsidenten verschoben „meine Geschäfte“, wenn ich im Dienst

darum bat. Das war wohl eine der grösseren „Aktivitäten“ des Kantons im „kalten Krieg“, dass man diese Doppelfunktion politisch und militärisch akzeptierte.

In der Folge gebe ich Ihnen einen kurzen Überblick, was ich als Militärdirektor des Kantons Aargau bewirken konnte :

1. Das Hauptgeschäft während meiner 12jährigen Amtszeit war die Sanierung und der Ausbau des kantonalen Infanteriewaffenplatzes Aarau mit dem Schiessplatz „Geren“, eingeschlossen die Ratifizierung der Verträge mit dem EMD. Nach mehr als 20 Jahren Zaudern und Zögern entschloss ich mich für den Standort in der Stadt Aarau. Der Grosse Rat folgte mir schliesslich einstimmig, die Finanzierung wurde möglich, weil ich in meinem Departement Bauten des Gesundheitswesens – zu deren späterem Vorteil – verschieben konnte.
2. Kontakt mit den Waffenplätzen der Eidgenossenschaft im Kanton, die Geniewaffenplätze Brugg und Bremgarten. Der Aargau hat nicht nur 3 Kernkraftwerke auf seinem Territorium, sondern auch 3 Waffenplätze.
3. Kontakte mit dem Bund, dem EMD mit den Traktanden „Personelles, Investitionen, Kooperation“. Wir vermittelten bei militärischen Projekten des EMD im Kanton : Waffenstellungen, Anlagen der Logistik, Schadensbehebung nach militärischen Einsätzen.
4. Die Kontakte mit den Kommandanten der Grossen Verbände, dem Feldarmee-korps 2, der Felddivision 5, der Territorialdivision 2 wurden gefördert und sie – soweit nötig – näher an den Kanton herangeführt.

5. Personell und materiell hat der Kanton Aargau die ausserdienstliche Tätigkeit gefördert : der Pontoniere, der Schützen, der Offiziersgesellschaft, der Unteroffiziersvereine, der Waffenläufer, um Beispiele zu nennen.
6. Neu eingeführt habe ich das kantonale Treffen der auf den erwähnten Waffenplätze im Kanton tätigen Instrukturen. Der militärische Lehrkörper, die Militärverwaltung und die Politik wurden zusammengeführt in lockerem Rahmen.
7. Gepflegt wurden die Beziehungen zwischen dem Staat, der Armee und der Bevölkerung. Der Militärdirektor visitierte die Aushebung an zwei oder drei Orten im Kanton. Wenn möglich, war er am Tag der „Offenen Türe“ der Waffenplätze dabei. Ich habe sehr häufig gesprochen bei Brevetierungen von Unteroffizieren und Offizieren im Kanton, ausserhalb des Kantons, klare Akzente im Kalten Krieg gesetzt.
8. Neu gestaltet wurden die Wehrmännerentlassungen, die an 6 Orten im Kanton - begleitet von den Medien - durchgeführt wurden. Der Militärdirektor verabschiedete jeden Wehrmann mit Handschlag nach einer Ansprache und vor „Speis und Trank“.
9. Schliesslich haben wir geschrieben und schreiben lassen. Willy Gautschi, ein Historiker aus dem Aargau, verfasste die heute noch gültige Biographie über General Guisan. Auf meine Anregung hin und mit Hilfe eines kantonalen Fonds verfasste Divisionär Karl Walde die Biographie von Korpskommandant Jakob Huber, Generalstabschef der Armee im 2. Weltkrieg, Bürger von Jona im Aargau. Dass ein Aargauer die nicht einfache Persönlichkeit und Tätigkeit von Divisionär Bircher in einem gelungenen Werk bearbeitete, gehört in diese Reihe : der Kanton förderte die Herausgabe des Werkes durch einen finanziellen Beitrag. Er tat es ebenso, als Divisionär Pierre-Marie Halter das Buch, *111 Jahre 5. Division*, herausbrachte und ich gleichzeitig das Werk, *Grenzbrigade 5, 1938-1988*, mit einer Arbeitsgruppe edieren konnte. Der Effekt dieses Brigadebuches war überwältigend. Wir mussten eine 2. Auflage herausgeben, um der Nachfrage zu genügen.
10. Ich schliesse diese unvollständige Liste der Tätigkeiten des Militärdirektors mit einem jährlichen Höhepunkt im Leben der Regierung und der Kommandanten der Truppenkörper : mit der Erwähnung des Habsburg-Rapportes. Der Regierungsrat – der die Truppe im Feld jährlich mit Delegationen oder als Gesamtbehörde besucht hatte und bei jeder Wiederholungskursgruppe die Fahnenabgabe vor dem Regierungsgebäude durchführte – lädt seine Offiziere zu einem gehaltvollen Anlass auf Schloss Habsburg ein. Der Landammann begrüsst, der Militärdirektor dankt und ermuntert, zeichnet die Bedrohung, die sicherheitspolitischen Aufgaben, den Standpunkt der Regierung. Nirgends wie im Stammschloss der Habsbur-

ger, das erhalten und renoviert wurde, zeigt es sich : der Aargau ist ein wehrfreudiger Kanton, der seine Pflicht erfüllt.

Was an anderen Orten, besonders beim Bund, aus politischen Gründen unmöglich war, nämlich dass Armee und Zivilschutz im gleichen Departement betreut wurden, ist im Aargau Selbstverständlichkeit. So war es 12 Jahre im Kalten Krieg – einer besonderen Herausforderung für den Zivilschutz – meine Pflicht, diese Aufgabe zu vollziehen, zu führen, im Volk zu verankern, zu bauen, zu organisieren, zu beüben, die Regierung als Führungsorgan mit dem kantonalen Führungsstab zusammenzuführen. Als Soldat und Politiker war mir im Kalten Krieg und je länger je mehr in der Zeit des Terrorismus eine tiefe Überzeugung gewachsen : dass Armee und Zivilschutz nicht eine Haupt- und eine Nebensache waren, sondern zwei gleichrangige zentrale Elemente für das Überleben von Staat und Volk waren und sind. Wenn ich zurückblicke, so stelle ich fest, dass in den frühen 70er Jahren, angesichts der Mittelstreckenraketen, der A, B, C- Waffen in Europa ein eigentlicher „Ruck“ auf dem Sektor Zivilschutz vor sich ging. Wir konnten auf ein gutes Dispositiv von privaten und öffentlichen Schutzbauten zählen. In der Folge wurde der Zivilschutz intensiviert. Wir verfügten über einen kantonalen Führungsstab, wir bauten ihm einen Kommandoposten, angelehnt an eine Kommandostelle des Territorialdienstes. Jährlich wurden – unter Einbezug der Regierung – Stabsübungen durchgeführt.

In der Folge haben wir den Kanton in 4 Zivilschutzregionen neu gegliedert, regionale Führungsstäbe eingerichtet und KP gebaut, die Verbindung zum kantonalen Führungszentrum sicher gestellt. Ungenügend war im Aargau die gesetzliche Grundlage. Wegen der Kostenaufteilung zwischen Kanton und Gemeinden waren zwei Vorlagen vom Souverän abgelehnt worden. Der von mir vorgelegte Entwurf „Gesetz über Katastrophenhilfe und Bevölkerungsschutz“ regelte die ganze Materie und fand 1983 in der Volksabstimmung eine klare Mehrheit.

Weiter fehlte dem Kanton Aargau ein Ausbildungszentrum. 1980 konnte dem Parlament eine Vorlage unterbreitet werden, der zugestimmt wurde und die wir realisierten. Die Anlage befindet sich an der Autobahn Basel-Zürich in Eiken und umfasst mehrere Komponenten. Das Ausbildungszentrum ist der zentrale Ort für die Grundausbildung durch kantonale professionelle oder Milizinstruktoren. Die Kantone Basel-Stadt und Basel-Land, die praktisch keine Ausbildungsanlagen haben, benützen unsere Anlage. Für den Aargau ist Eiken auch Ausbildungsort für Polizei, Feuerwehr und andere Dienste. Besonders gelungen ist die Zusammenarbeit mit der Armee : der Kanton Aargau verfügt über grössere Landreserven in Eiken und brauchte für die Zivilschutzausbildung Bauten verschiedenster Art. Das EMD benützte die Bauten für die Ausbildung der Truppe im Ortskampf und in den letzten Jahren wurden die Anlagen für Armee und Zivilschutz erweitert. Formationen aus dem Feldarmee Korps 2 und dem Gebirgsarmee Korps 3 werden in Eiken ausgebildet. Gesetzgebung, moder-

ne Anlagen, eine Abteilung „Zivilschutz“ im Departement, der Bau von 4 geschützten Operationsstellen in den grossen Spitälern des Kantons führten zu neuem Selbstbewusstsein des Zivilschutzes und jetzt – davon bin ich überzeugt – zu einem leichten Übergang zum koordinierten Bevölkerungsschutz.

2. Die Entwicklung der Grenzbrigaden, am Beispiel der Grenzbrigade 5

1. Der ursprüngliche Auftrag der Grenzbrigade war der eines Stolperdrahtes, der verzögerte, den Auszugskampfverbänden in der Tiefe des Raums die Vorbereitung des Kampfes ermöglichte. Bereits im 2. Weltkrieg haben die Grenzbrigaden an Substanz gewonnen. Ich erinnere an den Bunkerbau, an die Bauten zum Schutz der Truppe, an den Gewinn an Tiefe im Raum und zusätzliche Feuermittel.
2. Nach dem „Heissen Krieg“ ging dieser Prozess konsequent weiter. Die Brigaden erhielten einen neuen Auftrag, der nicht nur Verzögerung im Raum verlangte, sondern nachhaltigen Kampf. Er sollte mit aller Entschiedenheit ab Landesgrenze geführt werden. Nicht nur Stabilität in vorbereiteten Stellungen wurde verlangt, sondern auch bewegliche Kampfführung unter optimaler Ausnützung des Geländes.
3. Neue Mittel wurden den Grenzbrigaden zugeführt, besonders in zentralen Räumen wie dem Einsatzraum der Grenzbrigade 5. 2 Auszugsbataillone wurden neu anderen Verbänden zugeteilt, der Grenzbrigade dafür ein Eliteauszugsregiment aus dem Kanton Bern unterstellt, mit dem wir uns hervorragend verstanden. Der Verband verfügte über eine herausragende innere Stabilität und die Fähigkeit zum Angriff, unterstützt durch schwere Minenwerfer. In einem gewissen Abstand vom Rhein, im Jura wurden mehrere moderne Werke mit dem 12 cm Minenwerfer und einem grossen Munitionsvorrat errichtet. Die Feuerschilde, unterstützt durch Panzerhindernisse, Sprengobjekte wurde hoch. Schliesslich erreichten wir das Ziel : vom Kommando Feldarmee Korps 2, von der Mechanisierten Division 4, von der Felddivision 5 wurde gepanzerte Kapazität für die Kampfführung im operativen Grenzraum zur Verfügung gestellt. Im Rahmen der Verteidigung wurde der Gegenangriff geübt, im Rahmen der Brigade der Gegenschlag. Die Geländehindernisse am Rhein, an der Aare, im Wasserschloss, im Jura wurde nicht nur taktisch, sondern operativ ausgenützt. Die Grenzbrigade 5 wurde dem Feldarmee Korps 2 direkt unterstellt.
4. Es liegt auf der Hand, dass das nach neuen Formen und Methoden der Ausbildung rief. Der Unterschied zwischen der Auszugsinfanterie und der Landwehrformationen sollte reduziert werden.

Ich rufe stichwortartig Tätigkeiten in Erinnerung. Jede Dienstleistung erfolgte im Brigade- Verband und begann mit dem Bezug des Dispositivs. In der Übung „FEUERVogel“ haben wir jeden Stützpunkt mit mindestens einem Panzerzug einmal angegriffen. Jede Übungsanlage enthielt Beweglichkeit und Stabilität. Ein Schwergewicht lag bei der Kaderausbildung, die täglich durchgeführt wurde. Die Angriffsgrundstellungen eines möglichen Gegners oder die passages obligés wurden ausserdienstlich im Zivil und mit der Karte rekognosziert. Wir beobachteten bei unseren Übungen im Grenzraum sehr viele Neugierige mit ausserkantonalen Autokennzeichen.

Aus der Zeit des Aktivdienstes wurden die ersten Anlagen übernommen, ergänzt, neu gebaut. Aus dem Stolperdraht im Grenzraum wurde ein Kampfraum, der wohl dotiert war, moderne Doktrin in die Tat umsetzte. Ich habe es immer bedauert und tue es heute noch : wenn alle geheimen Anlagen, Einrichtungen, Stellungen, Verbindungen der Bevölkerung offen hätten gezeigt werden dürfen, so hätte der Beharrungswille von Volk und Armee gewonnen.

Der Kalte Krieg führte uns nicht zum Nachlassen. Die Brigaden wurden aufgelöst, als sie auf einem Höhepunkt der Bewaffnung und des Könnens gestanden sind. Ob jemals wieder ein Verband gezwungen sein wird, den „Kampf ab Landesgrenze“ zu führen oder über die Landesgrenze hinaus, wir wissen es heute nicht. Zu hoffen bleibt, dass das, was erarbeitet wurde, nicht vergessen wird.

3. Sicherheitspolitik im Ständerat

Das Jahr 1987 war ein Jahr des Wandels in meinem Leben. Ich demissionierte als Regierungsrat, beendete meine Tätigkeit als Kommandant der Grenzbrigade 5 und stellte mich dem Wähler als Kandidat für ein vakantes Ständeratsmandat. Ich wurde gewählt und arbeitete in den Legislaturperioden 1987-1991 und 1991-1995 in der Kleinen Kammer, unter anderem in der sicherheitspolitischen Kommission. In einem letzten Abschnitt wird zu zeigen sein, was auf der Ebene des Bundes, im Parlament, im Kalten Krieg für die Landesverteidigung getan werden konnte. Methodisch gehe ich so vor, dass ich von den rund 40 sicherheitspolitischen Vorlagen je 4 pro Legislaturperiode anspreche.

Ich habe die Arbeit in der sicherheitspolitischen Kommission ausserordentlich geschätzt. Die Vorlagen des Bundesrates wurden in aller Offenheit vorgestellt. Es fanden Anhörungen von Befürwortern und Gegnern statt. Sehr häufig wurde die Kommission in Gruppen aufgeteilt und sie besichtigten Anlagen, Einrichtungen, Verbände, die Inhalt von Botschaften waren.

Politisch kann man sagen, dass die Linke eher skeptisch ablehnend war, die bürgerlichen Kommissionsmitglieder dem EMD zustimmten. Diese Gliederung wurde sehr oft durchbrochen : bürgerliche Kommissionsmitglieder lehnten ab,

Linke stimmten zu. Kompromisse waren nicht die Ausgangslage, sondern das hart erkämpfte Ergebnis. Ich erinnere mich im Bereich der Sicherheitspolitik an keine Vorlage, in der das Plenum nicht in den entscheidenden Punkten seiner Kommission zustimmte.

Es wäre falsch, die Kommissionsmitglieder im Bereich der Sicherheitspolitik nur in den Kommissionssitzungen und im Plenum zu sehen. Die politischen Parteien kennen sicherheitspolitische Arbeitsgruppen, die zumeist aus Parlamentariern, Offizieren der Miliz und Berufsleuten der Instruktion, sicherheitspolitisch interessierten Parteimitgliedern zusammengesetzt sind. Diese Gremien haben nicht nur Parteitage und Parolen beeinflusst, sondern auch sicherheitspolitische Konzepte entwickelt. Bei Abstimmungen waren in der Regel mehrere Referate an verschiedenen Anlässen der Partei zum Thema zu halten. Die Arbeiten der Parteien sind fraglos als politische Aktivitäten zu Gunsten der Landesverteidigung anzusprechen.

Die Jahre der Legislaturperiode 1987-1991 waren durch den Zerfall des Ostblockes, die deutsche Wiedervereinigung, des Ende der Konfrontation in Europa geprägt. Dazu trat 1991 der 2. Golfkrieg, bei dessen Ausbruch die Vereinigte Bundesversammlung eine Erklärung des Bundespräsidenten anhörte.

Das wichtigste und prägende Geschäft in dieser Legislaturperiode war die Volksinitiative „Schweiz ohne Armee“, die in den Jahren 1988, 1989 im Parlament behandelt wurde. Die Fragestellung war klar : Die Initianten wollten in der Bundesverfassung den Grundsatz verankern „Die Schweiz hat keine Armee“, die Gegner bejahten jenen Satz, den wir heute in der Bundesverfassung haben „Die Schweiz hat eine Armee“.

Der Nationalrat führte eine 10stündige Monsterdebatte durch und entschied mit 134 : 12 Stimmen für ein klares Nein. Die Diskussion im Ständerat dauerte 2 Stunden und endete mit einem Abstimmungsergebnis 43 : 0 Stimmen.

In der Volksabstimmung standen sich 1,05 Mio Ja und 1,9 Mio Nein, gegenüber. Ich erinnere mich daran, wie das massive Ja, das aus vielen Gründen zustande kam, viele Höhere Stabsoffiziere erschütterte. Politiker, die Offiziere waren, hatten ihre Kameraden zu überzeugen, dass nicht die halbe Schweiz wirklich die Armee abschaffen aber Manches und Vieles in dieser Armee verbessert wissen wollte.

Aus einem jährlichen Routinegeschäft wurde im Jahr 1989 eine sehr intensive Auseinandersetzung um den geplanten Waffenplatz Neuchlen - Answilen. Ohne Diskussion stimmte der Ständerat der Botschaft des Bundesrates mit 36 : 0 Stimmen zu, im Nationalrat lautete das Ergebnis 132 : 15 Stimmen. Damit war aber der Entscheid über Neuchlen-Answilen nicht gefällt. Es folgte die Volksinitiative „40 Waffenplätze sind genug“, die verlangte, dass militärische Übungs-, Schiess-, Waffen- und Flugplätze weder neu errichtet noch erweitert werden dürfen. Der Waffenplatz Neuchlen – Answilen sollte gänzlich besei-

tigt werden. Besonders der Ständerat wollte die Initiative als ungültig erklären aus formellen Gründen. Wir konnten uns gegen den Bundesrat und den Nationalrat nicht durchsetzen : der Souverän musste abstimmen und sagte mit 55 % Nein.

Der auch heute noch wertvolle Bericht 1990, *Sicherheitspolitik im Wandel*, war der positive Aspekt der Sicherheitspolitik in der Legislaturperiode. Letztlich wird man sagen können, dass es ohne diesen Bericht keine Armee 95 und auch keine Armee XXI gäbe. Ich habe als Kommissionsreferent für diese Vorlage am 24. September 1991 den Satz zitiert : „In der schweizerischen Sicherheitspolitik wurde ein neuer Geist geortet, nämlich der Übergang von der Reaktion zur präventiven Aktion, von der Kriegsverhinderung zur Friedensförderung und zur Existenzsicherung.“ Die ausserordentliche Zahl von 15 Ständerätinnen und Ständeräte äusserten sich zu diesem Bericht, um den uns wegen der Raschheit der Analyse der neuen Situation und die Antworten viele andere Länder benieden. Die Stellungnahme des damaligen Chefs EMD, Bundesrat Kaspar Villiger, umfasst 5 Protokollseiten, eine ausserordentliche Rede für einen Bundesrat in der Tiefe und in der Breite. Der Ständerat nahm Kenntnis vom Bericht.

Das Gesetz sieht einen Zivildienst vor... Die direkte Demokratie ist die Staatsform des Erdauerns. Das gilt – im Rückblick – für das Thema „Dienstverweigerer, Zivildienst“. Wie rasch nach langem Ringen über Jahrzehnte aber ein entscheidender Schritt getan wird und Bundesrat, Parlament und Souverän gleich entscheiden zeigt die Vorlage „Zivildienst 1991“. Sie führte zu einer Ergänzung der damaligen Bundesverfassung mit dem oben zitierten einfachen Satz, der in der Volksabstimmung mit 82 % Ja-Stimmen angenommen wurde.

Es rechtfertigt sich, noch einen kurzen Ausblick in die durch den Rahmen der Veranstaltung nicht mehr gedeckte Legislaturperiode 1991-1995 vorzunehmen. Was noch während des Kalten Krieges und des Umbruchs im Jahre 1989 in die Wege geleitet wurde, musste nun umgesetzt werden. Ich wähle 4 Entscheide von rund 20 der sicherheitspolitischen Kommission des Ständerates, die den Vorgang der Anpassung an die veränderte sicherheitspolitische Lage und an die neue Zielsetzung der Armee deutlich werden lassen.

Das Parlament entspricht der Botschaft des Bundesrates, der die Anschaffung von 34 Kampfflugzeugen *F/A-18 Hornet* im Betrag von 3495 Millionen Franken beantragt. Im Wissen um den ehemaligen „*Mirage*-Skandal“ leistete die ständerätliche sicherheitspolitische Kommission gewaltige Arbeit. Wiederum wurde die Kommission in drei Gruppen unterteilt : Militär, Recht, Finanzen. *Hearings* mit Fachleuten wurden erstmals öffentlich durchgeführt. Ich präsidierte die Gruppe „Recht“. Wir haben alle Verträge und Abmachungen zwischen der Eidgenossenschaft und den US-Lieferanten examiniert, wobei es auch galt, sich in ein anderes Rechtssystem zu vertiefen. Die Kommission als

Ganzes kam zum Schluss, dem Bundesrat und seinen Anträgen zuzustimmen. Die Verhandlung im Rat wurde erstmals durch das Fernsehen übertragen. Die Hälfte der Kolleginnen und Kollegen beteiligten sich an der intensiven Diskussion, nachdem sie drei „Gruppenberichte“ zur Kenntnis genommen hatten. Die Abstimmung ergab 33 Ja und 8 Nein, die vornehmlich dem Zeitpunkt der Beschaffung galten, nicht der Notwendigkeit einer guten Flugwaffe. Sicher aber hängt das auch damit zusammen, dass während der Beratung im Erstrat die „Volksinitiative für eine Schweiz ohne Kampfflugzeuge“ aus den Reihen der Linken und der Gruppe Schweiz ohne Armee zu Stande kam. Triumphierend teilte der Sprecher der Initianten mit, dass in einem Monat rund 500 000 Unterschriften für die Volksinitiative gesammelt wurden. In der Volksabstimmung wurde die Initiative mit 57 % Nein abgelehnt. Der Zerfall der Gruppe Schweiz ohne Armee nahm seinen Anfang.

In seinem Bericht 90 über die Sicherheitspolitik der Schweiz erklärte der Bundesrat die Friedensförderung zu einem sicherheitspolitischen Auftrag der Schweiz. Dazu sollte auch die Entsendung von schweizerischen Blauhelmtrouppen gehören. Noch selten wurde ein Heiliger im Parlament so häufig zitiert wie Niklaus von Flüe mit seinem Wort „Machet den Zun nicht zu weit“ und das Rote Kreuz geliebt, das alles tue, was die Schweiz in einer kriegerischen Welt tun solle. Der Ständerat liess sich nicht beirren und stimmte einstimmig dem Vorhaben zu, der Nationalrat mit 127 zu 23 Stimmen. In der Referendumsabstimmung wurde das im Bericht 90 applaudierte Vorhaben mit 58 % Nein-Stimmen abgelehnt. Die weitere Entwicklung ist bekannt: heute gehen die friedenssichernden Blauhelme bewaffnet in Krisenherde.

Die von Links getragene « Volksinitiative für weniger Militärausgaben und mehr Friedenspolitik » erlitt aus rechtlichen Gründen eine katastrophale Niederlage. Sowohl der Ständerat mit 37 : 7 Stimmen wie der Nationalrat mit 100 : 77 Stimmen erklärten die Volksinitiative als ungültig, die Rechtslage war klar: die Einheit der Materie nicht gegeben. Die Initiative verlangte Unmögliches: Reduktion der Kredite für die Landesverteidigung um jährlich 10 %, bis sie gegenüber dem Ausgangsjahr halbiert sind. Dem wurde entgegengehalten, dass die Reformen der Landesverteidigung obsolet würden, wenn die Initiative angenommen würde. Mit einer ungültigen Volksinitiative war der Bogen überspannt und die Resolution des Standes Genf, die Initiative als gültig zu erklären, konnte nichts bewirken.

Eine Totalrevision der Militärorganisation und der Truppenordnung oder „eine neue MO“ wird notwendig. Das geltende Bundesgesetz über die Militärorganisation stammte aus dem Jahre 1907 und war ein Flickwerk wegen der vielen Teilrevisionen. Die Armeereform 95 verlangte nach einer sauberen, gesäuberten Rechtsgrundlage. Dem wurde von beiden Räten zugestimmt. Beim Militärgesetz stand der Einsatz der Armee im Ordnungsdienst im Zentrum. Sowohl

Ständerat wie Nationalrat stimmten der Beibehaltung dieses Armeeinsatzes zu

und der „Armeeombudsman“ fand auch keine Unterstützung. Die grösste Ar-

meereform seit 1848 wurde auf das Jahr 1995 hin unter Dach und Fach ge-

bracht.

4. Zusammenfassung

Ich hatte die seltene Gelegenheit innerhalb von 20 Jahren als Regierungsrat auf der Stufe eines Kantons, als Truppenkommandant und schliesslich im Ständerat Beiträge verschiedenster Art im Kalten Krieg zu erbringen. Wenn ich zurückblicke, so meine ich, dass wir das Phänomen des Kalten Krieges bewältigt haben :

Es gelang nicht, den militärischen und den zivilen Bereich voneinander zu trennen, gegen einander aufzubringen. Das „*bonum commune*“ dominierte.

Es gelang nicht, einen Stillstand und einen Rückschritt festzuschreiben. Die Anpassung an die Entwicklung der politischen und der militärischen Wandlungen erfolgte prompt, wenn auch hin und wieder mit Verzögerung, andererseits sogar vorgreifend.

Auch im Kalten Krieg bestand trotz Phasen des Zweifels bei der überwiegenen Mehrheit der Schweizerinnen und Schweizer der Wille, den Frieden zu sichern, das Land und die Menschen zu verteidigen und zu bewahren, ein neutraler, demokratischer Staat, frei, sozial und föderalistisch zu bleiben. Damit konnten Grundlagen gelegt werden : für eine wachsende Zivilgesellschaft, politisch eine neue, moderne Bundesverfassung und militärisch wurde der Weg geöffnet zu einer weiteren, sach- und zeitgerechten Anpassung an eine Welt im Wandel, hin zu einer Armee für den Anfang des Jahrhunderts, die Armee XXI.

H. J. H.

Résumé

Hans Jörg Huber, qui a toujours habité sur la frontière à Zurzach am Rhein, a exercé, simultanément et à différents niveaux, des fonctions politique et militaires : conseiller d'Etat en Argovie, chargé de la direction des affaires militaires et de la protection civile, conseiller aux Etats à Berne, membre de la Commission de sécurité, commandant de troupe et officier d'Etat-major général. Il termine sa carrière militaire à la tête de la brigade frontière 5 (1982-1987).

Il évoque les différents volets de sa tâche de conseiller d'Etat, pendant la guerre froide, qui doit faire en sorte que les compétences cantonales en matière de défense militaire et de protection civile soient assumées dans l'esprit de la Constitution fédérale et en fonction de la menace et des besoins du moment. Cela passe entre autres par l'assainissement de la caserne d'Aarau, une des trois places d'armes sises sur territoire argovien, des contacts fréquents avec les associations militaires ou para-militaires, le soutien accordé à l'histoire militaire. Willy Gautschi, l'auteur de la fameuse biographie du général Guisan, est Argovien.

4. Témoignages d'attachés militaires suisses et étrangers



Des officiers des quatre coins du monde : les attachés militaires.

En mission à l'Est...

... un attaché de défense suisse vit la guerre froide

■ Colonel Jean-Jacques Furrer,
attaché de défense à Moscou (1981-1984) ¹

La guerre froide ayant connu, durant de nombreuses années, des bas et des hauts (blocus de Berlin 1948/49, missiles installés à Cuba en 1962, etc.), il semble judicieux de situer la période du séjour en Union soviétique et en Bulgarie (de l'automne 1981 à fin 1984) en rappelant les noms de quelques hommes d'Etat de cette époque.

Le travail d'un attaché de défense couvre les activités des attachés militaires, navals et de l'air. Dans le contexte de la défense générale, la protection civile est aussi digne d'intérêt. Le « cahier des charges » peut être résumé en trois points :

- Au sein de l'ambassade, conseiller spécialisé à disposition de l'ambassadeur et des autres membres de la mission diplomatique.
- Dans le (s) pays d'accréditation, il représente les forces armées de sa patrie ; il est homme de liaison entre le commandement de son armée et celui de son pays de résidence, voire de son (ses) pays d'accueil et il est le supérieur des militaires de son pays en stage dans le (s) pays d'accréditation (octroi d'un congé, le cas échéant mesures disciplinaires).
- Restant dans la hiérarchie militaire, il renseigne son chef sur la base d'informations glanées par des moyens exclusivement légaux : pas question d'espionnage, de recours à une fausse barbe ou à la séduction d'une guide d'Intourist (organisation presque aussi puissante que le KGB).

¹ Jean-Jacques Furrer, né à Lausanne en 1926, y a terminé ses études en obtenant, en 1950, le Diplôme de police scientifique conféré par la Délégation des facultés de droit, de médecine et des sciences. Après avoir pratiqué son métier, il devient instructeur des troupes de transport et suit plusieurs stages à l'étranger (notamment à Warminster [GB] et quatre mois à Tours [F] à l'Ecole d'application du train). Après avoir commandé 13 écoles d'officiers des transports, il devient chef de la Division de l'instruction de l'Office fédéral des troupes de transport. Dès le milieu de 1981, il passe à la Division renseignements de l'Etat-major général et occupe jusqu'à fin 1984 le poste d'attaché de défense en Union soviétique (avec résidence à Moscou) et en Bulgarie (pays d'accueil). Dans l'armée de milice, il est devenu colonel et a été chef des transports à l'état-major du corps d'armée de montagne 3, de 1973 à 1977.

Pays	1981	1982	1983	1984
Union soviétique	Leonid Brejnev (1906) jusqu'au 10.11.1982	Chancelier Helmut Kohl (1930)	Youri Andropov ² (1914) début 1983 – 9.12.1983	Constantin Tchernenko (1911)
Etats-Unis	Président Ronald Reagan (1911)		Premier ministre Bettino Craxi (1934) depuis le 4.8.1983 ³	
Grande-Bretagne	Premier ministre Margaret Thatcher (1925) depuis 1979			
France	Président François Mitterrand (1916) depuis le 10.5.1981			
République fédérale d'Allemagne (RFA)	Chancelier Helmut Schmidt (1918) de mai 1974 à septembre 1982			
République démocratique allemande (RDA)	Erich Honecker (1912) depuis 1976			
Italie	Président Alessandro Pertini (1896) depuis le 8.7.1978 Premier ministre Giovanni Spadolini (1925) depuis le 30.6.1981			
Autriche	Chancelier Bruno Kreisky (1911) depuis 1970	Fritz Honnegger président	Chancelier Alfred Sinowatz (1929) depuis le 18.5.1983	Leon Schlumpf (1925), président
Suisse	Kurt Furgler (1924), président (1917),		Pierre Aubert (1927), président	

Débutant solitaire

Un attaché de défense, ainsi qu'un ambassadeur, peut être accrédité dans plusieurs pays. Je suis donc accrédité en Union soviétique et en Bulgarie. C'est une bonne solution, car les deux peuples emploient l'alphabet cyrillique et ils sont très amis, les Russes ayant aidé les Bulgares à chasser les Turcs après cinq

² 9.2.1984 – 12.4.1984, intérim de Vassili Kouznetsov.

³ 16.12.1982 – 5.5.1983 Premier ministre Amintore Fanfani.

Sources d'informations

Les informations proviennent de quatre catégories de sources :

- Les imprimés : la presse, surtout les périodiques spécialisés, les communiqués concoctés par le ministère de la Défense et les livres (à Moscou, une librairie militaire offre, sur deux étages, livres, cartes et matériel didactique spécifiques).
- Les visites organisées à l'intention des attachés de défense (durée : entre un demi et plusieurs jours), les conférences préalables à ces visites et les informations verbales données en cas d'événements spéciaux.
- Les confidences de collègues bien disposés à mon égard ou envers la Suisse. Pour des raisons évidentes (neutralité), la collaboration était étroite avec l'Autrichien, les Suédois et les Finlandais et, par affinités linguistiques, nous étions en parfaite harmonie avec les Français et l'attaché de défense canadien francophone. « Nous », c'est-à-dire ma femme et moi-même, car, à ce poste, l'épouse a aussi sa part de responsabilités.
- Les observations personnelles comprenant aussi les informations données bénévolement par des membres de notre famille ou par des compatriotes venus dans le pays en voyage d'affaires ou d'agrément.

siècles de domination et, moins de septante ans plus tard, à libérer le pays de l'occupation nazie. A l'époque, je suis seul à me rendre de Moscou à Sofia : mon collègue autrichien et les Suédois vont à Varsovie ; les plus chanceux (Canadiens et Italiens) sont aussi accrédités en Finlande, ce qui leur permet, à chaque voyage, d'avaler une bouffée d'air occidental et, surtout, de renouveler leur stock de vivres. Le cas échéant, ils peuvent se faire soigner à Helsinki ou y faire entretenir leur voiture.

Mon prédécesseur étant subitement décédé quelques mois avant mon arrivée, c'est le ministre, deuxième personnage par ordre d'importance de l'ambassade, qui m'accompagne au Protocole militaire pour la cérémonie de bienvenue. Ensuite, j'entreprends seul les démarches destinées à la prise de contact avec les collègues des cinquante-trois ambassades qui disposent d'une mission militaire. Et quelques-unes de ces missions comptent un nombreux personnel : celle des Etats-Unis : 14 officiers, ainsi que des sous-officiers et des secrétaires ; celle de l'Inde, environ 11 officiers ; celle de France, environ 9 officiers, etc. Les relèves ont lieu tous les deux ou trois ans, mais le général roumain fait exception : il est seul à son poste depuis 1972 !

Peu après mon arrivée, j'entends un credo étonnant : « Si seulement, en 1945, nous avions poursuivi sur notre lancée jusqu'à la côte atlantique, nous aurions maintenant la paix. » La paix ? En russe, le mot *mir* a deux sens, signifiant aussi bien la « paix » que le « monde ». Dès lors, quand on proclame partout qu'avoir *mir* pour but de tous les efforts consentis, de quoi s'agit-il ? C'est comme « vit » dans le titre de ce texte : l'auteur vit-il la guerre froide du verbe « vivre », ou l'a-t-il « vue » ?

Quelques événements, petits ou grands

En 1981, au début de ma nouvelle activité, l'actualité est dominée, en Europe occidentale, par de vastes manifestations pacifistes, alors que, dans les pays du Pacte de Varsovie, l'opinion publique n'a aucune chance de se faire entendre. En Afghanistan, on se défend depuis décembre 1979 contre les troupes soviétiques. Le 18 novembre 1981, l'Assemblée générale de l'ONU demande, dans une résolution, « le retrait immédiat des troupes étrangères de l'Afghanistan », ce que Tass qualifie aussitôt « d'ingérence ouverte dans les affaires intérieures du pays » et affirme, dans une dépêche datée de New York, que la résolution a été adoptée « sous la pression des Etats-Unis, de la Chine et de leurs alliés qui ont imposé à l'Assemblée la discussion de la prétendue question afghane au cours des débats précédant le vote ». Le style du langage nous est familier.

Malgré une attention dirigée en priorité vers l'Occident, il ne faut pas oublier les relations Union soviétique - Chine dont la somptueuse ambassade, construite au temps de l'amitié, est magnifiquement située sur les monts Lénine. Mais depuis des années, la situation est tendue (troupes stationnées le long de la frontière commune).

Début décembre 1981 : mon télex (avec code indépendant du chiffre en usage dans l'ambassade) se met à crépiter fébrilement pour me mettre en état d'alerte au sujet des événements de Pologne. Le dimanche 13 décembre, le général Jaruzelski décrète l'état de siège, met en place un Conseil militaire de salut national, suspend libertés et syndicats et instaure le couvre-feu. Solidarité, dont tous les dirigeants (sauf Walesa) ont été arrêtés, est accusé d'avoir poussé la Pologne au bord de la guerre civile. Cette quatrième grande crise du pays (juin 1956 ; décembre 1970 [démission de Gomulka remplacé par Gierek], été 1976) me vaut, non seulement un épisode d'activité accrue, mais aussi la suppression du congé de fin d'année pourtant déjà accordé en des temps meilleurs... Le 16 décembre, l'administration Reagan limite les mouvements des diplomates polonais en poste à Washington, tandis que le 18, tous les chefs des partis communistes (sauf polonais) se retrouvent à Moscou pour fêter les septante-cinq ans de Brejnev.

La neutralité de la Suisse vue de Moscou

Par la déclaration du 20 novembre 1815, les grandes puissances (Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse et Russie) « reconnaissent formellement la neutralité perpétuelle de la Suisse et garantissent l'inviolabilité de son territoire. » Le texte, tel que le comprennent les Soviétiques diffère quelque peu : « (...) reconnaissent et garantissent la neutralité perpétuelle de la Suisse et (...) » Dès lors, vouloir garantir notre neutralité signifie aussi s'immiscer dans notre politique de neutralité et les Soviétiques ne manquent pas de nous reprocher des violations de notre neutralité, par exemple les thèmes de manœuvres supposant un agresseur venu de l'Est, ou les exercices de nos pilotes en Sardaigne, considérés comme des « signes évidents de nos sentiments ». Lorsque le Conseil fédéral autorise Swissair à suspendre ses vols de Zurich à Moscou pendant quinze jours en 1983, après le drame du *Boeing* sud-coréen, l'ambassadeur soviétique à Berne qualifie ce geste de violation flagrante de notre neutralité.

A l'époque, l'Union soviétique admettait la lutte des classes selon le modèle de la Révolution d'octobre et une intervention militaire déclenchée par Moscou ne pouvait être qualifiée de guerre, mais de mesures destinées à sauver, respectivement libérer les masses laborieuses. En cas de conflit entre le Pacte de Varsovie et l'OTAN, une action contre notre pays n'aurait guère tenu compte de notre neutralité. D'ailleurs, notre armée, sans moyens nucléaires, ne devrait pas être un ennemi terrible ; pourtant, l'affaiblissement de notre volonté de défense était un élément primordial dans la pensée des Soviétiques. Il était donc de notre devoir de ne laisser planer aucun doute : s'il le faut, nous défendrons notre neutralité par les armes. Selon la formule du conseiller fédéral Chevallaz, faute de pouvoir porter des coups violents en plein cœur des pays ennemis, la défense, complétée par des destructions massives, serait un pénible « nid de guêpes ».

Les obsèques de Brejnev

En 1982, la grande rencontre annuelle de trois jours organisée par l'armée bulgare a lieu du 9 au 11 novembre. Je suis donc dans mon pays d'accueil, participant à une visite d'école militaire ce mercredi 10 novembre. En fin de matinée, l'officier responsable du programme de ces journées nous réunit dans une salle de théorie et nous apprend le décès du camarade Leonid Brejnev. Après une minute de silence, le général, attaché de défense soviétique, nous quitte pour

regagner Sofia au plus vite. Le concours de tir (avec *Kalachnikov*) prévu pour l'après-midi aura lieu, mais le programme du lendemain est supprimé.

Arrivé jeudi à l'ambassade, un téléx m'ordonne de rejoindre immédiatement mon poste de Moscou pour accompagner le conseiller fédéral Aubert aux obsèques de Brejnev. Je trouve encore une place à bord d'un avion d'Aeroflot. A Sofia, comme le long de la route qui mène à l'aéroport, d'innombrables drapeaux sont en berne ; le nombre des drapeaux soviétiques semble être égal à celui des drapeaux bulgares. Arrivé à Moscou avec plus de deux heures de retard, je dois attendre encore deux heures pour recevoir ma valise, les bagagistes étant sans doute rivés aux écrans de la télévision. En traversant Moscou, je trouve une ville en état de siège : des camions bloquent les avenues menant vers le centre où on répète déjà le déroulement des funérailles...

Le lundi 15, la place Rouge est bondée de personnalités du monde entier. La délégation suisse est composée du chef du Département des affaires étrangères, M. Pierre Aubert, de l'ambassadeur Franz Muheim, chef de la Division politique I, de l'ambassadeur de Suisse à Moscou, M. Karl Fritschi, et de l'attaché de défense suisse à la présence duquel M. Aubert a attaché une grande importance pour bien marquer notre politique de *neutralité armée*.

Cette journée a permis une rencontre entre les ministres des Affaires étrangères Andreï Gromyko et Huang Hua qui ont convenu, selon Tass, « de poursuivre le dialogue politique entamé en vue d'une normalisation bilatérale progressive après vingt ans de brouille ». En effet, c'était le premier entretien sino-soviétique depuis 1969.

Entre-temps, le successeur de Brejnev, Youri Andropov est élu le 12 novembre. Aussitôt une nouvelle sensationnelle circule de bouche à oreille : « Le monde a vraiment de la chance, car il s'agit d'un modéré... il a voté, en son temps, contre l'invasion de l'Afghanistan ! » Et je ne manque pas d'être étonné que des personnages que je croyais intelligents colportent inconsidérément cette désinformation, comme si un ancien du KGB, de surcroît créateur des *spetsnaz*⁴, ne pouvait être, à l'évidence, qu'un brave homme. En quelques mois seulement de pouvoir, Andropov s'efforce d'améliorer la situation du pays, visitant les usines en incitant les ouvriers à travailler en respectant les heures de travail. Des reportages télévisés diffusent ces recommandations et Andropov fait procéder à des contrôles par la police.

Lors d'une visite d'un jour dans une école militaire des environs de Moscou, les attachés de défense présents observent dans les salles d'instruction des soldats manipulant des appareils radio ou s'exerçant au tir sur des simulateurs. Tous travaillent dans un vacarme épouvantable car, pour créer une ambiance

⁴ *Spetsnaz* : forces spéciales du Service de renseignements et d'action militaire de l'ex-Union soviétique puis de la Russie, chargées spécialement de missions de sabotage et de commando.

réaliste, des haut-parleurs diffusent les bruits du champ de bataille... L'après-midi, démonstration de tir avec toutes les armes et munitions conventionnelles, du pistolet à l'hélicoptère de combat. Un orgue de Staline est engagé en tir direct pour détruire un nid de mitrailleuse ennemi ! Ensuite, possibilité de nous entretenir avec ces soldats à l'instruction depuis quelques semaines seulement. Mes observations confirment ce que nous savons déjà : culte voué à la Grande Guerre patriotique, discipline stricte basée sur une obéissance aveugle, brutalité manifeste, échelons supérieurs indifférents aux pertes humaines, même dans leurs propres rangs.

La « guéguerre » au quotidien

Les « expulsions » sont relatées parfois dans la presse et on sait que, sporadiquement, des diplomates, journalistes, hommes d'affaires, etc. sont déclarés *persona non grata* pour « activité indésirable ». Souvent, l'Etat dont un ressortissant a été expulsé prend des mesures plus ou moins équivalentes. Ainsi, le capitaine Anatoli Zotov, attaché naval près l'ambassade d'Union soviétique à Londres, a été accusé d'espionnage et expulsé. Il a quitté Londres, où il était arrivé en janvier 1982, le dimanche 5 décembre 1982 en déclarant que toutes les accusations portées contre lui étaient sans fondement et n'étaient que purs mensonges. C'était le troisième ressortissant soviétique expulsé de Grande-Bretagne en l'espace de dix-huit mois. La riposte ne tarde pas : l'attaché naval britannique est expulsé, ce qui lui cause, vu son arrivée récente, des débours personnels assez importants. Autre opération, spectaculaire : la France renvoie, en date du 5 avril 1983, 47 Soviétiques (diplomates, journalistes, etc.). Les nouvelles relatives aux mesures de rétorsion sont discrètes ; renseignements pris (en octobre 2002 au Quai d'Orsay), 15 Français auraient dû quitter l'Union soviétique à l'époque.

La République fédérale d'Allemagne semble être dans le collimateur. Nous sommes à la veille des vacances d'été. L'attaché de l'air de la RFA, connu pour son attitude déterminée à l'égard des Soviétiques, veut aller en vacances dans son pays et quitte Moscou avec sa famille, le samedi. Alors que le déplacement prévu en Union soviétique a été dûment annoncé, sa voiture est arrêtée au premier poste de contrôle à la sortie de Moscou et la famille est obligée de retourner à son domicile. Ce contretemps est d'autant plus fâcheux que les réservations (hôtels, passage à travers la Baltique, etc.) ont été faites. Il faut attendre jusqu'au lundi pour tirer l'affaire au clair et s'entendre dire, avec force excuses, qu'il s'agit d'un navrant malentendu...

Quelques mois plus tard, nouvelle difficulté : il y a, à Moscou, plusieurs écoles étrangères : anglo-américaine, arabe, française, japonaise... et deux écoles de

langue allemande, une pour les enfants des Allemands de l'Est et une pour ceux de l'Ouest, cette dernière étant aussi fréquentée par les enfants des Autrichiens et des Suisses alémaniques. Chaque année, l'école allemande de l'Ouest organise en décembre une vente afin de récolter quelque argent pour contribuer à ses frais de fonctionnement. Nombre de Moscovites viennent à cette vente acheter pour un prix favorable des habits d'occasion et autres marchandises de qualité occidentale, tandis que les parents des élèves et les amis de l'école trouvent de menus objets, souvent confectionnés par les élèves. Or, en 1982, à peine dix jours avant la date de cette vente, les autorités soviétiques compétentes font savoir à la direction de l'école que, dès maintenant, cette vente ne sera plus autorisée. De nombreuses démarches ont lieu pour faire revenir les Soviétiques sur cette fâcheuse décision, de surcroît communiquée tardivement. En invoquant les travaux effectués depuis des mois par les élèves pour préparer cette vente, qui est aussi leur fête, et la déception des enfants privés du résultat de leurs efforts, on finit par obtenir l'autorisation, mais l'accès à la vente ne sera permis qu'aux étrangers habitant Moscou.

Pour faciliter les liaisons téléphoniques entre l'Union soviétique et les autres pays, la sélection directe a été installée pour les Jeux olympiques de 1980. Le vendredi 10 septembre 1982, le réseau téléphonique international est interrompu. Un responsable soviétique déclare qu'une défaillance technique a provoqué une panne générale de tout le réseau. Depuis la Suisse, le trafic manuel est rétabli dans la nuit du 10 au 11, mais au prix d'une longue attente, parfois de plusieurs heures ! Le dimanche 12, les communications fonctionnent pour les liaisons avec l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord et le Japon, mais seulement par l'intermédiaire d'opérateurs. Les responsables laissent entendre que la sélection directe ne sera pas rétablie avant deux ans au moins ! Les mauvais esprits se demandaient s'il s'agissait du délai nécessaire pour former de nouveaux spécialistes de l'écoute. Bientôt, cependant, les ambassades et les représentations commerciales disposent à nouveau d'une ligne permettant la sélection directe. Par contre, un jour, surprise : une personne ne réussit pas à atteindre notre ambassadeur par téléphone et, cherchant à savoir pourquoi, le central lui indique le nouveau numéro. La liaison peut être établie et notre ambassadeur apprend par ce biais que le numéro de son téléphone privé a changé !

Le drame du « Boeing » sud-coréen me cause quelque ennui

Le 1^{er} septembre 1983, un *Boeing-747* sud-coréen disparaît dans la mer du Japon avec 269 personnes à bord. Les explications officielles de Moscou font sa-

voir que « des chasseurs de la défense aérienne, qui avaient été envoyés vers l'intrus, ont essayé de lui fournir une assistance en le dirigeant vers le terrain d'aviation le plus proche, mais l'intrus n'a pas réagi au signal et aux avertissements des chasseurs soviétiques et a continué son vol en direction de la mer du Japon ». Washington ne tarde pas à parler d'un drame, cet avion civil ayant été froidement abattu par un chasseur soviétique. A aucun moment, l'agence officielle soviétique n'a démenti les accusations précises du secrétaire d'Etat américain, auquel le président Reagan a demandé d'exiger de l'Union soviétique un compte rendu « immédiat et complet » de l'affaire. Les radars et l'aviation soviétiques ayant suivi l'avion pendant deux heures et demie, l'idée d'un accident de tir est exclue.

L'Union soviétique reconnaît le fait en date du 6 septembre ; dès le 12 septembre, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la Norvège et la Nouvelle Zélande prennent des mesures. Le 14, le Conseil fédéral décide d'autoriser Swissair à suspendre ses vols sur Moscou et d'interdire l'espace aérien suisse aux appareils d'Aeroflot pour une durée de quinze jours, soit du 15 au 28 septembre 1983. L'ambassadeur d'Union soviétique à Berne, Vladimir Lavrov, convoqué le 13 au Palais fédéral par M. Aubert, président de la Confédération, déclare que le Conseil fédéral se trompe d'adresse en décidant la suspension de tout trafic aérien entre la Suisse et l'Union soviétique, l'affaire du *Boeing* sud-coréen étant un acte de provocation de la part des Etats-Unis.

Après un séjour en Bulgarie, je rentre en voiture à Moscou, en compagnie de ma femme. Le soir du 25 septembre, nous sommes à Bucarest où nous passons la nuit. Le 26, nous franchissons le Prout, la rivière marquant la frontière entre la Roumanie et la Moldavie, donc l'Union soviétique. A la sortie du pont, j'arrête la voiture devant la barrière. Le soldat de garde téléphone, vient regarder la voiture, en fait le tour, compare les chiffres des plaques arrière et avant avec une lenteur insolite. Nous avons tout le temps de contempler, en contrebas, le large ruban de sable parfaitement ratissé.

Ma femme s'impatiente, pour ma part je subodore le motif de ce scénario. Le soldat reprend le téléphone, puis, l'ayant reposé après avoir pris des ordres, lève lentement la barrière. Ce poste de Léouchény ne m'est pas inconnu mais, pour la première fois, un policier nous dirige vers la voie la plus éloignée des bâtiments. Un autre policier nous arrête, demande nos passeports ; dévisageant ma femme, il la somme de sortir de l'auto, puis la toise longuement comme pour bien vérifier sa taille. Lui rendant son passeport, il lui enjoint de rester là, tandis que je dois le suivre. Arrivé au bâtiment principal, il remet mon passeport (diplomatique !) à un capitaine de la police-frontière. Ce dernier fonce dans un bureau dont il me claque la porte au nez, porte que je ne peux pas ouvrir de l'extérieur ! Dois-je me laisser faire ? Une intervention énergique pour-

rait me valoir plus tard un incident semblable à celui dont a été victime mon collègue attaché de l'air allemand.

C'est la fin de l'après-midi et je voudrais prendre contact avec notre ambassade avant la fermeture. Les portables n'étant pas encore commercialisés, je demande à un douanier où je peux téléphoner. Il n'y a pas de téléphone « civil », les douaniers ne disposent pas d'un téléphone de service ; s'ils doivent avoir une communication, ils sont obligés de remplir une formule « Demande de ligne », la remettre à la police et ils reçoivent une ligne après une attente pouvant durer deux heures... J'ai tout le temps d'aller dire à ma femme de ne pas s'inquiéter et de revenir au poste où, après une demi-heure environ, on me rend mon passeport sans pouvoir, ou vouloir, me donner d'explication.

De retour à Moscou, voulant en avoir le cœur net, j'ai tenté de connaître le pourquoi de ce contretemps, mais je n'ai obtenu aucune réponse satisfaisante. Cependant, là-dessus, mon opinion est faite...

Il est vrai qu'il est souvent difficile de savoir s'il y a volonté délibérée ou incurie bureaucratique. Le jour où un collègue, oubliant malencontreusement son appareil de photo dans sa chambre d'hôtel pendant le repas du soir l'a retrouvé, ouvert, avec le film déroulé mis à l'air, le fait était tout clair !

J.-J. F.

Meine Zeit als österreichischer Verteidigungsattaché in der Schweiz

■ Divisionär i. R. Rüdiger Stillfried

Es ist im Österreichischen Bundesheer üblich, daß Generalstabsoffiziere jährlich schriftlich gefragt werden, ob und für welche Auslandsverwendung sie bereit wären, also zum Beispiel die Verwendung als Verteidigungsattaché. Ich schrieb all die Jahre immer wieder nur den einen Wunsch in das Formular : Verteidigungsattaché in der Schweiz. 1991 ergab sich für mich die Chance, meinen Wunsch erfüllt zu sehen. Freudig sagte ich zu, als ich gefragt wurde, ob ich noch immer in die Schweiz als Verteidigungsattaché gehen wolle. Und dann begann der eingespielte Ablauf einer Auslandsentsendung im Bundesheer zu laufen und ich wurde nach einer Einschulung zu den verschiedenen Dienststellen des Österreichischen Bundesheeres geschickt, um mögliche Spezialwünsche dieser Dienststellen für meine Arbeit in der Schweiz zu erhalten. Überall wo ich hinkam, wurde ich beglückwünscht, daß ich das „groß Los“ gezogen hätte, als Verteidigungsattaché in der Schweiz sein zu können.

Meine beiden Vorgänger als Verteidigungsattachés, konnten aus dienstlichen Gründen jeweils nur etwas mehr als ein Jahr in der Schweiz bleiben. Ich stellte mich daher darauf ein vermutlich die volle Zeit, das sind 4 + 2 Jahre ¹ in der Schweiz sein zu können. Daß daraus dann noch weitere zwei Jahre wurden, war auf mein Betreiben hin erfolgt und ich kann heute, wie damals sagen, daß es eine sehr schöne Zeit für meine Frau und mich war.

Ich hatte zwei „Tangenten“ meiner Arbeit zu beachten : Erstens war ich noch nie als Verteidigungsattaché eingesetzt und zweitens war mein Vorgänger, der heutige General i. R. Ing. Greindl, vor meiner Entsendung, bereits seit einem dreiviertel Jahr im Dienste der UNO tätig. Ich hatte also quasi keinen Vorgänger, der mich hätte einweisen können. Er mußte, da die Aufgabe höchste Priorität in der UNO genoß, quasi vom Schreibtisch des Verteidigungsattachés in Bern direkt in den Orient fliegen. Der in Genf bei der UNO-Mission tätige Ge-

¹ Nach einer Grundzeit von vier Jahren, wird ein Verteidigungsattaché auf weitere zwei mal ein Jahr verlängert, so er sich in seinen Dienstobliegenheiten bewährt hat. Die dabei maximal zu erreichende Zeit beträgt also sechs Jahre in einem Land.

neralstabsoffizier wurde interimsmäßig mit der Führung der Agenden des Verteidigungsattachés zusätzlich betraut. Mein Attaché – Unteroffizier, Herr Vizeleutnant Schredl, leistete aber in dieser Zeit die Masse der Arbeit des Verteidigungsattachés. Herr Vizeleutnant Schredl war mir nicht nur in dieser Schwierigen Anfangszeit, sondern auch während seiner ganzen Dienstzeit in Bern eine äußerst wertvolle Stütze. In diesem Zusammenhang möchte ich betonen, daß das Militärprotokoll, unter der umsichtigen Führung von Oberst Ringgenberg, mich ebenfalls in jeder Weise kameradschaftlich unterstützte. Ich war also doch nicht so schlecht dran, wie es zu Beginn meiner Tätigkeit ausgesehen hatte.

Das Attachékorps hatte – und das bemerkte ich sofort – eine „heterogene Homogenität“, wenn mir dieser Ausdruck gestattet wird. Heterogen deshalb, da sich das Korps aus Offizieren der verschiedensten Armeen der Welt mit ihren Damen zusammensetzte, die doch alle Einzelpersönlichkeiten waren. Homogen, da anscheinend ein alle Länder durchziehendes Phänomen existiert, daß sich Offiziere aus den verschiedensten Ländern, ohne Schwierigkeiten untereinander und miteinander, vom ersten Augenblick des Treffens auf einer menschlich einwandfreien Basis verstehen und verständigen können. Ich habe lange über dieses Phänomen nachgedacht und bin zum Schluß gekommen, daß alle Offiziere einmal ganz « unten » ihre Laufbahn begonnen haben. Ich will damit sagen, daß alle Offiziere, in welchen Ländern auch immer, eine Grundausbildung zu absolvieren haben, die ihnen vieles abverlangt. Der Weg zum Offizier war das vorrangige Ziel. Die dann später einsetzende Möglichkeit zum Verteidigungsattaché ist vermutlich nicht allen Attachés vom Antritt als Offizier bewußt gewesen. Es verbindet anscheinend alle Offiziere dieser Welt ein fast mystisch zu nennender „unbewußter Bereich“ der Gemeinsamkeit, der vermutlich in der vorangegangenen, ähnlichen Ausbildung zu suchen ist. Dieser kameradschaftliche Umgang untereinander wird interessanter Weise von vielen Berufsdiplomaten ein wenig beneidet. Wie ich während meiner Zeit in Bern beobachten konnte, war eben dieser Zusammenhalt nur innerhalb des Verteidigungsattachékorps ausgeprägt, im diplomatischen Korps weniger.

Durch meine lange Dienstzeit in Bern, habe ich viele Verteidigungsattachés aus den verschiedensten Länder kennen gelernt. Doch alle verhielten sich so, wie ich oben geschildert habe. Auch die Damen hatten untereinander ein Homogenität entwickelt, die mehr einem Freundinnenkreis ähnelte, als einer Zusammenkunft von Damen aus den verschiedensten Ländern.

Ich erkannte aber sehr bald, daß es eben Bern der Platz war, der dem Entstehen und Gedeihen einer Attachéfamilie sehr entgegenkommt. Dies bestätigten auch Attachékameraden, die bereits in anderen Ländern akkreditiert waren. Und als ich gleich zu Beginn meiner Zeit in Bern sah, daß der Verteidigungsattaché der USA, die Frau des Verteidigungsattachés von Russland, bei der Begrüßung,

wie es in Bern Brauch ist, dreimal auf die Wangen küßte, da fiel mir eine Anekdote ein, die mir ein österreichischer Verteidigungsattaché erzählte.

Es war in den 60 er Jahren, da wollte dieser österreichische Verteidigungsattaché, der in einem westlichen Land akkreditiert war, ein Abendessen geben, zu dem er neben anderen Damen und Herren, als Gäste auch den Verteidigungsattaché der UdSSR und den der USA einladen wollte. Er besprach das mit beiden Herren und die diplomatischen Kanäle begannen in Washington und Moskau zu arbeiten. Nach einigen Monaten Bedenkzeit kam dann die Antwort, daß ein solches Zusammentreffen möglich sei, aber vor allem deshalb, weil dieses Zusammentreffen bei einem neutralen Verteidigungsattaché stattfinden würde. Der dann stattgefunden Abend war sehr anregend und gemütlich, wie mir der Gastgeber später versicherte und alles ging ohne Problem über die Bühne. An all das dachte ich, als ich die oben geschilderte „Kußszene“ sah. Wie hatte sich doch die europäische und außereuropäische Situation schlagartig geändert. Es begegneten sich Menschen, die ihre Aufgabe als Verteidigungsattaché in der Schweiz zu erfüllen hatten, einfach auf menschlicher Basis. Eines wäre noch anzufügen, was mir der damalige Doyen des Attachékorps ans Herz legte : „Es gibt im Attachékorps kein Gespräch über Politik ; dieses Thema ist tabu.“ Möglicherweise hat auch diese Regel, die ich dann selber als Doyen weitergeben durfte, viel zum unproblematischen Zusammenhalt des Attachékorps beigetragen. Exkursionen, wie sie das Militärprotokoll im Auftrag des Generalstabschefs veranstalten konnte, trugen sicherlich auch zur Gemeinschaftsbildung bei, wobei als besonders wichtig der jährliche Schikurs zu zählen ist. Hier war das Attachékorps eine Woche beisammen und da intensivierte sich das Gemeinschaftsleben erst wirklich.

Ich habe, wie schon aus den oben angeführten Jahreszahlen hervorgeht, die Zeit des sogenannten „Kalten Krieges“ in der Schweiz nicht erlebt. Ich erlebte meine Zeit als Ausdruck der Normalität im Umgang der Verteidigungsattachés untereinander. Meine persönlichen Kontakte zu allen Schweizer Dienststellen und den Menschen, die diese Organisation mit Leben erfüllten, kann ich nur als ausgezeichnet bezeichnen. Überall wurde ich mit großer Freundlichkeit und Kameradschaft empfangen und es entwickelte sich im Laufe der Jahre ein wohltuend persönliches Verhältnis. Auch was die Sprache betrifft, so verstanden meine Frau und ich immer besser das Schweizerdeutsch, wobei wir aber nicht in der Lage waren, es auch zu sprechen. Die Sprachhöflichkeit ist bei der Schweizer Armee so stark ausgeprägt, daß wenn ich zu einem Gespräch von mehreren Schweizer Offizieren hinzukam, die alle Schweizerdeutsch untereinander sprachen, diese unverzüglich ins Schriftdeutsch wechselten. Mit dem Schweizerdeutsch aber hatten eine Reihe von fremdsprachigen Verteidigungsattachés und deren Frauen Schwierigkeiten. Nicht im Umgang innerhalb der Armee, sondern außerhalb, zum Beispiele beim einkaufen gehen.

Die militärischen Einrichtungen, die der Verteidigung der Schweiz dienten und teilweise auch heute noch dienen, waren, wie wir bei Besichtigungen durch das Attachékorps feststellen konnten, von bewundernswerter Ausdehnung und Abwehrkraft. Es zeigte sich dabei deutlich, daß bei einer intensiven Verteidigungsvorbereitung eines neutralen Kleinstaates mit einem hohen Kostenfaktor gerechnet werden muß und dies außerdem im Aufbau sehr zeitintensiv ist. Insgesamt möchte ich feststellen, daß meine Dienstzeit in der Schweiz zu den schönsten Zeiten meiner Dienstzeit zu zählen ist.

R. S.

La Suisse et l'après-guerre froide

■ Général de brigade aérienne François Koscher,
attaché de défense français à Berne (1990-1993) ¹

Permettez-moi une remarque préliminaire. Le commandant de corps Tschumy, avec lequel j'ai noué et conservé d'excellentes relations, président de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires, organisatrice du colloque *La Suisse et la guerre froide*, m'a sollicité pour écrire quelques lignes sur ce sujet. J'ai répondu très volontiers à cette sollicitation, car mon passage dans votre pays m'a laissé d'excellents souvenirs, je me suis passionné pour lui et ai toujours tenté d'en améliorer la connaissance. J'ai suivi de près son évolution, ce que je fais encore aujourd'hui, malheureusement d'un peu plus loin, ayant développé d'autres activités professionnelles assez prenantes en Normandie. Ce seront avant tout des souvenirs, étayés par les nombreuses notes prises durant mon séjour en Confédération helvétique. Au moment où je rédige ce texte, je n'ai pas eu connaissance des réflexions menées durant le colloque, ni des éventuelles conclusions qui en ont été tirées, aussi il me faut vous demander de m'excuser si ce que j'écris aura été abordé largement à ce moment-là, mes réflexions en pourront cependant être considérées comme complètement neutres !

Comme vous pouvez le constater, le Mur de Berlin s'était déjà effondré au moment de mon arrivée en Suisse, c'est la raison pour laquelle, je me suis permis de titrer ma communication d'une manière que l'on pourrait qualifier « d'en dehors du sujet » ou tout au moins « d'après sujet ».

Que connaissais-je de la Suisse avant d'y habiter durant trois ans ? Vu de l'extérieur et en dehors des images traditionnelles que s'en font les étrangers, je connaissais bien le concept du « hérisson ». Il me semblait alors que la politique de défense helvétique se situait strictement dans le cadre d'une non-invasion, quel que soit l'envahisseur. Bien sûr, les relations héritées de la Deuxième Guerre mondiale ainsi que le style général de vie, généraient en Suisse une préférence indéniable pour les pays de l'Ouest : on s'efforçait de maintenir une

¹ Ecole de l'Air de Salon de Provence en 1963, brevet de pilote de chasse en 1966, commandant d'escadrille à la 3e escadre de chasse (*Mirage III*), puis commandant de la 64e escadre de transport (*C-160 Transall*). Commandant en second de la base aérienne 105 d'Evreux, puis de la base de Nouméa (Nouvelle-Calédonie). Colonel, attaché de défense près l'ambassade de France en Suisse. Général à compter du 1^{er} avril 1995. Expert « Air » auprès de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat. Actuellement délégué général du MEDEF (Mouvement des entreprises de France) pour le département de l'Eure.

véritable neutralité susceptible de protéger le pays, quelle que soit la menace éventuelle, et susceptible de protéger ses intérêts, en particulier financiers. Voilà un peu l'image extérieure que l'on pouvait avoir de votre pays sans le connaître vraiment.

Je suppose que la chute du Mur de Berlin, finalement peu prévisible à court terme, a semé une perturbation certaine dans l'esprit des stratèges, qu'ils soient suisses ou européens. Car enfin, globalement, la période « guerre froide » était fort simple à étudier et les mesures à prendre en principe fort simples à trouver : bipolarité du monde, ennemi potentiel et objectifs uniques. Le principe de la neutralité totale correspondait parfaitement bien dans de telles circonstances et s'en trouvait parfaitement justifiée.

Quelles ont été les évolutions que j'ai donc pu noter en arrivant ? J'ai d'abord eu le sentiment que les militaires étaient en avance dans leur réflexion sur le nouveau contexte puisque, dès 1987, il était question d'une réforme de l'armée suisse appelée Réforme « Armée 95 ». A noter qu'un référendum « Pour une Suisse sans armée » avait quand même amené 36 % des citoyens à trouver qu'après tout ce n'était pas une mauvaise idée de se passer d'armée ! Ce chiffre a-t-il impressionné les autorités ? Toujours est-il qu'une « Politique de sécurité de la Suisse dans un monde en mutation » a vu le jour en octobre 1990, ce texte accepté par le Parlement ayant permis de donner une version définitive à la Réforme « Armée 95 ». J'ai suivi toute cette évolution avec beaucoup d'intérêt car, en comparaison avec les attitudes des dirigeants de mon pays, il me paraissait important de voir comment un pays comme la Suisse, réputé étanche et protégé contre toute agression, allait intégrer le changement de situation, en particulier quelles décisions pourraient être prises en matière d'économie sur les programmes d'armement, sujet particulièrement sensible au niveau des décisions budgétaires !

J'ai tout d'abord été frappé par le changement de terme, la « politique de défense » devenant « politique de sécurité » ; dans les cinq objectifs fixés par le texte, on voyait apparaître deux notions nouvelles : « Protéger la population et ses bases d'existence, ce qui implique de prendre en compte les risques découlant des dangers politico-militaires, mais aussi les catastrophes d'origine naturelle ou technique, et contribuer à la stabilité internationale principalement en Europe. » La création d'un bataillon de Casques bleus a alors été envisagée mais a été refusée en votation populaire : quelle révolution déjà de lancer le débat, puisque, auparavant, empêcher l'occupation du pays par une armée étrangère semblait être le seul cas envisagé !

Donc quand je relis mes notes de l'époque, pour suivre un déroulement chronologique logique, je constate qu'aux dires de ses rédacteurs, la Réforme « Armée 95 » est empreinte « d'une manière de penser fondamentalement nouvelle avec une armée redimensionnée qui fait une large place à l'ouverture vers l'ex-

térieur ; jusqu'ici, l'engagement était avant tout fondé sur le combat défensif. La promotion de la paix et la sauvegarde des conditions d'existence du peuple deviennent des nouvelles missions complémentaires susceptibles de faire de l'armée un instrument de gestion des crises. »

Vu la persistance des incertitudes et des risques, empêcher la guerre par une défense performante peut demeurer la priorité principale, mais une défense performante ne peut-elle pas être réalisée avec une armée plus mobile aux missions plus flexibles ? Ce qui peut permettre d'en diminuer les effectifs, de faire évoluer les matériels, tout cela en vue, naturellement, d'économies budgétaires bonnes à prendre ! Je crois que cette démarche n'est en rien originale, tous les pays l'ont envisagée et beaucoup l'ont suivie. A l'époque, ces déclarations m'ont semblé de bon aloi, mais je n'ai pu mesurer leur effet réel sur l'évolution des mentalités. A vrai dire, il ne m'a pas semblé que les mesures prises ou envisagées étaient fondamentalement révolutionnaires. Le système de milice n'a pas été remis en question.

Comme il est habituel dans ce type de situation, deux catégories de personnes se sont manifestées : les traditionalistes et les progressistes.

Les premiers avaient tendance à penser que la situation pouvait rester telle qu'elle était : tant que l'Europe n'aura pas mis en place une politique de défense commune, point n'est besoin de changer, sachant que le moment venu, il y aura toujours moyen de mettre dans la corbeille de noces d'un éventuel mariage un outil performant, puissant et structuré, moyennant une bonne négociation des conditions d'intégration.

Les seconds considéraient comme beaucoup plus constructif de se glisser le plus vite possible dans les organismes européens comme observateurs pour, à la fois, éviter de rester isolé et pour s'intégrer sans douleur au moment voulu, sans oublier, bien sûr, de garder un œil vigilant sur les réactions populaires. L'avis du peuple est toujours en Suisse un élément primordial, ce qui est tout à fait conforme à une démocratie digne de ce nom. On le consulte très souvent sur un nombre très important de sujets, et cela ne manque pas d'étonner toujours quelqu'un de l'extérieur comme moi.

Qui l'a emporté de ces deux catégories à l'époque, je ne saurais vraiment le dire. J'ai un petit trou dans mes souvenirs à ce sujet ! Peut-être vaut-il mieux ne pas se prononcer, partant du principe qu'aujourd'hui, ces deux catégories doivent encore exister, ce qui me semble être, si je puis me permettre, un élément nécessaire à toute discussion efficace. Le sacro-saint principe de la neutralité n'a pas été remis en question lui non plus. Au plan anecdotique, permettez-moi de commenter une prestation d'un de vos dessinateurs humoristiques, Monsieur Chapatte, dont quelques amis suisses ont encore à l'heure actuelle la gentillesse de me faire parvenir quelques productions. Il a en effet réalisé un

dessin sur le sujet « La neutralité, c'est quoi ? » Voici ses réponses, dont je le laisse seul juge, c'est :

en 1815, assurer l'indépendance de la patrie,
en 1940, préserver la prospérité du pays,
en 1970, faire des affaires avec le monde entier,
en 1990 offrir ses bons offices à l'Europe,
en 1992, acheter les avions de combat *F-18*,
en 1993... ?

Si elle n'a pas été remise en question, la notion de neutralité n'en est pas pour autant restée figée. Je crois me souvenir qu'un groupe de réflexion fédéral a été constitué, qui s'est efforcé de trouver le moyen de démontrer que la neutralité devait absolument évoluer, mais sans provoquer la révolution que le citoyen n'aurait pas manqué de refuser. Ce groupe ad hoc a démarré sa réflexion sur le fait qu'il existe une définition donnée par le droit international public : la neutralité, c'est la non-participation militaire à une guerre opposant d'autres Etats et la disponibilité à défendre la souveraineté du territoire. Donc les effets anticipés, en temps de paix, de la neutralité sont ainsi réduits au minimum, si l'on s'en tient à cette définition.

Elle laisse par ailleurs une large liberté de manœuvre dans la conduite de la politique étrangère, car elle ne fait plus obstacle à grand-chose en matière de coopération avec d'autres Etats, une adhésion à l'Union européenne pouvait alors être envisagée facilement, de même qu'une coopération avec l'ONU. Cette nouvelle idée de la neutralité, largement révolutionnaire aux yeux de l'opinion publique, a provoqué, je m'en souviens, de grandes réactions médiatiques, telles que : « La Suisse remet en cause sa neutralité ! » Ensuite, mes souvenirs s'estompent, mais il m'apparaît que rien n'a vraiment été décidé à ce moment-là. Pourtant, je crois me souvenir que cette définition a été préférée à la « neutralité différenciée » que proposait M. Villiger, alors chef du Département militaire fédéral. Dans cette définition, les conditions de participation à un conflit armé seraient définies avec le risque de faire peur au citoyen du fait de l'acceptation implicite de ce conflit armé.

Voilà les quelques réflexions que m'ont inspirées le sujet de votre colloque. Je n'aurai pas l'outrecuidance de me prendre pour un fin spécialiste en matière de politique de sécurité de la Suisse ! Comme je l'ai mentionné au début, il ne s'agit en l'occurrence que de souvenirs de l'époque où je résidais à Berne, époque bénie, car la fin de la période de la guerre froide avait permis par exemple de changer radicalement les conditions relationnelles mutuelles entre les attachés de défense des différents pays accrédités, ouvrant par là la voie à des formes nouvelles d'échanges. Le Département militaire a pu également à terme changer sa façon de voir en matière de protection du secret de défense, évoluant alors vers la position suivante : « pour mieux faire connaître la valeur de son

outil de défense et de sécurité, mieux vaut sans doute en montrer une partie, la plus spectaculaire », ce qui a eu alors un triple résultat :

- Faire connaître l'industrie militaire et les productions suisses susceptibles d'être commercialisées à l'étranger.
- Pouvoir faire sentir à de hautes autorités étrangères que la notion de « caverne », avec une préparation maximale à un conflit qui menacerait l'intégrité du territoire n'était pas un vain mot.
- Enfin éviter aux attachés en poste à Berne de faire beaucoup de kilomètres sur les routes suisses, ce qui ne manquait pas d'attrait au plan touristique certes, pour observer les évolutions d'une unité en « période de répétition », en choisissant de les faire participer en bloc à des exercices qui, je dois le dire, m'ont laissé les meilleurs souvenirs possibles, compte tenu de la qualité des démonstrations et de la parfaite convivialité ambiante !

Comme vous avez pu le constater, mon texte est divisé en deux grandes parties, la première concerne la politique de sécurité avec les conséquences que l'on peut imaginer pour le devenir de l'armée et la seconde la neutralité. Ils m'ont semblé être les deux thèmes indispensables à évoquer si l'on veut réfléchir à la guerre froide en Suisse. Si l'on considère que, de la notion de neutralité « affinée » découle la politique de sécurité qui, elle-même définit le modèle d'armée, la logique aurait voulu que je change l'ordre des paragraphes. Cependant mon approche personnelle a été chronologiquement inversée du fait de ma spécialité d'origine, car c'est avec le projet « Armée 95 » que j'ai eu le contact original me permettant, étape par étape, d'esquisser la conclusion qui suit.

J'ai pensé à l'époque que la mise en œuvre du processus de renouvellement esquissé ci-dessus prendrait du temps et qu'il y aurait une période de transition qui impliquerait inévitablement une certaine fragilité du système.

Les traditionalistes dont je parlais plus haut, qui souhaitent attendre avant de bouger que le système de sécurité et de défense de l'Europe soit complètement structuré pour s'y intégrer, auront-ils encore longtemps à attendre ? Je ne sais mais ils ont, semble-t-il, encore quelques belles journées devant eux ! Les progressistes, quant à eux, peuvent garder toute latitude d'agir en vue de continuer l'ouverture de la Suisse vers l'extérieur car, et c'est un avis personnel, elle ne me semble pas pouvoir représenter le seul « trou dans la nappe européenne », surtout en pensant à la nouvelle future extension de la Communauté, qui, je le souhaite vraiment, envisagera avec soin la réalisation d'une politique européenne de défense.

F. K.



Le général Rogers.

OTAN: le général Rogers reçoit «L'Hebdo»,
une interview exclusive du général
Bernard Rogers, commandant suprême
des Forces alliées en Europe ¹

S'armer pour désarmer, c'est le paradoxe qu'il faut admettre

Le commandement de l'OTAN mène campagne pour que l'Europe occidentale améliore son armement et admette l'implantation des euromissiles. Le général Rogers explique pourquoi à L'Hebdo. Au passage, il rend hommage à la volonté des Suisses de défendre leur neutralité.

– La défense occidentale fut longtemps basée sur le principe de la dissuasion nucléaire totale. Si vous attaquez n'importe où et n'importe comment, nous réagissons avec les grands moyens, di- siez-vous à l'URSS. Aujourd'hui, vous paraissez envisager de plus en plus une guerre qui resterait classique. En déterminant ainsi un palier plus acceptable, est-ce que vous ne rendez pas le risque d'une guerre en Europe plus probable?

– Je ne le crois pas. Notre rôle est à la fois d'éviter la guerre par la dissuasion et de maintenir la liberté en Europe, évitant de nous soumettre à l'intimidation politique et aux risques de pressions économiques. Nous avons adopté notre stratégie dite de « riposte graduée » en 1977, en comptant renforcer les trois piliers de notre système de défense: les forces nucléaires stratégiques, les armes nucléaires dites de théâtre d'opérations et les forces conventionnelles ou classiques. Malheureusement nous avons échoué. Notre ef-

fort sur les armes conventionnelles a été insuffisant. Il en résulte que, si une attaque était déclenchée aujourd'hui contre nous, avec des moyens classiques, je devrais demander l'autorisation d'utiliser, et cela très rapidement, les armes nucléaires tactiques. Alors ce que, nous essayons de faire, c'est que l'OTAN se dote d'un potentiel de défense classique qui permette de résister efficacement à une attaque de cette nature. Si nous y parvenons, l'ennemi saura qu'en cas d'attaque de sa part, il risque bien de devoir se retirer ou alors de passer le premier à l'usage des armes nucléaires tactiques. Or, nos adversaires voudront éviter, comme nous d'ailleurs, de s'engager les premiers dans cette escalade nucléaire. Car on sait où elle peut conduire: à l'usage des armes nucléaires stratégiques. Et c'est cela que l'URSS craint par-dessus tout. Les Soviétiques n'ont pas oublié qu'ils ont eu vingt millions de victimes lors de la dernière guerre mondiale, et ils savent que leurs pertes seraient encore bien plus considérables en cas de guerre atomique.

¹ Propos recueillis par Jacques Pilet le 9 mai 1983 au quartier général du commandement de l'OTAN, à Mons. Publication dans *L'Hebdo* du 16 juin 1983. Reprise avec l'aimable autorisation de son rédacteur en chef.

Le général Rogers

«Bernie» Rogers, général, commandant suprême de l'OTAN, est l'un des hommes sur qui repose l'écrasante responsabilité de la guerre et de la paix; soixante-deux ans, la chevelure blanche, la mâchoire carrée et les lunettes fines, cet ancien élève de l'Académie de West Point, diplômé de philosophie et de politique de l'Université d'Oxford, fait penser à un PDG distingué. Il est pourtant homme de terrain. Au-dessus de ses décorations figure le ruban bleu orné d'un fusil, que l'infanterie américaine décerne à ses soldats qui ont connu le feu. Il s'est battu en Corée, et sa carrière d'officier supérieur a commencé en Allemagne. Après avoir servi au Vietnam, il a dirigé l'Ecole des cadets de West Point. Promu général en 1970, il accède, neuf ans plus tard, à la haute charge de commandant suprême des forces alliées en Europe et commandant en chef des forces américaines en Europe.

Pragmatique, direct, cet homme donne le sentiment d'une efficacité froide. Il a manifestement l'envergure qui lui permettrait de prendre des décisions graves et difficiles ... Ce qui ne l'empêche pas de déclarer que «la guerre est le moyen le plus stupide de résoudre les problèmes». Il domine de son énergique autorité l'appareil international de l'OTAN, où des soldats et des officiers de sept pays se côtoient apparemment sans problèmes, à tous les échelons. Au quartier général de Casteaux, près de Mons, en Belgique, où l'OTAN est installée depuis 1966, le visiteur est reçu par un garde italien, piloté par un officier allemand et bavarde au passage avec un Hollandais ou un Britannique... L'Europe militaire fonctionne. Même si les Turcs n'aiment pas être photographiés en compagnie de leurs collègues grecs...

Mais le général Rogers est entendu aussi des politiciens. Conscient de la nécessité de convaincre les opinions publiques, il n'hésite pas à parler en public et à donner des interviews lorsqu'il le juge utile.

– Mais la menace n'est pas seulement de nature militaire...

– Ce qui me préoccupe le plus, ce n'est pas tant le risque d'une attaque soudaine en pleine Europe. C'est plutôt que l'URSS pourrait réaliser son ancien rêve de domination sur l'Europe occidentale sans tirer un coup de fusil. La menace militaire existe bel et bien. Mais l'URSS a précisément démontré comment elle peut utiliser sa puissance militaire pour atteindre des objectifs politiques, par un processus d'intimidation sur les Européens. N'oubliez pas que l'OTAN est une alliance exclusivement défensive. A ce titre, nous n'avons certes pas besoin d'autant d'armement qu'eux. Mais l'écart entre le potentiel militaire de l'OTAN et celui du Pacte de Varsovie ne fait que s'accroître. La question que nous devons donc nous poser est de savoir à quel mo-

ment ce déséquilibre implique le risque de nous réveiller un matin complètement dépendants de cette menace militaire. Nous pourrions alors continuer de vivre en paix, mais au prix de notre liberté.

– Vous voulez renforcer les armements classiques. Mais vous voulez aussi implanter les missiles à moyenne portée Pershing en Europe occidentale. Dans cette polémique, nous n'arrivons pas à voir si l'installation de ces fusées est dictée par des considérations politiques, psychologiques, ou si elle répond vraiment à des impératifs militaires, techniquement justifiés. Car on sait que, sur ce plan, vous n'êtes pas démunis. Vous pouvez envoyer de telles fusées à partir de vos sous-marins, de vos avions. Avez-vous vraiment besoin, techniquement, de bases fixes en Europe?

– Ces *Pershing* sont vraiment importants pour nous. N'oubliez pas que notre mission est de dissuader l'agresseur possible. Pour que l'effet de dissuasion joue, il faut deux choses: prouver que nous avons les moyens de nous défendre et aussi la volonté de nous défendre.

Or, depuis un certain temps déjà, avec leurs *SS-4*, *SS-5*, puis bien sûr avec les *SS-20*, les Soviétiques ont pris un avantage sur nous au niveau des armes nucléaires de moyenne portée. Nous aurions dû, pour atteindre le territoire soviétique, envoyer des avions pilotés, comme les *Vulcan* britanniques ou les *F-111* américains. Mais ces appareils auraient beaucoup de peine à pénétrer le système de défense du Pacte de Varsovie. C'est pourquoi l'OTAN a décidé de déployer les *Pershing-2* et des missiles de croisière lancés à partir de bases au sol. Si nous avons décidé de ne pas les lancer à partir de sous-marins ou de bateaux, c'est qu'il nous a paru nécessaire de démontrer aux Soviétiques la solidarité de l'Alliance atlantique dans ses sept pays membres. Ces bases seront vues par nos adversaires et nous ferons ainsi la preuve qu'il y a dans tous les pays membres la volonté de se défendre et d'accepter les risques liés à cette défense. Ces armes américaines, servies par du personnel américain, installées sur le territoire européen, démontreront ainsi matériellement la solidarité et la collaboration entre Européens et Américains pour la défense de l'Europe occidentale.

«Prouver que nous avons les moyens et la volonté de nous défendre»

Ce déploiement de missiles et la volonté de défense qu'il traduit nous servent aussi à engager dans de bonnes conditions

les discussions sur le désarmement. Car nous devons parvenir à une réduction réciproque de toutes les catégories d'armes. Pour mener l'URSS à négocier sérieusement, il importe de lui montrer que l'OTAN est en mesure d'appliquer les mesures qu'elle a décidées. Ce n'est pas à elle de déterminer quel type d'armes nous avons à installer ou à ne pas installer. Voilà pourquoi il faut déployer les *Pershing-2* et les missiles de croisière avant décembre 1983.

– Certains Européens remarquent que jusqu'à présent, quand on parlait de guerre nucléaire, cela supposait nécessairement l'implication directe des Etats-Unis, puisque des fusées partiraient de là. Aujourd'hui, à l'heure des euromissiles, on peut envisager l'hypothèse d'une guerre qui resterait européenne. Est-ce un nouveau palier dans votre système de «réponse graduée»? Envisagez-vous une guerre qui resterait limitée au territoire du continent européen?

– La «réponse graduée» suppose d'abord une riposte classique, ensuite l'usage d'armes atomiques «de théâtre», enfin l'engagement des armes atomiques stratégiques. Mais vous pouvez dire ceci à vos lecteurs: je ne crois pas qu'un conflit nucléaire puisse être limité aux frontières de l'Europe. Je suis convaincu que l'engagement local d'armes atomiques suppose très rapidement l'engagement des armes stratégiques. Et c'est cela qui dissuade l'URSS d'attaquer. Certaines déclarations de hautes personnalités de l'administration américaine ne devraient pas être mal comprises. Je dirige la défense de l'alliance, mais je suis aussi commandant de toutes les troupes américaines en Europe. A ce titre, j'ai eu des discussions à ce sujet au plus haut niveau politique des Etats-Unis. Et je puis vous

dire que ces instances gouvernementales ne pensent pas qu'une guerre nucléaire puisse être limitée à l'Europe. Nous croyons à l'efficacité de la «réponse graduée», car elle met les Soviétiques dans l'incertitude: ils ne savent pas à quel moment et à quelle échelle nous passerions à l'usage des armes nucléaires en cas d'attaque conventionnelle de leur part. Mais cet effet de dissuasion ne joue que si nous disposons d'assez d'armes dans les trois catégories qu'implique la «réponse graduée».

«Je crois pas qu'un conflit nucléaire puisse être limité à l'Europe»

Actuellement, si nous étions attaqués, nous ne pourrions résister que quelques jours avec des moyens classiques. Faute de réserves suffisantes de munitions, d'armes, de tanks, faute de pièces de rechange, et faute aussi d'un assez grand nombre de soldats. Et nous serions contraints de passer très vite aux armes nucléaires. Pourquoi cette situation? Parce que nous avons essayé de nous défendre à bon marché. Les armes classiques sont chères, par comparaison aux armes nucléaires. Surtout si l'on considère que seuls les Etats-Unis et la Grande-Bretagne paient la facture des armes atomiques! Et tout d'un coup, les gens découvrent que la puissance militaire soviétique nous dépasse dans tous les domaines. Et que le risque d'une guerre existe. Il y a une réponse à donner à cette situation: se doter des moyens de repousser une attaque avec des moyens classiques. On ne peut pas à la fois s'inquiéter du danger d'une guerre atomique et ne pas

faire les sacrifices nécessaires à une défense conventionnelle.

– Vous préconisez aussi l'introduction de nouvelles armes, dites «intelligentes»: des engins téléguidés à charges multiples, capables de se faufiler à travers les lignes de l'ennemi pour aller frapper des objectifs précis sur ses arrières. Ces armes modifient-elles profondément la manière de concevoir et de préparer un conflit?

– Ces armes ne vont pas changer notre stratégie de «réponse graduée». Mais nous voulons améliorer nos moyens de défense classique dans différents domaines: les effectifs, les matériels, l'instruction et l'approvisionnement. Nous devons aussi moderniser nos équipements: blindés, avions. Et enfin, nous avons maintenant des possibilités technologiques qui nous permettent de viser les arrières de l'ennemi. Nous aurons alors, non seulement la possibilité de viser des objectifs fixes, comme les ponts, les tunnels, les gares, mais nous aurons les moyens d'identifier et d'attaquer des objectifs mobiles, les moyens de transport allant de l'arrière à l'avant. Nous pourrions ainsi freiner ces mouvements, disloquer, anéantir ces troupes, avant même qu'elles n'arrivent aux premières lignes.

Pour cela, il nous faut des missiles air-sol, des missiles sol-sol qui sont guidés avec une très grande précision et munis d'ogives chargées de munitions classiques. Ces charges peuvent elles-mêmes être téléguidées séparément en fin de trajectoire et chacune pourrait donc atteindre un objectif déterminé. Il n'y a pas que les Etats-Unis à avoir développé de telles armes. D'autres pays en possèdent aussi. Il ne s'agit pas d'une nouvelle stratégie, mais d'une possibilité nouvelle de manœuvres. Nous devons être en mesure d'arrêter la première vague des agres-

seurs et de porter aussitôt des coups sévères aux troupes de deuxième échelon montant sur le front.

«Des possibilités qui permettent de viser les arrières de l'ennemi»

Le risque d'une guerre vous paraît-il plus grand aujourd'hui qu'il y a cinq ou dix ans? J'ai été frappé, en entrant ici, de voir que vous creusez un abri souterrain pour votre commandement en cas d'attaque. Ce chantier est-il le signe d'une situation nouvelle?

– Pas du tout. En fait, c'est un projet déjà ancien. Mais à l'OTAN, les choses se font lentement. Les crédits ont été votés dans les années septante, et le premier coup de pioche a été donné en 1980. Ces travaux ne veulent pas dire que la guerre est imminente!

En fait, je tiens à vous dire que, s'il y a une confrontation entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie en Europe occidentale, ce sera l'étape ultérieure d'une autre

confrontation entre les super-puissances qui se déroulerait ailleurs qu'en Europe. L'URSS a démontré qu'elle est disposée à pénétrer dans des zones où la résistance est faible, où elle peut réaliser ses objectifs sans trop d'opposition. La seule chose que respecte l'Union soviétique, c'est la force et la détermination.

– S'armer toujours plus pour pouvoir désarmer et pour garantir la paix? C'est la logique que beaucoup de gens se mettent à refuser...

– Notre but est la réduction des armements. Mais pour y parvenir, il faut dans un premier temps montrer notre volonté de défense. C'est évidemment un paradoxe difficile à admettre. Churchill a dit un jour qu'il fallait s'armer pour pouvoir parler. Il faut le faire comprendre. Nous allons voir ce qui se passe aujourd'hui en Grande-Bretagne. Les électeurs y sont placés devant le choix entre un parti qui préconise la fermeture des bases américaines au Royaume-Uni et le parti d'une dame très dynamique qui propose de doter le pays des moyens de dissuasion nécessaires. J'ai mon idée sur le choix que vont faire les Britanniques!

«Les Suisses sont coriaces»

– La Suisse constitue, avec l'Autriche, un couloir qui divise les zones Centre et Sud du système de défense de l'OTAN. Est-ce que cela vous pose un problème particulier?

– Cela crée évidemment une situation que nous devons examiner avec beaucoup d'attention. Nous n'avons pas de frontière commune avec les régions Centre et Sud de l'OTAN. La Suisse et l'Autriche ont fait déclaration de neutralité. Ce qui m'intéresse, c'est évidemment que ces pays fassent tout ce qu'ils peuvent pour défendre cette neutralité. Pour y parvenir avec succès, trois facteurs me paraissent jouer un rôle déterminant: d'abord, l'élément géographique intervient de façon très importante; ensuite, il faut prévoir pas mal de moyens de défense; et enfin, il importe que la population de ces pays démontre sa volonté de défense.

Puisque vous êtes Suisse, je ne parlerai que de la Suisse. Aucun doute, votre pays est parfaitement déterminé à défendre sa neutralité, quelle que soit l'origine de l'agresseur. La géographie, très accidentée, de la Suisse se prête très bien à sa défense. Votre pays engage des moyens importants pour se défendre, continue à moderniser ses forces et, surtout, la population manifeste le désir de se défendre. Par le système de milice, les Suisses témoignent de leur détermination à défendre leur liberté. Que vos citoyens acceptent un tel dévouement est un signe important. C'est pourquoi j'admire profondément votre nation.

J'espère que les pays neutres qui côtoient le territoire des membres de l'OTAN sont aussi déterminés. Dans le cas de la Suisse, je suis convaincu que c'est le cas. Les Suisses ne vont pas se défendre dans l'intérêt de l'OTAN, je le comprends, mais le fait qu'ils entendent préserver leur neutralité devrait nous être très utile. Les plans de défense qui ont été préparés par votre armée, et je les connais assez bien, me paraissent très encourageants: vous ne relâchez pas vos efforts. Vous êtes des gens têtus. Et ce mot n'est pas péjoratif. Vous allez jusqu'au bout de votre désir de vous défendre.

– Cette volonté existe, mais il y faut les moyens. Et beaucoup de Suisses se demandent si cette défense est réaliste, possible à cette échelle. Vous parlez des avantages du terrain, mais nous avons aussi un ciel. Avec les moyens forcément limités dont nous disposons, avons-nous quelque chance de l'interdire à un ennemi?

– Dans l'hypothèse d'une violation de l'espace aérien par le Pacte de Varsovie, peut-être bien que la Suisse ne parviendrait pas à abattre tous les avions susceptibles de transiter par ce couloir des neutres. Mais les Suisses, semble-t-il, sont en mesure d'en attaquer un grand nombre. Les pertes que subirait le Pacte de Varsovie seraient assez importantes. Dans l'hypothèse où les Soviétiques voudraient utiliser votre espace aérien pour nous attaquer sur nos flancs, vous ne pourriez pas constituer une ceinture étanche, mais vous pourriez abattre un grand nombre de ces avions. Tenant compte de ce fait, tenant compte qu'il faudrait pour cela violer votre neutralité, je crois que les Soviétiques n'ont pas intérêt à prévoir de tels plans. Parce que vous avez réellement la volonté de vous défendre. Vous êtes des coriaces. Je viens d'une toute petite ville du Kansas où vivent quelques familles suisses. Vous êtes non seulement intelligents, mais coriaces. Tel est mon sentiment.

– Coriaces peut-être, mais nous avons des moyens limités. Nous ne pouvons pas acheter tous les armements les plus perfectionnés. A vos yeux, qu'est-ce qui compte le plus pour un pays comme le nôtre. une aviation ultramoderne, une défense antichar efficace ou l'infanterie de toujours?

– Je ne saurais conseiller le gouvernement suisse quant à ses choix sur ce qu'il estime nécessaire pour la défense de son pays. Mon seul souhait serait que la Suisse reste en mesure d'utiliser son potentiel de défense en cas d'attaque de l'Europe occidentale. Que les Suisses gardent leur volonté de défense.

– Mais les citoyens s'interrogent. Vous venez de parier d'armes nouvelles. Dans la situation technologique moderne, les moyens d'une armée comme la nôtre font-ils encore le poids? Ont-ils encore un sens?

– C’est, encore une fois, à votre gouvernement et à votre peuple de choisir les moyens de défense qu’ils jugent adéquats.

Pour ce qui est des armes nucléaires, les Etats-Unis ont pris l’engagement de défendre l’Europe occidentale, en recourant s’il le faut à cet armement. Les Soviétiques le savent très bien. Et nous espérons que cela suffira à les dissuader de toute agression. Entendez-moi bien: je ne souhaite pas du tout que la Suisse entre dans le commandement intégré de l’OTAN. Mais notre volonté rejoint celle de votre pays: tout faire pour dissuader l’agresseur potentiel. Et vous avez pour cela des atouts appréciables.

– En cas de conflit, il serait peut-être difficile à l’OTAN de respecter notre neutralité. Si l’on considère la position géographique et l’exiguïté de notre territoire...

– Oui. Néanmoins, je peux le garantir en tant que chef militaire: il n’y aura pas de violation de notre côté. Du moins pas délibérément. Je ne peux évidemment pas assurer qu’aucun avion américain ne pénétrera par erreur dans votre ciel, comme cela s’est produit dans le passé. Mais je ne m’adresserai jamais aux autorités politiques dont je dépends pour leur demander de m’autoriser à violer votre neutralité en cas de guerre. Je ne le ferai jamais, non seulement parce que l’alliance que je représente reconnaît et respecte votre neutralité, mais à titre personnel, je ne pourrais jamais faire une telle chose. Il en va de même pour tous les pays neutres. A moins que l’on nous demande d’intervenir, à moins qu’un neutre nous demande de déployer des troupes sur son territoire, il n’y aura pas de violation délibérée de la neutralité de quiconque.

– Et si la Suisse, en cas de conflit, dépassée par les événements, faisait appel à l’OTAN, seriez-vous en mesure d’intervenir?

– C’est une question à laquelle je n’ai pas le pouvoir de répondre. En cas de guerre, la demande devrait être soumise aux instances politiques de l’alliance. Je ne veux pas que vos lecteurs pensent qu’en tant que commandant en chef de l’OTAN, j’ai déclaré que les pays européens membres de cette alliance ne viendraient pas au secours de votre pays en cas de besoin. Non, je ne dis pas cela, mais simplement que vous posez une question à laquelle je ne suis pas en mesure de répondre. Mais je ne veux pas avoir de difficultés avec les Suisses qui pourraient imaginer que je ne m’intéresse pas à la défense de leur pays! J’ai trop d’admiration pour votre peuple...



Le général Rogers.

Bibliographie :

Travaux et recherches sur la Suisse et la guerre froide par les membres de l'ASHSM

Cette bibliographie a été établie sur la base des indications fournies par les membres de l'ASHSM.

- **Braunschweig**, Pierre-Th. : *Militärpatriotische Erziehung im sowjetischen Machtbereich*. Thun-Stetten, 1978.
- **Braunschweig**, Pierre-Th. : « Les implications stratégiques des relations économiques Est-Ouest », *Revue militaire suisse*, juin 1983, pp. 274-289.
- **Braunschweig**, Pierre-Th. : *Möglichkeiten und Grenzen schweizerischer Aussenpolitik*. Lenzburg, Bern, 1985.
- **Braunschweig**, Pierre-Th. : « In the Eye of the Hurricane – Switzerland in World War II », *Whittier Law Review* (Costa Mesa-Los Angeles), volume 20, issue 3, March 1999.
- **Braunschweig**, Pierre-Th. : *Zur Rolle des amerikanischen Nachrichtendienst in der Kuba-Krise von 1962. Fragen und Antworten*. Bern, Villmergen und Aarau, 2002.
- **Chevallaz**, Georges-André : « Les tournants diplomatiques », *Dossiers de la Guerre froide*. Paris, Marabout Université, 1969, pp. 113-227.
- **Csizmas**, Michael : *Der Warchauer Pakt*. Bern, 1972.
- **Däniker**, Gustav : « Les nouvelles dimensions de la sécurité européenne », *La sécurité de la Suisse. Les défis de l'avenir*. Genève, 1983.
- **Däniker**, Gustav : « Dynamique – dissuasive – consensuelle. Quelques réflexions sur la politique de sécurité de la Suisse », *Revue militaire suisse*, juin 1984, pp. 38-45.
- **Däniker**, Gustav : « menace et dissuasion. La stratégie dissuasive de la Suisse à l'âge nucléaire », *Revue militaire suisse*, mars 1988, pp. 112-126.
- **Däniker**, Gustav : *Schweizerische Selbstbehauptungs-Strategien im Kalten Krieg*. Frauenfeld, Huber Verlag, 1996.
- **Däniker**, Gustav : « Die nukleare Bedrohung unterschätzt - Zur schweizerischen Abwehrbereitschaft im Kalten Krieg », *Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift* 11/1997, pp. 4-5.
- **Feldmann**, Josef : « Eléments de stratégie suisse. 1.2.3.4.5.6. », *Revue militaire suisse*, janvier, mars, mai, juillet, septembre, novembre 1984, pp. 7-16, 106-122, 202-214, 309-328, 366-374, 466-474.
- **Fuhrer**, Hans Rudolf : « Das Phänomen des Alleingangs. Zur Frage der angeblichen Allianz Schweiz - NATO im Kalten Krieg », *Les alliances militaires depuis 1945*. Actes du XXV^e Colloque de la Commission internationale d'histoire militaire. Bruxelles, 2000, pp. 137-148.

- **Fuhrer**, Hans Rudolf ; Neval, Daniel : « Die Schweiz und ihrer Neutralität aus sowjetischer Sicht », Beilage zur *Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift* 1/2002.
- **Haudenschild**, Roland : « Von Kalten Krieg zum Kalten Frieden », *Der Fourier* 4/1996, pp. 34-35.
- **Jorio**, Marco : Artikel « Wirtschaftliche Landesversorgung », « Atomwaffen », « Biologische Waffen », « Geistige Landesverteidigung », *Historisches Lexikon der Schweiz*. Elektronische Angabe (dhs.ch), sowie gedruckte Ausgabe, Basel (deutsche Ausgabe), Hauterive (französische Ausgabe), Locarno (ital. Ausgabe), 2002.
- **Senn**, Hans : « Die Schweiz im Atomkrieg », *Schweizer Monatshefte*, Heft 1, 1957.
- **Senn**, Hans : « Die Schweizerische Armee und die Entwicklung der Kriegstechnik », *Dokumentation H + H*, Januar 1964.
- **Senn**, Hans : « Aussenpolitik und Landesverteidigung », *Basler Nachrichten* Nr. 533, 19. Dezember 1969.
- **Senn**, Hans : « Sicherheitspolitik und Armee » *Documenta der Bundeskanzlei* Nr. 3, 1978.
- **Senn**, Hans : « Sicherheitspolitik der Armee », *Wende in unserer Sicherheitspolitik*. Lugano, Atheneum Verlag, 1978.
- **Senn**, Hans : « Führung und Einsatz der Armee im Kriege », *Schweizer Soldaten im Einsatz*. Zürich, Ringier Verlag, 1978.
- **Senn**, Hans : « Unsere Armee in den fünfziger Jahren », *Die 50er Jahrer*. Zürich, Ringier, Verlag, 1978.
- **Senn**, Hans : « Sicherheitspolitik und militärische Landesverteidigung », *Die Schweizer Armee heute*. Thun, 1982.
- **Senn**, Hans : *Friede in Unabhängigkeit. Von der totalen Landesverteidigung zur Sicherheitspolitik*. Frauenfeld, Huber, 1983.
- **Senn**, Hans : « Militärische Bedrohung », *Armee abschaffen ?* Frauenfeld, Huber Verlag, 1988.
- **Senn**, Hans : « Der Beiträge Gustav Dänikers zur Entwicklung des operativen und strategischen Denkens », *Strategie, Beiträge zur Sicherheitspolitik, Unternehmensführung und Kommunikation*. Zürich, 1993.
- **Stahel**, Albert A. ; **Stüssi-Lauterburg**, Jürg ; **Allan**, P. ; **Bucherer**, P. ; **Kläy**, D. : *Sowjetische Geheimdokumente zum Afghanistankrieg (1978-1991)*. Strategische Studien Band 8. Zürich, Hochschulverlag, 1995.
- **Stoekli**, Fritz : « Les plans du Pacte de Varsovie. L'heure de vérité », *Revue militaire suisse*, octobre 1992, pp. 5-13.
- **Stoekli**, Fritz : « La Suisse et les plans du Pacte de Varsovie : perceptions et réalités ». 1.2., *Revue militaire suisse*, septembre, octobre 1998, pp. 22-26, 6-9.
- **Stoekli**, Fritz : « Rétrospectives sur le Pacte de Varsovie. Témoignages de quelques acteurs », *Revue militaire suisse*, juin-juillet 1999, pp. 35-37.
- **Stoekli**, Fritz : « Oesterreich und die Schweiz während des kalten Kriegen », *Kalter Krieg Beiträge zur Ost-West Konfrontation 1945-1990*. S. Karner (Hg.). Leykam/ graz, 2002, pp. 155-160.
- **Stoekli**, Fritz ; **Weck**, Hervé de : « Préparatifs de défense en Suisse durant la guerre froide. Parallélisme ou complémentarité avec l'OTAN ? », *Les alliances militaires depuis 1945*. Actes du XXV^e Colloque de la Commission internationale d'histoire militaire. Bruxelles, 2000, pp. 119-135. *Revue militaire suisse*, mars, avril 2000, pp. 31-36, 46-49.

- **Stüssi-Lauterburg, Jürg** : *Historischer Abriss zur Frage einer schweizer Nuklearbewaffnung*. Bern, Eigenverlag, 1995.
- **Tschumy, Adrien** : « La défense totale, les efforts d'un petit Etat neutre. 1950-1990 », *Guerre totale, défense totale*. Actes du XXVI^e Colloque de la Commission internationale d'histoire militaire. Stockholm, 2001, pp. 145-158.
- **Tschumy, Adrien ; Weck, Hervé** de : « La défense combinée suisse face à une offensive du Pacte de Varsovie », *La bataille d'hier à aujourd'hui*. Actes du Colloque international organisé par la Commission française d'histoire militaire. Paris, *Revue internationale d'histoire militaire*, N° 78/2000, pp. 217-238.
- **Weck, Hervé** de : « Vers une ère de paix perpétuelle ? Réflexions à portée d'un simple citoyen », *Revue militaire suisse*, octobre 1990, pp. 483-499.
- **Weck, Hervé** de ; **Stoeckli, Fritz** : « Des menaces bien perçues : réalisme dans les exercices d'états-majors et dans les manœuvres », *Sécurité au seuil du XXI^e siècle*.

Adresses des auteurs

Histoire et vie du corps d'armée de

Oberst i Gst Roland Beck
St. Niklausstrasse 67
4500 Solothurn

Ambassadeur Edouard Brunner
Grand-Rue
1262 Eysins

Korpskommandant Walter Dürig
Im Lamgwil 9
8044 Gockhausen

Oberst Hans Rudolf Fuhrer
Juststrasse 32
8706 Meilen

Colonel Jean-Jacques Furrer
15, chemin des Oisillons
1009 Pully

Oberst Roland Haudenschild
Grünenbodenweg 19
3095 Spiegel b. Bern

Brigadier Hans Jörg Huber
Breitestrasse 1
5330 Zurzach

Général François Koscher
9, rue Général-Leclerc
BP 581
F-27005 Evreux cedex

campagne 1. Romanel-sur-Lausanne,

Tandem communication marketing,

2000, pp. 120-139.

Divisionnaire Mario Petitpierre
Obermattstrasse 16
6045 Meggen

Divisionär Rüdiger Stillfried
Rustenschacherallee 54/2/7
A-1020 Wien

Brigadier Fritz Stoeckli
Université de Neuchâtel
Avenue de Bellevaux 51
2000 Neuchâtel

Oberst i Gst Jürg Stüssi-Lauterburg
Scheuerrain 1
5210 Windisch

Commandant de corps Adrien Tschumy
37, route de Bénex
1197 Prangins

Colonel Hervé de Weck
7, rue Saint-Michel
2900 Porrentruy

Veröffentlichungen der SVMM Publications de l'ASHSM

1. *Krieg und Gebirge/La guerre et la montagne/La guerra e la montagna*. Hauterive, Editions Gilles Attinger, 1988. 287 pp. **Fr. 25.-** (épuisé). Il s'agit d'un recueil d'études destinées à « préparer » le colloque de Zurich organisé par l'ASHSM en 1991.

– F. **Wille** : Der Einfluss der Alpen und des Juras auf die Strategie im Laufe der Jahrhunderte

– G. **Walser** : Die militärische Bedeutung der Alpen in der Antike

– H.C. **Peyer** : Die militärische Bedeutung (8.-13. Jahrhundert)

– L.-E. **Roulet** : L'obstacle de la montagne dans les guerres de Bourgogne

– W. **Schaufelberger** : Der alpine Beitrag zum Kriegswesen

– J. **Stüssi-Lauterburg** : Die Schweizer Alpen von der bernischen Eroberung der Waadt bis zum Untergang der alten Eidgenossenschaft

– D. **Pedrazzini** : La campagne de la Valteline (1635)

– D. **Reichel** : La guerre en montagne dans l'œuvre de Jomini

– D. **Heuberger** : Strategische Bedeutung der Schweiz aus der Sicht des Auslandes (1798-1815)

– H. **Rapold** : Schweizer Jura und Alpen zwischen Wiener Kongress und Versailles

– H. **Senn** : Vom Versailler Vertrag bis heute.

2. *Krieg und Gebirge/La guerre et la montagne/La guerra e la montagna. Revue internationale d'histoire militaire* N° 65/1988. **Fr. 15.-**. Il s'agit des mêmes textes que dans le N° 1, mais sur un autre papier et avec une couverture plus austère.

3. *Die Kriegsmobilmachung der schweizerischen Armee und der Aktivdienst 1939/1945/La mobilisation de guerre de l'armée suisse et le service actif 1939-1945*. Bern, ASHSM, 1990. 88 pp. **Fr. 15.-**. Publié à l'occasion des cinquante ans de la mobilisation générale de 1939.

– G. **Kreis** : Neue Forschungen zum zweiten Weltkrieg. Literaturbericht

– Ph. **Chenau** : Bibliographie des publications disponibles à la Bibliothèque militaire fédérale

– E. **Stettler** : L'engagement de l'armée suisse durant le service actif 1939-1945

– W. **Schaufelberger** : Wissenschaftliche Tagung an der Eidg. Technischen Hochschule Zürich.

4. *La guerre et la montagne - Krieg und Gebirge - Mountains and Warfare*. Actes du XVII^e Colloque CIHM. Bern, ASHSM/SVMM, 1993. 2 vol. **Fr. 30.-** (pour les deux volumes). Une quarantaine de communications éclairant des périodes allant de l'Antiquité à nos jours, dues à des historiens ou à des militaires de niveau international (3 en italien, 10 en allemand, 15 en français et 15 en anglais).

5. *Le 10 août 1792*. Berne, Bibliothèque militaire fédérale, 1993. 93 pp. **Fr. 20.-**. Publié à l'occasion du 200^e anniversaire du massacre des Gardes suisses aux Tuileries.

– D. **Pedrazzini** : Le régiment des Gardes suisses d'après le livre d'ordres de son commandant

– J. **Chagniot** : Les régiments capitulés dans l'optique révolutionnaire française

– A.J. **Tornare** : Perception du mouvement révolutionnaire au régiment des Gardes suisses

– G. **Bodinier** : L'attaque des Tuileries vue du côté des émeutiers

– H. de **Weck** : La défense du palais des Tuileries

– D. **Pedrazzini** : Le 10 août 1792, légalité et responsabilités.

6. *1945-1995 : von Ende des Zweiten Weltkrieg zur neuen Weltordnung/1945-1995 : de la fin de la Seconde Guerre mondiale à un nouvel ordre mondial*. SVMM/ASHSM, 1995. 116 pp. **Fr. 20.-**. Actes du colloque tenu à l'occasion du 50^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale.

– M. **Rauchensteiner** : Die Entwicklung im Zentrum Europas

– J.E. **Jessup** : America's Role in the New World Order. Some Thoughts on the Process

– L. **Rühl** : Les relations Europe - Union soviétique

– J. **Thobie** : Le bassin méditerranéen après la Seconde Guerre mondiale

– H. **Rapold** : Die Entwicklung der schweizerischen Verteidigungspolitik.

7. Claude Bonard et Philippe Coet : *Guide du patrimoine militaire suisse. Murs, monuments, fortifications, associations*. Introduction par Hervé de Weck. 40 illustrations. Yens, Editions Cabédita, 1996. 16,5 x 24 cm, 160 pages. Relié. **Fr. 39.-**.

8. *Beiträge zur Forschung/Travaux & Recherches*. Berne, ASHSM, 1997. Fascicule de 18 x 25 cm, broché. **Fr. 30.-**.

– Oberst Hans Rudolf **Fuhrer** : Das « Stillesitzen ». Zur Problematik der schweizerischen Neutralität im Dreissigjährigen Krieg.

– Capitaine Derck **Engelberts** : Les forces d'occupation française face à l'insurrection. Problèmes de conduite et de

commandement du général Schauenburg en 1798.

– Major Hubert **Förster** : Der missglückte Volksaufstand 1799 in der Schweiz.

– Colonel Hervé de **Weck** : Aspects du maintien de l'ordre par l'armée. Grèves générales (1918), Genève (1932), Jura bernois (1836, 1874, 1968)

– Oberstleutnant i GSt Jürg **Stüssi-Lauterburg** : Historischer Abriss zur Frage einer Schweizer Nuklearbewaffnung.

9. *Suworov in der Schweiz/Souvorov en Suisse*. Actes du Colloque Souvorov du bicentenaire. 1799-1999. Andermatt, 24-25 septembre 1999. Berne, ASHSM, Bibliothèque militaire fédérale. Thesis Verlag, 2001. 272 pp. **Fr. 35.-**.

– Dr. Jürg **Stüssi-Lauterburg** : Einleitung

– Brigadier Fred **Heer** : Der russische Feldzug von 1799 in der Schweiz : Die Planung

– Jacques **Garnier** : La campagne de Suisse vue par des témoins français

– Hofrat D^r. Manfred **Rauchensteiner** : Der Verbündete. Was bedeutete Suworows Alpen traversierung für Österreich ?

– Frau Direktorin Nina **Plisko** : Einfluss der Suworow-Feldzüge auf Belarus

– D^r. Anton **Pestalozzi** : Briefe an Lord Sheffield, ein britischer Verbindungs-offizier bei Alexander Suworow

– PD. D^r. Hans Rudolf **Fuhrer** : Suworows Ort in der Schweizer Geschichte

– General-major Vladimir A. **Zolotarev** : Der italienische und schweizerische Feldzug Suworows und seine Bedeutung für die Entwicklung der Kriegskunst

– D^r. Fritz **Hermann** : Die geistliche Betreuung der russischen Soldaten 1799

– Prince Alexandre **Troubetskoï** : Le généralissime Suworov, un homme, un soldat, un patriote, un chrétien

– Prof. D^r. Raimondo **Luraghi** : Suworow, Bonaparte e la storia italiana del XIX secolo

– Prof. D^r. Francesco **Frasca** : La campagna degli Austro-Russi in Italia

– Hon. Stephen **Halbrook** : European History of 1799 as seen from the USA

– Richard **Munday**, Esq. : The Swiss Rifleman : the Emergence of an International Model

– D^r. Taras **Tschuchlib** : Suworow in Ukrainian History

Bestellungen / Commandes :

General Sekretär SVMM / Secrétaire général ASHSM

Col Dominic M. Pedrazzini, Bibliothèque militaire fédérale
Palais fédéral-Est, CH-3003 Berne.

– Prof. Arthur **Dürst** : Kartographische Voraussetzungen und Folgen der Ereignisse von 1799

– D^r. Anselm Zurfluh : Suworow, Urseren und Uri, die Akollateralen Schäden

– Alexandre I. **Kouzmine** : Le Musée Souvorov et la campagne de Suisse en 1799

10. *Bonaparte et les Alpes*. Actes du Colloque Bonaparte du bicentenaire. 1800-2000. ASHSM, Bibliothèque militaire fédérale. Thesis Verlag, 2001. 174 pp.
Fr. 25.–

- Jean-Etienne **Genequand** : Bonaparte en Suisse en 1797, quelques réflexions
- Marco **Jorio** : Un nouveau maître pour l'Europe. La situation politique européenne en 1800
- Jürg **Stüssi-Lauterburg** : La Suisse dans la stratégie de Bonaparte
- Hubert **Foerster** : Le Simplon, une alternative ?
- Dominic **Pedrazzini** : Légende et perception d'un mariage de raison : le Valais et Bonaparte
- Léonard Pierre **Closuit** : Entre Martigny et le Grand Saint-Bernard. Passage de Bonaparte et de l'Armée de réserve
- Vincent **Quartier** : Sur la route de Marengo, bloquant l'avance de Bonaparte..., le fort de Bard !
- Claudio **Recupero** : Joseph Gautier, correspondance d'un soldat français en Suisse. 1799B1801
- Georges **Andrey** : Bonaparte, le nouvel Hannibal ou la presse au service de la propagande. Le cas de deux publications (1800-1801)
- Adrien **Tschumy** : L'importance du Grand-Saint-Bernard depuis le passage de Bonaparte (1800-1990).

11. Dominic Pedrazzini: « *Monsieur le Suisse* ». *Jomini, un républicain et ses empe-reurs*. Berne, ASHSM, 2001. 24 pp. Fr. 10.–.



Il s'agit d'un extrait d'une feuille de carte soviétique au 1 : 10 000 qui représente le centre de la ville de Berne. Cette carte a été éditée en 1971 et classifiée « SECRET ». On y voit en couleurs les bâtiments et centres d'intérêt politique et de conduite (en rouge), militaires (en vert) et civils, notamment les gares, bureaux de poste et les usines (en noir).

Les objectifs, intéressants pour les Soviétiques et identifiés par un numéro, sont au nombre de 90 pour la capitale fédérale. Par exemple :

- 6.– Gare principale (noir) ;*
- 8.– Garages souterrains Waisenhaus Platz et Bellevue (vert) ;*
- 10.– Groupement de l'armement (vert) ;*
- 35.– Palais fédéral, ministère de la Défense, Etat-major général (rouge) ;*
- 36.– Ambassade de Grande-Bretagne (rouge) ;*
- 43.– Poste de la gare (vert) ;*
- 73.– Centrale thermique (noir) ;*
- 74.– « Pentagone », Papiermühlestrasse 20 (vert)*
- 75.– Direction générale des CFF (rouge) ;*
- 85.– Police fédérale (rouge) ;*
- 90.– Station électrique (noir).*